1

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Passation d'avenants et attribution de marchés.

Passation d'avenants

Les détails relatifs aux avenants proposés à l'approbation du Conseil sont retracés dans l'annexe ci-jointe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

Passation d'avenants

approuve la passation des avenants énumérés dans l'annexe jointe à la présente délibération ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer et à exécuter les marchés, les avenants et les documents y relatifs.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral

et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

Annexe : avenants nécessitant un avis favorable de la Commission d'appel d'offres ou du Comité interne avant inscription en délibération (avenants de plus de 5% passés sur des marchés dont le montant est supérieur à 221 000 € HT)

Abréviations utilisées *:*

CAO= Commission d'appels d'offres ; PF= Procédure formalisée ; MAPA= Marché à procédure adaptée.

DCPB= Direction de la Construction et du Patrimoine bâti ; DRL= Direction des Ressources Logistiques ; etc.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché(n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
MAPA	DCPB	2015/986	Travaux de restructuration et d'extension de l'école élémentaire LOUVOIS à Strasbourg, Lot N° 15, ELECTRICITE COURANTS FAIBLES	214 584,78	EUROTECHNIC	3	1 552,91 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 29 111,66 € HT)	14,29	245 249,35	14/02/2019
Objet de l'avenant au marché 2015/986: le présent avenant porte sur l'installation des sèches mains dans les sanitaires de la cour.										

2

Communication au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services.

Conformément à l'article L 2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente communication vise à informer le Conseil des marchés attribués et notifiés en application de la délégation donnée à l'exécutif en matière de marchés publics par la délibération du 28 avril 2014.

Par ailleurs, au-delà des seuls marchés entrant dans le champ d'application de ladite délégation, la présente information englobe l'ensemble des marchés dont le montant est supérieur ou égal à 4 000 € HT passés par la Ville de Strasbourg, qu'ils résultent d'une procédure adaptée ou formalisée.

Pour mémoire, les marchés passés selon une procédure adaptée sont ceux dont le montant est inférieur à 221 000 € HT (fournitures et services) et à 5 548 000 € HT (travaux).

La présente communication porte, en l'espèce, sur les marchés dont la notification est intervenue entre le 1er et le 31 décembre 2018.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

Procédures formalisées, marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 3 et 4

(Le montant en euro HT prend en compte la durée totale du marché, périodes de reconductions comprises)

* Accords-cadres à bons de commande

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20180053	DC8013GO - TRAVAUX DE CHAUFFAGE, VENTILATION, CLIMATISATION ET D'ÉLECTRICITÉ ASSOCIÉS, EN MAINTENANCE CORRECTIVE ET POUR DES INTERVENTIONS PONCTUELLES DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG.	GENIE CLIMATIQUE DE L'EST	67800 HOENHEIM	Sans maximum
20180008	17042V BILLETTERIE, SURVEILLANCE ET FILTRAGE DES VISITEURS DE LA PLATEFORME DE LA CATHÉDRALE DE STRASBOURG BILLETTERIE/TENUE DE LA CAISSE	CITY ACCUEIL	67300 SCHILTIGHEIM	75 000
20181131	DC8013GV - TRAVAUX DE CHAUFFAGE, VENTILATION, CLIMATISATION ET D'ÉLECTRICITÉ ASSOCIÉS, EN MAINTENANCE CORRECTIVE ET POUR DES INTERVENTIONS PONCTUELLES DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG.	GENIE CLIMATIQUE DE L'EST	67800 HOENHEIM	Sans maximum
20181147	DM8004GE TRAVAUX DE RETRAIT, D'ÉVACUATION ET DE STOCKAGE DES MATÉRIAUX DES STRUCTURES DE CHAUSSÉE CONTENANT DE L'AMIANTE ET/OU DES HAP SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE STRASBOURG ET DE L'EUROMÉTROPOLE	LINGENHELD ENVIRONNEMENT	67203 OBERSCHAEFFOLSHEIM	2 200 000
20181148	18051V FOURNITURE, INSTALLATION ET MAINTENANCE DES CIBLERIES ÉLECTRONIQUES POUR LES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS DE LA VILLE DE STRASBOURG	B.2.O.S	67000 STRASBOURG	60 000
20190012	DC8002GV MARCHÉ DE TRAVAUX DE MENUISERIE PVC EN MAINTENANCE CORRECTIVE ET POUR DES INTERVENTIONS PONCTUELLES DANS LE CADRE D'OPÉRATIONS DE L'OND, DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG.	EH VERRE CONCEPTION	67201 ECKBOLSHEIM	900 000
20190013	DC8002GO - MARCHÉ DE TRAVAUX DE MENUISERIE PVC EN MAINTENANCE CORRECTIVE ET POUR DES INTERVENTIONS PONCTUELLES DANS LE CADRE D'OPÉRATIONS DE L'OND, DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG.	EH VERRE CONCEPTION	67201 ECKBOLSHEIM	40 000
20190062	18028E MARCHÉ DE FOURNITURE DE PIÈCES ET ACCESSOIRES CHAUFFAGE ET SANITAIRE POUR LES BESOINS DE LA VILLE DE STRASBOURG, L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG ET L'OEUVRE NOTRE DAME FOURNITURES ARTICLES DE CHAUFFAGE	STÉ REGMATHERM	67029 STRASBOURG CEDEX 1	492 000

20190064	18028E MARCHÉ DE FOURNITURE DE PIÈCES ET ACCESSOIRES CHAUFFAGE ET SANITAIRE POUR LES BESOINS DE LA VILLE DE STRASBOURG, L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG ET L'OEUVRE NOTRE DAME FOURNITURES ARTICLES DE SANITAIRE	SIEHR	67100 STRASBOURG	1 434 000

* Marchés ordinaires

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant € HT
20190051	18036V NETTOYAGE DE DIVERSES ÉCOLES SITUÉES SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE STRASBOURGECOLE MATERNELLE OBERLIN ET ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE LOUVOIS	SERNET	67023 STRASBOURG-CEDEX 01	50 001,88
20190055	18036V NETTOYAGE DE DIVERSES ÉCOLES SITUÉES SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE STRASBOURGGROUPE SCOLAIRE ROBERT SCHUMAN	SERNET	67023 STRASBOURG-CEDEX 01	92 435
20190050	18036V NETTOYAGE DE DIVERSES ÉCOLES SITUÉES SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE STRASBOURGGROUPE SCOLAIRE ZIEGELAU	SERNET	67023 STRASBOURG-CEDEX 01	43 452,5
20190021	18044V PRESTATIONS DE NETTOYAGE DES VITRES DE L'OPÉRA DU RHIN ET DU GRENIER D'ABONDANCE	SERNET	67023 STRASBOURG-CEDEX 01	6 488,74
20181129	DC8025VA - MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LA CONSTRUCTION DE L'EXTENSION DES VESTIAIRES DU STADE EXES À STRASBOURG CRONENBOURG	LAMA ARCHITECTES	67000 STRASBOURG	84 459
20181146	DM8006GE MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE POUR LE RÉAMÉNAGEMENT DE LA PLACE DE HALDENBOURG À STRASBOURG-CRONENBOURG MARCHÉ SIMILAIRE	EGISFRANCE/VILLES ET PAYSAGES	67087 STRASBOURG CEDEX 2	33 130

Marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 1 et 2

(Le montant en euro HT prend en compte la durée initiale du marché, périodes de reconductions non comprises)

Marchés ordinaires

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum € HT	Date de notification
2018/1134	FOURN SAPIN ALTERNATIF	ARCHITECTURAL VISUAL EXCITERS	67120 ALTORF	22525	04/12/2018
2018/1135	REALISATION D'UN FILM 3D POUR LE MUSEE ZOOLOGIQUE AVANT SA FERMETURE	RENARD PASCAL PHOTOGRAPHIE SPHENORAMIQUE	67550 VENDENHEIM	7872	04/12/2018
2018/1141	TRVX REALISATION D'UNE COUR ANGLAISE AU CENTRE SPORTIF OUEST STRASBOURG	CONCEPTEURS BATISSEURS ASSEMBLEURS	67550 VENDENHEIM	43809,08	04/12/2018
2018/1142	FOURN. EQUIPEMENTS SALLES DE REPOS ETABLISSEMENTS DE 0 A 6 ANS VDS	WESCO	79140 CERIZAY	18000	10/12/2018
2018/1143	ACHAT DE CHAISES DE CONTREBASSE	KOLBERG PERCUSSION	99999 73066 UHINGEN	8472	05/12/2018
2018/1144	SPECTACLE VIVANT INTITULE "LE VOYAGE DE D. CHOLB" DU 2 AU 4 MAI 2019	RESEAU THEATRE	93100 MONTREUIL SOUS BOIS	9800	06/12/2018
2018/1149	LOCATION D'ESPACES PUBLICITAIRES GARE SAISON 2018-2019	MEDIA TRANSPORTS	92130 ISSY LES MOULINEAUX	10330	12/12/2018
2018/1150	PREST D'EXPLOITATIONS MECANISEES EN FORET DE PRODUCTION	DEBARDAGE DIEDA FRERES	67710 WANGENBOURG ENGENTHAL	37000	12/12/2018
2018/1151	PREST D'ERGONOMIE DE CONCEPTION - INTERVENTION DANS LE CADRE DE PROJETS D'AMENAGEMENT DE LOCAUX DE TRAVAIL DE L'EMS	ERGONOMIE ET CONCEPTION	92500 RUEIL MALMAISON	49350	12/12/2018
2018/1152	ACQUISITION DE CINQ TONDEUSES MULCHEUSES TRACTEES	JOST JEAN PAUL	67120 MOLSHEIM	5796	12/12/2018
2018/1153	REPARATION DE DIVERS FLIGHTS CASES DE MATERIEL D'ORCHESTRE	RYTHMES ET SONS	67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	7043	13/12/2018
2018/1154	CONSERVATION ET RESTAURATION D'¿UVRES SUR PAPIER POUR LE MUDRR TOMI UNGERER	L ATELIER POYAC ARTS GRAPHIQUES EXPERTLAPAGE	54000 NANCY	23978,42	13/12/2018
2018/1155	PREST D'EXPLOITATIONS MECANISEES EN FORET DE PRODUCTION	KRIEGER ET FILS	67420 SAULXURES	24500	14/12/2018
2018/1157	AMO IMPLANTATION DES MOBILIERS DE STOCKAGE POLE D'ETUDE CONSERVATION DES MUSEES DE LA VDS ASSISTANCE REDACTION	FONTENAS HUGUES	75003 PARIS 3	21180	18/12/2018

3

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Demande en remise gracieuse de la régisseuse de recettes « Accueil de la Petite Enfance ».

Un préjudice financier d'un montant de 185,10 € a été constaté au sein de l'un des vingt-cinq points d'encaissement de la régie de recettes « Accueil de la Petite Enfance » suite à un vol, survenu le 31 juillet 2017.

Aucune effraction n'a été constatée mais l'alarme de l'école n'a pas été activée le 31 juillet 2017 au soir.

Depuis, la régisseuse a demandé à déplacer le coffre-fort situé dans le bureau du lieu d'accueil des parents/enfants dans celui de la responsable périscolaire du site.

Au regard des circonstances et compte tenu du fait que la régisseuse n'a connu aucun fait similaire depuis sa nomination (au 1er octobre 2015), il est proposé au Conseil municipal de prendre une délibération pour accorder la remise gracieuse et de prendre en charge le montant en débet.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'émettre un avis favorable à la demande en remise gracieuse de Mme Stéphanie BLERIOT-KOEHREN, régisseuse de la régie de recettes «Accueil de la Petite Enfance», portant sur le montant total du débet, soit la somme de 185,10 € (cent quatre-vingt-cinq euros et dix cents) ;*
- *de prendre en charge cette somme sur le budget de la ville de Strasbourg, fonction 01, nature 6718, service FP05B.*

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

MINUTE

Remis en mains propres
le 08/11/17

MADAME BLERIOT-KOEHREN
7 RUE KLEBER
67500 HAGUENAU

Madame,

La régularisation du débet constaté à la régie de recettes « Accueil de la Petite Enfance » ne peut être obtenue que par la mise en jeu de votre responsabilité personnelle et pécuniaire en votre qualité de régisseur.

Ce déficit s'élève à 185,10 € (cent quatre-vingt-cinq euro et dix cents). Il résulte du vol survenu sur le site Ariane-ICARE, l'un des vingt-cinq points d'encaissement de la régie, constaté le 4 août 2017.

En application des dispositions conjuguées de l'article 60 de la loi n°63-156 du 23 février 1963, portant loi finances pour 1963 et du décret n°2008-227 du 5 mars 2008, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, je vous invite à couvrir ce déficit en versant à la caisse du comptable de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg la somme de 185,10 €.

Vous disposez d'un délai de quinze jours à compter de la notification du présent ordre de versement pour solliciter un sursis de versement et adresser une demande de de remise gracieuse auprès du Ministre chargé des Finances ou du Trésorier-payeur général.

Dans l'hypothèse où aucune suite ne serait réservée à cet ordre de versement, un arrêté de débet sera immédiatement pris à votre encontre.

Par ailleurs, il est précisé que le présent ordre de versement peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Je vous prie d'agréer, Madame, mes salutations distinguées.

Pierre LAPLANE
Directeur Général des Services

Votre contact : Véronique BINDER - Tél. 80753

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Île inscrite sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Imprimé sur papier certifié [illegible]

Madame Stéphanie BLERIOT-KOEHREN
Régisseur
Accueil de la Petite Enfance

Strasbourg, le 15 novembre 2018

Madame la Directrice Régionale des
Finances Publiques
25 avenue des Vosges
67070 STRASBOURG

s/c de la Direction de l'Enfance et de
l'Education
s/c de Monsieur le Maire
de la Ville de Strasbourg
et
de Monsieur l'Administrateur des
Finances Publiques de la Ville et de
l'Eurométropole de Strasbourg

Julie ARANEDER
Directrice

Objet : demande de sursis de versement

Madame la Directrice,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, par ordre de versement du 08/11/2018, j'ai été sommée de verser à Monsieur le Receveur des Finances de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg un montant de 185,10 € (cent quatre-vingt-cinq euro et dix cents), représentant le préjudice financier de la régie de recettes « Accueil de la Petite Enfance » suite à un vol sans effraction survenu dans l'un des vingt-cinq points d'encaissement de la régie.

En date du 04/08/2017, la Responsable Périscolaire du Site Ariane-Icare m'a averti qu'il lui manquait des fonds dans sa régie et qu'elle venait seulement de le constater en voulant préparer la somme afin de me la déposer. Une partie de cette somme était dans une caissette fermée à clé dans l'armoire située dans le bureau de la Responsable. L'armoire était, elle aussi, fermée à clé mais les clés de celle-ci restent dans le bureau. Il n'y a pas eu effraction. Habituellement, les fonds de la Régie sont déposés dans le coffre dédié situé dans le bâtiment adjacent dans le bureau du LAPE (Lieu d'Accueil Parents Enfants) mais il arrive que cela ne soit pas possible de le faire le jour même. A ce moment-là, les fonds sont dans cette caissette fermée.

La semaine précédente, le mardi 29/07/2017, le responsable technique de site avait signalé que l'alarme de l'école n'avait pas été mise le lundi 28/07/2017 au soir. Une fois sur place, les agents ont pu constater que les salles de classe étaient ouvertes, alors que la veille, ils avaient fermé toutes les portes. Les personnes présentes ont alors fait le tour de chaque classe et de chaque bureau mais, à priori, rien n'avait été volé ou dégradé. Aucune déclaration auprès des services de police n'a donc été faite.

Nous avons demandé à déplacer le coffre-fort dans le bureau de la Responsable Périscolaire de Site.
Ainsi, les mesures de sécurité mises en place devraient éviter que la situation ne se reproduise.

Dans ces circonstances, il m'a été proposé de vous faire parvenir également une demande en remise gracieuse.

Je me permets donc de solliciter votre bienveillance afin d'obtenir un sursis de versement et vous prie d'agréer, Madame la Directrice, l'expression de mes sentiments dévoués.

Pour avis	Pour avis	
Le Maire Par délégation	L'Administrateur des Finances Publiques	Le Régisseur
Serge OEHLER	Bertrand LANOTTE	Stéphanie BLERIOT-KOEHREN

Madame Stéphanie BLERIOT-KOEHREN
Régisseur
Accueil de la Petite Enfance

Strasbourg, le 15 novembre 2018

Madame la Directrice Régionale des
Finances Publiques
25 avenue des Vosges
67070 STRASBOURG

s/c de la Direction de l'Enfance et de
l'Education
s/c de Monsieur le Maire
de la Ville de Strasbourg
et
de Monsieur l'Administrateur des
Finances Publiques de la Ville de
Strasbourg

Julie ARANEDER
Directrice

Objet : demande en remise gracieuse

Madame la Directrice,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, par ordre de versement du 08/11/2018, j'ai été sommée de verser à Monsieur le Receveur des Finances de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg un montant de 185,10 € (cent quatre-vingt-cinq euro et dix cents), représentant le préjudice financier de la régie de recettes « Accueil de la Petite Enfance » suite à un vol sans effraction survenu au sein des vingt-cinq établissements.

En date du 04/08/2017, la Responsable Périscolaire du Site Ariane-Icare m'a averti qu'il lui manquait des fonds dans sa régie et qu'elle venait seulement de le constater en voulant préparer la somme afin de me la déposer. Une partie de cette somme était dans une caissette fermée à clé dans l'armoire située dans le bureau de la Responsable. L'armoire était, elle aussi, fermée à clé mais les clés de celle-ci restent dans le bureau. Il n'y a pas eu effraction. Habituellement, les fonds de la Régie sont déposés dans le coffre dédié situé dans le bâtiment adjacent dans le bureau du LAPE (Lieu d'Accueil Parents Enfants) mais il arrive que cela ne soit pas possible de le faire le jour même. A ce moment-là, les fonds sont dans cette caissette fermée.

La semaine précédente, le mardi 29/07/2017, le responsable technique de site avait signalé que l'alarme de l'école n'avait pas été mise le lundi 28/07/2017 au soir. Une fois sur place, les agents ont pu constater que les salles de classe étaient ouvertes, alors que la veille, ils avaient fermé toutes les portes. Les personnes présentes ont alors fait le tour de chaque classe et de chaque bureau mais, à priori, rien n'avait été volé ou dégradé. Aucune déclaration auprès des services de police n'a donc été faite.

Nous avons demandé à déplacer le coffre-fort dans le bureau de la Responsable Périscolaire de Site.
Ainsi, les mesures de sécurité mises en place devraient éviter que la situation ne se reproduise.

Dans l'espoir qu'il vous sera possible de donner une suite favorable à la présente demande en en remise gracieuse, je vous prie d'agréer, Madame la Directrice, l'expression de mes sentiments dévoués.

Pour avis

Le Maire
Par délégation

Serge OEHLER

Pour avis

L'Administrateur
des Finances Publiques

Bertrand LANOTTE

Le régisseur

Stéphanie BLERIOT-KOEHREN

4

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Avis sur les emplois Ville.

Les emplois relevant des compétences de la ville de Strasbourg sont créés par la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole et la charge est répartie entre les deux collectivités selon la convention du 3 mars 1972.

La délibération qui vous est soumise porte sur des suppressions, des créations et des transformations d'emplois.

1) Des suppressions d'emplois présentées en annexe 1 préalablement soumises pour avis au CT :

- 2 emplois au sein de la Direction de la Culture permettant la création concomitante de 2 autres emplois au sein de cette direction.

2) Des créations d'emplois présentées en annexe 2 :

- 1 emploi au sein de la Direction des Solidarités et de la santé dans le cadre du plan « Un avenir pour nos enfants » porté par le Conseil départemental et financé par celui-ci dans le cadre de sa délégation ;

- 5 emplois au sein de la Direction de la Culture dont 2 compensés par la suppression concomitante de 2 autres emplois au sein de la direction et 3 dans la perspective du nouveau statut de l'orchestre philharmonique.

3) Des créations d'emplois saisonniers présentées en annexe 3.

Comme chaque année, un certain nombre de créations temporaires est proposé pour répondre aux besoins saisonniers de certains services dont l'activité est en augmentation en été ou pour pallier les absences pour congé annuel afin d'assurer la continuité du service public.

4) Des transformations d'emplois présentées en annexe 4.

Les transformations d'emplois créés précédemment peuvent être rendues nécessaires lorsque les missions et/ou la configuration de l'emploi sont modifiées *(changement d'intitulé, de la nature des fonctions, et/ou de la fourchette de grades)*.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
vu l'article L5211-57 du Code général des collectivités territoriales,
vu la Convention du 3 mars 1972 entre la CUS et la Ville de Strasbourg,
sur proposition de la Commission Plénière,
après en avoir délibéré,

approuve,

après avis du CT, les suppressions, créations et transformations d'emplois présentées en annexe.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

Annexe 1 à la délibération du Conseil municipal du 25 mars 2019 relative à la suppression d'emplois

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de la Culture	Action culturelle	1 concierge	Assurer la sécurité du bâtiment, l'entretien et la maintenance de premier niveau ainsi que l'accueil des intervenants extérieurs.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise principal	Suppression d'emploi soumise au CT du 22/03/19
Direction de la Culture	Conservatoire	1 professeur de musique	Dispenser un enseignement artistique dans sa discipline, partager son expérience et sa connaissance professionnelles de la discipline, dans le respect du schéma d'orientation pédagogique, en relation avec l'équipe pédagogique.	Temps complet	Professeur d'enseignement artistique	Professeur d'enseignement artistique de classe normale à hors classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 22/03/19

Annexe 2 à la délibération du Conseil municipal du 25 mars 2019 relative à la création d'emplois permanents

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction des Solidarités et de la santé	Action sociale territoriale	1 référent enfance	Prendre en charge des situations d'informations préoccupantes en matière de protection de l'enfance. Assurer une fonction ressources auprès des travailleurs sociaux. Participer à des séances d'information.	Temps complet	Assistant socio-éducatif	Assistant socio-éducatif de 2ème classe à classe exceptionnelle	Création dans le cadre du plan "Un avenir pour nos enfants" porté par le Conseil départemental
Direction de la Culture	Action culturelle	1 chargé de mission spectacle vivant	Coordonner et suivre la mise en œuvre et le financement des actions en faveur du spectacle vivant. Piloter et suivre des projets.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	
Direction de la Culture	Action culturelle	1 responsable administratif et financier	Coordonner et assurer la gestion administrative, des ressources financières et humaines, et bâtimentaire. Développer et mettre en œuvre des outils de pilotage. Piloter et suivre des dossiers spécifiques.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 administrateur	Contribuer à la définition de la stratégie et des orientations en matière de gestion administrative, des ressources financières et humaines. Piloter la mise en œuvre. Encadrer une équipe. Piloter et suivre des dossiers spécifiques.	Temps complet	Attaché ou administrateur	Attaché à directeur Administrateur	Création dans la perspective du nouveau statut de l'orchestre
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 délégué artistique	Planifier la programmation musicale. Assurer un rôle de conseil et d'expertise musicologique. Contribuer à la promotion de l'orchestre et à l'animation du réseau des partenaires. Piloter et suivre des projets.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Création dans la perspective du nouveau statut de l'orchestre
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 assistant RH	Assurer la gestion du personnel en lien avec la DRH et établir des tableaux de bord. Informer et conseiller les agents. Assurer le suivi de dossiers. Assister le responsable ressources humaines dans ses missions.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Création dans la perspective du nouveau statut de l'orchestre

Annexe 3 à la délibération du Conseil municipal du 25 mars 2019 relative à la création d'emplois correspondant à un besoin saisonnier

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nombre de mois de travail**	**Nature des fonctions**	**Cadre d'emplois**	**Grade**	**Traitement de base**
Direction des Solidarités et de la santé	Soutien à l'autonomie	Agent canicule	6	Réaliser la campagne d'appel et de visites à domicile des personnes âgées.	Adjoint administratif	Adjoint administratif	IB 348
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Périscolaire et éducatif	Animateur *(BAFA)*	4	Participer à la mise en place d'ateliers artistiques et de visites de musées de la Ville. Animer ces ateliers et visites auprès de groupes d'enfants des accueils de loisirs municipaux.	Adjoint d'animation	Adjoint d'animation principal de 2ème classe	IB 351
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Patrimoine pour l'enfance et l'éducation	Aide au responsable technique de site	16	Assurer diverses tâches d'entretien, de petite manutention et de déplacement de mobilier. Assurer l'ouverture/fermeture d'établissement.	Adjoint technique	Adjoint technique	IB 348
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Famille et petite enfance	Agent d'entretien	2	Assurer le nettoyage des locaux.	Adjoint technique	Adjoint technique	IB 348
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Inscriptions et scolarité	Agent administratif	4	Instruire et saisir les inscriptions scolaires et les renouvellements d'inscriptions périscolaires. Réaliser des tâches de tri, de contrôle et de classement.	Adjoint administratif	Adjoint administratif	IB 348
Direction de la Culture	Musées	Agent d'accueil et de surveillance	33	Assurer la surveillance dans les musées.	Adjoint du patrimoine	Adjoint du patrimoine	IB 348
Direction des Sports	Vie sportive	Animateur *(sans ou avec BAFA)*	30	Animer des activités dans les piscines et plans d'eau.	Adjoint d'animation	Adjoint d'animation ou adjoint d'animation principal de 2ème classe	IB 348 ou 351
Direction des Sports	Vie sportive	Educateur sportif	18	Encadrer et animer des activités dans les piscines et plans d'eau.	Educateur des APS	Educateur des APS	IB 372 à 452
Délégation Relations internationales et communication	Evènements	Agent logistique et technique	3	Veiller au respect des conditions de sécurité des opérations sur l'espace public. Assurer le fonctionnement logistique et technique des opérations.	Adjoint technique	Adjoint technique principal de 2ème classe	IB 351
Délégation Relations internationales et communication	Evènements	Educateur sportif	2	Assurer la mise en place et l'animation d'ateliers sportifs à destination du grand public.	Educateur des APS	Educateur des APS	IB 372
Délégation Relations internationales et communication	Evènements	Animateur *(BAFA)*	15	Assurer des activités d'animation à destination du grand public.	Adjoint d'animation	Adjoint d'animation principal de 2ème classe	IB 351

Annexe 4 à la délibération du Conseil municipal du 25 mars 2019 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Transformations suite à réorganisations présentées en CT							
Direction de la Culture	Action culturelle	1 responsable de l'architecture et du patrimoine	Encadrer et animer le département. Piloter et mettre en œuvre des actions de valorisation du patrimoine et de sensibilisation à l'architecture dans le cadre du label Ville d'art et d'histoire. Accompagner les acteurs culturels. Assurer la fonction de responsable unique de sécurité.	Temps complet	Attaché de conservation du patrimoine	Attaché de conservation à attaché principal de conservation	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable du département animation du patrimoine - animateur de l'architecture et du patrimoine) suite au CT du 07/02/19.
Direction de la Culture	Action culturelle	1 chargé de la médiation et des publics	Coordonner et mettre en œuvre la programmation culturelle et éducative. Organiser des manifestations. Encadrer une équipe.	Temps complet	Attaché de conservation du patrimoine	Attaché de conservation à attaché principal de conservation	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant chargé de mission patrimoine calibré attaché à attaché principal, attaché de conservation à attaché principal de conservation et ingénieur à ingénieur principal) suite au CT du 07/02/19.
Direction de la Culture	Action culturelle	1 chargé de mission illustration - livre	Coordonner et suivre la mise en œuvre et le financement des actions en faveur de l'illustration, du livre, de l'édition ainsi que de l'interculturalité et la culture régionale. Piloter et suivre des projets.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant conseiller culturel calibré attaché principal à administrateur) suite au CT du 07/02/19.
Direction de la Culture	Action culturelle	1 responsable arts visuels - illustration - livre	Encadrer et animer le département. Piloter et/ou accompagner des projets.	Temps complet	Attaché ou attaché de conservation du patrimoine	Attaché à attaché principal Attaché de conservation à attaché principal de conservation	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable du département arts plastiques et commande artistique) suite au CT du 07/02/19.
Direction de la Culture	Action culturelle	1 chargé des dispositifs artistiques	Mettre en œuvre et suivre les dispositifs artistiques. Accompagner et/ou animer des projets. Participer aux actions de valorisation.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant assistant du département arts plastiques calibré rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe et assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe) suite au CT du 07/02/19.
Direction de la Culture	Action culturelle	2 chargés de mission spectacle vivant	Coordonner et suivre la mise en œuvre et le financement des actions en faveur du spectacle vivant. Piloter et suivre des projets.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chargé de mission musique classique et théâtre et chargé de mission musiques actuelles et arts du cirque) suite au CT du 07/02/19.
Transformations avec incidence financière à la hausse							
Direction des Solidarités et de la santé	Action sociale territoriale	2 référents insertion	Assurer un diagnostic et la construction de parcours d'insertion pour les nouveaux entrants dans le dispositif.	Temps complet	Assistant socio-éducatif	Assistant socio-éducatif de 2ème classe à classe exceptionnelle	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant instructeur insertion calibré rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe).
Délégation Relations internationales et communication	Evènements	1 responsable logistique	Encadrer et animer l'équipe. Organiser, gérer et superviser les prestations. Elaborer et suivre la gestion des flux et des stocks.	Temps complet	Agent de maîtrise ou technicien	Agent de maîtrise à technicien	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant chef d'équipe de manutention calibré d'agent de maîtrise à agent de maîtrise principal).
Transformations avec incidence financière à la baisse							
Direction de la Culture	Musées	1 coordinateur des expositions et des programmes publics	Coordonner et suivre l'organisation des expositions temporaires et des programmes publics. Préparer, organiser et suivre les marchés et budgets afférents.	Temps complet	Attaché de conservation du patrimoine	Attaché de conservation à attaché principal de conservation	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant coordinateur des expositions et des programmes des publics calibré conservateur du patrimoine à conservateur en chef du patrimoine).
Transformations sans incidence financière							
Direction de la Population, des élections et des cultes	Etat-civil et élections	1 agent d'état civil de la salle des registres	Etablir des pièces d'état civil demandées par courrier, fax, Internet… . Assurer l'accueil téléphonique. Apposer les mentions marginales. Effectuer la traduction gothique allemande.	Temps complet	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal de 2ème classe à 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant agent du bureau des élections).

5

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Subvention à divers établissements cultuels strasbourgeois.

1. Allocation de subventions d'équipement

Rappel du barème des subventions d'équipement

o Lorsque la paroisse est propriétaire des bâtiments

- intervention d'urgence pour mise hors d'eau (gros œuvre, couverture, huisseries, vitrerie) 50 %
- accessibilité handicapés (rampes, dégagements) 50 %
- horloges extérieures présentant un intérêt pour la population 50 %
- conformités : électrique, gaz, fuel et autres mesures d'hygiène et de sécurité exigées par la commission de sécurité (balisage, issues de secours) 40 %
- remplacement chauffage 30 %
- transformations pour économie d'énergie 20 %
- constructions neuves, agrandissements, cloches et accessoires, abords, orgues, sonorisation, mobilier 10 %

o Lorsque la ville de Strasbourg est propriétaire des bâtiments

Elle prend en charge une partie des travaux incombant au propriétaire, dans la limite des crédits disponibles. Dans ce cas, la Ville assure la maîtrise d'ouvrage et la décision de lancer les travaux lui appartient.

o Cas des édifices classés « Monuments Historiques »

Le plan de financement des travaux portant sur les Monuments Historiques, qu'ils appartiennent à la Ville ou à une paroisse, est le suivant :

- Etat 40 %
- Ville 25 %
- Propriétaire 35 %

Subventions d'équipement proposées

Conformément aux principes énoncés ci-dessus, il est proposé d'accorder des aides financières aux communautés suivantes.

- **Bâtiments propriété de la paroisse**

Paroisses catholiques

Saint Maurice	**72 000 €**

Pour la restauration de la toiture et d'une aile de la sacristie.

Très Sainte Trinité	**36 678 €**

Pour le clos et couvert.

Saint Arbogast	**16 736 €**

Pour le clos et couvert.

Saint Urbain	**5 497 €**

Pour la mise en conformité de l'éclairage extérieur suite au rapport de l'APAVE.

Saint Benoît	**1 886 €**

Pour le remplacement de l'installation de chauffage (conduites, régulation, pot de désembouage).

Paroisses protestantes

Saint Guillaume	**202 400 €**

Pour le traitement de l'humidité des murs, la reprise des crépis, la mise en peinture intérieure et extérieure, la réhabilitation du clocher, la reprise des sols, la mise en conformité de l'électricité et de la plomberie, du paratonnerre, de la ferronnerie, de la sonorisation, de la restauration de tableaux et de l'orgue : 200 000€.
Pour la restauration de tableaux des XVIIe et XVIIIe siècle : 2 400 €.

Temple Neuf	**184 446 €**

Pour la restauration des façades extérieures (pierre de taille) : 155 225 €
Pour la restauration de l'orgue : 29 221 €.

- **Bâtiments propriété de la Ville**

Paroisse catholique Saint Louis Ville	**951 €**

Pour la restauration du tableau de Saint Louis.

2. Subventions pour des manifestations

Fonds Social Juif Unifié	**2 000 €**

Interlocuteur privilégié des pouvoirs publics pour l'ensemble de la communauté juive, le F.S.J.U. a organisé à Strasbourg, du 1er au 4 novembre 2018 le séminaire national des

cadres et responsables des mouvements de jeunesse juifs en France. Le budget de cette manifestation s'est élevé à 77 800 €.

Amitié Judéo Chrétienne de Strasbourg	**500 €**

L'Amitié judéo-chrétienne de France a pour tâche essentielle de faire en sorte qu'entre judaïsme et christianisme, la connaissance, la compréhension, le respect et l'amitié se substituent aux malentendus séculaires et aux traditions d'hostilité.
A cette fin, L'AJC de Strasbourg va organiser différentes conférences au cours de l'année.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement de subventions aux organismes suivants :

1. Bâtiments

Bâtiments propriété de la paroisse

Paroisses catholiques

Saint Maurice	*72 000 €*
Très Sainte Trinité	*36 678 €*
Saint Arbogast	*16 736 €*
Saint Urbain	*5 497 €*
Saint Benoît	*1 886 €*

Paroisses protestantes

Saint Guillaume	*202 400 €*
Temple Neuf	*184 446 €*

Bâtiments propriété de la ville de Strasbourg

Paroisse catholique Saint Louis Ville	*951 €*

2. Manifestations

Fonds Social Juif Unifié	*2 000 €*
Amitié Judéo-Chrétienne de Strasbourg	*500 €*

décide

- *l'imputation de la dépense de 520 594 € sur le budget 2019 de la ville de Strasbourg, activité AT 03, fonction 025, nature 20422 programme 7007 dont le disponible, avant le présent Conseil, est de 654 500 €, et*
- *l'imputation de la dépense de 2 500 € sur le budget 2019 de la ville de Strasbourg activité AT 03A, fonction 025, nature 6574 programme 8036 dont le disponible, avant le présent Conseil, est de 93 705 €,*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

6

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Signature de la Convention des Maires pour le Climat et l'Energie.

La convention des maires pour le Climat et l'Energie rassemble les collectivités locales qui s'engagent volontairement à mettre en œuvre les objectifs de l'Union Européenne en matière de climat et d'énergie. Elle rassemble aujourd'hui 7 755 collectivités locales et régionales réparties dans 53 pays, en s'appuyant sur les atouts d'un mouvement mondial réunissant nombreuses parties prenantes et l'appui technique et méthodologique offert par des bureaux spécifiques.

Depuis 2017, la convention connait une expansion à l'échelle mondiale. Des bureaux régionaux de la convention pour l'Amérique du Nord, l'Amérique latine et les Caraïbes, la Chine et l'Asie du Sud-Est, l'Inde et le Japon sont progressivement mis en place pour compléter le réseau existant.

Fondée en 2008 en Europe, cette initiative a donné naissance à une approche "bottom-up" unique en son genre pour l'action énergie-climat. Les villes signataires s'engagent à soutenir la mise en œuvre de l'objectif européen de réduction de 40 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 et à adopter une approche commune pour lutter contre le changement climatique. Elles souscrivent également à une vision commune pour 2050 : accélérer la décarbonisation de leurs territoires, renforcer leur capacité d'adaptation aux impacts inévitables du changement climatique et permettre à leurs citoyens d'accéder à une énergie sûre, durable et abordable.

Cet engagement politique audacieux marque le début d'un processus à long terme. Afin de traduire leur engagement politique en mesures et projets concrets, les signataires de la convention s'engagent à soumettre, dans les deux ans suivant la date de la décision d'adhésion de leur conseil municipal, un plan d'action en faveur de l'énergie durable et du climat (PAEDC) décrivant les actions clés qu'ils envisagent d'entreprendre. Ce plan doit comprendre un Inventaire de référence des émissions pour suivre les mesures d'atténuation et une Évaluation des risques et vulnérabilités climatiques. La stratégie d'adaptation peut faire partie du PAEDC ou être élaborée et intégrée dans un document de planification distinct.

La communauté urbaine (aujourd'hui eurométropole) de Strasbourg a signé la convention des maires le 14 décembre 2009 sur la base de son plan climat territorial (PCT) et soumis son plan d'action à la convention des maires en juin 2012. Ainsi, durant les 10 dernières années, le plan climat a ainsi constitué un document de référence pour les politiques publiques territoriales en matière de climat à l'horizon 2020, décliné ensuite en une série

de plans d'actions thématiques. Son second Plan Climat Air Energie Territorial 2030 (PCAET) est en voie de finalisation.

La ville de Strasbourg, a adopté le 27 février 2017 une stratégie Air-Climat-Energie, faisant suite à un plan climat énergie territorial volontaire depuis 2009. Elle souhaite aujourd'hui mettre en œuvre une stratégie complémentaire de transition écologique et énergétique sur son territoire, intégrée à ses compétences propres, courant 2019. Les politiques à mener viseront à opérer des ruptures pour faire avancer le territoire vers une économie moins carbonée, moins dépendant des énergies fossiles, garantissant un accès pour tous à l'énergie, et ainsi constituer un territoire plus résilient et plus ancré sur des ressources locales.

Pour mener à bien ces changements, disposer d'indicateurs annuels pertinents et fiables et rationaliser la démarche de changement, la ville de Strasbourg a engagé une démarche de labellisation « Cit'ergie », déclinaison française des « European Energy Awards ». Ce dispositif, qui compte à ce jour plus de 1200 collectivités participantes au niveau européen, est l'outil opérationnel de diagnostic et de management de la qualité de la politique énergétique et climatique de la collectivité. Il se déroule sur deux ans avec comme ambition de permettre la réalisation des objectifs fixés par la convention des maires pour l'Energie et le Climat, dans un plan d'action conjoint et une vision commune, crédible et transparente.

Elle fournit à la collectivité un cadre de compilation et de communication de données robuste, cohérent, transparent et harmonisé : fondée sur l'expérience des municipalités, des régions et des réseaux de villes participantes, la méthodologie de la convention des maires s'appuie sur une base technique et scientifique solide, élaborée conjointement avec la Commission Européenne. Des principes méthodologiques et des modèles de rapports communs ont été élaborés pour permettre aux signataires de suivre, rapporter et publier l'état d'avancement des projets de façon structurée et systématique. Les plans d'action en faveur de l'énergie durable et du climat sont rendus publics dans le registre en ligne des signataires, sur le site web de la convention des maires.

Elle permet également une reconnaissance et une forte visibilité des efforts entrepris : les résultats (individuels et collectifs) recueillis grâce aux modèles de rapports sont publiés sur le site web de la convention des maires afin de susciter et de faciliter les échanges et l'auto-évaluation. En publiant les données sur le site de la convention, les signataires peuvent démontrer les grands effets de leur action sur le terrain. Les données compilées au moyen du cadre de communication de la convention des maires constituent également des informations essentielles sur les actions à l'échelon local pour les décideurs nationaux, européens et internationaux.

Les enjeux climatiques et les engagements que nous avons pris à l'occasion de l'accord de Paris issu de la COP 21, nous invitent à joindre nos efforts pour opérer les mutations attendues. Seule une action déterminée et coordonnée à toutes les échelles nous permettra de proposer les réponses adéquates et opérationnelles attendues dans un délai rapide. Ainsi, la ville de Strasbourg, souhaite rejoindre la convention des maires pour le Climat et l'Energie pour contribuer à la hauteur de son rôle sur le territoire à l'effort collectif pour l'atteinte des objectifs énergétiques et climatiques.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
autorise

le Maire ou son/sa représentant-e à signer la Convention des Maires pour le Climat et l'Energie.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

Convention des Maires
pour le Climat et l'Énergie

Je soussigné(e), **[Nom du maire (ou autre représentant équivalent)]**, **[Maire (ou fonction)]** de **[Nom de l'autorité locale]**, ai été mandaté(e) par le **[Conseil municipal (ou organe décisionnel équivalent)]**, le **[date]**, pour signer la **Convention des Maires pour le Climat et l'Energie**, en pleine connaissance des engagements présentés dans la déclaration d'engagement et résumés ci-dessous.

En conséquence, l'autorité locale que je représente s'engage principalement à :

- réduire les émissions de CO_2 (et éventuellement d'autres gaz à effet de serre) sur son territoire d'**au moins 40 % d'ici 2030**, grâce notamment à une meilleure efficacité énergétique et à un recours accru à des sources d'énergie renouvelables,
- renforcer sa résilience en s'adaptant aux incidences du changement climatique.

Afin de traduire ces engagements en actions concrètes, l'autorité locale que je représente entend appliquer l'approche pas-à-pas suivante :

- effectuer un **bilan des émissions** et une **évaluation des risques et vulnérabilités liés au changement climatique**,
- présenter un **plan d'action en faveur de l'énergie durable et du climat** dans les deux ans suivant la décision du conseil municipal, dont la date figure ci-dessus,
- **établir un rapport** au moins tous les deux ans à dater de la présentation du plan d'action en faveur de l'énergie durable et du climat, à des fins d'évaluation, de suivi et de vérification.

J'accepte que l'autorité locale que je représente fasse l'objet d'une suspension de l'initiative - sous réserve d'un préavis écrit du Bureau de la Convention des Maires - si elle ne présente pas les documents susmentionnés (le plan d'action en faveur de l'énergie durable et du climat et les rapports de suivi) dans les délais impartis.

[Nom et adresse complète de l'autorité locale]

[Nom, adresse électronique et numéro de téléphone de la personne de contact]

SIGNATURE

LA CONVENTION DES MAIRES POUR LE CLIMAT ET L'ÉNERGIE

Nous, les maires signataires de la présente Convention, partageons la vision d'un avenir durable, quelle que soit la taille de notre municipalité ou son emplacement sur la carte du monde. Cette vision commune guide notre action pour relever des défis interdépendants: l'atténuation du changement climatique, l'adaptation à ses effets et l'énergie durable. Nous sommes prêts, ensemble, à prendre des mesures concrètes et de long terme pour offrir aux générations actuelles et futures un environnement stable sur les plans environnemental, social et économique. Il est de notre responsabilité collective de construire des territoires plus durables, plus attrayants, plus vivables, plus résilients et plus économes en énergie.

NOUS, LES MAIRES, RECONNAISSONS QUE:

Le changement climatique est déjà à l'œuvre et constitue l'un des plus grands défis mondiaux de notre temps. Il nécessite une action immédiate et une coopération entre les autorités locales, régionales et nationales du monde entier.

Les autorités locales sont des acteurs essentiels de la transition énergétique et de la lutte contre le changement climatique, car elles constituent le niveau décisionnel le plus proche des citoyens. Elles partagent la responsabilité de l'action en faveur du climat avec les échelons régional et national et souhaitent agir, quels que soient les engagements pris par les autres parties. Partout et dans toutes les situations socio-économiques, les autorités locales et régionales sont en première ligne pour réduire la vulnérabilité de leur territoire aux diverses incidences du changement climatique. Même si des mesures de réduction des émissions sont déjà en cours, l'adaptation reste un complément nécessaire et indispensable à l'atténuation.

L'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses conséquences peuvent offrir de multiples avantages pour l'environnement, la société et l'économie. Menées de pair, ces deux politiques ouvrent de nouvelles perspectives pour promouvoir un développement local durable, notamment: bâtir des collectivités plus inclusives, résilientes et économes en énergie; améliorer la qualité de vie; encourager l'investissement et l'innovation; stimuler l'économie locale et créer des emplois; renforcer l'engagement et la coopération des parties prenantes.

Les solutions locales aux questions énergétiques et climatiques contribuent à fournir une énergie sûre, durable, compétitive et abordable aux citoyens. Elles concourent donc à réduire la dépendance énergétique et à protéger les consommateurs vulnérables.

NOUS, LES MAIRES, PARTAGEONS UNE VISION POUR 2050:

- la décarbonation des territoires, qui contribue à contenir l'élévation de la température de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux de l'ère préindustrielle, conformément à l'accord international sur le climat conclu lors de la conférence COP 21, à Paris, en décembre 2015;
- des territoires plus résilients, prêts à faire face aux conséquences négatives inévitables du changement climatique;
- un accès universel à des services énergétiques sûrs, durables et abordables pour tous, qui améliore la qualité de vie et renforce la sécurité énergétique.

POUR RÉALISER CETTE VISION, NOUS, LES MAIRES, NOUS ENGAGEONS À:

- réduire les émissions de CO_2 (et éventuellement d'autres gaz à effet de serre) sur le territoire de nos municipalités d'**au moins 40 % d'ici à 2030**, grâce notamment à une meilleure efficacité énergétique et à un recours accru à des sources d'énergie renouvelables;
- renforcer notre résilience en nous adaptant aux incidences du changement climatique;
- partager notre vision, nos résultats, notre expérience et notre savoir-faire avec nos homologues des autorités locales et régionales dans l'UE et au-delà, grâce à une coopération directe et à des échanges entre pairs, notamment dans le cadre du Pacte mondial des maires.

Pour traduire dans les faits les engagements de nos autorités locales, nous nous engageons à suivre la feuille de route détaillée présentée à l'annexe I, qui prévoit l'élaboration d'un plan d'action en faveur de l'énergie durable et du climat et le suivi régulier des progrès obtenus.

NOUS, LES MAIRES, RECONNAISSONS QUE NOTRE ENGAGEMENT NÉCESSITE:

- une volonté politique forte;
- l'établissement d'objectifs à long terme ambitieux, indépendants de la durée des mandats politiques;
- une (inter)action coordonnée entre les mesures d'atténuation et d'adaptation grâce à la mobilisation de tous les services municipaux concernés;
- une approche territoriale transversale et globale;
- l'allocation des ressources humaines, financières et techniques adéquates;

- le dialogue avec tous les acteurs concernés dans nos territoires;
- l'implication des citoyens en tant que consommateurs d'énergie importants, que consommateurs-producteurs et que participants à un système énergétique avec modulation de la demande;
- une action immédiate, notamment au moyen de mesures flexibles dites «sans regret»;
- la mise en œuvre de solutions intelligentes pour répondre aux défis techniques et sociétaux de la transition énergétique;
- des ajustements réguliers de notre action en fonction des résultats du suivi et des évaluations;
- une coopération à la fois horizontale et verticale, entre les autorités locales et avec tous les autres échelons politiques.

NOUS, LES MAIRES, SALUONS:

- l'initiative de la Commission européenne qui regroupe l'atténuation et l'adaptation — les deux piliers de la lutte contre le changement climatique — dans un seul texte et qui renforce les synergies avec les autres politiques et initiatives de l'UE concernées;
- le soutien de la Commission européenne à l'élargissement du modèle de la Convention des maires à d'autres régions du monde, dans le cadre du Pacte mondial des maires;
- le soutien du Comité des régions, voix institutionnelle des autorités locales et régionales de l'Union européenne, à la Convention des maires et à ses objectifs;
- l'assistance fournie aux autorités locales par les États membres, les régions, les provinces, les villes marraines et d'autres structures institutionnelles, pour les aider à respecter leurs engagements pris en matière d'atténuation et d'adaptation dans le cadre de la Convention des maires.

NOUS, LES MAIRES, INVITONS:

– **LES AUTRES AUTORITÉS LOCALES À:**

- se joindre à nous au sein de la communauté de la Convention des maires;

- partager leurs connaissances et mettre en œuvre des activités de renforcement des capacités dans le cadre de la Convention;

– **LES AUTORITÉS RÉGIONALES ET INFRANATIONALES À:**

- nous proposer des orientations stratégiques et un appui politique, technique et financier pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de nos plans d'action et des mesures associées;
- nous aider à promouvoir la coopération et des approches conjointes pour une action plus efficace et plus intégrée;

– **LES GOUVERNEMENTS NATIONAUX À:**

- assumer leur responsabilité en matière de lutte contre le changement climatique et fournir le soutien politique, technique et financier nécessaire pour la préparation et la mise en œuvre de nos stratégies locales d'atténuation et d'adaptation;
- nous associer à la préparation et à la mise en œuvre des stratégies nationales d'atténuation et d'adaptation;
- garantir un accès adéquat aux mécanismes de financement pour appuyer les actions locales en matière de climat et d'énergie;
- reconnaître la portée de nos efforts au niveau local, tenir compte de nos besoins et faire connaître nos points de vue dans les discussions européennes et internationales sur le climat;

– **LES INSTITUTIONS EUROPÉENNES À:**

- consolider les cadres politiques qui appuient la mise en œuvre de stratégies locales en matière d'énergie et de climat et la coopération entre les villes;
- nous fournir une assistance opérationnelle, technique et promotionnelle adéquate;
- continuer à intégrer la Convention des maires dans les politiques, programmes de soutien et activités de l'Union européenne qui sont concernés, tout en nous associant aux phases de préparation et de mise en œuvre;

- continuer à offrir des possibilités de financement pour la mise en œuvre de nos engagements et à proposer des mécanismes spécifiques d'aide à la conception de projets qui nous aident à élaborer, présenter et lancer des programmes d'investissement;

- reconnaître notre rôle et notre travail en matière d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets et présenter nos réalisations à la communauté internationale;

– **LES AUTRES PARTIES PRENANTES[1] À:**

- mobiliser et partager l'expertise, le savoir-faire, la technologie et les ressources financières qui complètent et appuient nos efforts au niveau local, renforcent les capacités, encouragent l'innovation et stimulent l'investissement;

- devenir de véritables acteurs de la transition énergétique et nous soutenir en s'engageant dans des initiatives citoyennes.

[1] Par exemple le secteur privé, les institutions financières, la société civile, la communauté scientifique et le milieu universitaire.

ANNEXE I

CONVENTION DES MAIRES: PROCESSUS ÉTAPE PAR ÉTAPE ET PRINCIPES DIRECTEURS

UN PLAN D'ACTION CONJOINT POUR UNE VISION COMMUNE:

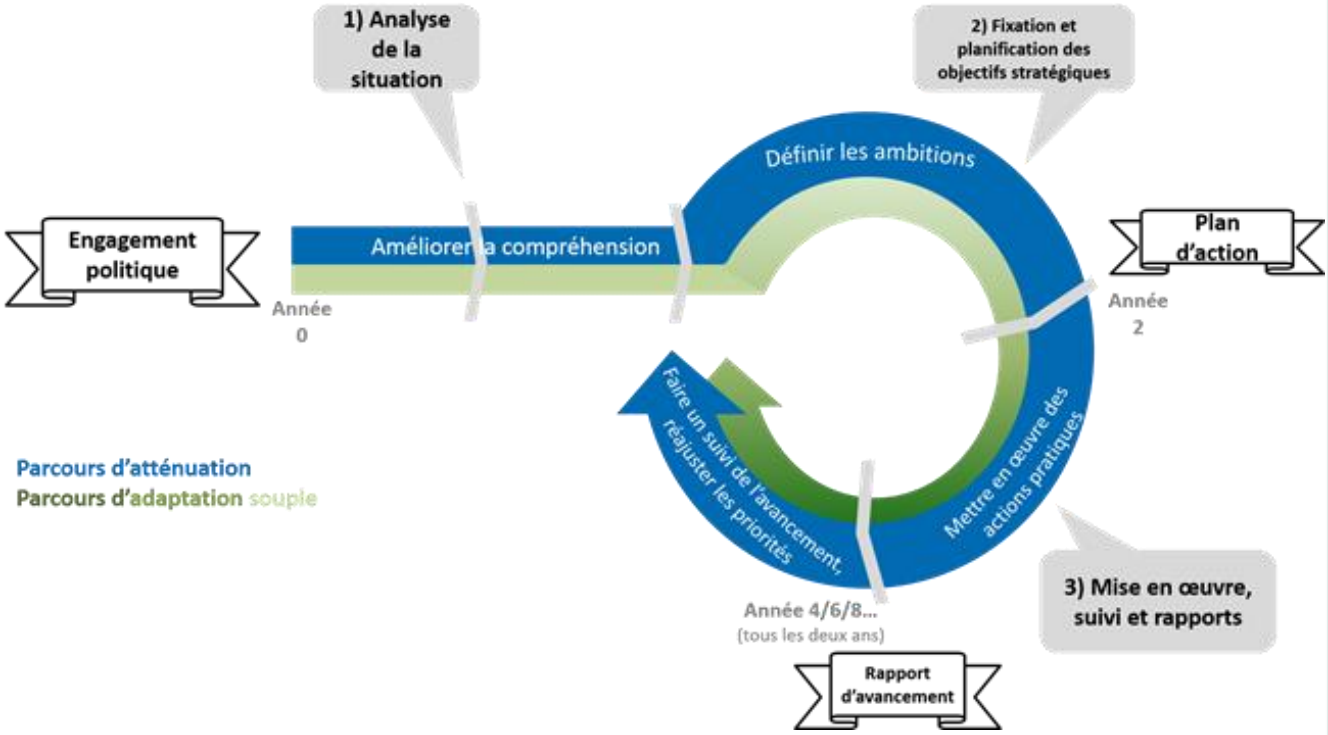
Afin d'atteindre leurs objectifs en matière d'atténuation et d'adaptation, les signataires de la Convention des maires s'engagent à suivre plusieurs étapes.

ÉTAPES / PILIERS	ATTÉNUATION	ADAPTATION
1) Démarrage et analyse de la situation	Préparer un **inventaire de référence des émissions**	Préparer une **évaluation des risques et vulnérabilités liés au changement climatique**
2) Définition et planification des objectifs stratégiques	Présenter un **plan d'action en faveur de l'énergie durable et du climat (PAEDC)** et intégrer les considérations en matière d'atténuation et d'adaptation* dans les politiques, stratégies et plans concernés dans les deux ans suivant la décision du conseil municipal	
3) Mise en œuvre, suivi et rapports	**Établir un rapport** tous les deux ans à dater de la présentation du PAEDC sur la plateforme de l'initiative	

** La stratégie d'adaptation doit faire partie du PAEDC et/ou être élaborée et intégrée dans un ou plusieurs documents séparés. Les signataires peuvent opter pour le format de leur choix (voir le paragraphe «parcours d'adaptation» ci-après).*

Les deux premières années seront consacrées à établir les bases du plan, et en particulier à analyser la situation (les principales sources d'émissions et leurs potentiels de réduction respectifs, les principaux risques et vulnérabilités liés au changement climatique et les défis actuels et futurs qui leur sont associés), déterminer les priorités et premiers objectifs intermédiaires en matière d'atténuation et d'adaptation, renforcer la participation des citoyens et mobiliser les ressources et capacités suffisantes pour entreprendre les actions nécessaires. Au cours des années suivantes, l'accent sera mis sur le renforcement et l'expansion des actions et projets lancés pour accélérer le changement.

DES PARCOURS FLEXIBLES, ADAPTABLES AUX RÉALITÉS LOCALES:



La Convention des maires établit un cadre d'action qui aide les autorités locales à concrétiser leurs ambitions en matière d'atténuation et d'adaptation tout en tenant compte de la diversité sur le terrain. Ce cadre laisse aux municipalités participantes la flexibilité nécessaire pour choisir la meilleure façon de mettre en œuvre leurs actions locales. Même si les priorités diffèrent, les autorités locales sont invitées à agir de manière intégrée et globale.

– **Parcours d'atténuation**

Le «parcours» d'atténuation offre un certain degré de flexibilité aux signataires, en particulier pour l'inventaire des émissions (par exemple en ce qui concerne l'année de référence, les secteurs clés à traiter, les facteurs d'émission utilisés pour le calcul, l'unité d'émission utilisée pour les rapports[2], etc.).

– **Parcours d'adaptation**

Le «parcours» d'adaptation offre la flexibilité suffisante pour intégrer de nouvelles connaissances et observations, et refléter l'évolution des conditions et des capacités des signataires. Une analyse des risques et vulnérabilités liés au changement climatique doit être effectuée dans le délai convenu de deux ans. Ces résultats serviront de base pour déterminer les moyens d'accroître la résilience du territoire. La stratégie d'adaptation, qui devrait être intégrée dans le plan d'action en faveur de l'énergie durable et du climat et/ou intégrée dans les autres documents de planification

[2] Les signataires peuvent signaler leurs émissions soit en volume de CO_2 (dioxyde de carbone), soit en volume d'équivalent CO_2, qui permet de prendre en considération les émissions d'autres gaz à effet de serre tels que le CH_4 (méthane) et le N_2O (oxyde nitreux).

pertinents, peut être améliorée et ajustée ultérieurement. Les actions dites «sans regret» peuvent être envisagées en premier et complétées par d'autres actions les années suivantes (par exemple lors des évaluations bisannuelles ou lors de révisions du plan d'action), permettant des adaptations en temps utile à moindre coût.

UN MOUVEMENT CRÉDIBLE ET TRANSPARENT:

- **Soutien politique:** l'engagement, le plan d'action en faveur de l'énergie durable et du climat et les autres documents de planification concernés devront être ratifiés par une résolution ou une décision du conseil municipal, afin de garantir un soutien politique sur le long terme.

- **Un cadre de compilation et de communication de données robuste, cohérent, transparent et harmonisé:** fondée sur l'expérience des municipalités, des régions et des réseaux de villes participantes, la méthodologie de la Convention des maires s'appuie sur une base technique et scientifique solide, élaborée conjointement avec la Commission européenne. Des principes méthodologiques et des modèles de rapports communs ont été élaborés pour permettre aux signataires de suivre, rapporter et publier l'état d'avancement des projets de façon structurée et systématique. Les plans d'action en faveur de l'énergie durable et du climat sont rendus publics dans le registre en ligne des signataires, sur le site web de la Convention des maires. Ceci garantit la transparence, la légitimité et la comparabilité de leurs actions locales en faveur du climat.

- **Reconnaissance et forte visibilité des efforts entrepris:** les résultats (individuels et collectifs) recueillis grâce aux modèles de rapports sont publiés sur le site web de la Convention des maires afin de susciter et de faciliter les échanges et l'auto-évaluation. En publiant les données sur le site de la Convention, les signataires peuvent démontrer les grands effets de leur action sur le terrain. Les données compilées au moyen du cadre de communication de la Convention des maires constituent également des informations essentielles sur les actions à l'échelon local pour les décideurs nationaux, européens et internationaux.

- **Évaluation des données communiquées par les signataires:** ce contrôle de qualité contribue à garantir la crédibilité et la fiabilité de toute l'initiative «Convention des maires».

- **Suspension en cas de non-respect:** les signataires acceptent leur suspension de l'initiative — sous réserve d'un préavis écrit du bureau de la Convention des maires — s'ils ne présentent pas les documents susmentionnés (le plan d'action en faveur de l'énergie durable et du climat et les rapports de suivi) dans les délais impartis. Cette procédure garantit la transparence, la cohérence et l'équité à l'égard des autres signataires qui respectent leurs engagements.

ANNEXE II

HISTORIQUE ET CONTEXTE

Les signataires de la Convention des maires s'engagent dans ce mouvement en pleine connaissance des considérations suivantes:

- le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a réaffirmé dans son cinquième rapport d'évaluation que le changement climatique est une réalité et que les activités humaines continuent à affecter le climat de la Terre;

- selon les conclusions du GIEC, l'atténuation et l'adaptation sont des approches complémentaires pour réduire les risques des conséquences du changement climatique sur différentes échelles de temps;

- les gouvernements nationaux se sont accordés, dans le cadre de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), sur l'objectif commun de limiter le réchauffement climatique moyen nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux de l'ère préindustrielle;

- les gouvernements nationaux ont convenu, dans le cadre de la Conférence des Nations unies «Rio+20», d'une série d'objectifs de développement durable (ODD). L'objectif n° 7 appelle la communauté internationale à «*garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable*». L'objectif n° 11 vise à «*faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables*», tandis que l'objectif n° 13 invite à «*prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions*»;

- l'initiative «Énergie durable pour tous», lancée en 2011 par le secrétaire général des Nations unies, vise à atteindre les trois objectifs suivants d'ici à 2030: «*assurer l'accès universel à des services énergétiques modernes*», «*doubler le taux global d'amélioration de l'efficacité énergétique*» et «*doubler la part des énergies renouvelables dans la palette énergétique mondiale*»;

- la Commission européenne a lancé en 2008 la Convention des maires puis, en 2014, l'initiative «Les maires s'adaptent» (*Mayors Adapt*), action clé de la Stratégie de l'UE relative à l'adaptation au changement climatique (2013), afin d'inciter et d'aider les autorités locales à prendre des mesures pour atténuer les effets du changement climatique et s'adapter à ses effets;

- depuis sa création, la Convention des maires est reconnue comme un instrument européen essentiel pour accélérer la transition énergétique et améliorer la sécurité de l'approvisionnement énergétique, ce qui apparaît notamment dans la stratégie pour l'Union

de l'énergie (2015) et dans la stratégie européenne en matière de sécurité énergétique (2014);

- en octobre 2014, l'Union européenne a adopté le cadre d'action en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030, qui fixe de nouveaux objectifs dans ces deux domaines: réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 40 %, porter à au moins 27 % la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique de l'UE et réduire d'au moins 27 % la consommation énergétique;

- en 2011, la Commission européenne a adopté la «feuille de route vers une économie compétitive à faible intensité de carbone à l'horizon 2050», qui vise à réduire de 80 à 95 % les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE à l'horizon 2050 par rapport au niveau de 1990, une initiative saluée par le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne;

- le Comité des régions de l'UE (CdR) a souligné son engagement renouvelé en faveur de la Convention des maires, en proposant notamment une plateforme spécifique au sein du CdR ainsi que d'autres outils, comme indiqué dans son avis sur l'avenir de la Convention (ENVE-VI-006).

ANNEXE III
GLOSSAIRE

- **Adaptation:** actions entreprises pour anticiper les effets néfastes du changement climatique, prévenir ou atténuer les dommages qu'ils peuvent entraîner ou tirer parti des opportunités qui peuvent se présenter.
- **Changement climatique:** tout changement de l'état du climat au fil du temps, qu'il soit dû à une variabilité naturelle ou le résultat de l'activité humaine.
- **Inventaire des émissions:** quantification des émissions de gaz à effet de serre (CO_2 ou équivalent CO_2) dues à la consommation d'énergie au sein du territoire d'un signataire de la Convention des maires au cours d'une année de référence. Il permet d'identifier les sources principales des émissions et de déterminer les potentiels de réduction.
- **Atténuation:** actions entreprises pour réduire les concentrations de gaz à effet de serre relâchés dans l'atmosphère.
- **Rapport de suivi:** document que les signataires de la Convention des maires s'engagent à soumettre tous les deux ans à dater de la présentation de leur PAEDC et qui détaille les résultats intermédiaires de sa mise en œuvre. L'objectif de ce rapport est de suivre la réalisation des objectifs prévus.
- **Options dites «sans regret» (adaptation):** activités offrant des bénéfices économiques et environnementaux immédiats. Elles valent la peine d'être menées dans tous les scénarios climatiques plausibles.
- **Consommateurs-producteurs:** consommateurs proactifs qui prennent également la responsabilité de produire l'énergie qu'ils consomment.
- **Résilience:** capacité d'un système social ou écologique à absorber les perturbations tout en gardant les mêmes modes de fonctionnement de base, et capacité à s'adapter aux contraintes et au changement (climatique).
- **Analyse des risques et de la vulnérabilité liés au changement climatique:** analyse qui détermine la nature et l'étendue du risque en analysant les dangers potentiels et en évaluant les vulnérabilités qui pourraient menacer ou affecter les populations, biens, moyens de subsistance et l'environnement dont ils dépendent. Cette analyse permet de recenser les domaines particulièrement préoccupants et fournit des informations aux décideurs. L'analyse peut prendre en considération les risques liés aux inondations, aux températures extrêmes et aux vagues de chaleur, aux sécheresses et au manque d'eau, aux tempêtes et autres événements météorologiques extrêmes, à la multiplication des feux de forêt, à l'élévation du niveau des mers et à l'érosion du littoral (le cas échéant).
- **Risque:** probabilité de conséquences néfastes ou de pertes d'un point de vue social, économique ou environnemental (par exemple vies humaines, état de santé, moyens de

subsistance, biens et services) qui, sur une période future donnée, pourraient frapper une communauté ou une société en situation de vulnérabilité.

- **Plan d'action en faveur de l'énergie durable et du climat (PAEDC):** document clé dans lequel le signataire de la Convention des maires explique comment il entend réaliser ses engagements. Il décrit les mesures d'atténuation et d'adaptation envisagées pour atteindre les objectifs, ainsi que le calendrier et les responsabilités attribuées.
- **Vulnérabilité:** mesure dans laquelle un système est sensible aux effets néfastes du changement climatique, y compris la variabilité climatique et les extrêmes, et se trouve dans l'incapacité d'y faire face (le contraire de la résilience).

CONSEIL MUNICIPAL 25 MARS 2019 – Point n°6

Signature de la Convention des Maires pour le Climat et l'Energie.

Pour	**54**
Contre	**0**
Abstention	**0**

AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, NEFF-Annick, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, MENAD-Zaza, VETTER-Jean-Philippe, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, SCHMITT-Michael

7

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Travaux patrimoniaux dans les forêts de la ville de Strasbourg et de l'OND.

La ville de Strasbourg possède trois massifs forestiers périurbains, au Neuhof (757 ha), sur l'île du Rohrschollen (103 ha) et à la Robertsau (493 ha), ainsi que trois forêts hors Eurométropole, au Herrenwald (188 ha), au Hohwald (884 ha) et à l'Oedenwald (1001 ha). Elle gère également, pour le compte de l'Œuvre Notre Dame (OND), le massif forestier de l'Elmerforst (358 ha).

Ces massifs relèvent du code forestier qui précise l'ensemble des obligations juridiques à mettre en œuvre afin d'assurer la conservation et la mise en valeur du patrimoine forestier des collectivités publiques. Sa mise en œuvre est assurée par l'Office national des forêts (ONF), chargé de garantir une gestion durable des espaces forestiers tout en préservant l'intérêt des propriétaires.

Les massifs forestiers de Strasbourg-Neuhof / Illkirch-Graffenstaden et du Rohrschollen sont classés en Réserve naturelle nationale et le massif de la Robertsau est en cours de classement. Seuls des travaux forestiers liés à la sécurité des chemins, aménagements et servitudes y seront engagés en 2019.

Dans les massifs hors Eurométropole, la ville de Strasbourg a engagé une exploitation forestière durable, définie par des plans d'aménagement d'une durée de 20 ans, propres à chaque massif. Ces plans sont déclinés annuellement par un programme d'exploitation et un programme de travaux.

Le programme d'exploitation 2019 a été présenté en délibération du 19 novembre 2018.

Conformément à l'article D214-21 du code forestier, l'Office national des forêts procède à un inventaire annuel des actions qu'il serait utile de réaliser au cours de l'année suivante concernant :

- l'entretien des infrastructures existantes en forêt (routes, aménagements touristiques),
- la conduite des peuplements (travaux sylvicoles, plantations)
- leur protection (pose de clôtures, application de répulsif).

Ces propositions de programmes d'actions sont présentées en annexe 1.

L'encadrement de ces derniers sera fait soit en régie, soit par l'ONF par voie contractuelle tel que défini à l'article L 154-1 du code forestier. L'ONF peut également, toujours par

voie contractuelle, assurer pour le compte de la Ville une assistance technique à donneur d'ordre.

Ceux-ci seront engagés en fonction des budgets disponibles et des recettes prévisionnelles.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

Les programmes d'actions 2019 pour les forêts communales de Strasbourg et la forêt de l'Œuvre Notre-Dame (annexe 1)

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e :

- *à signer les programmes d'actions 2019 de chaque massif et tout document et acte relatif à ce projet ;*
- *à charger les services de la Ville :*

    - *de la mise en œuvre des travaux et des appels à la concurrence y afférents, dans les strictes limites des crédits votés et dans le cadre des dispositions légales,*
    - *d'entreprendre les démarches nécessaires à l'obtention des subventions et de transmettre les dossiers de demandes aux organismes instructeurs ou attributaires.*

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

Office National des Forêts
EPIC. RCS Paris B662043116
Siège : 2 avenue de Saint-Mandé
75570 Paris cedex 12
Tél. 01 40 19 58 00

Programme d'actions pour l'année 2019
PRC-19-869206-00231861

FORÊT COMMUNALE de STRASBOURG HOHWALD

Office National des Forêts	**Destinataire**
AGENCE TERRITORIALE DE SCHIRMECK	Monsieur le Maire
UT VAL DE VILLE	COMMUNE DE STRASBOURG
16, rue de Bassemberg	CENTRE ADMINISTRATIF
67220 VILLE	1 PARC DE L'ETOILE
Tél : 03 88 08 35 22	67076 STRASBOURG CEDEX

Veuillez trouver ci-dessous en application de l'article D 214-21 du Code Forestier, le programme d'actions préconisé pour la gestion durable de votre patrimoine forestier.
Ce programme est conforme au document d'aménagement de votre forêt. Les prestations sont à réaliser conformément aux engagements du Règlement National des Travaux et Services Forestiers (RNTSF).

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)
TRAVAUX DE MAINTENANCE - PARCELLAIRE			
▫ Entretien du parcellaire (*) Localisation : Plles 1,8,11,19,33,35,39,41 Coupe des brins qui poussent dans les limites,rafraîchir la peinture des guidons	50,00	H	
▫ Entretien du périmètre (*) Localisation : Plles 1,11,19,41 Débrousaillage et rafrachîssemnt de la peinture des guidons et des bornes	8,00	H	
Sous-total			**2 229,00 € HT**
TRAVAUX DE PLANTATION / REGENERATION			
▫ Travaux préalables à la régénération : préparation de la végétation avant régénération (*) Localisation : Parcelles : 18 - 19 - 20 - 31 Ouverture de filets de platation	4,80	HA	
▫ Fourniture de plants de mélèzes (*) Localisation : Plle 20 Achats de Mélèzes	2 000,00	PL	
▫ Fourniture de plants de mélèzes (*) Localisation : Plle 32 Achats de Mélèzes	2 000,00	PL	
▫ Régénération par plantation : mise en place des plants (*) Localisation : Plle32 Plantation 2000 plts/Ha (2 m x 2,5 m)	2 000,00	PL	
▫ Régénération par plantation : mise en place des plants (*) Localisation : Plle 20 Plantation 2000 plts/Ha (2 m x 2,5 m)	2 000,00	PL	
▫ Régénération par plantation : mise en place des plants en regarnis ou complément de régénération existante (*) Localisation : Parcelle 18 Regarnis + compléments de régénération - Plants = avoir	1 000,00	PL	
▫ Régénération par plantation : mise en place des plants en regarnis ou complément de régénération existante (*) Localisation : Parcelle 19 Regarnis + compléments de régénération - plants = avoir	1 000,00	PL	
Sous-total			**14 880,00 € HT**
TRAVAUX SYLVICOLES			
▫ Dégagement de plantation ou semis artificiel (*) Localisation : Parcelles : 1 - 2 - 12 - 18 - 19 - 20 - 27 - 30 - 31 - 32 Dégagements de plantations et de semis	10,40	HA	
▫ Toilettage après exploitation (*) Localisation : Parcelles 43 - 44 Recepage des brins sans avenir	39,52	HA	
Sous-total			**10 080,00 € HT**

FORÊT COMMUNALE de STRASBOURG HOHWALD

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)
TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE			
☐ Travaux connexes d'infrastructures : entretien des renvois d'eau (*) Localisation : Parcelles 1 à 44 Entretien des rigoles et saignées	240,00	H	
☐ Travaux connexes d'infrastructures : entretiens divers de fossés (*) Localisation : Parcelle 1 à 44 Entretien discontinu des fossés et passages busés	16,00	KM	
☐ Création de pistes (*) Localisation : Parcelle 3 Création d'une piste de 3 m de large	0,41	KM	
☐ Création de pistes (*) Localisation : Parcelles 7 - 8 - 9 Création de pistes + pose de 4 passages busés de 6 ml et de 400mm diamètre	2,22	KM	
☐ Création de pistes (*) Localisation : Parcelles 26 - 37 Création d'une piste	0,31	KM	
☐ Travaux connexes d'infrastructures : création de passages busés (*) Localisation : Parcelle 12 Mise en place d'un passage busé avec un tuyaux de 400 mm	1,00	U	
☐ Travaux connexes d'infrastructures : création de passages busés (*) Localisation : Parcelle 3 Mise en place de deux passages busés: 6 ml avec un tuyaux de 400 mm et 6m avec un tuyaux de 600 mm	2,00	U	
☐ Travaux d'entretien de piste/chemin (*) Localisation : Parcelle 3 Reprofilage d'une piste	0,05	KM	
Sous-total			**33 150,00 € HT**
TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE LES DEGATS DE GIBIER			
☐ Entretien des clôtures (*) Localisation : Parcelles diverses Remplacement de piquets,fermeture des passages ouvert par le gibier,remise en état si des arbres ou des branches tombent sur le grillage.	176,00	H	
☐ Enlèvement manuel de clôture grillagée (*) Localisation : Parcelles : 13,28,29 Dépose de la clôture et tranport du grillage	1 290,00	MLI	
☐ Fourniture de grillage pour régénération (*) Localisation : Parcelle 20 Achat de 400 m d'Ursus lourd et 400 m d'Ursus léger	800,00	MLI	
☐ Fourniture de piquets pour clôture grillagée pour régénération (*) Localisation : Parcelle 20 Achat de piquets de clôture : 2,80 m, diamètre 12/14	130,00	U	
☐ Mise en place de clôture (*) Localisation : Parcelle 20 Mise en place d'une clôture grillagée	400,00	MLI	
☐ Mise en place de clôture (*) Localisation : Parcelle 32 Mise en place d'une clôture grillgée	400,00	MLI	
☐ Mise en place de clôture (*) Localisation : Parcelle 36 Mise en place d'une clôture grillagée	400,00	MLI	
☐ Application de répulsif (*) Localisation : Parcelles : 1,12,19,20,21,23,26,27,28,30,32,37 Application sur le bourgeon pricipal	167,00	HA	
Sous-total			**55 110,00 € HT**

Office National des Forêts
EPIC. RCS Paris B662043116
Siège : 2 avenue de Saint-Mandé
75570 Paris cedex 12
Tél. 01 40 19 58 00

Programme d'actions
pour l'année 2019
PRC-19-869206-00231861

FORÊT COMMUNALE de STRASBOURG HOHWALD

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)
TRAVAUX DIVERS			
□ Mat¿rialisation des lots de bois de chauffage (*) Localisation : Parcelles diverses Délimitation des lots de bois de chauffage à la peinture	60,00	M3A	
□ Travaux divers dans les peuplements (*) Localisation : Forêt Confection de fagtots, transport de piquets et grillage, travaux divers demandé par la ville	100,00	U	
Sous-total			**5 120,00 € HT**
VENTE DE BOIS AUX PARTICULIERS (TFT)			
□ Traitement des lots de bois de chauffage comprenant : matérialisation, dénombrement et réception Localisation : Parcelles diverses	30,00	M3A	
Sous-total			**110,00 € HT**
			Total : 120 679,00 € HT

(*) : Actions pouvant être réalisées en régie communale. Les montants indiqués intègrent une évaluation de la rémunération du maître d'oeuvre.

Remarques de la Collectivité	
Programme non contractuel présenté par votre interlocuteur ONF, ROBERT SECKLER Date :	Programme reçu le : Le représentant de la collectivité,

Le Responsable du service Appui Développement
Denis MOURON

Office National des Forêts
EPIC. RCS Paris B662043116
Siège : 2 avenue de Saint-Mandé
75570 Paris cedex 12
Tél. 01 40 19 58 00

Programme d'actions pour l'année 2019
PRC-19-869203-00232627

FORÊT COMMUNALE de STRASBOURG OEDENWALD

Office National des Forêts	**Destinataire**
AGENCE TERRITORIALE DE SCHIRMECK UT HASLACH 67280 OBERHASLACH Tél : 03 88 87 31 02	Monsieur le Maire COMMUNE DE STRASBOURG CENTRE ADMINISTRATIF 1 PARC DE L'ETOILE 67076 STRASBOURG CEDEX

Veuillez trouver ci-dessous en application de l'article D 214-21 du Code Forestier, le programme d'actions préconisé pour la gestion durable de votre patrimoine forestier.
Ce programme est conforme au document d'aménagement de votre forêt. Les prestations sont à réaliser conformément aux engagements du Règlement National des Travaux et Services Forestiers (RNTSF).

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)
TRAVAUX DE MAINTENANCE - PARCELLAIRE			
☐ Entretien du parcellaire (*) Localisation : Parcelles EA 2020 marquage à la peinture avec ouverture éventuelle à la tronçonneuse	72,00	H	
☐ Entretien du périmètre (*) Localisation : massif marquage à la peinture	48,00	H	
Sous-total			**4 894,00 € HT**
TRAVAUX DE PLANTATION / REGENERATION			
☐ Fourniture de plants de chêne sessile (*) Localisation : P24b	250,00	PL	
☐ Régénération par plantation : mise en place des plants (*) Localisation : P24b	250,00	PL	
Sous-total			**2 670,00 € HT**
TRAVAUX SYLVICOLES			
☐ Dégagement manuel des régénérations naturelles (*) Localisation : P22p et P36p	5,50	HA	
☐ Dégagement de plantation ou semis artificiel (*) Localisation : 33.u dégagement à la débroussailleuse combinée avec une annélation	0,60	HA	
☐ Toilettage après exploitation (*) Localisation : Parcelles EA 2019 (7a-41-49a-67-70) et reliquat EA 2018 (47-54-65-32)	116,00	HA	
☐ Nettoiement de régénération (*) Localisation : P33p et P17ap	9,70	HA	
☐ Elagage de peuplements résineux (*) Localisation : P61p	120,00	U	
☐ Intervention en futaie irrégulière (*) Localisation : P57	12,60	HA	
☐ Travaux divers : mise en peinture des arbres objectifs (*) Localisation : P2,24b,28,46	800,00	U	
Sous-total			**38 451,00 € HT**
TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE			
☐ Travaux connexes d'infrastructures : entretien des renvois d'eau (*) Localisation : Massif	96,00	H	
☐ Travaux connexex infrastructure : création de fossés (*) Localisation : Rf Moosbaghthall	0,60	KM	
☐ Travaux connexes d'infrastructures : entretiens divers de fossés (*) Localisation : Rf Ochsenlaeger - Rf Breitberg - Rf Langbank	4,00	KM	
☐ Réseau de desserte : entretien des accotements et talus (*) Localisation : Rf Lang-Bank - Rf 3 fontaines - Rf Breitberg - Rf Wangenbourg	9,30	KM	

FORÊT COMMUNALE de STRASBOURG OEDENWALD

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)
▫ Travaux connexes d'infrastructures : Entretien de place de retournement (*) Localisation : RF du Heidenkopf RF du Khuberg	2,00	U	
Sous-total			**18 063,00 € HT**
TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE LES DEGATS DE GIBIER			
▫ Entretien des clôtures (*) Localisation : P22-33-36-55-67	120,00	H	
▫ Fourniture de piquets pour clôture grillagée pour régénération (*) Piquets à retirer au dépôt ONF de Niederhaslach	100,00	U	
▫ Fourniture de répulsifs (*)	120,00	KG	
▫ Application de répulsif (*) Localisation : P40,41,42,52,53,54,55,57,58,63,65,67	120,00	HA	
▫ Fourniture de protections individuelles contre le gibier (*) Localisation : P24b	250,00	U	
▫ Protection contre le gibier : mise en place de protections individuelles (*) Localisation : P24b	250,00	U	
▫ Dépôt en déchetterie (*) Localisation : Bischofslaeger-P23-P21	24,00	H	
▫ Enlèvement manuel de clôture grillagée (*) Localisation : P66 et p67	800,00	MLI	
Sous-total			**37 156,00 € HT**
TRAVAUX ENVIRONNEMENTAUX			
▫ Travaux environnementaux d'entretien divers de génie écologique (*) Localisation : zone humide P43 et 48	1,00	U	
▫ Travaux divers dans les peuplements (*) Localisation : fagots orangerie	1,00	U	
Sous-total			**4 620,00 € HT**
TRAVAUX D'ACCUEIL DU PUBLIC			
▫ Entretien et propreté de sentiers, pistes, aires, mobiliers, signalétique,... (*) Localisation : ponton étang - table banc Bischofslaeger	24,00	H	
▫ Pose de mobilier bois et de signalétique bois d'accueil du public (*) Localisation : Bischofslaeger	1,00	U	
Sous-total			**2 030,00 € HT**
TRAVAUX DIVERS			
▫ Abattage d'arbres d'un diamètre supérieur à 0,30 m - Sécurisation des lots de bois de chauffage (*) Localisation : EA 2019	1,00	FO	
▫ Mat¿rialisation des lots de bois de chauffage (*) Localisation : EA 2019	200,00	M3A	
Sous-total			**1 860,00 € HT**
			Total : 109 744,00 € HT

(*) : Actions pouvant être réalisées en régie communale. Les montants indiqués intègrent une évaluation de la rémunération du maître d'oeuvre.

FORÊT COMMUNALE de STRASBOURG OEDENWALD

Remarques de la Collectivité	
Programme non contractuel présenté par votre interlocuteur ONF, LAURENT GUERTON Date :	Programme reçu le : Le représentant de la collectivité,

Le responsable du service
Aménagement-Développement
Denis MOURON

Office National des Forêts
EPIC. RCS Paris B662043116
Siège : 2 avenue de Saint-Mandé
75570 Paris cedex 12
Tél. 01 40 19 58 00

Programme d'actions
pour l'année 2019
PRC-19-869203-00232641

FORÊT de l' OEUVRE NOTRE-DAME

Office National des Forêts	**Destinataire**
AGENCE TERRITORIALE DE SCHIRMECK UT HASLACH 67280 OBERHASLACH Tél : 03 88 50 98 31	FONDATION OEUVRE NOTRE DAME PLACE DU CHATEAU 67000 STRASBOURG

Veuillez trouver ci-dessous en application de l'article D 214-21 du Code Forestier, le programme d'actions préconisé pour la gestion durable de votre patrimoine forestier.
Ce programme est conforme au document d'aménagement de votre forêt. Les prestations sont à réaliser conformément aux engagements du Règlement National des Travaux et Services Forestiers (RNTSF).

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)
TRAVAUX DE MAINTENANCE - PARCELLAIRE			
▫ Entretien du parcellaire (*) Localisation : EA 2020	70,00	H	
Sous-total			**2 690,00 € HT**
TRAVAUX SYLVICOLES			
▫ Dégagement manuel des régénérations naturelles (*) Localisation : Parcelles 10,11,12,13	25,00	HA	
▫ Dégagement de plantation ou semis artificiel (*) Localisation : Parcelle 13	2,80	HA	
▫ Toilettage après exploitation (*) Localisation : Parcelle 14 et 22	3,00	HA	
▫ Régénération par plantation : mise en place des plants (*) Localisation : Parcelle 22	150,00	PL	
▫ Fourniture de plants de hêtre (*) Localisation : Parcelle 22	150,00	PL	
Sous-total			**16 439,00 € HT**
TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE			
▫ Travaux connexes d'infrastructures : création de passages busés (*) Localisation : Protection de buses	2,00	U	
Sous-total			**2 486,00 € HT**
TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE LES DEGATS DE GIBIER			
▫ Entretien des clôtures (*) Localisation : Parcelle 10, 11, 12 , 14	70,00	H	
Sous-total			**2 690,00 € HT**
TRAVAUX DIVERS			
▫ Mat¿rialisation des lots de bois de chauffage (*) Localisation : EPC 2019	40,00	M3A	
Sous-total			**1 729,00 € HT**
			Total : 26 034,00 € HT

(*) : Actions pouvant être réalisées en régie communale. Les montants indiqués intègrent une évaluation de la rémunération du maître d'oeuvre.

FORÊT de l' OEUVRE NOTRE-DAME

Remarques de la Collectivité	
Programme non contractuel présenté par votre interlocuteur ONF, SIMON SCHEPPLER Date :	Programme reçu le : Le représentant de la collectivité,

Le responsable du service
Travaux-Developpement
Denis MOURON

8

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Rétrocession d'une parcelle propriété de la ville de Strasbourg située 17b rue Constant Strohl à Strasbourg Robertsau.

Par acte en date 24 juin 1931, Monsieur VIDONI Charles a cédé une emprise foncière à la ville de Strasbourg, sans paiement de prix, correspondant aujourd'hui à la parcelle cadastrée section CY N°(1)/253 de 1.03 are, destinée à être intégrée dans le domaine public lors de l'aménagement de la rue Constant Strohl à Strasbourg Robertsau.

L'acte mentionné ci-dessus expose que l'entrée en possession et en jouissance auront lieu lors de l'aménagement de la rue. Cette parcelle n'a jamais fait l'objet d'un aménagement par la collectivité.

La parcelle n'est désormais plus dans le périmètre du réaménagement de la rue, conformément au Plan local d'urbanisme.

Aussi, il en résulte que la parcelle susvisée peut donc être rétrocédée à l'euro symbolique à M. Philippe MEDER, ayant droit de M. VIDONI, inscrit comme tel au livre foncier comme propriétaire de la parcelle cadastrée section CY n°296 de laquelle a été disjointe la parcelle CY N°(1)/253. L'acquéreur est dispensé de verser le prix de un euro symbolique.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu l'avis de France Domaine
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la rétrocession par la ville de Strasbourg à l'euro symbolique à Monsieur Philippe MEDER de la parcelle cadastrée section CY n°(1)/253 de 1.03 are sis rue Constant Strohl à Strasbourg Robertsau. L'acquéreur est dispensé du paiement du prix de rétrocession,

décide

l'imputation de la recette de 1 € sur la ligne budgétaire ville de Strasbourg : fonction 820, nature 775 programme AD03B ;

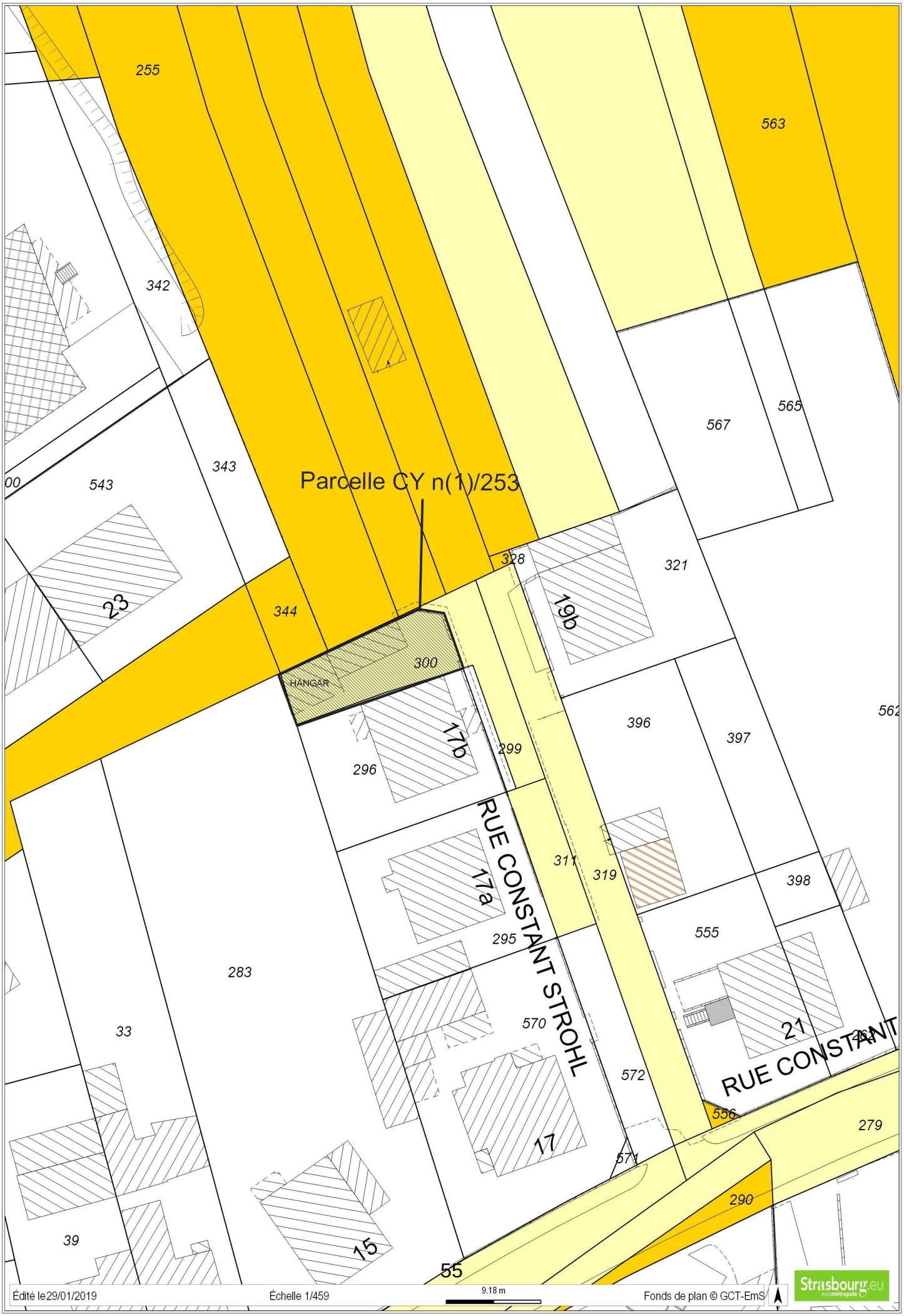
autorise

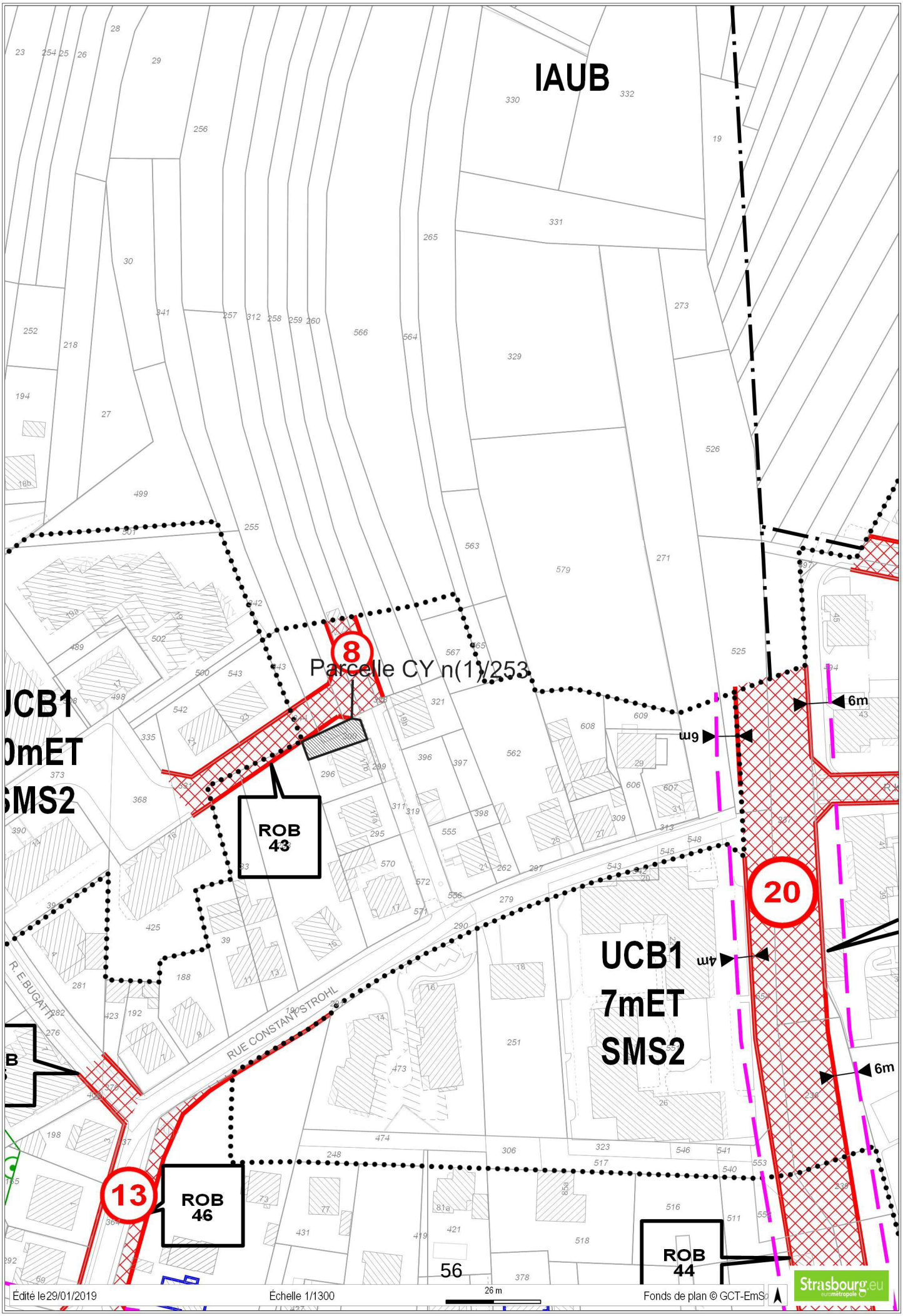
le Maire ou son représentant à signer l'acte à intervenir, ainsi que tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération,

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019


Robertsau
Parcelle CY n(1)/253
CLINIQUE SAINTE-ANNE
CHAPELLE
FERME DE BUSSIERE
STADE POURTALES
CLUB-HOUSE
PARC DE POURTALES
CHATEAU DE POURTALÈS
CONSULAT DU MEXIQUE
INSTITUT DE FORMATION EN SOINS INFIRMIERS
CRECHE
HOPITAL DE LA ROBERTSAU
MAISON DE RETRAITE
ECOLE MAT DE LA ROBERTSAU
Mail St-François
Kleinbeltzwoerth
Grauwog
Kefig
Schneidersgarten
Soeldnerswoerth
Krausengarten
Brunnwasser
Vixwoerth
Altenhof
Klaeubelswoerth
Oberglaserswoerth
Wolfsschiess
Koepfel
Grieswoerthel
Engelbrechtswoerth
Rue Kempf
Rue de la Renaissance
Rue du Général Lejeune
Rue de la Mittelau
Rue des Maraîchers
Rue François Kempf
Rue Mélanie
Rue Kamm
Rue Constant Strohl
Rue Lovisa
Rue Himmerich
Rue de la Lamproie
Rue Marguerite Perey
Rue Marc Mappus
Rue Ernest Lehr
Rue Jacques Félix
Rue Chambord
Rue Alfred Thimmesch
Rue Jacques et René Knecht
Rue Philippe de Lutherbourg
Rue Martin Hubrecht
Rue du Docteur Woehrlin
Rue David Richard
Rue Marie Jaell
Rue Amélie de Berckheim
Rue de la Baronne Catherine De Bourgogne
Rue de Furstenberg
Rue du Plan Incliné
Rue de l'Ancienne Tanche
Rue de la Crèche Parentale
Rue du Sentier Kempf
Rue de l'Angle
Rue d'Amboise
Rue de Villandry
Rue de Blois
Rue de Chenonceaux
Rue de Montsoreau
Rue de Sully
Rue Frédéric Reech
Rue Haniel
Rue Closener
Rue Bugatti
Rue Ettore
Rue Pierre de Metternich
Rue Anne d'Oberkirch
Chemin du Grand Beltzwoerth
Chemin des Violettes
Chemin du Waeldel
Pont Mélanie
Place des Conscrits
Échelle 1/6780
135.6 m
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu


Parcelle CY n(1)/253
255
563
342
543
343
567
565
321
328
344
23
19b
300
HANGAR
396
397
562
17b
299
296
RUE CONSTANT STROHL
311
319
17a
398
295
555
283
570
33
21
RUE CONSTANT
572
556
279
17
571
290
39
15
55
Édité le 29/01/2019
Échelle 1/459
9.18 m
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu
eurométropole


IAUB
Parcelle CY n(1)/253
8
ROB
43
UCB1
0mET
SMS2
6m
9m
20
UCB1
7mET
SMS2
4m
6m
R. E.BUGATTI
RUE CONSTANT STROHL
13
ROB
46
ROB
44
56
Édité le 29/01/2019
Échelle 1/1300
26 m
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu
eurométropole

181248

STRASBOURG ROBERTSAU

Section CY



ORDRE DES GÉOMÈTRES-EXPERTS
Cabinet BILHAUT
Selàrl de Géomètres-Experts
269b, avenue de Colmar
67100 STRASBOURG
Tél. 03 88 39 33 36
Numéro d'Inscription 20806

Echelle 1/1000

Département
BAS-RHIN

Commune
Strasbourg Robertsau

Tribunal d'Instance
STRASBOURG

Date de dépôt

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

CADASTRE ET LIVRE FONCIER

6463 PVA
(Avril 1992)

181248

COPIE

PROCES-VERBAL D'ARPENTAGE

(Document établi en application de la loi du 31 mars 1884
applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin)

N° D'ORDRE DU DOCUMENT

Section: **CY** Numéros: **300/257**

PERSONNE AGREEE POUR ETABLIR LE DOCUMENT

Document établi et certifié exact

A Strasbourg le 21 novembre 2018

ORDRE DES GÉOMÈTRES-EXPERTS
Cabinet BILHAUT
Selàrl de Géomètres-Experts
269b avenue de Colmar
67100 STRASBOURG
Tél. 03 88 39 33 36
Numéro d'inscription 20806

Le Géomètre-Expert,

CERTIFICATION DU SERVICE DU CADASTRE

A le

L'inspecteur,

SITUATION ANCIENNE

Section	Numéro parcellaire	Livre Foncier – Feuillet	Livre Foncier – Numéro d'ordre	Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance ha	Contenance a	Contenance ca	Nature de culture – Désignation des bâtiments
1	2	3		4	5			6
CY	300 253			Ville de Strasbourg 1 Parc de l'Etoile 67000 Strasbourg		01	72	sol
				Total		01	72	

SITUATION NOUVELLE

Section	Numéro parcellaire	Livre Foncier – Feuillet	Livre Foncier – Numéro d'ordre	Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance ha	Contenance a	Contenance ca	Nature de culture – Désignation des batiments
7	8	9		10		11		12
				Lieu-dit: Rue Constant Strohl				
CY	1 253			comme colonne 4		01	03	sol
CY	2 253			comme colonne 4		00	69	sol
				Total		01	72	

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Pilotage des Missions et Animation du réseau

Division du Domaine

4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

Mail : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 30 novembre 2018

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Mme Éliane BAEHR
Téléphone : 03 88 10 35 14
Mail : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2018/1086

Ville et Eurométropole de Strasbourg
Service Politique foncière et immobilière
1 Parc de l'Étoile
67076 STRASBOURG

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : EMPRISE FONCIÈRE SUR-BÂTIE D'UN HANGAR.

ADRESSE DU BIEN : RUE CONSTANT STROHL À STRASBOURG-ROBERTSAU.

VALEUR VÉNALE : 20 000 € HT/are.

Un prix de convenance plus élevé pourra être proposé à des riverains intéressés.

1 – SERVICE CONSULTANT : VILLE ET EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG.

Affaire suivie par : Mme Coralie PECK (coralie.peck@strasbourg.eu).

2 - DATE DE CONSULTATION : 26/10/2018
DATE DE RÉCEPTION : 31/10/2018
DATE DE VISITE :
DATE DE CONSTITUTION DU DOSSIER « EN ÉTAT »: 31/10/2018

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

La demande d'évaluation porte sur une emprise foncière inutile à la collectivité, située 17b rue Constant Strohl. Elle est destinée à une cession au riverain qui occupe déjà l'emprise à usage de jardin et le hangar.

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

4 – Description du bien

Références cadastrales :

Ville de STRASBOURG-ROBERTSAU

Section	Parcelle	Superficie/ ares	A prélever /ares	Adresse	Zonage PLUi	Propriétaire
CY	300	1,72	1,00	rue Constant Strohl	UB4 – 7mET -SMS2	Ville de Strasbourg

Portion d'environ 1 are à prélever d'une parcelle en forme de « L » sur-bâtie de deux dépendances de 20 m² chacune (une dépendance en dur et la seconde ouverte). Dans les faits, l'emprise est occupée par le propriétaire riverain et intégrée dans la clôture du n° 17b.

5 – Situation juridique

Propriétaire(s) présumé(s) : Ville de Strasbourg.

6 – Urbanisme et réseaux

Parcelle située en zone UB4 du PLUi de l'EMS approuvé le 16/12/2016, devenu opposable le 23/01/2017.
La zone UB est une zone urbaine à vocation mixte qui identifie des tissus bâtis hétérogènes tant par la forme du parcellaire que des volumes et des modes d'implantation.
Hauteur maximale de 7 m à l'égout de toiture et secteur de mixité sociale 2.

Qualification de la parcelle:
La parcelle a la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation, car située dans une zone déclarée constructible et desservie par les VRD.

7 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Valeur vénale sur la base d'un prix à l'are de 20 000 € HT :
1 are * 2 000 €/are = **20 000 € HT.**

Cette valeur est basée sur un marché de petites superficies sur le quartier de la Robertsau avac application d'un abattement de 20 % pour encombrement

8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 18 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une cession réalisable uniquement dans les conditions du droit privé.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loin° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour le Directeur régional
et par délégation,
L'Inspectrice des Finances publiques,

Éliane BAEHR

9

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Avis relatif au classement dans le domaine public métropolitain de voirie.
Avis du Conseil municipal - article L. 5211-57 du CGCT.

L'Eurométropole de Strasbourg a été sollicitée pour classer dans son domaine public les espaces publics de plusieurs opérations. Les espaces publics en question sont aménagés et ouverts à la circulation publique. Les projets de classement ont été soumis à l'avis des services gestionnaires de l'Eurométropole de Strasbourg qui ont émis un avis favorable aux projets.

Il s'agit de :

1. Troisième tranche du lotissement « Polygone » à STRASBOURG-Neuhof.

La société « DOMIAL » a réalisé un lotissement dénommé « Polygone », autorisé par le permis d'aménager n° 67 482 10 V0002 en date du 11 août 2010.

Les voies de desserte de la 3ème tranche, ainsi que leurs accessoires, sont aménagés et ouverts à la circulation publique. Il s'agit du tronçon sud de la rue des Guitaristes et de deux cheminements piétons. Le projet de classement dans le domaine public de ces voies a été soumis à l'avis des services gestionnaires de l'Eurométropole de Strasbourg qui ont émis un avis favorable au projet.

Dès lors, rien ne s'oppose plus à l'acquisition à l'euro symbolique, et au classement de ces voies dans le domaine public métropolitain.

Les biens et droits immobiliers concernés, propriété de « DOMIAL » sont cadastrés comme suit :

Commune de Strasbourg

Section IX n° (2)/9 avec 61 centiares issue de la division de la parcelle n° 412/9,
Section IX n° (4)/9 avec 7 ares et 19 centiares issue de la division de la parcelle n° 412/9,
Section IX n° (11)/9 avec 14 ares et 55 centiares issue de la division de la parcelle n° 445/7.

Les ouvrages seront pris en gestion par les services de l'Eurométropole dès la délibération de classement.

L'éclairage public est pris en gestion par la Ville de Strasbourg.

2. Lotissement « Aristide Briand » à STRASBOURG-Neudorf.

La Ville de Strasbourg a réalisé un lotissement dénommé « Aristide Briand », autorisé par le permis d'aménager n° 67 482 10 V0005 en date du 28 février 2011, modifié les 13 décembre 2011 et 22 juin 2015.

Les voies de desserte, ainsi que leurs accessoires, sont aménagés et ouverts à la circulation publique. Il s'agit du tronçon ouest de la rue de Gerstheim, du passage d'Osthouse et du cheminement autour de l'immeuble dénommé « Le Grand Angle ». Le projet de classement dans le domaine public de ces voies a été soumis à l'avis des services gestionnaires de l'Eurométropole de Strasbourg qui ont émis un avis favorable au projet.

Dès lors, rien ne s'oppose plus à l'acquisition à l'euro symbolique, et au classement de ces voies dans le domaine public métropolitain.

Les biens et droits immobiliers concernés, propriété de la Ville de Strasbourg sont cadastrés comme suit :

Commune de Strasbourg

Section DN n° 161/17 avec 1 are et 79 centiares
Section DN n° 162/17 avec 2 ares et 17 centiares
Section DN n° 165/17 avec 7 centiares
Section DN n° 171/17 avec 1 are et 74 centiares
Section DN n° 192/4 avec 41 centiares
Section DN n° 234/4 avec 3 ares et 97 centiares
Section DN n° 240/4 avec 47 centiares
Section DN n° 242/116 avec 6 ares et 28 centiares
Section DN n° 259/4 avec 18 centiares
Section DN n° 261/4 avec 73 centiares
Section DN n° 266/4 avec 2 ares et 3 centiares
Section DN n° 268/4 avec 42 centiares
Section DN n° 270/4 avec 24 centiares
Section DN n° 271/116 avec 1 are et 57 centiares
Section DN n° 273/116 avec 2 ares et 14 centiares
Section DN n° 276/4 avec 61 centiares
Section DN n° 277/4 avec 67 centiares
Section DN n° 278/17 avec 4 ares et 90 centiares
Section DN n° 280/17 avec 1 are
Section DN n° 304/4 avec 23 ares et 77 centiares

Les ouvrages seront pris en gestion par les services de l'Eurométropole dès la délibération de classement.
L'éclairage public et l'aire de jeux sont pris en gestion par la Ville de Strasbourg.

3. Opération « le clos des Orchidées », allée Max Warschawski à STRASBOURG-Cronenbourg.

La société NEOLIA a réalisé une opération dénommée « le clos des Orchidées », autorisée par le permis de construire n° 67 482 10 V0394 en date du 5 avril 2011, modifié les 17 octobre 2011, 2 avril 2012, 23 octobre 2013 et 8 août 2014.
Une voie de desserte a été aménagée dans le cadre de cette opération. Il s'agit de l'allée Max Warschawski dont NEOLIA a demandé le classement dans le domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg.
La voie, ainsi que ses accessoires, sont aménagés et ouverts à la circulation publique. Le projet de classement dans le domaine public de cette voie a été soumis à l'avis des services gestionnaires de l'Eurométropole de Strasbourg qui ont émis un avis favorable au projet.

Dès lors, rien ne s'oppose plus à l'acquisition à l'euro symbolique, et au classement de cette allée dans le domaine public métropolitain.

Les biens et droits immobiliers concernés, propriété de NEOLIA et des copropriétaires de la résidence « le clos des Orchidées » sont cadastrés comme suit :

Commune de Strasbourg

Section MA n° 169/49 de 1 centiare, propriété des copropriétaires de la résidence « le clos des Orchidées »
Section MA n° 171/50 de 1 centiare, propriété des copropriétaires de la résidence « le clos des Orchidées »
Section MA n° 173/50 de 26 centiares, propriété de NEOLIA
Section MA n° 175/53 de 1 centiare, propriété des copropriétaires de la résidence « le clos des Orchidées »
Section MA n° 179/53 de 12 ares et 92 centiares, propriété de NEOLIA

Les ouvrages seront pris en gestion par les services de l'Eurométropole dès la délibération de classement.
L'éclairage public est pris en gestion par la Ville de Strasbourg.

Le Conseil municipal est invité à donner un avis aux projets de l'Eurométropole de prononcer les acquisitions et le classement de ces voies.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission plénière
vu les dispositions de l'article L. 5211-57 du CGCT
après en avoir délibéré,
émet un avis favorable

aux projets de l'Eurométropole de Strasbourg d'approuver :

1. Troisième tranche du lotissement « Polygone » à STRASBOURG-Neuhof.

1.1. le principe d'un classement dans le domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg des voies, réseaux et accessoires de voiries, y compris les infrastructures de gaines destinées aux réseaux de communications électroniques, desservant le lotissement « Polygone » tranche 3 à Strasbourg-Neuhof, rue des Guitaristes (tronçon sud) et deux cheminements piétons.

1.2. la reprise, par l'Eurométropole et à la date de la délibération, de la gestion de ces voies et des réseaux qui en constituent l'accessoire ;

1.3. les acquisitions à l'euro symbolique à mettre en œuvre par l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre de ce projet, propriété de « DOMIAL » à savoir, les parcelles de voirie cadastrées comme suit :

Commune de Strasbourg
Section IX n° (2)/9 avec 61 centiares issue de la division de la parcelle n° 412/9
Section IX n° (4)/9 avec 7 ares et 19 centiares issue de la division de la parcelle n° 412/9
Section IX n° (11)/9 avec 14 ares et 55 centiares issue de la division de la parcelle n° 445/7

telles qu'identifiées sur le plan parcellaire joint à la présente délibération,

étant précisé que les parcelles ainsi acquises intégreront le domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg.

2. Lotissement "Aristide Briand" à STRASBOURG-Neudorf.

2.1. le principe d'un classement dans le domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg des voies, réseaux et accessoires de voiries, y compris les infrastructures de gaines destinées aux réseaux de communications électroniques, desservant le lotissement « Aristide Briand » à Strasbourg-Neudorf, rue de Gertsheim (tronçon ouest), passage d'Osthouse et le cheminement piéton autour de l'immeuble dénommé « Le Grand Angle » ;

2.2. la reprise, par l'Eurométropole et à la date de la délibération, de la gestion de ces voies et des réseaux qui en constituent l'accessoire ;

2.3. les acquisitions à l'euro symbolique à mettre en œuvre par l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre de ce projet, propriété de la Ville de Strasbourg à savoir, les parcelles de voirie cadastrées comme suit :

Commune de Strasbourg
Section DN n° 161/17 avec 1 are 79 centiares
Section DN n° 162/17 avec 2 ares et 17 centiares
Section DN n° 165/17 avec 7 centiares
Section DN n° 171/17 avec 1 are et 74 centiares
Section DN n° 192/4 avec 41 centiares

Section DN n° 234/4 avec 3 ares et 97 centiares
Section DN n° 240/4 avec 47 centiares
Section DN n° 242/116 avec 6 ares et 28 centiares
Section DN n° 259/4 avec 18 centiares
Section DN n° 261/4 avec 73 centiares
Section DN n° 266/4 avec 2 ares et 3 centiares
Section DN n° 268/4 avec 42 centiares
Section DN n° 270/4 avec 24 centiares
Section DN n° 271/116 avec 1 are et 57 centiares
Section DN n° 273/116 avec 2 ares et 14 centiares
Section DN n° 276/4 avec 61 centiares
Section DN n° 277/4 avec 67 centiares
Section DN n° 278/17 avec 4 ares et 90 centiares
Section DN n° 280/17 avec 1 are
Section DN n° 304/4 avec 23 ares et 77 centiares

telles qu'identifiées sur le plan parcellaire joint à la présente délibération,

étant précisé que les parcelles ainsi acquises intégreront le domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg.

3. Opération « le clos des Orchidées », allée Max Warschawski à STRASBOURG-Cronenbourg

3.1. le principe d'un classement dans le domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg de l'allée Max Warschawski à Strasbourg, voie, réseaux et accessoires de voiries, y compris les infrastructures de gaines destinées aux réseaux de communications électroniques ;

3.2. la reprise, par l'Eurométropole et à la date de la délibération, de la gestion de cette voie et des réseaux qui en constituent l'accessoire ;

3.3. les acquisitions à l'euro symbolique à mettre en œuvre par l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre de ce projet, propriété de NEOLIA et des copropriétaires de la résidence « le clos des Orchidées » à savoir, les parcelles de voirie cadastrées comme suit :

Commune de Strasbourg
Section MA n° 169/49 de 1 centiare, propriété des copropriétaires de la résidence « le clos des Orchidées »
Section MA n° 171/50 de 1 centiare, propriété des copropriétaires de la résidence « le clos des Orchidées »
Section MA n° 173/50 de 26 centiares, propriété de NEOLIA
Section MA n° 175/53 de 1 centiare, propriété des copropriétaires de la résidence « le clos des Orchidées »
Section MA n° 179/53 de 12 ares et 92 centiares, propriété de NEOLIA
telles qu'identifiées sur le plan parcellaire joint à la présente délibération,

étant précisé que les parcelles ainsi acquises intégreront le domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019



Strasbourg.eu eurométropole

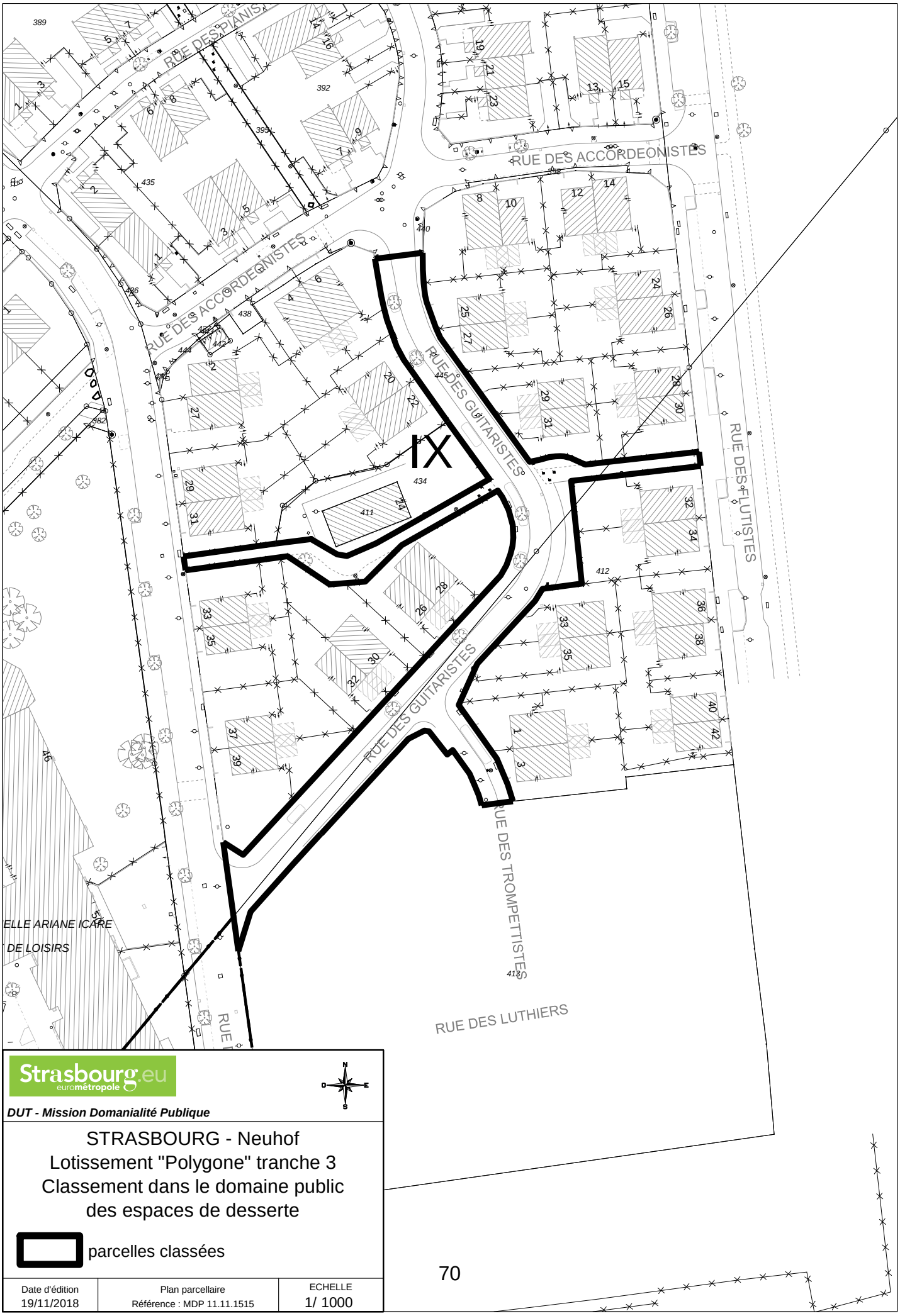
DUT - Mission Domanialité Publique

PLAN DE SITUATION

STRASBOURG Neuhof

Classement dans le domaine public
de l'Eurométropole de Strasbourg
des espaces publics du lotissement "Polygone"
tranche 3

Date d'édition	Référence : MDP 11.11.1515	ECHELLE
07/12/2018	Plan de situation	1/ 8000



Strasbourg.eu
eurométropole

N
O
E
S

DUT - Mission Domanialité Publique

STRASBOURG - Neuhof
Lotissement "Polygone" tranche 3
Classement dans le domaine public
des espaces de desserte

parcelles classées

Date d'édition	Plan parcellaire	ECHELLE
19/11/2018	Référence : MDP 11.11.1515	1/ 1000



Strasbourg.eu eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

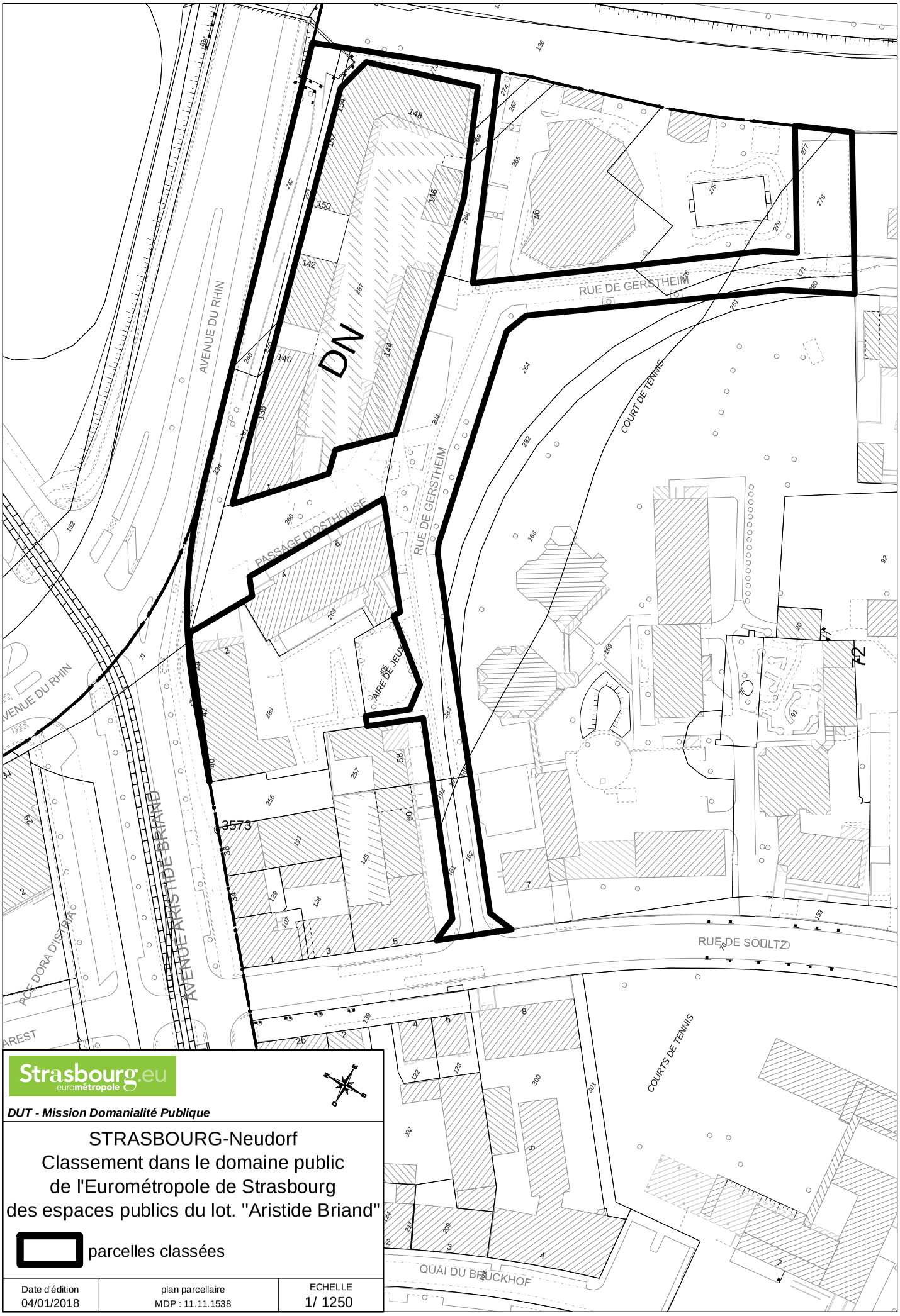
N O E S

PLAN DE SITUATION

STRASBOURG Neudorf

Classement dans le domaine public
de l'Eurométropole de Strasbourg
des espaces publics du lot. "Aristide Briand"

Date d'édition	Plan de situation	ECHELLE
18/01/2019	Référence : MDP 11.11.1538	1/ 12000



Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

STRASBOURG-Neudorf
Classement dans le domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg des espaces publics du lot. "Aristide Briand"

parcelles classées

Date d'édition	plan parcellaire	ECHELLE
04/01/2018	MDP : 11.11.1538	1/ 1250



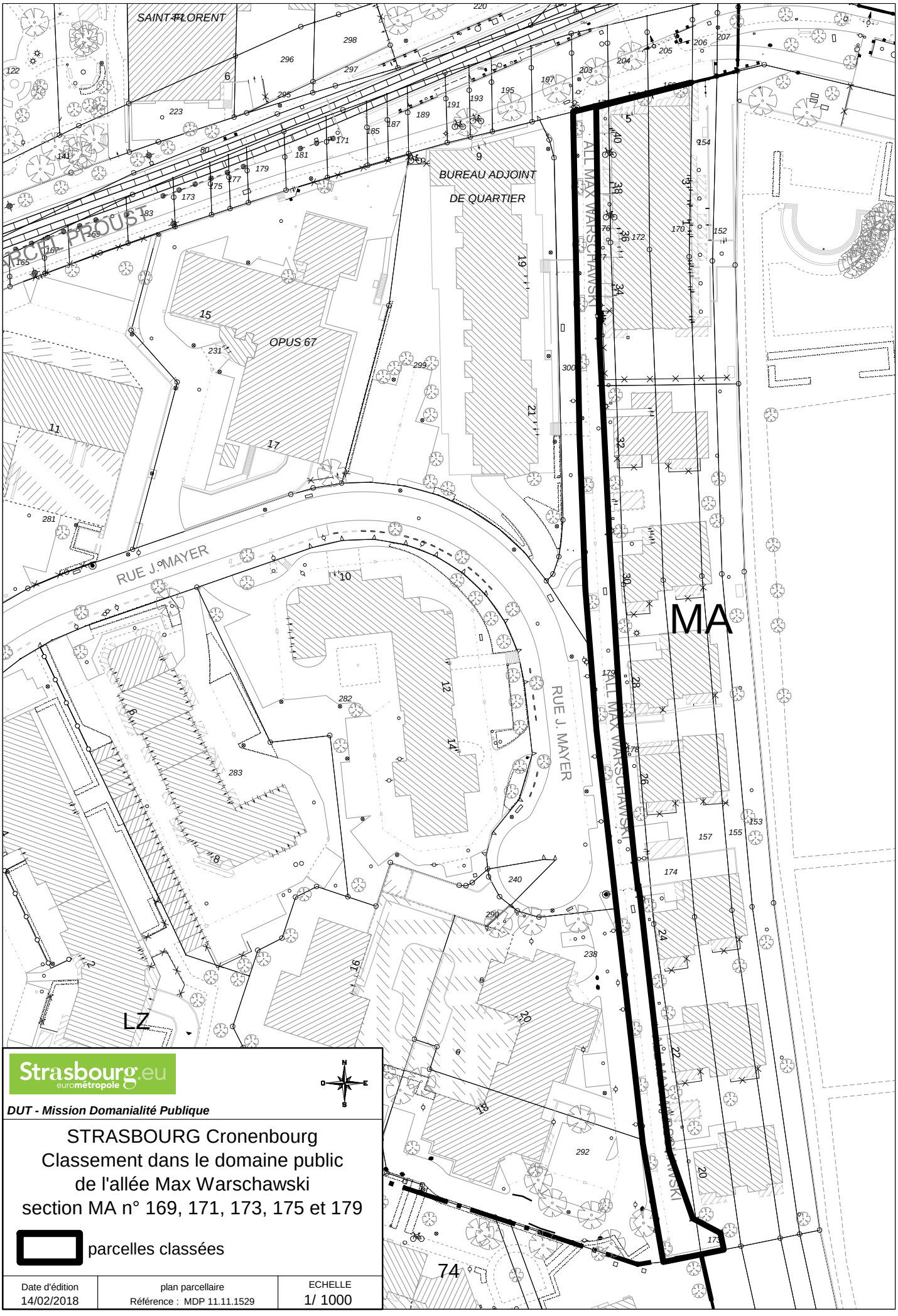
DUT - Mission Domanialité Publique

PLAN DE SITUATION

STRASBOURG Cronenbourg

Classement dans le domaine public
de l'Eurométropole de Strasbourg
de l'allée Max Warschawski

Date d'édition	Référence : MDP 11.11.1529	ECHELLE
04/07/2018		1/ 8000



Strasbourg.eu
eurométropole

N
O E
S

DUT - Mission Domanialité Publique

STRASBOURG Cronenbourg
Classement dans le domaine public
de l'allée Max Warschawski
section MA n° 169, 171, 173, 175 et 179

parcelles classées

Date d'édition	plan parcellaire	ECHELLE
14/02/2018	Référence : MDP 11.11.1529	1/ 1000

10

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Modification et suppressions de tronçons d'alignements rues du Petit Marais, des Coquelicots, Mélanie, de Wattwiller à Strasbourg - Avis du conseil municipal - Article L. 5211-57 du code général des collectivités territoriales.

L'espace public qui s'est développé dans des quartiers des communes membres de l'Eurométropole de Strasbourg a évolué entre la mise en place des alignements et les constructions qui ont été réalisées par la suite.

Aujourd'hui, une partie de ces alignements n'est pas conforme à la configuration actuelle de l'espace public car certains d'entre eux ne délimitent pas strictement le domaine public routier des propriétés riveraines.

Sont ainsi concernés les tronçons d'alignements situés :
- rue des Coquelicots (quartier Cronenbourg) à Strasbourg
- rue Mélanie (quartier Robertsau) à Strasbourg
  rue du Petit Marais (quartier Montagne Verte) à Strasbourg
- rue de Wattwiller (quartier Neudorf) à Strasbourg

1. Rue des Coquelicots à Strasbourg

Cette voie a fait l'objet de deux procédures d'alignement approuvées les 27 juin 1961 et 23 mars 1979.

Depuis, le quartier a été urbanisé ; notamment, sur le terrain sis 26 rue des Coquelicots, une maison d'habitation a été édifiée à la fin des années 1970, et une clôture a été aménagée au-delà de l'emprise privative, de telle façon que le terrain d'assiette empiète sur le domaine public de voirie sur une surface de l'ordre de dix mètres carrés.

Le tronçon d'alignement situé à la limite de rencontre entre le terrain sis 26 rue des Coquelicots et la voirie adjacente n'est plus conforme à la configuration actuelle de l'espace public, car il ne délimite plus strictement le domaine public routier de cette propriété privée riveraine.

2. Rue Mélanie à Strasbourg

Cette voie a fait l'objet de trois procédures d'alignement approuvées les 23 mars 1901, 26 juin 1914 et 7 septembre 1931.

Depuis, une aire de stationnement a été aménagée par les hôpitaux universitaires de Strasbourg en tout ou partie sur trois parcelles dont ils sont propriétaires.

Par leur statut d'établissement public hospitalier, les immeubles appartenant aux hôpitaux universitaires de Strasbourg, et qui sont notamment affectés à l'usage direct du public, relèvent de son domaine public (cf. articles L. 1 et L. 2111-1 du code général de la propriété des personnes) ; c'est ainsi le cas de cette aire de stationnement.

Le tronçon d'alignement situé entre les numéros 60 et 66 de la rue Mélanie n'est plus conforme à la configuration actuelle de l'espace public, car il ne délimite plus strictement le domaine public routier de propriétés privées riveraines.

3. Rue du Petit Marais à Strasbourg

Cette voie a fait l'objet de deux procédures d'alignement approuvées les 13 juillet 1963 et 26 juillet 1965.

Depuis, toute la partie située à l'Ouest de cette voie a été urbanisée ; notamment l'impasse de Dimbsthal et une petite place ont été créées au droit de la rue du Petit-Marais au début des années 2010 ; les emprises sur lesquelles ont été aménagées cette impasse et cette place sont la propriété de l'Eurométropole de Strasbourg et, par leur fonction de voirie et d'accessoire à cette voirie, sont affectées à l'usage direct du public. Conformément aux dispositions de l'article L. 2111-1 du code général de la propriété des personnes publiques, elles relèvent donc du domaine public de voirie de l'Eurométropole de Strasbourg.

Le tronçon d'alignement situé à la limite de rencontre entre la rue du Petit-Marais et l'impasse de Dimbsthal (y compris la placette) n'est plus conforme à la configuration actuelle de l'espace public, car il ne délimite plus strictement le domaine public routier de propriétés privées riveraines.

4. Rue de Wattwiller à Strasbourg

Cette voie a fait l'objet d'une procédure d'alignement approuvée le 21 mai 1976.
Elle a fait l'objet d'un réaménagement dans le courant de l'année 2018 par les services de l'Eurométropole de Strasbourg ; notamment, la surface carrossable a été entièrement refaite. A cette occasion, elle a été élargie dans sa partie Est, située entre les numéros 32 et 40, afin d'y réaliser des espaces de stationnement et des trottoirs totalement sécurisés, ce, au mépris de l'alignement en place. Cet élargissement a été effectué en tout ou partie sur des parcelles appartenant à l'Office public de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg, avec l'accord de cette dernière et une perspective prochaine de leur transfert de propriété au profit de l'Eurométropole de Strasbourg.

Le tronçon d'alignement situé à l'Est de la rue de Wattwiller entre les numéros 32 et 40 n'est plus conforme à la configuration du futur espace public, car il ne délimite plus strictement le futur domaine public routier des propriétés privées riveraines.

Conformément aux dispositions des articles L. 112-1 du code de la voirie routière, le projet de suppression des tronçons d'alignements a fait l'objet d'une enquête publique préalable

qui s'est déroulée du 26 novembre au 11 décembre 2018 inclus, au cours de laquelle une seule observation a été formulée.

La commissaire enquêtrice a émis le 14 janvier 2019 un avis favorable sans réserve à ces projets.

En application des dispositions de l'article L. 5211-57 du code général des collectivités territoriales, le conseil municipal est invité à émettre un avis sur le projet de l'Eurométropole Strasbourg de modifier les tronçons d'alignements sis rue des Coquelicots à Strasbourg et de supprimer les tronçons d'alignement sis rue Mélanie, rue du Petit Marais, et rue de Wattwiller à Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
vu l'article L. 5211-57 du code général des collectivités territoriales
vu l'avis favorables de la commissaire enquêtrice rendu le 14 janvier 2019
sur proposition de la commission plénière
après en avoir délibéré

émet un avis favorable

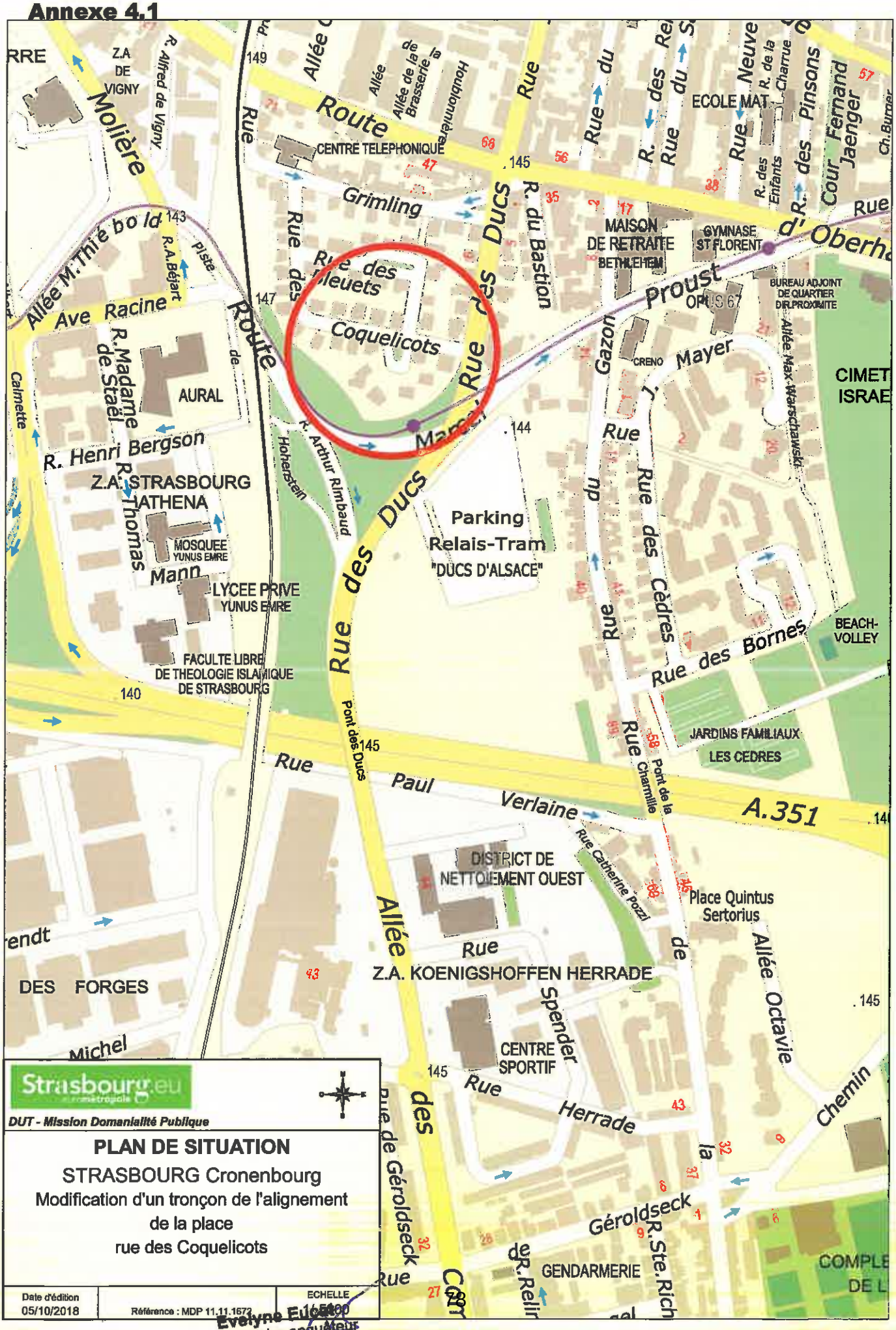
au projet de l'Eurométropole de Strasbourg de :

- *modifier l'alignement situé rue des Coquelicots (quartier Cronenbourg) à Strasbourg,*
- *supprimer l'alignement situé rue Mélanie (quartier Robertsau) à Strasbourg,*
- *supprimer l'alignement situé rue du Petit Marais (quartier Montagne Verte) à Strasbourg,*
- *supprimer l'alignement situé rue de Wattwiller (quartier Neudorf) à Strasbourg.*

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

Annexe 4.1


Route
CENTRE TELEPHONIQUE
Grimling
Rue des Ducs
R. du Bastion
Rue des Bleuets
Coquelicots
Rue des Ducs
Allée M. Thiébold
Ave Racine
R. A. Béjart
piste
R. Madame de Staël
AURAL
Calmette
R. Henri Bergson
Z.A. STRASBOURG TATHENA
R. Thomas Mann
MOSQUEE YUNUS EMRE
LYCEE PRIVE YUNUS EMRE
FACULTE LIBRE DE THEOLOGIE ISLAMIQUE DE STRASBOURG
R. Arthur Rimbaud
Hohenstein
Parking Relais-Tram "DUCS D'ALSACE"
MAISON DE RETRAITE BETHLEHEM
GYMNASE ST FLORENT
BUREAU ADJOINT DE QUARTIER DE PROXIMITE
Proust
Gazon du Capitaine
CRENO
Mayer
Allée Max Warschawski
CIMET ISRAE
Rue des Cèdres
Rue des Bornes
BEACH-VOLLEY
JARDINS FAMILIAUX LES CEDRES
Pont de la Charmille
Pont des Ducs
Rue Paul Verlaine
A.351
Rue Catherine Pozzi
DISTRICT DE NETTOIEMENT OUEST
Place Quintus Sertorius
Allée Octavie
Rue Z.A. KOENIGSHOFFEN HERRADE
CENTRE SPORTIF
Spender
Rue Herrade
Chemin de la
Géroldseck
R. Ste. Richarde
GENDARMERIE
COMPLE DE L
DES FORGES
Michel
Rue de Géroldseck
Rue des Ducs
Strasbourg.eu
DUT - Mission Domanialité Publique
PLAN DE SITUATION
STRASBOURG Cronenbourg
Modification d'un tronçon de l'alignement de la place rue des Coquelicots
Date d'édition 05/10/2018
Référence : MDP 11.11.1672
ECHELLE 1/500
Evelyne Eu
commissaire enquêteur

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

1, parc de l'Étoile 67076 Strasbourg Cedex Tél : 03 68 98 50 00

DUT - Mission Domanialité Publique

PLAN D'ENQUÊTE

Référence : MDP 11.11.1672

STRASBOURG Cronenbourg

Modification d'un tronçon de l'alignement
de la place
rue des Coquelicots

Strasbourg, le 12 OCT. 2018

Christian SCHMIDT
Directeur par intérim

Vu, le

Commissaire-Enquêteur

12.5 m

PROJET ETABLI LE : 12.07.2018
MODIFIE LE :
MODIFIE LE :
MODIFIE LE :

DESSINE PAR :
P. KRIEGER

alignement légal

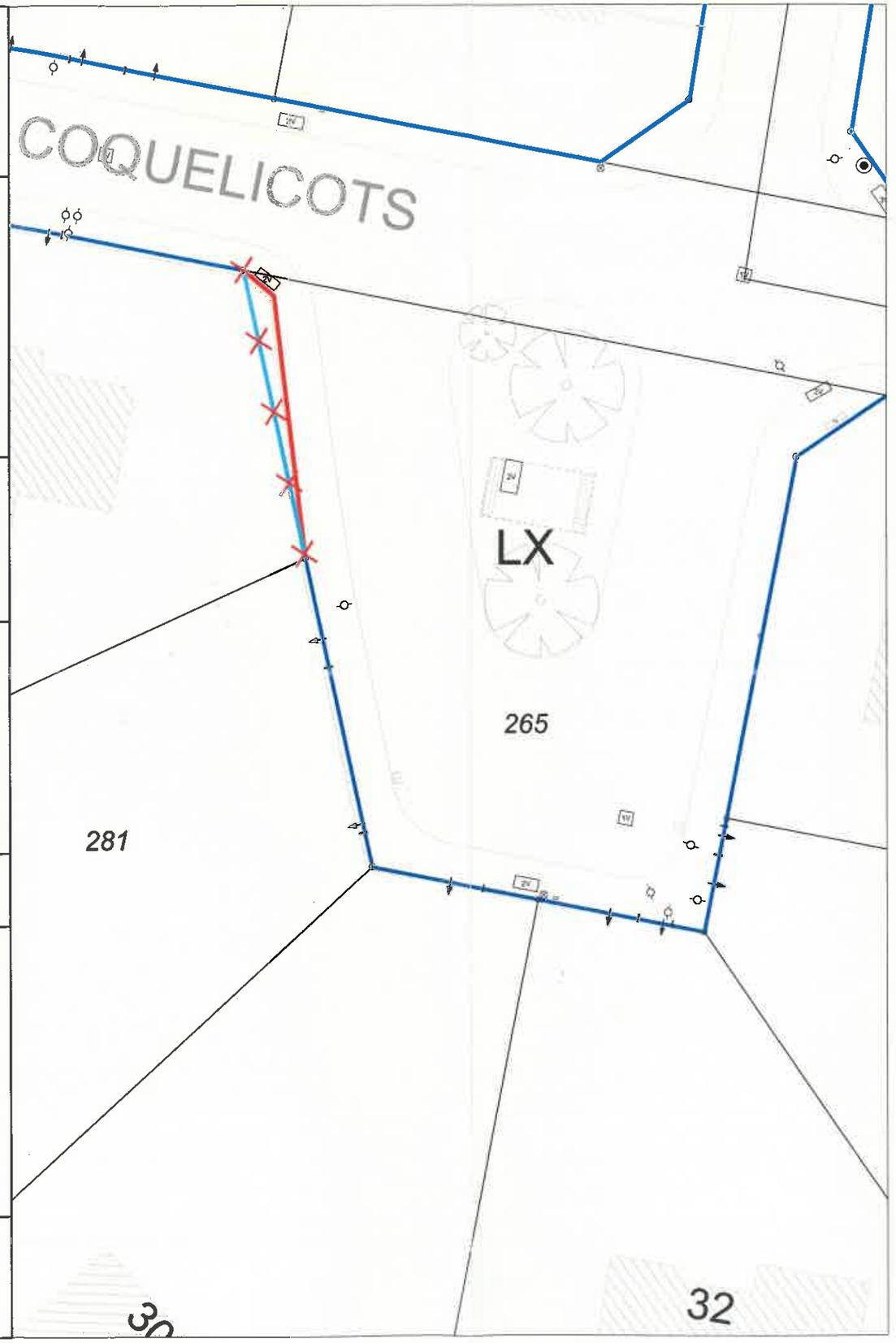
alignement à supprimer

alignement proposé

N
O E
S

Evelyne Eucat
commissaire enquêteur

Strasbourg.eu
eurométropole



MOFIDICATION D'UN TRONÇON D'ALIGNEMENT

Rue des Coquelicots
à
STRASBOURG - CRONENBOURG

Enquête Publique

26 novembre 2018 - 11 décembre 2018

Commissaire-enquêteur : Evelyne EUCAT

Table des matières

PREMIERE PARTIE : LE RAPPORT

1- OBJET DE L'ENQUETE ET CADRE REGLEMENTAIRE

2 -COMPETENCE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

3- COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUETE

4 - ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

5 - DEROULEMENT DE L'ENQUETE

6 - BILAN DES OBSERVATIONS

DEUXIEME PARTIE : AVIS ET CONCLUSIONS

1 - RAPPEL DU PROJET, OBJET DE L'ENQUETE

2 - APPRECIATIONS GENERALES

3 - CONCLUSIONS

Pièce jointe : un registre

PREMIERE PARTIE : LE RAPPORT

1- OBJET DE L'ENQUETE ET CADRE REGLEMENTAIRE

La rue des Coquelicots à Strasbourg a fait l'objet de deux procédures d'alignement approuvées en 1961 et 1979.
Depuis, le quartier a été urbanisé ; une maison d'habitation a notamment été construite à la fin des années 1970 et une clôture a été aménagée au-delà de l'emprise privative, de telle façon que le terrain d'assiette empiète sur le domaine public de voirie sur une surface de l'ordre de 10 m².
De fait, le tronçon d'alignement situé à la limite de rencontre entre le terrain sis, 26 rue des Coquelicots et la voirie adjacente n'est plus conforme à la configuration actuelle de l'espace public, car il ne délimite plus strictement le domaine routier de cette propriété privée riveraine.
L'Eurométropole propose donc de modifier le tronçon l'alignement concerné. La surface actuellement occupée sera cédée au propriétaire du terrain sis, 26 rue des Coquelicots.

La procédure d'alignement est prévue par les articles L112-1 et suivants du code de la voirie routière :
"L'alignement est la détermination par l'autorité administrative de la limite du domaine public routier au droit des propriétés riveraines. Il est fixé soit par un plan d'alignement, soit par alignement individuel.
Le plan d'alignement, auquel est joint un plan parcellaire, détermine après enquête publique ouverte par l'autorité exécutive de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale, propriétaire de la voie, et organisée conformément aux dispositions du code des relations entre le public et l'administration, la limite entre voie publique et propriétés riveraines".

Aux termes de l'article L141-3 du code de la voirie routière :
"Le classement et le déclassement des voies communales sont prononcés par le conseil municipal. Ce dernier est également compétent pour l'établissement des plans d'alignements et de nivellement, l'ouverture, le redressement et l'élargissement des voies.
L'enquête prévue à l'article L318-3 du code de l'urbanisme tient lieu de l'enquête prévue à l'alinéa précédent...."

2 -COMPETENCE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

La communauté urbaine de Strasbourg a été créée le 1er janvier 1968 et, conformément à la loi n° 66-1069 du 31 décembre 1966, elle a eu pour compétence la gestion de la voirie. L'article L5215-28 du code général des collectivités territoriales prévoit le transfert de propriété, au profit des communautés urbaines, des biens relevant du domaine public des communes qui les composent et qui sont nécessaires à cet exercice.
Depuis la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2017 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et du décret n° 2014-1603 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée "Eurométropole de Strasbourg", la communauté urbaine de Strasbourg (CUS) a été transformée en Eurométropole de Strasbourg à compter du 1er janvier 2015. Les compétences acquises par la CUS antérieurement à sa transformation ont été transférées de plein droit à l'Eurométropole de Strasbourg. L'Eurométropole de Strasbourg est ainsi compétente en matière de voirie pour toutes les communes qui en font partie.

3- COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUETE

Le dossier d'enquête publique est composé des pièces suivantes :

- une notice explicative comprenant les éléments du contexte, le projet, les textes régissant l'enquête publique et la compétence de l'Eurométropole,
- un plan de situation,
- un plan parcellaire
- une liste des propriétaires des parcelles comprises en tout ou partie dans l'emprise du projet,

- des panoramas photographiques des lieux,
- un registre d'observations.

Ces différents documents ont été cotés et paraphés par mes soins.

4 - ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

3.1 Désignation du commissaire-enquêteur

La Direction urbanisme et territoires -Mission domanialité publique- m'a contactée pour diligenter cette enquête en ma qualité de commissaire-enquêteur inscrite sur la liste d'aptitude des commissaires-enquêteurs du Bas-Rhin.

3.2 Préparation de l'enquête

Le 12 octobre 2018, j'ai rencontré M. COLOBERT de la mission domanialité publique à l'Eurométropole de Strasbourg. Lors de cette rencontre m'a été présenté le projet de modification d'alignement, objet de l'enquête.

3.3 Elaboration de l'arrêté

Par arrêté en date du 19 octobre 2018, le Président de l'Eurométropole de Strasbourg a prescrit l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification du tronçon d'alignement de la rue des Coquelicots à Strasbourg - Cronenbourg et m'a désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

3.4 Publicité de l'enquête

L'avis au public faisant connaitre l'ouverture de l'enquête a été publié dans deux journaux locaux :

- les Dernières Nouvelles d'Alsace : 8 novembre et 29 novembre 2018,
- les affiches d'Alsace et de Lorraine : 9 novembre et 30 novembre 2018.

L'avis d'enquête a été affiché à l'Eurométropole durant toute la durée de l'enquête.

5 - DEROULEMENT DE L'ENQUETE

• L'enquête publique s'est déroulée au siège de l'Eurométropole du 26 novembre 2018 au 11 décembre 2018 inclus, soit pendant seize jours consécutifs. Le dossier d'enquête et le registre ont été mis à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

• Je me suis tenue à la disposition du public le lundi 3 décembre 2018 de 14 h 00 à 16 h 00. Aucune personne ne s'est présentée.

•L'enquête publique s'est achevée le 11 décembre 2018 et j'ai clos le registre le 14 décembre 2018 au siège de l'Eurométropole.

6 - BILAN DES OBSERVATIONS

Aucune observation n'a donné lieu à un avis. Néanmoins, le premier jour d'ouverture de l'enquête une personne a noté dans le registre sa satisfaction concernant le soin apporté par les riverains de cette rue aux clôtures et à la végétation. Cette mention ne nécessite aucune réponse. Par ailleurs, aucun courrier ou mail n'a été réceptionné.
N'ayant pour ma part aucune observation à formuler, il n'a pas été nécessaire de rédiger un procès-verbal de synthèse.

A Strasbourg, le 14 janvier 2019
Le commissaire-enquêteur,

Evelyne EUCAT

DEUXIEME PARTIE : AVIS ET CONCLUSIONS

1 - RAPPEL DU PROJET, OBJET DE L'ENQUETE

Le tronçon d'alignement situé dans la partie Est de la rue des Coquelicots à Strasbourg nécessite une modification pour tenir compte du débordement de construction sur le domaine public, de la clôture de la maison sise au n° 26 de la rue précitée.
Aussi pour permettre la prise en compte de la configuration actuelle, il a été nécessaire de prescrire une enquête publique.

2 - APPRECIATIONS GENERALES

L'enquête s'est déroulée du 26 novembre au 11 décembre 2018 inclus. L'information du public a été faite conformément à la réglementation, par voie de presse et par affichage sur le terrain. Durant toute la durée de l'enquête le dossier était consultable au siège de l'Eurométropole aux jours et heures habituels d'ouverture du public. Une salle a été mise à ma disposition pour effectuer la permanence prévue le lundi 3 décembre de 14 h à 16 h.

S'agissant d'une mise en conformité de l'existant, l'objet de l'enquête n'a pas suscité d'intérêt de la part du public

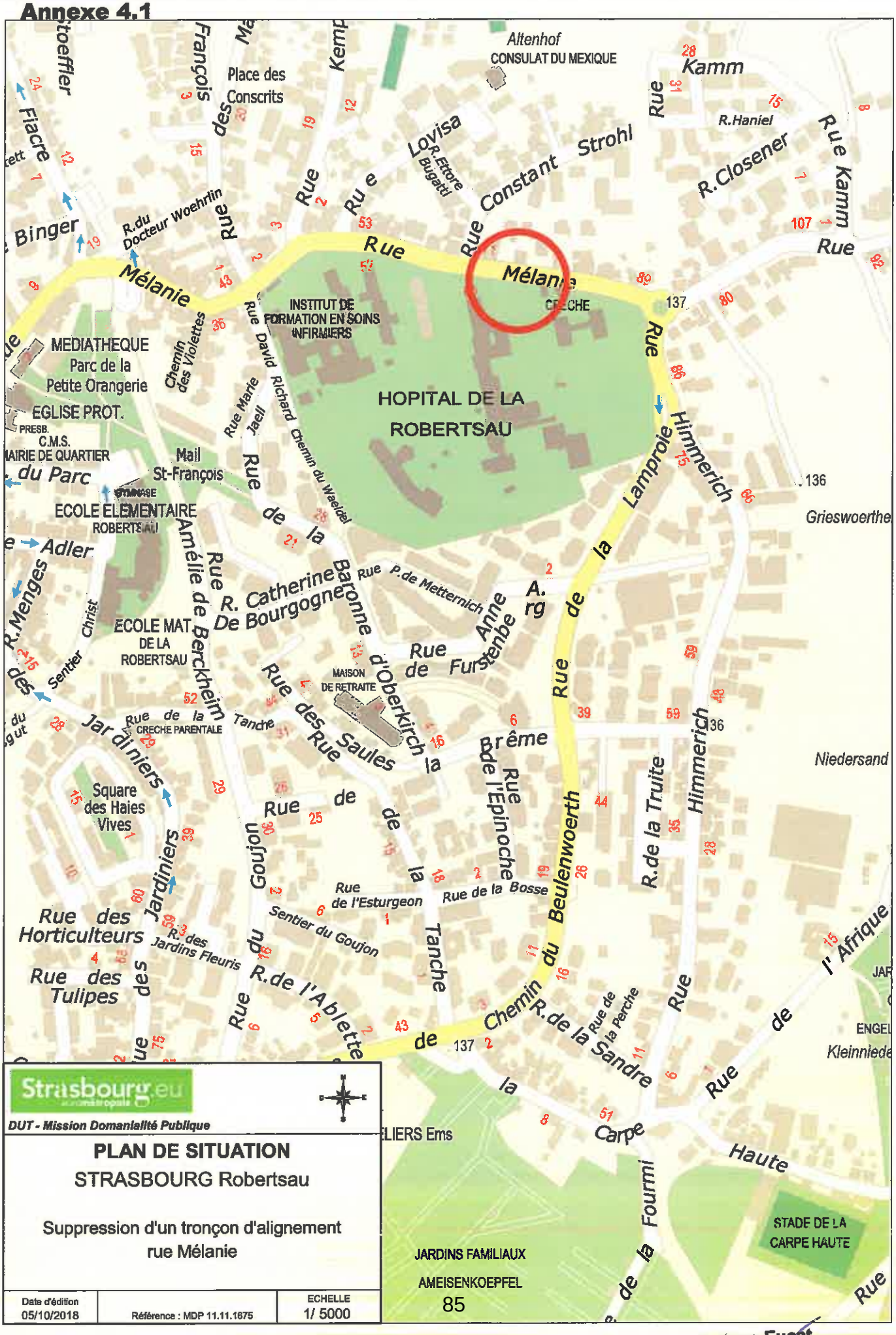
3 - CONCLUSIONS

Seule une observation faisant état de la qualité et de l'entretien des clôtures dans cette rue a été noté sur le registre. Aucun courrier ou mail n'a été adressé à l'Eurométropole. En application des dispositions de l'article L1411-3 du code de la voirie routière, la modification de l'alignement a donc été soumis à une enquête publique préalable.
J'émets en conséquence **un avis favorable** à la modification de l'alignement du tronçon d'alignement de la rue des Coquelicots à Strasbourg- Cronenbourg au niveau du numéro 26, pour permettre la régularisation de l'existant.

Strasbourg, le 14 janvier 2019
Le commissaire-enquêteur,

Evelyne EUCAT

Annexe 4.1



Strasbourg.eu

DUT - Mission Domanialité Publique

PLAN DE SITUATION

STRASBOURG Robertsau

Suppression d'un tronçon d'alignement rue Mélanie

Date d'édition	Référence : MDP 11.11.1675	ECHELLE
05/10/2018		1/ 5000

Evelyne Eucat
Commissaire enquêteur

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

1, parc de l'Étoile 67076 Strasbourg Cedex Tél : 03 68 98 50 00

DUT - Mission Domanialité Publique

PLAN D'ENQUÊTE

Référence : MDP 11.11.1675

STRASBOURG Robertsau

Suppression d'un tronçon d'alignement
rue Mélanie

Strasbourg, le 12 OCT. 2018

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Christian SCHMIDT
Directeur par intérim

Vu, le

Commissaire-Enquêteur

37.5 m

PROJET ETABLI LE : 13.07.2018
MODIFIE LE :
MODIFIE LE :
MODIFIE LE :

DESSINE PAR :
P. KRIEGER

alignement légal

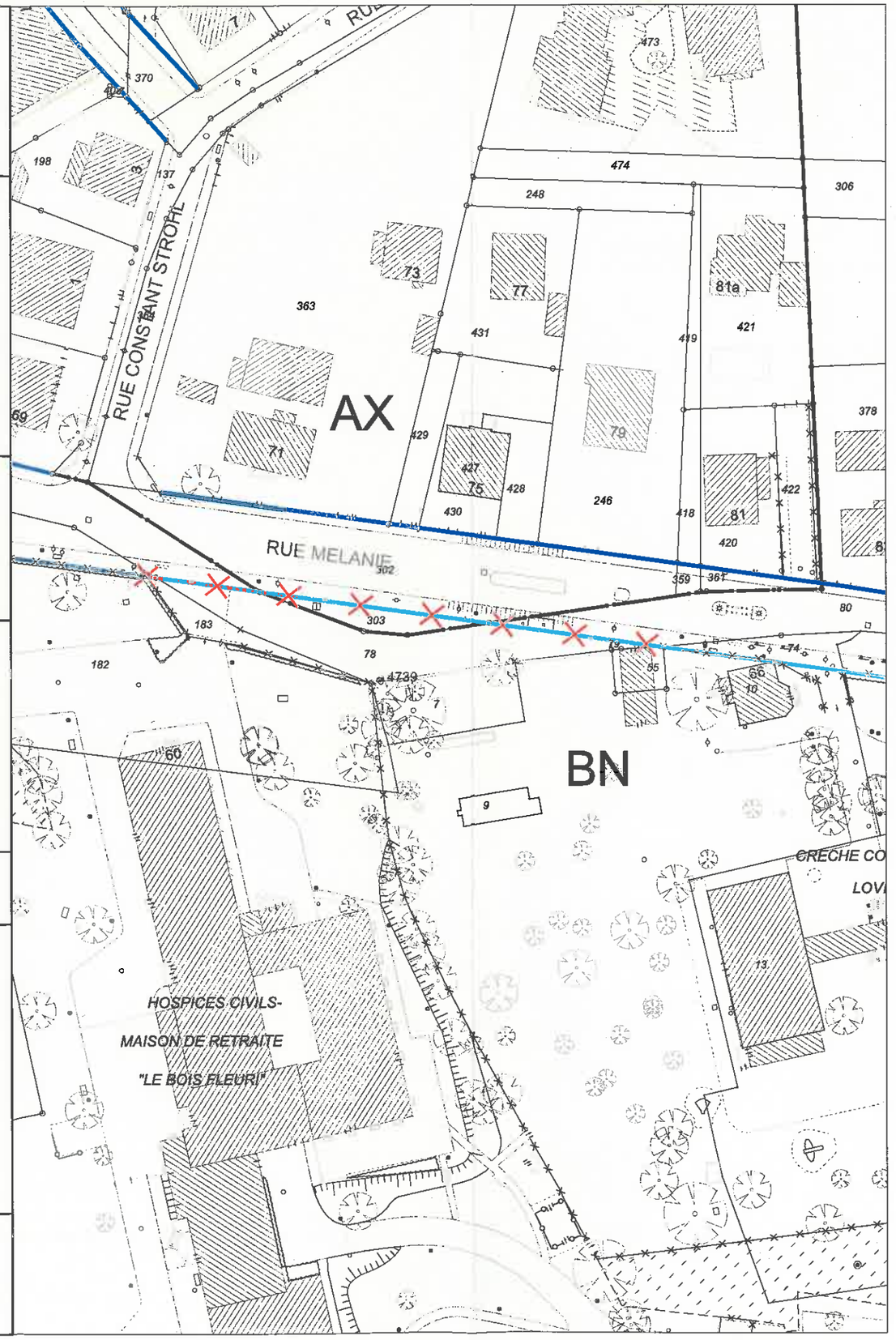
alignement à supprimer

alignement proposé

N
O E
S

Evelyne Eucat
Commissaire enquêteur

Strasbourg.eu
eurométropole



SUPPRESSION D'UN TRONÇON D'ALIGNEMENT

Rue Mélanie
à
STRASBOURG - ROBERTSAU

Enquête Publique

26 novembre 2018 - 11 décembre 2018

Commissaire-enquêteur : Evelyne EUCAT

Table des matières

PREMIERE PARTIE : LE RAPPORT

1- OBJET DE L'ENQUETE ET CADRE REGLEMENTAIRE

2 -COMPETENCE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

3- COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUETE

4 - ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

5 - DEROULEMENT DE L'ENQUETE

6 - BILAN DES OBSERVATIONS

DEUXIEME PARTIE : AVIS ET CONCLUSIONS

1 - RAPPEL DU PROJET, OBJET DE L'ENQUETE

2 - APPRECIATIONS GENERALES

3 - CONCLUSIONS

Pièce jointe : un registre

PREMIERE PARTIE : LE RAPPORT

1- OBJET DE L'ENQUETE ET CADRE REGLEMENTAIRE

La rue Mélanie à Strasbourg a déjà fait l'objet de trois procédures d'alignement dont la dernière en 1931. Depuis, une aire de stationnement a été aménagée par les hôpitaux universitaires de Strasbourg en tout ou partie sur trois parcelles dont ils sont propriétaires.
Par leur statut, les immeubles appartenant aux HUS et qui sont notamment affectés à l'usage direct du public, relèvent de son domaine public. C'est ainsi le cas de cette aire de stationnement.
De fait, le tronçon d'alignement situé entre les numéros 60 et 66 de la rue Mélanie n'est plus conforme à la configuration actuelle de l'espace public, car il ne délimite plus strictement le domaine public routier de propriétés privées riveraines. Il n'a donc pas vocation à être maintenu.
L'Eurométropole propose donc de supprimer l'alignement concerné.

La procédure d'alignement est prévue par les articles L112-1 et suivants du code de la voirie routière :
"L'alignement est la détermination par l'autorité administrative de la limite du domaine public routier au droit des propriétés riveraines. Il est fixé soit par un plan d'alignement, soit par alignement individuel.
Le plan d'alignement, auquel est joint un plan parcellaire, détermine après enquête publique ouverte par l'autorité exécutive de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale, propriétaire de la voie, et organisée conformément aux dispositions du code des relations entre le public et l'administration, la limite entre voie publique et propriétés riveraines".

Aux termes de l'article L141-3 du code de la voirie routière :
"Le classement et le déclassement des voies communales sont prononcés par le conseil municipal. Ce dernier est également compétent pour l'établissement des plans d'alignements et de nivellement, l'ouverture, le redressement et l'élargissement des voies.
L'enquête prévue à l'article L318-3 du code de l'urbanisme tient lieu de l'enquête prévue à l'alinéa précédent...."

2 -COMPETENCE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

La communauté urbaine de Strasbourg a été créée le 1er janvier 1968 et, conformément à la loi n° 66-1069 du 31 décembre 1966, elle a eu pour compétence la gestion de la voirie. L'article L5215-28 du code général des collectivités territoriales prévoit le transfert de propriété, au profit des communautés urbaines, des biens relevant du domaine public des communes qui les composent et qui sont nécessaires à cet exercice.
Depuis la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2017 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et du décret n° 2014-1603 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée "Eurométropole de Strasbourg", la communauté urbaine de Strasbourg (CUS) a été transformée en Eurométropole de Strasbourg à compter du 1er janvier 2015. Les compétences acquises par la CUS antérieurement à sa transformation ont été transférées de plein droit à l'Eurométropole de Strasbourg. L'Eurométropole de Strasbourg est ainsi compétente en matière de voirie pour toutes les communes qui en font partie.

3- COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUETE

Le dossier d'enquête publique est composé des pièces suivantes :

- une notice explicative comprenant les éléments du contexte, le projet, les textes régissant l'enquête publique et la compétence de l'Eurométropole,
- un plan de situation,
- un plan parcellaire
- une liste des propriétaires des parcelles comprises en tout ou partie dans l'emprise du projet,

- des panoramas photographiques des lieux,
- un registre d'observations.

Ces différents documents ont été cotés et paraphés par mes soins.

4 - ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

3.1 Désignation du commissaire-enquêteur

La Direction urbanisme et territoires -Mission domanialité publique- m'a contactée pour diligenter cette enquête en ma qualité de commissaire-enquêteur inscrite sur la liste d'aptitude des commissaires-enquêteurs du Bas-Rhin.

3.2 Préparation de l'enquête

Le 12 octobre 2018, j'ai rencontré M. COLOBERT de la mission domanialité publique à l'Eurométropole de Strasbourg. Lors de cette rencontre m'a été présenté le projet de suppression d'alignement, objet de l'enquête.

3.3 Elaboration de l'arrêté

Par arrêté en date du 19 octobre 2018, le Président de l'Eurométropole de Strasbourg a prescrit l'ouverture de l'enquête publique relative à la suppression du tronçon d'alignement de la rue Mélanie à Strasbourg-Robertsau et m'a désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

3.4 Publicité de l'enquête

L'avis au public faisant connaitre l'ouverture de l'enquête a été publié dans deux journaux locaux :

- les Dernières Nouvelles d'Alsace : 8 novembre et 29 novembre 2018,
- les affiches d'Alsace et de Lorraine : 9 novembre et 30 novembre 2018.

L'avis d'enquête a été affiché à L'Eurométropole durant toute la durée de l'enquête.

5 - DEROULEMENT DE L'ENQUETE

• L'enquête publique s'est déroulée au siège de l'Eurométropole du 26 novembre 2018 au 11 décembre 2018 inclus, soit pendant seize jours consécutifs. Le dossier d'enquête et le registre ont été mis à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

• Je me suis tenue à la disposition du public le lundi 3 décembre 2018 de 14 h 00 à 16 h 00. Aucune personne ne s'est présentée.

•L'enquête publique s'est achevée le 11 décembre 2018 et j'ai clos le registre le 14 décembre 2018 au siège de l'Eurométropole.

6 - BILAN DES OBSERVATIONS

Cette enquête publique n'a donné lieu à aucune observation de la part du public. Aucune observation n'a été consignée sur le registre et aucun courrier ou mail n'a été réceptionné.
N'ayant pour ma part aucune observation à formuler, il n'a pas été nécessaire de rédiger un procès-verbal de synthèse.

A Strasbourg, le 14 janvier 2019
Le commissaire-enquêteur,

Evelyne EUCAT

DEUXIEME PARTIE : AVIS ET CONCLUSIONS

1 - RAPPEL DU PROJET, OBJET DE L'ENQUETE

Le tronçon d'alignement situé entre les numéros 60 et 66 de la rue Mélanie n'est plus conforme à la configuration actuelle de l'espace public, car il ne délimite plus strictement le domaine public routier de propriétés privées riveraines. Il n'a donc pas vocation à être maintenu.
Aussi pour permettre la mise en conformité avec l'existant, il a été nécessaire de prescrire une enquête publique.

2 - APPRECIATIONS GENERALES

L'enquête s'est déroulée du 26 novembre au 11 décembre 2018 inclus. L'information du public a été faite conformément à la réglementation, par voie de presse et par affichage sur le terrain. Durant toute la durée de l'enquête le dossier était consultable au siège de l'Eurométropole aux jours et heures habituels d'ouverture du public. Une salle a été mise à ma disposition pour effectuer la permanence prévue le lundi 3 décembre de 14 h à 16 h.

S'agissant d'une mise en conformité de l'existant, l'objet de l'enquête n'a pas suscité d'intérêt de la part du public

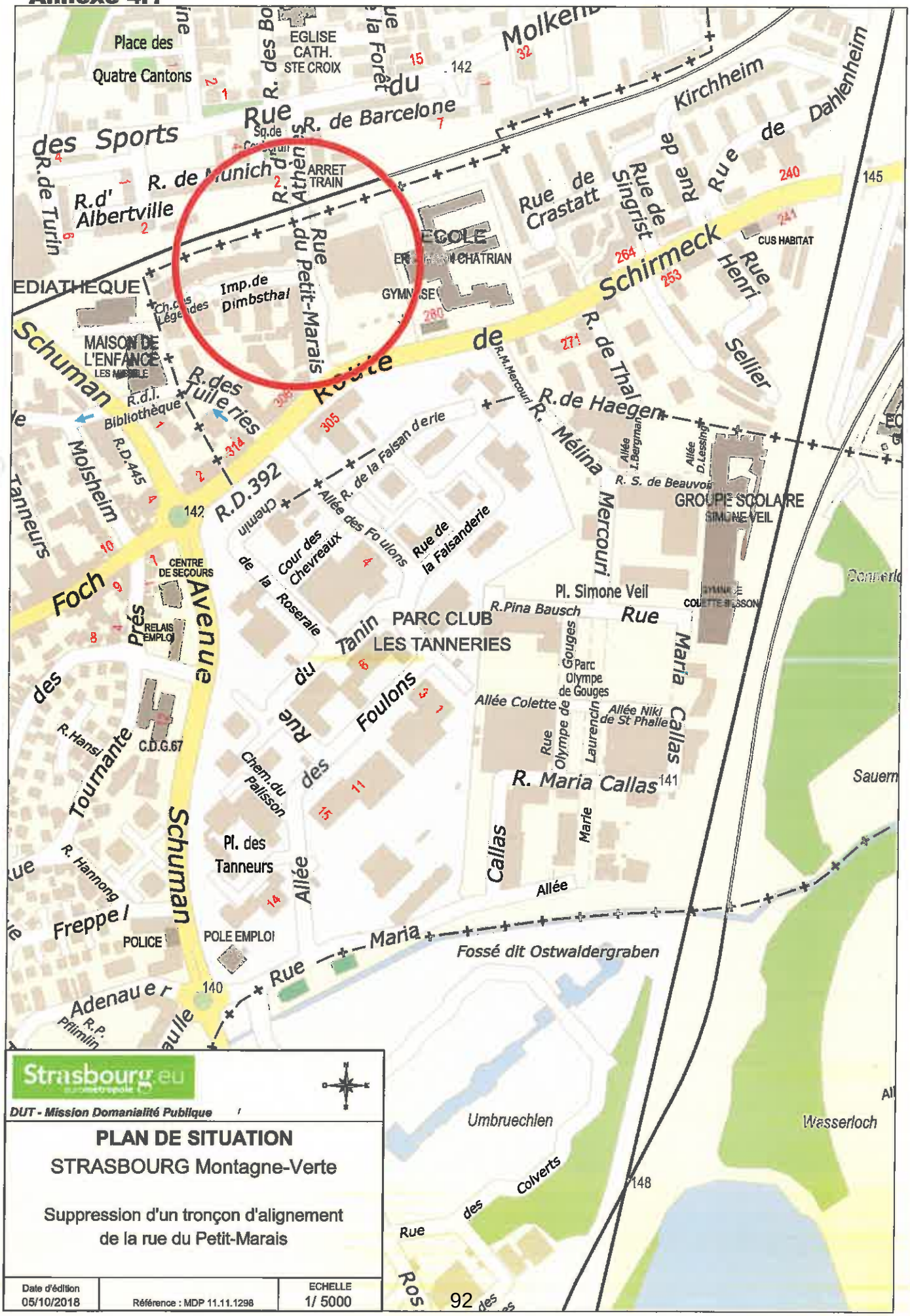
3 - CONCLUSIONS

Aucune observation n'a été notée sur le registre et aucun courrier ou mail n'a été adressé à l'Eurométropole. En application des dispositions de l'article L1411-3 du code de la voirie routière, la suppression de l'alignement a donc été soumis à une enquête publique préalable.
J'émets en conséquence **un avis favorable** à la suppression de l'alignement du tronçon d'alignement de la rue Mélanie à Strasbourg-Robertsau dans sa partie située entre les numéros 60 et 66, pour permettre la régularisation de l'existant.

Strasbourg, le 14 janvier 2019
Le commissaire-enquêteur,

Evelyne EUCAT

Annexe 4.1



Strasbourg.eu

DUT - Mission Domanialité Publique

PLAN DE SITUATION

STRASBOURG Montagne-Verte

Suppression d'un tronçon d'alignement de la rue du Petit-Marais

Date d'édition		ECHELLE
05/10/2018	Référence : MDP 11.11.1298	1/ 5000

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

1, parc de l'Étoile 67076 Strasbourg Cedex Tél : 03 68 98 50 00

DUT - Mission Domanialité Publique

PLAN D'ENQUÊTE

Référence : MDP 11.11.1298

STRASBOURG Montagne-Verte

Suppression d'un tronçon d'alignement
de la rue du Petit-Marais

Strasbourg, le 12 OCT. 2018

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Christian [illegible]
Directeur par intérim

Vu, le

Commissaire-Enquêteur

25 m

PROJET ETABLI LE : 24.08.2018
MODIFIE LE :
MODIFIE LE :
MODIFIE LE :

DESSINE PAR :
E. MULLER

alignement légal

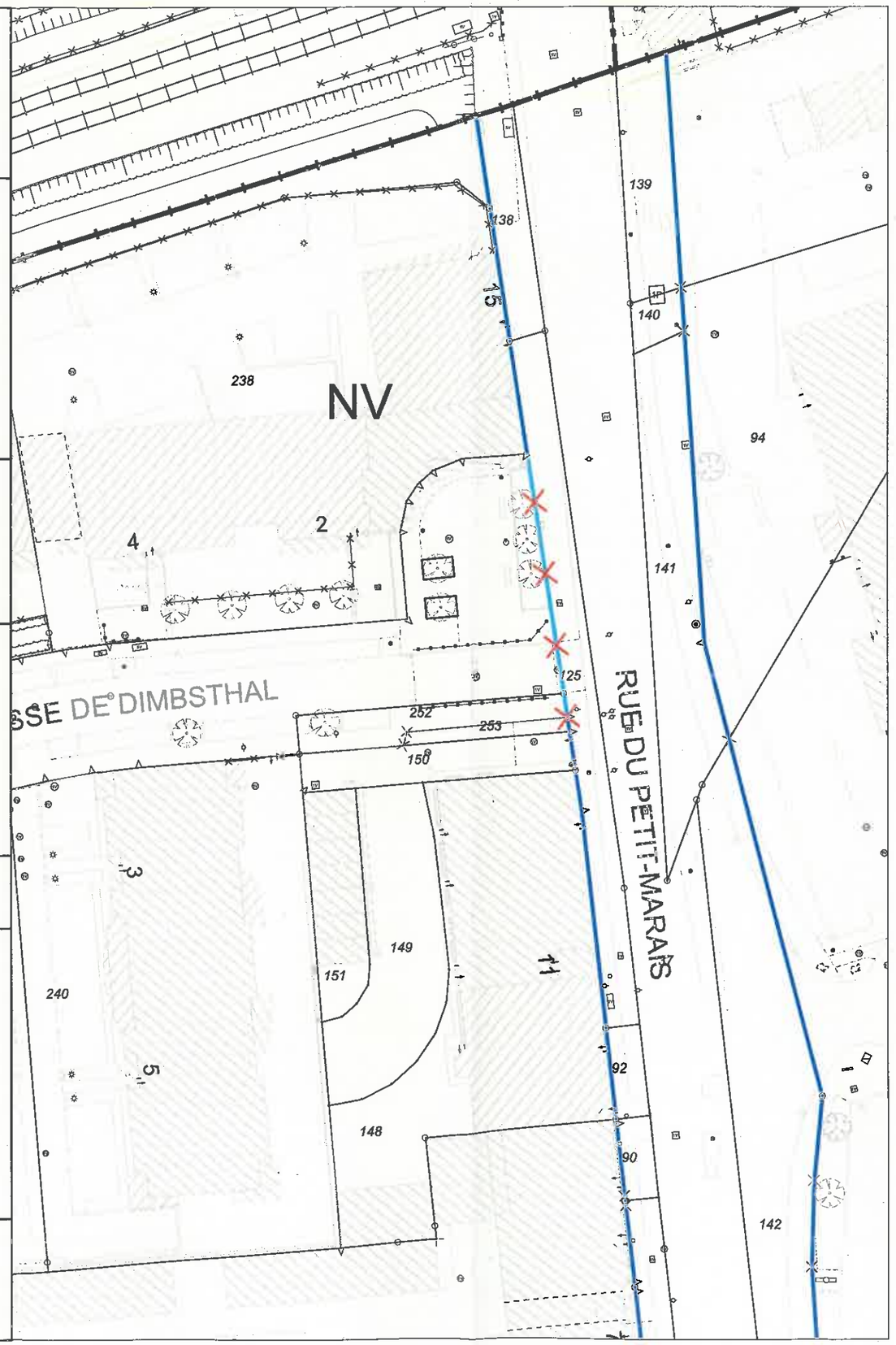
alignement à supprimer

alignement proposé

N
O E
S

Evelyne Eucat
commissaire-enquêteur

Strasbourg.eu
eurométropole



SUPPRESSION D'UN TRONÇON D'ALIGNEMENT

Rue du Petit Marais
à
STRASBOURG - MONTAGNE VERTE

Enquête Publique

26 novembre 2018 - 11 décembre 2018

Commissaire-enquêteur : Evelyne EUCAT

Table des matières

PREMIERE PARTIE : LE RAPPORT

1- OBJET DE L'ENQUETE ET CADRE REGLEMENTAIRE

2 -COMPETENCE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

3- COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUETE

4 - ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

5 - DEROULEMENT DE L'ENQUETE

6 - BILAN DES OBSERVATIONS

DEUXIEME PARTIE : AVIS ET CONCLUSIONS

1 - RAPPEL DU PROJET, OBJECT DE L'ENQUETE

2 - APPRECIATIONS GENERALES

3 - CONCLUSIONS

Pièce jointe : un registre

PREMIERE PARTIE : LE RAPPORT

1- OBJET DE L'ENQUETE ET CADRE REGLEMENTAIRE

La rue du Petit-Marais à Strasbourg a fait l'objet de deux procédures d'alignement approuvées en 1963 et 1965. Depuis, toute la partie située à l'ouest de cette voie a été urbanisée ; notamment l'impasse de Dimbsthal et une petite place ont été créées au droit de la rue du Petit Marais au début des années 2010. Les emprises sur lesquelles ont été aménagées cette impasse et cette place sont la propriété de l'Eurométropole de Strasbourg et relèvent donc du domaine public de voirie de celle-ci.
De fait, le tronçon d'alignement situé à la limite de rencontre entre la rue du Petit Marais et l'Impasse de Dimbsthal (y compris la placette) n'est plus conforme à la configuration actuelle de l'espace public car il ne délimite plus strictement le domaine public routier de propriétés privées riveraines.
L'Eurométropole propose donc de supprimer l'alignement concerné.

La procédure d'alignement est prévue par les articles L112-1 et suivants du code de la voirie routière :
"L'alignement est la détermination par l'autorité administrative de la limite du domaine public routier au droit des propriétés riveraines. Il est fixé soit par un plan d'alignement, soit par alignement individuel.
Le plan d'alignement, auquel est joint un plan parcellaire, détermine après enquête publique ouverte par l'autorité exécutive de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale, propriétaire de la voie, et organisée conformément aux dispositions du code des relations entre le public et l'administration, la limite entre voie publique et propriétés riveraines".

Aux termes de l'article L141-3 du code de la voirie routière :
"Le classement et le déclassement des voies communales sont prononcés par le conseil municipal. Ce dernier est également compétent pour l'établissement des plans d'alignements et de nivellement, l'ouverture, le redressement et l'élargissement des voies.
L'enquête prévue à l'article L318-3 du code de l'urbanisme tient lieu de l'enquête prévue à l'alinéa précédent...."

2 -COMPETENCE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

La communauté urbaine de Strasbourg a été créée le 1er janvier 1968 et, conformément à la loi n° 66-1069 du 31 décembre 1966, elle a eu pour compétence la gestion de la voirie. L'article L5215-28 du code général des collectivités territoriales prévoit le transfert de propriété, au profit des communautés urbaines, des biens relevant du domaine public des communes qui les composent et qui sont nécessaires à cet exercice.
Depuis la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2017 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et du décret n° 2014-1603 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée "Eurométropole de Strasbourg", la communauté urbaine de Strasbourg (CUS) a été transformée en Eurométropole de Strasbourg à compter du 1er janvier 2015. Les compétences acquises par la CUS antérieurement à sa transformation ont été transférées de plein droit à l'Eurométropole de Strasbourg. L'Eurométropole de Strasbourg est ainsi compétente en matière de voirie pour toutes les communes qui en font partie.

3- COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUETE

Le dossier d'enquête publique est composé des pièces suivantes :

- une notice explicative comprenant les éléments du contexte, le projet, les textes régissant l'enquête publique et la compétence de l'Eurométropole,
- un plan de situation,
- un plan parcellaire

- une liste des propriétaires des parcelles comprises en tout ou partie dans l'emprise du projet,
- des panoramas photographiques des lieux,
- un registre d'observations.

Ces différents documents ont été cotés et paraphés par mes soins.

4 - ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

3.1 Désignation du commissaire-enquêteur

La Direction urbanisme et territoires -Mission domanialité publique- m'a contactée pour diligenter cette enquête en ma qualité de commissaire-enquêteur inscrite sur la liste d'aptitude des commissaires-enquêteurs du Bas-Rhin.

3.2 Préparation de l'enquête

Le 12 octobre 2018, j'ai rencontré M. COLOBERT de la mission domanialité publique à l'Eurométropole de Strasbourg. Lors de cette rencontre m'a été présenté le projet de suppression d'alignement, objet de l'enquête.

3.3 Elaboration de l'arrêté

Par arrêté en date du 19 octobre 2018, le Président de l'Eurométropole de Strasbourg a prescrit l'ouverture de l'enquête publique relative à la suppression du tronçon d'alignement de la rue du Petit Marais à Strasbourg - Montagne Verte et m'a désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

3.4 Publicité de l'enquête

L'avis au public faisant connaitre l'ouverture de l'enquête a été publié dans deux journaux locaux :

- les Dernières Nouvelles d'Alsace : 8 novembre et 29 novembre 2018,
- les affiches d'Alsace et de Lorraine : 9 novembre et 30 novembre 2018.

L'avis d'enquête a été affiché à l'Eurométropole durant toute la durée de l'enquête.

5 - DEROULEMENT DE L'ENQUETE

• L'enquête publique s'est déroulée au siège de l'Eurométropole du 26 novembre 2018 au 11 décembre 2018 inclus, soit pendant seize jours consécutifs. Le dossier d'enquête et le registre ont été mis à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

• Je me suis tenue à la disposition du public le lundi 3 décembre 2018 de 14 h 00 à 16 h 00. Aucune personne ne s'est présentée.

•L'enquête publique s'est achevée le 11 décembre 2018 et j'ai clos le registre le 14 décembre 2018 au siège de l'Eurométropole.

6 - BILAN DES OBSERVATIONS

Cette enquête publique n'a donné lieu à aucune observation de la part du public. Aucune observation n'a été consignée sur le registre et aucun courrier ou mail n'a été réceptionné.
N'ayant pour ma part aucune observation à formuler, il n'a pas été nécessaire de rédiger un procès-verbal de synthèse.

A Strasbourg, le 14 janvier 2019
Le commissaire-enquêteur,

Evelyne EUCAT

DEUXIEME PARTIE : AVIS ET CONCLUSIONS

1 - RAPPEL DU PROJET, OBJET DE L'ENQUETE

Le tronçon d'alignement situé entre les numéros 11 et 15 de la rue du Petit Marais n'est plus conforme à la configuration actuelle de l'espace public, car il ne délimite plus strictement le domaine public routier de propriétés privées riveraines. Il n'a donc pas vocation à être maintenu.
Aussi pour permettre la mise en conformité avec l'existant, il a été nécessaire de prescrire une enquête publique.

2 - APPRECIATIONS GENERALES

L'enquête s'est déroulée du 26 novembre au 11 décembre 2018 inclus. L'information du public a été faite conformément à la réglementation, par voie de presse et par affichage sur le terrain. Durant toute la durée de l'enquête le dossier était consultable au siège de l'Eurométropole aux jours et heures habituels d'ouverture du public. Une salle a été mise à ma disposition pour effectuer la permanence prévue le lundi 3 décembre de 14 h à 16 h.

S'agissant d'une mise en conformité de l'existant, l'objet de l'enquête n'a pas suscité d'intérêt de la part du public

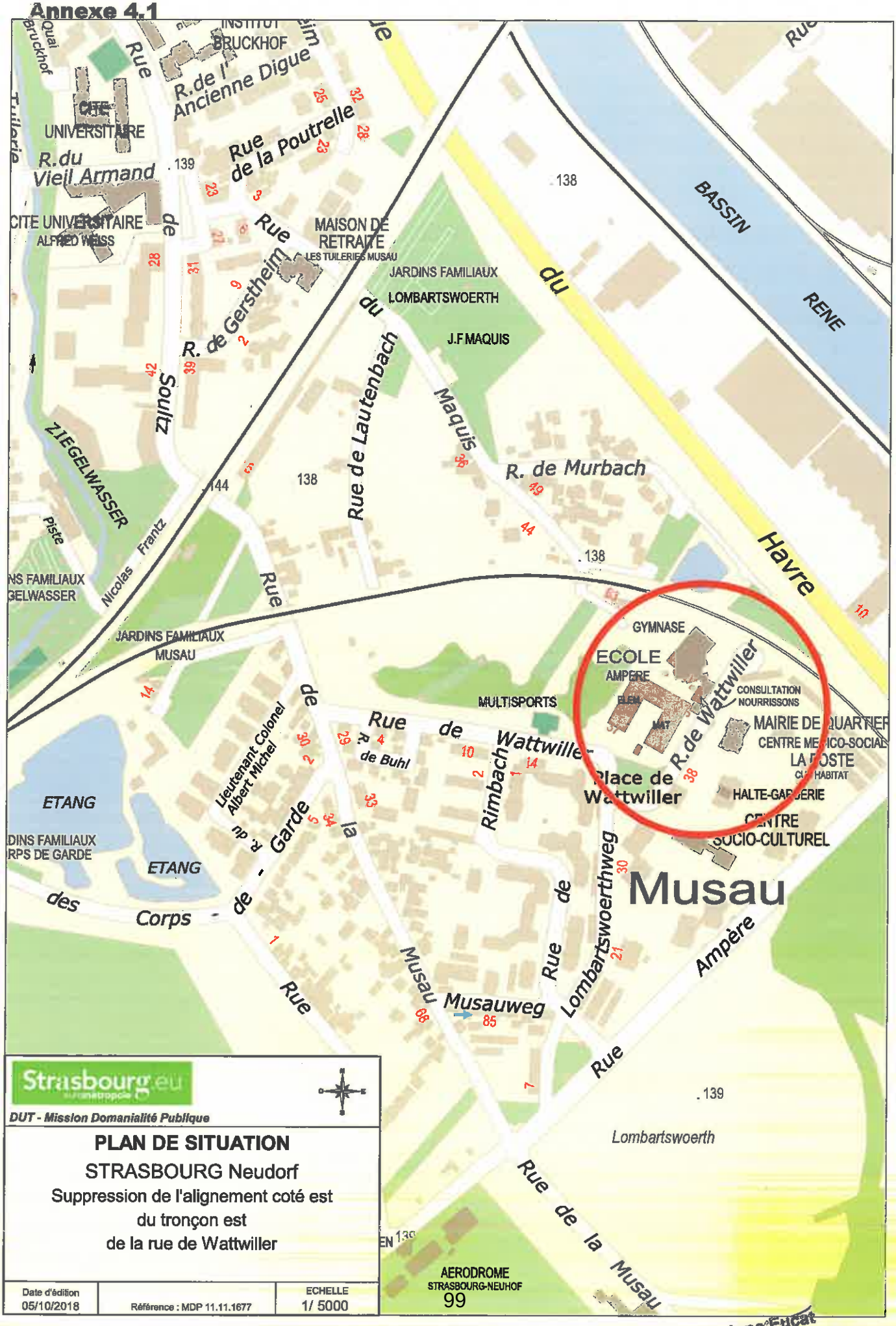
3 - CONCLUSIONS

Aucune observation n'a été notée sur le registre et aucun courrier ou mail n'a été adressé à l'Eurométropole. En application des dispositions de l'article L1411-3 du code de la voirie routière, la suppression de l'alignement a donc été soumis à une enquête publique préalable.
J'émets en conséquence **un avis favorable** à la suppression de l'alignement du tronçon d'alignement de la rue du Petit Marais à Strasbourg- Montagne Verte dans sa partie située entre les numéros 11 et 15, pour permettre la régularisation de l'existant.

Strasbourg, le 14 janvier 2019
Le commissaire-enquêteur,

Evelyne EUCAT

Annexe 4.1



Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

PLAN DE SITUATION

STRASBOURG Neudorf

Suppression de l'alignement coté est
du tronçon est
de la rue de Wattwiller

Date d'édition	Référence : MDP 11.11.1677	ECHELLE
05/10/2018		1/ 5000

Evelyne Eucat
commissaire enquêteur

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

1, parc de l'Étoile 67076 Strasbourg Cedex Tél : 03 68 98 50 00

DUT - Mission Domanialité Publique

PLAN D'ENQUÊTE

Référence : MDP 11.11.1677

STRASBOURG Neudorf

Suppression de l'alignement coté est
du tronçon est
de la rue de Wattwiller

Strasbourg, le 12 OCT. 2018

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Christian SCHMIDT
Directeur par intérim

Vu, le

Commissaire-Enquêteur

62.5 m

PROJET ETABLI LE : 13.07.2018
MODIFIE LE :
MODIFIE LE :
MODIFIE LE :

DESSINE PAR :
P. KRIEGER

alignement légal

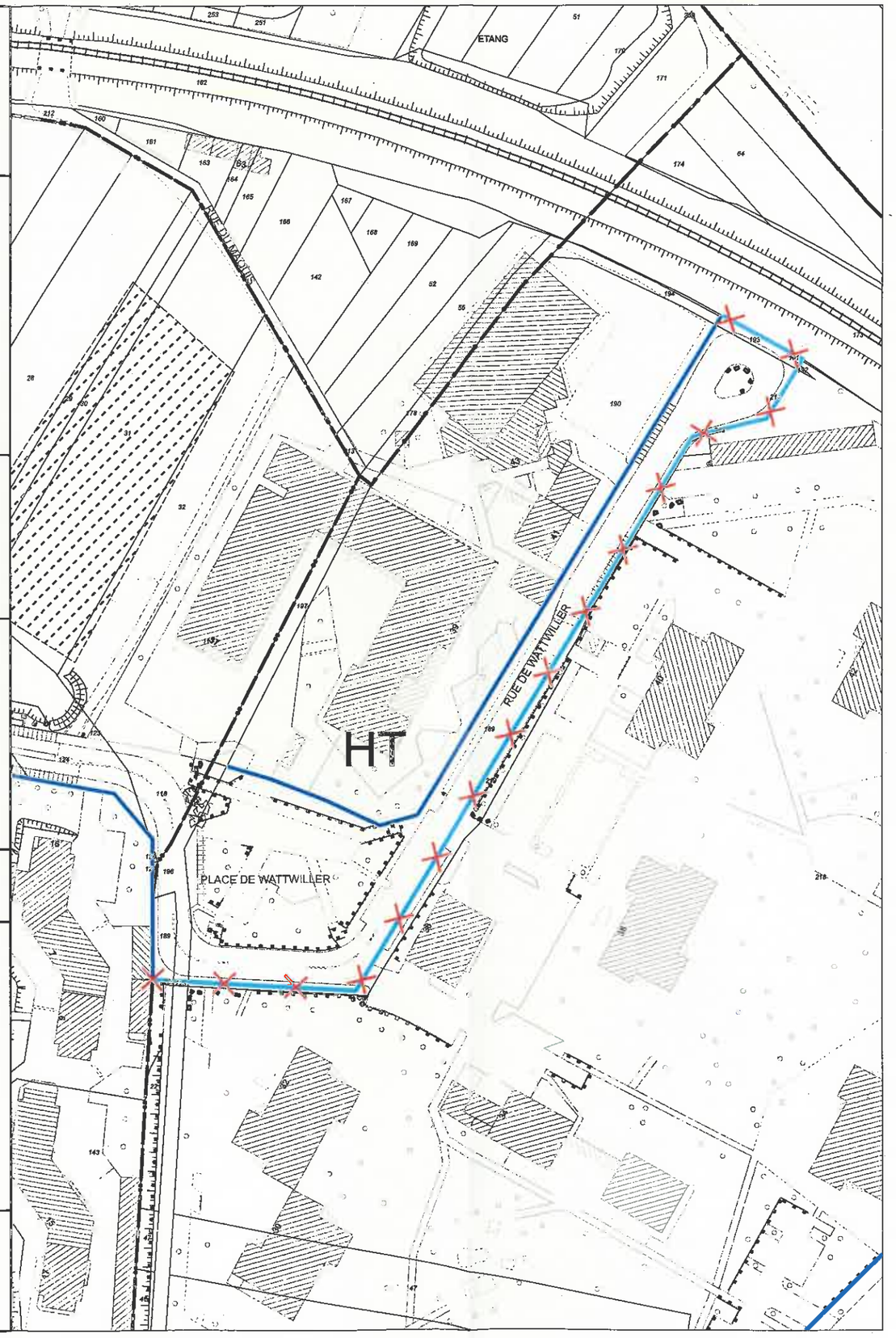
alignement à supprimer

alignement proposé

N
O E
S

Evelyne Eucat
commissaire enquêteur

Strasbourg.eu
eurométropole



SUPPRESSION D'UN TRONÇON D'ALIGNEMENT

Rue de Wattwiller
à
STRASBOURG - NEUDORF

Enquête Publique

26 novembre 2018 - 11 décembre 2018

Commissaire-enquêteur : Evelyne EUCAT

Table des matières

PREMIERE PARTIE : LE RAPPORT

1- OBJET DE L'ENQUETE ET CADRE REGLEMENTAIRE

2 -COMPETENCE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

3- COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUETE

4 - ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

5 - DEROULEMENT DE L'ENQUETE

6 - BILAN DES OBSERVATIONS

DEUXIEME PARTIE : AVIS ET CONCLUSIONS

1 - RAPPEL DU PROJET, OBJET DE L'ENQUETE

2 - APPRECIATIONS GENERALES

3 - CONCLUSIONS

Pièce jointe : un registre

PREMIERE PARTIE : LE RAPPORT

1- OBJET DE L'ENQUETE ET CADRE REGLEMENTAIRE

La rue de Wattwiller à Strasbourg a fait l'objet d'une procédure d'alignement approuvée en 1976.
Cette voie a fait l'objet d'un réaménagement dans le courant de l'année 2018 et la surface carrossable a été entièrement refaite. A cette occasion, elle a été élargie dans sa partie Est, situé entre les numéros 32 et 40, afin de réaliser des espaces de stationnement et des trottoirs totalement sécurisés. Cet élargissement a été effectué en tout ou partie sur des parcelles appartenant à l'Office public de l'habitat, avec l'accord de l'Eurométropole et une perspective prochaine de transfert de propriété au profit de celle-ci.
De fait, le tronçon d'alignement n'est plus conforme à la configuration du futur espace public, car il ne délimite plus strictement le futur domaine routier des propriétés privées riveraines.
L'Eurométropole propose donc de supprimer l'alignement concerné.

La procédure d'alignement est prévue par les articles L112-1 et suivants du code de la voirie routière :
"L'alignement est la détermination par l'autorité administrative de la limite du domaine public routier au droit des propriétés riveraines. Il est fixé soit par un plan d'alignement, soit par alignement individuel.
Le plan d'alignement, auquel est joint un plan parcellaire, détermine après enquête publique ouverte par l'autorité exécutive de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale, propriétaire de la voie, et organisée conformément aux dispositions du code des relations entre le public et l'administration, la limite entre voie publique et propriétés riveraines".

Aux termes de l'article L141-3 du code de la voirie routière :
"Le classement et le déclassement des voies communales sont prononcés par le conseil municipal. Ce dernier est également compétent pour l'établissement des plans d'alignements et de nivellement, l'ouverture, le redressement et l'élargissement des voies.
L'enquête prévue à l'article L318-3 du code de l'urbanisme tient lieu de l'enquête prévue à l'alinéa précédent...."

2 -COMPETENCE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

La communauté urbaine de Strasbourg a été créée le 1er janvier 1968 et, conformément à la loi n° 66-1069 du 31 décembre 1966, elle a eu pour compétence la gestion de la voirie. L'article L5215-28 du code général des collectivités territoriales prévoit le transfert de propriété, au profit des communautés urbaines, des biens relevant du domaine public des communes qui les composent et qui sont nécessaires à cet exercice.
Depuis la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2017 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et du décret n° 2014-1603 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée "Eurométropole de Strasbourg", la communauté urbaine de Strasbourg (CUS) a été transformée en Eurométropole de Strasbourg à compter du 1er janvier 2015. Les compétences acquises par la CUS antérieurement à sa transformation ont été transférées de plein droit à l'Eurométropole de Strasbourg. L'Eurométropole de Strasbourg est ainsi compétente en matière de voirie pour toutes les communes qui en font partie.

3- COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUETE

Le dossier d'enquête publique est composé des pièces suivantes :

- une notice explicative comprenant les éléments du contexte, le projet, les textes régissant l'enquête publique et la compétence de l'Eurométropole,
- un plan de situation,
- un plan parcellaire
- une liste des propriétaires des parcelles comprises en tout ou partie dans l'emprise du projet,

- des panoramas photographiques des lieux,
- un registre d'observations.

Ces différents documents ont été cotés et paraphés par mes soins.

4 - ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

3.1 Désignation du commissaire-enquêteur

La Direction urbanisme et territoires -Mission domanialité publique- m'a contactée pour diligenter cette enquête en ma qualité de commissaire-enquêteur inscrite sur la liste d'aptitude des commissaires-enquêteurs du Bas-Rhin.

3.2 Préparation de l'enquête

Le 12 octobre 2018, j'ai rencontré M. COLOBERT de la mission domanialité publique à l'Eurométropole de Strasbourg. Lors de cette rencontre m'a été présenté le projet de suppression d'alignement, objet de l'enquête.

3.3 Elaboration de l'arrêté

Par arrêté en date du 19 octobre 2018, le Président de l'Eurométropole de Strasbourg a prescrit l'ouverture de l'enquête publique relative à la suppression du tronçon d'alignement de la rue de Wattwiller à Strasbourg - Neudorf et m'a désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

3.4 Publicité de l'enquête

L'avis au public faisant connaitre l'ouverture de l'enquête a été publié dans deux journaux locaux :

- les Dernières Nouvelles d'Alsace : 8 novembre et 29 novembre 2018,
- les affiches d'Alsace et de Lorraine : 9 novembre et 30 novembre 2018.

L'avis d'enquête a été affiché à l'Eurométropole durant toute la durée de l'enquête.

5 - DEROULEMENT DE L'ENQUETE

• L'enquête publique s'est déroulée au siège de l'Eurométropole du 26 novembre 2018 au 11 décembre 2018 inclus, soit pendant seize jours consécutifs. Le dossier d'enquête et le registre ont été mis à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

• Je me suis tenue à la disposition du public le lundi 3 décembre 2018 de 14 h 00 à 16 h 00. Aucune personne ne s'est présentée.

•L'enquête publique s'est achevée le 11 décembre 2018 et j'ai clos le registre le 14 décembre 2018 au siège de l'Eurométropole.

6 - BILAN DES OBSERVATIONS

Cette enquête publique n'a donné lieu à aucune observation de la part du public. Aucune observation n'a été consignée sur le registre et aucun courrier ou mail n'a été réceptionné.
N'ayant pour ma part aucune observation à formuler, il n'a pas été nécessaire de rédiger un procès-verbal de synthèse.

A Strasbourg, le 14 janvier 2019
Le commissaire-enquêteur,

Evelyne EUCAT

DEUXIEME PARTIE : AVIS ET CONCLUSIONS

1 - RAPPEL DU PROJET, OBJET DE L'ENQUETE

Le tronçon d'alignement situé à l'Est de la rue de Wattwiller à Strasbourg, entre les numéros 32 et 40, n'est plus conforme à la future configuration de l'espace public, car il ne délimite plus strictement le domaine public routier de propriétés privées riveraines. Il n'a donc pas vocation à être maintenu. Aussi pour permettre la mise en conformité des lieux, il a été nécessaire de prescrire une enquête publique.

2 - APPRECIATIONS GENERALES

L'enquête s'est déroulée du 26 novembre au 11 décembre 2018 inclus. L'information du public a été faite conformément à la réglementation, par voie de presse et par affichage sur le terrain. Durant toute la durée de l'enquête le dossier était consultable au siège de l'Eurométropole aux jours et heures habituels d'ouverture du public. Une salle a été mise à ma disposition pour effectuer la permanence prévue le lundi 3 décembre de 14 h à 16 h.

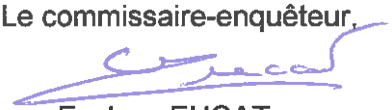
S'agissant d'une mise en conformité de l'existant, l'objet de l'enquête n'a pas suscité d'intérêt de la part du public

3 - CONCLUSIONS

Aucune observation n'a été notée sur le registre et aucun courrier ou mail n'a été adressé à l'Eurométropole. En application des dispositions de l'article L1411-3 du code de la voirie routière, la suppression de l'alignement a donc été soumis à une enquête publique préalable.
J'émets en conséquence **un avis favorable** à la suppression de l'alignement du tronçon d'alignement de la rue de Wattwiller à Strasbourg- Neudorf dans sa partie située entre les numéros 32 et 40, pour permettre la régularisation de l'existant.

Strasbourg, le 14 janvier 2019

Le commissaire-enquêteur,



Evelyne EUCAT

11

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Projet de rénovation urbaine (PRU) de Strasbourg Hautepierre - Régularisations foncières avec la SERS - Avis du conseil municipal - Article L. 5211-57 du code général des collectivités territoriales.

Le quartier de Hautepierre a été aménagé de 1965 à 1981 sous forme d'une zone à urbaniser en priorité (ZUP) par la Société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg (SERS) dans le cadre de la convention publique d'aménagement de l'opération Strasbourg-Hautepierre du 30 décembre 1967.

Depuis 2008, la communauté urbaine de Strasbourg a défini un projet de rénovation urbaine (PRU) pour le quartier de Hautepierre en lien avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU), les partenaires co-financeurs (région Alsace, département du Bas-Rhin, Caisse des dépôts et consignation), des bailleurs sociaux, et en concertation avec les habitants de ce quartier.

Dans ce cadre, des espaces à vocation publique ont été réalisés par la SERS : voiries structurantes et internes aux mailles, places et placettes périphériques aux bâtiments publics et scolaires, espaces de stationnement et cheminements piétons/cycle. Certains de ces espaces ont vocation à être intégrés au domaine public métropolitain en application du principe de réduction du périmètre de la concession ; ce principe est prévu par l'avenant 16 à la convention publique d'aménagement, lequel a été approuvé par une délibération de la commission permanente du 6 juillet 2018, et signé par les parties le 11 décembre 2018.

Il ressort des négociations entreprises et des délibérations antérieures que les démarches foncières suivantes peuvent être engagées avec la SERS, laquelle propose à l'Eurométropole de Strasbourg de lui céder, à l'euro symbolique sans paiement de prix, cinquante-deux parcelles représentant une surface totale de 277,57 ares d'assiette, ces emprises ayant vocation à être classées dans le domaine public métropolitain.

Il est demandé au Conseil municipal de donner son avis sur cette acquisition, conformément aux dispositions de l'article L. 5211-57 du code général des collectivités territoriales.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil

vu l'article L. 5211-57 du code général des collectivités territoriales
vu les avis de France Domaine en dates des 1er et 14 mars 2018
vu l'avenant 16 à la convention publique d'aménagement
approuvé par délibération du 6 juillet 2018
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

émet

un avis favorable au projet d'acquisition, par l'Eurométropole de Strasbourg auprès de la société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg, à l'euro symbolique avec dispense de paiement du prix, des emprises foncières telles que listées ci-dessous :
Ban communal de Strasbourg, quartier de Hautepierre, maille Brigitte :
section LP, numéro 1999/241, d'une surface de 68,75 ares, sise lieu-dit Rheinquell Gegen Neubrunnenweg

Ban communal de Strasbourg, quartier de Hautepierre, maille Denise (zone franche urbaine Alfred de Vigny), deux parcelles représentant une surface totale de 0,59 are :
section LO, numéro 152/51, d'une surface de 0,53 are, sise lieu-dit Wuestgass
section LO, numéro 243/51, d'une surface de 0,06 are, sise avenue Molière

Ban communal de Strasbourg, quartier de Hautepierre, maille Eléonore, quarante-quatre parcelles représentant une surface totale de 189,86 ares :
section LR, numéro 230/53, d'une surface de 0,97 are, sise lieu-dit Mittelanwand
section LR, numéro 582/54, d'une surface de 1,49 are, sise boulevard La Fontaine
section LR, numéro 583/54, d'une surface de 0,01 are, sise boulevard La Fontaine
section LR, numéro 584/54, d'une surface de 0,05 are, sise boulevard La Fontaine
section LR, numéro 585/54, d'une surface de 1,91 are, sise boulevard La Fontaine
section LR, numéro 586/54, d'une surface de 9,70 ares, sise boulevard La Fontaine
section LR, numéro 587/53, d'une surface de 0,13 are, sise boulevard La Fontaine
section LR, numéro 588/53, d'une surface de 0,29 are, sise boulevard La Fontaine
section LR, numéro 589/53, d'une surface de 15,71 ares, sise boulevard La Fontaine
section LR, numéro 590/53, d'une surface de 0,08 are, sise boulevard La Fontaine
section LR, numéro 591/53, d'une surface de 0,35 are, sise boulevard La Fontaine
section LR, numéro 592/53, d'une surface de 0,49 are, sise boulevard La Fontaine
section LS, numéro 283/129, d'une surface de 0,02 are, sise lieu-dit Mittelanwand
section LS, numéro 284/110, d'une surface de 1 are, sise lieu-dit Mittelanwand
section LS, numéro 312/110, d'une surface de 0,35 are, sise lieu-dit Mittelanwand
section LS, numéro 320/110, d'une surface de 0,03 are, sise lieu-dit Mittelanwand
section LS, numéro 548/129, d'une surface de 0,88 are, sise place Erasme
section LS, numéro 559/196, d'une surface de 0,56 are, sise boulevard La Fontaine
section LS, numéro 560/196, d'une surface de 13,60 ares, sise boulevard La Fontaine
section LS, numéro 565/196, d'une surface de 0,18 are, sise boulevard La Fontaine
section LS, numéro 566/196, d'une surface de 0,12 are, sise boulevard La Fontaine
section LS, numéro 567/196, d'une surface de 0,12 are, sise boulevard La Fontaine
section LS, numéro 568/196, d'une surface de 0,54 are, sise boulevard La Fontaine
section LS, numéro 596/129, d'une surface de 4,34 ares, sise boulevard La Fontaine
section LS, numéro 597/129, d'une surface de 0,79 are, sise boulevard La Fontaine

section LS, numéro 609/129, d'une surface de 1,90 are, sise place Erasme
section LS, numéro 610/129, d'une surface de 0,05 are, sise place Erasme
section LS, numéro 611/129, d'une surface de 2,23 ares, sise place Erasme
section LS, numéro 612/129, d'une surface de 0,20 are, sise place Erasme
section LS, numéro 613/129, d'une surface de 20,59 ares, sise place Erasme
section LS, numéro 614/129, d'une surface de 0,19 are, sise place Erasme
section LS, numéro 615/129, d'une surface de 0,01 are, sise place Erasme
section LS, numéro 616/129, d'une surface de 0,01 are, sise place Erasme
section LS, numéro 617/129, d'une surface de 0,51 are, sise place Erasme
section LS, numéro 618/129, d'une surface de 0,01 are, sise place Erasme
section LS, numéro 619/129, d'une surface de 0,90 are, sise place Erasme
section LS, numéro 620/129, d'une surface de 5,76 ares, sise place Erasme
section LS, numéro 621/129, d'une surface de 0,76 are, sise place Erasme
section LS, numéro 622/129, d'une surface de 9,21 ares, sise place Erasme
section LS, numéro 655/129, d'une surface de 3,15 ares, sise boulevard La Fontaine
section LS, numéro 656/129, d'une surface de 29,51 ares, sise boulevard La Fontaine
section LS, numéro 725/82, d'une surface de 1,08 are, sise lieu-dit Spendersanwand
section LS, numéro 754/196, d'une surface de 59,62 ares, sise boulevard La Fontaine
section LS, numéro 756/196, d'une surface de 0,46 are, sise boulevard La Fontaine

Ban communal de Strasbourg, quartier de Hautepierre, rue Boileau, cinq parcelles représentant une surface totale de 18,37 ares :
section KW, numéro 639/167, d'une surface de 1,10 are, sise lieu-dit Hohenstein Auf Die Strasse
section KW, numéro 771/168, d'une surface de 0,82 are, sise lieu-dit Hohenstein Auf Die Strasse
section KW, numéro 774/168, d'une surface de 2,82 ares, sise lieu-dit Hohenstein Auf Die Strasse
section KW, numéro 776/168, d'une surface de 1,30 are, sise lieu-dit Hohenstein Auf Die Strasse
section KW, numéro 777/167, d'une surface de 12,33 ares, sise rue Boileau.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

AVENANT n°16

A LA CONCESSION D'AMENAGEMENT DE

L'OPERATION DE STRASBOURG HAUTEPIERRE POTERIES

ENTRE

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, créé par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 portant Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles et du décret n° 2014-1603 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, dont le siège est à 67000 STRASBOURG, 1 parc de l'Etoile, et identifiée au SIREN sous le numéro 246.700.488, représentée par son Président, Monsieur Robert HERRMANN ou son représentant, en vertu d'une délibération de la Commission permanente du 6 juillet 2018,

Ci-après dénommée « l'Eurométropole de Strasbourg » ou « le concédant »

D'UNE PART

ET

La SOCIETE D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DE LA REGION DE STRASBOURG - S.E.R.S,

Société Anonyme d'économie mixte au capital de 8 068 800,00 € ayant son siège social à 67000 STRASBOURG (Bas-Rhin) 10 Rue Oberlin identifiée sous le numéro 578 505 687 au Registre du Commerce et des Sociétés de STRASBOURG.

Représentée par Monsieur Eric FULLENWARTH, agissant en qualité de Directeur Général de ladite société, et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, en vertu d'une délibération du Conseil d'administration prise en sa séance du 25 août 2008, dont un extrait certifié conforme demeure annexé à un acte de dépôt reçu par Maître Stéphane GLOCK, notaire à la Wantzenau, le 8 septembre 2008, rép n° 49.409, et renouvelé dans ses fonctions de Directeur Général suivant délibération du Conseil d'Administration du 18 juin 2014, dont un extrait certifié conforme demeure annexé à un acte de dépôt reçu par Maître Stéphane GLOCK, notaire à la Wantzenau, le 9 septembre 2014.

Ci-après dénommée « la SERS » ou « le concessionnaire » ou « l'aménageur »

D'AUTRE PART

Préalablement à l'avenant objet des présentes, il a été exposé ce qui suit :

Aux termes d'une convention signée le 30 décembre 1967, approuvée par le Préfet du Bas-Rhin le 15 octobre 1968, conclue en application des dispositions de l'article 78-1 du Code de l'Urbanisme et de l'Habitation, du décret du 19 mai 1959 pris pour son application et du décret n°58-1464 du 31 décembre 1958 relatif aux zones à urbaniser par priorité, la ville de Strasbourg a confié à la Société

d'Aménagement et d'Equipement de la Région de Strasbourg (SERS) la mission d'aménager la zone d'habitation située sur le territoire de la ville de Strasbourg (Bas-Rhin), lieudit Hautepierre. Cette zone, couvrant une superficie de 253 hectares, a été déclarée zone à urbaniser par priorité par arrêtés ministériels des 28 décembre 1964 et 16 mars 1967. La concession d'aménagement a fait l'objet depuis lors de 15 avenants ayant notamment pour objet savoir :

- avenant n°1 du 24/12/1975 : première extension du périmètre de la 1ère tranche à la maille Irène
- avenant n°2 du 20/06/1978 : seconde extension du périmètre de la 1ère tranche à la partie nord de la maille Anne, ainsi que du secteur d'activité sud
- avenant n°3 du 27/06/1980 : prorogation de la convention de concession
- avenant n°4 du 17/06/1981 : création d'un lotissement transitoire à Hautepierre Sud
- avenant n°5 du 17/10/1983 : changement de terrain pour la construction du collège et réalisation de deux ouvrages d'art sur l'A351
- avenant n°6 du 03/04/1985 : réalisation de la 2ème tranche de Hautepierre sous forme de Zone d'Aménagement Concerté
- avenant n°7 du 03/04/1985 : remboursement de la CUS à la SERS des travaux en proportion de leur non utilisation exclusive par les habitants de Hautepierre
- avenant n°8 du 20/07/1994 : prorogation de la convention et modification de la ZAC de Hautepierre Sud
- avenant n°9 du 12/12/2001 : prorogation de la convention au 31/12/2010 et modalités pour le transfert des biens de retour
- avenant n°10 du 22/06/2004 : transformation de la concession en convention publique d'aménagement. Nouvelles orientations en matière d'aménagement pour le développement de la Zone Franche Urbaine
- avenant n°11 du 18/07/2006 : modalités de mise en œuvre de la participation du concédant au coût de l'aménagement de la Zone Franche Urbaine (ZFU) et valorisation de cette participation dans le bilan de l'opération
- avenant n°12 du 15/02/2008 : extension du périmètre de la concession au terrain situé en bordure de la rue Salluste, dans la perspective d'un échange de terrains, identifié comme terrain d'assiette d'un futur EHPAD, à l'angle de l'avenue Mitterrand et de la rue Eluard
- avenant n°13 du 18/03/2008 : définition des conditions dans lesquelles le concessionnaire rétrocéderait par anticipation à son concédant les parcelles concernées par les travaux décrits dans le protocole de préfiguration signé avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) le 25 janvier 2008
- avenant n°14 du 16/04/2010 : réduction du périmètre de la concession, et détermination des modalités de cession des emprises nécessaires à la mise en œuvre du PRU de Hautepierre (convention 2009-2013), convenant du versement d'un acompte prélevé sur l'excédent du résultat prévisionnel de la concession et prorogeant la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2015
- avenant n°15 du 24 février 2015: qualification de la participation du concédant en contrepartie de la remise du collecteur-réservoir réalisé par la SERS dans la ZAC, principe de versement anticipé d'acomptes sur résultat et prorogation de la concession jusqu'au 31/12/2018.

Il est précisé que cette opération d'aménagement a été transférée de plein droit de la ville de Strasbourg à la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) aujourd'hui dénommée Eurométropole de Strasbourg, au titre des compétences communautaires,

Par arrêté ministériel du 14 septembre 1977, le périmètre de la zone a été réduit à 136 hectares, l'aménagement de la partie restante devant être réalisé sous forme de zone d'aménagement concerté.

A cet effet, pour la partie du quartier de Hautepierre située au sud de la Pénétrante Ouest, la SERS a notamment élaboré le plan d'aménagement de la zone et le règlement qui ont fait l'objet d'un arrêté de création en date du 18 décembre 1984. Deux arrêtés, l'un approuvant le Plan d'Aménagement de la zone

(PAZ), l'autre approuvant le programme des équipements publics (PEP) de cette ZAC ont été pris le 16 août 1985.

Le périmètre de cette ZAC ayant été modifié, et afin de tenir compte des nouvelles dispositions introduites par la loi d'Orientation pour la Ville du 13 juillet 1991, un nouvel arrêté de création a été pris par la Préfecture du Bas-Rhin le 4 août 1992.

Le dossier de réalisation de la ZAC modifiée a été approuvé par le Conseil de la Communauté urbaine en date du 8 octobre 1993.

Une nouvelle modification de cette ZAC, dénommée désormais « ZAC Poteries » a été approuvée suivant délibération du Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du 17 décembre 2010 et a essentiellement consisté en l'intégration de nouveaux objectifs relatifs à la mobilité, la mixité des fonctions et le développement économique.

Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, cette modification n'a pas porté atteinte à l'économie générale des orientations d'urbanisme de la ZAC et des communes. Le dossier de réalisation de la ZAC modifié a donc été approuvé en décembre 2010.

Le dernier lot de la ZAC Poteries (ZA6) est en cours de construction par Habitation Moderne. Trois terrains restent à céder à Habitat de l'Ill et CUS Habitat et un autre opérateur. Les livraisons s'étaleront prévisionnellement jusqu'en 2021.

En outre, le quartier de Hautepierre fait l'objet depuis 2015 d'un nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) en lien avec l'ANRU.

L'essentiel des opérations de réaménagement des espaces extérieurs concerne les mailles Brigitte et Eléonore.

Il s'agit de poursuivre la rénovation urbaine déjà engagée en 2009 dans le premier projet sur les mailles Catherine, Jacqueline et Karine qui a ainsi permis de clarifier le statut et l'usage des espaces publics.

Les terrains d'assiette des futurs travaux de résidentialisation et d'aménagement sont en partie propriété de la SERS. Il convient dès lors de procéder aux cessions et rétrocessions de ces terrains en modifiant en tant que de besoin les règles de cession et de remise prévues aux articles 17 à 19 du cahier des charges de la concession conclue le 30 décembre 1967 dans le même principe que celui arrêté dans l'avenant 14.

Partant de ce constat, les parties ont convenu de proroger la durée de la mission de l'aménageur de 3 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2021.

Cette prorogation permettra ainsi :

- de finaliser la commercialisation des droits à construire résiduels subsistant dans la ZAC Poteries en zone ZA6, ainsi que le suivi et la coordination des travaux de construction des dernières opérations immobilières,
- de réaliser les derniers travaux d'aménagement incombant à l'aménageur au titre des voiries et des finitions des voiries de la ZAC Poteries,
- de régulariser les dernières cessions et rétrocessions foncières nécessaires à la clôture de l'opération de la ZAC Poteries,
- de clôturer l'opération ZFU sur Hautepierre,

- de régulariser les actes de cessions et rétrocessions foncières nécessaires à la réalisation NPNRU du quartier de Hautepierre.

Le présent avenant a donc pour objet principal de permettre la préparation de la clôture administrative et financière de la concession d'aménagement de Strasbourg Hautepierre Poteries et ainsi l'achèvement de l'opération concédée.

CECI EXPOSE, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : prorogation de la concession d'aménagement

Afin de permettre l'achèvement de la mission de l'aménageur, et compte tenu du démarrage du dernier chantier immobilier en zone ZA6 de la ZAC Poteries intervenu en novembre 2017 et vu son calendrier d'exécution pour des livraisons échelonnées prévisionnellement entre 2019 et 2020, les parties conviennent de proroger la durée de la concession d'aménagement Strasbourg Hautepierre Poteries jusqu'au 31 décembre 2021.

Cette prorogation sera également mise à profit pour permettre la préparation de la clôture administrative et financière de l'opération Strasbourg Hautepierre Poteries.

Article 2 : cession des terrains SERS dans le cadre du nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU)

- L'opération d'aménagement de Hautepierre confiée à la SERS étant achevée conformément au programme prévu, il a été décidé de procéder aux régularisations foncières nécessaires à la réalisation du NPNRU. Par dérogation aux dispositions de l'article 17 du cahier des charges de la convention publique d'aménagement du 30 décembre 1967 modifiée, les terrains actuellement propriété de la SERS tels que listés et matérialisés au plan joint en annexe 1 du présent avenant et nécessaires aux opérations de renouvellement urbain sous maitrise d'ouvrage Eurométropole et ville de Strasbourg feront l'objet d'une cession gratuite au concédant.

  En effet aux termes de l'article 17 du cahier des charges était prévu que :
  « (…) Le prix demandé (prix de cession ou de location si la cession ou la location est consentie de gré à gré, pris de mise aux enchères si la cession est réalisée par voie d'adjudication publique ou appel à la concurrence) sera fixé en accord avec le concédant après avis de l'administration des domaines ».

  Or, compte tenu :
  - d'une part, de l'état actuel des ouvrages,
  - d'autre part, de la prise en charge par la collectivité des travaux de dévoiement de réseaux et de création d'un réseau viaire permettant de délimiter le domaine privé et le domaine public,
  - enfin, de la destination projetée de certains terrains destinés à recevoir des équipements publics et/ ou destinés à des projets de renouvellement urbain,

  les parties ont convenu que les cessions des terrains seront effectuées gratuitement.

Les actes de cession définitifs entre la SERS et l'Eurométropole de Strasbourg ou la ville de Strasbourg interviendront après arpentage et avis de France Domaine.

- Par dérogation aux dispositions des articles 18 et 19 du cahier des charges de la convention publique d'aménagement du 30 décembre 1967 modifiée, les ouvrages Voiries et Réseaux Divers (VRD) nécessaires à l'exploitation des terrains cédés qui n'ont pas été déjà remis aux constructeurs ou aux collectivités, seront remis gratuitement à la collectivité et dans leur état actuel, sans que jamais il puisse être exigé de la S.E.R.S. des travaux supplémentaires et ou des travaux de réparation quels qu'ils soient, à la même date que la cession des terrains, à la ville ou à l'Eurométropole de Strasbourg qui les acceptent selon leurs attributions respectives. Il est ici précisé que la S.E.R.S. a transmis dès avant ce jour au concédant tous les documents dont fait état ledit article 19.

- A la signature des actes de cession, la SERS s'engage à céder les biens libres de toute occupation. La Sers en justifiera à la collectivité et, le cas échéant, mettra tout en œuvre afin de respecter cette obligation.

Article 3 : autres dispositions

Toutes les autres dispositions de la concession d'aménagement, telles que modifiées par les avenants antérieurs et non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

P.J.: plan cadastral et liste des parcelles à céder entre la SERS et la collectivité au titre du NPNRU.

FAIT A STRASBOURG 11 DEC. 2018

En quatre exemplaires

Lu et approuvé
Pour l'Eurométropole de Strasbourg

Le Président ou son représentant

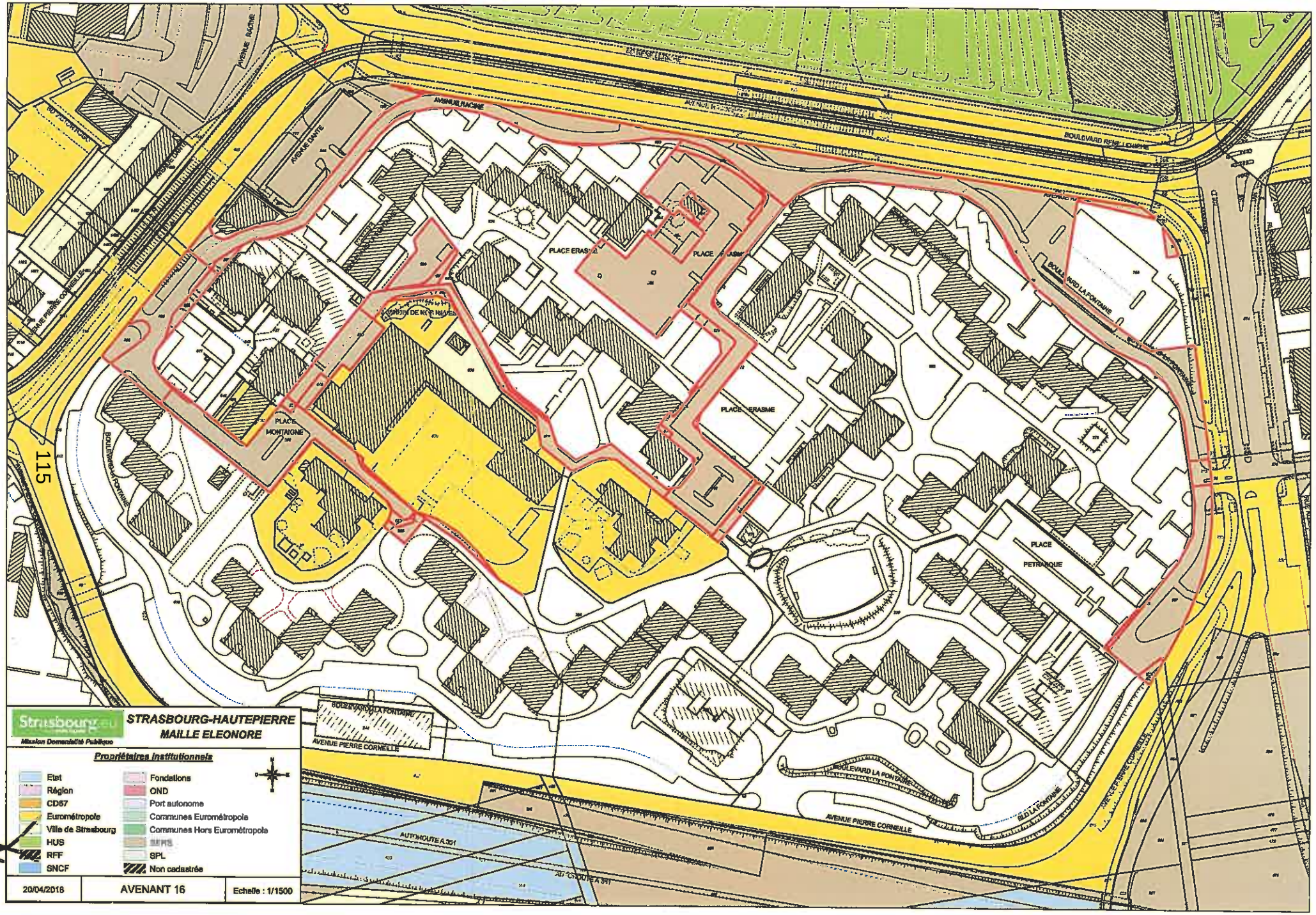
Monsieur Robert HERRMANN

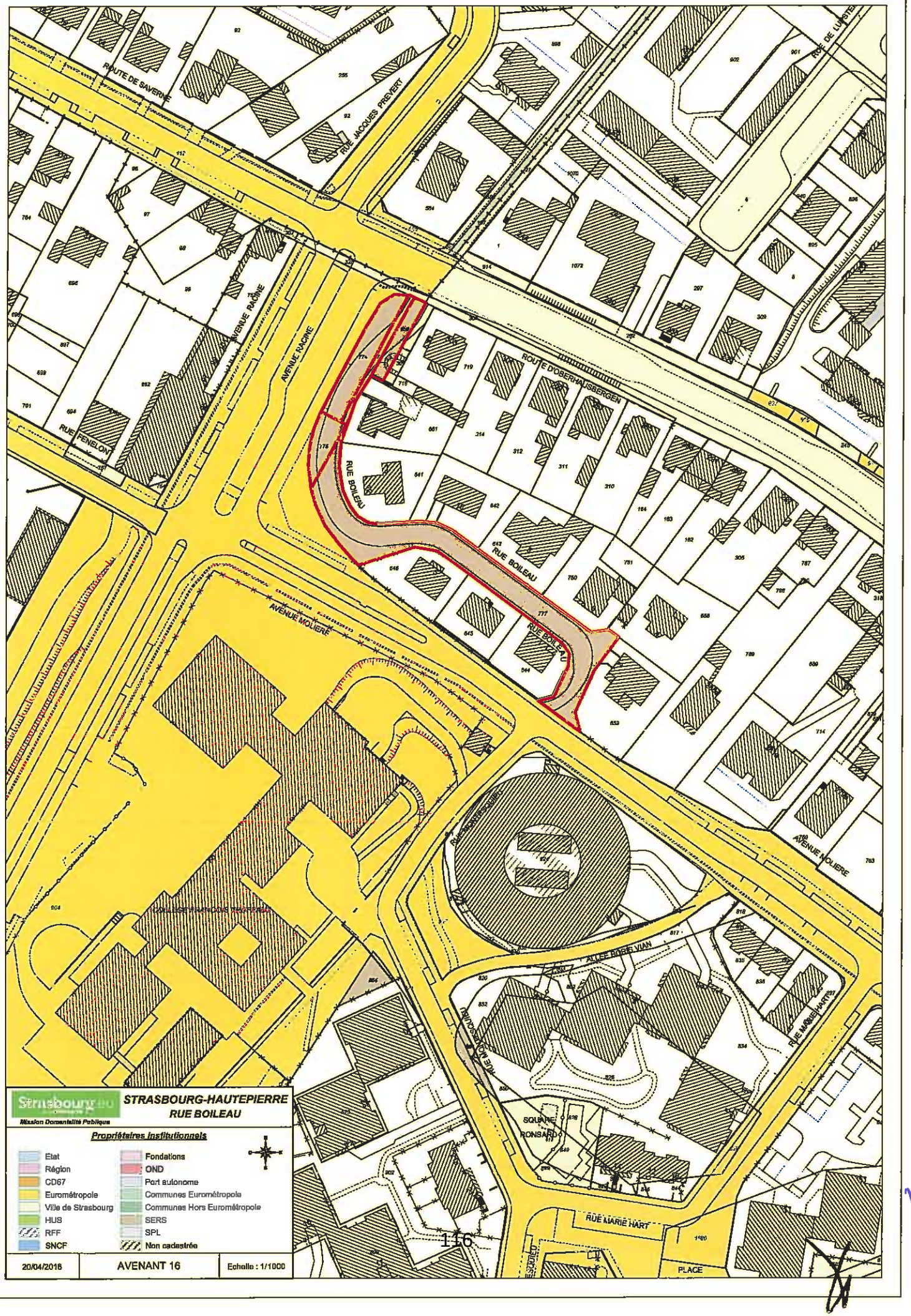
Lu et approuvé
Pour la SERS

Le Directeur Général

Monsieur Eric FULLENWARTH


STRASBOURG-HAUTEPIERRE
MAILLE BRIGITTE
Strasbourg.eu
Mission Domanialité Publique
Propriétaires institutionnels
Etat
Région
CD67
Eurométropole
Ville de Strasbourg
HUS
RFF
SNCF
Fondations
OND
Port autonome
Communes Eurométropole
Communes Hors Eurométropole
SERS
SPL
Non cadastrée
20/04/2018
AVENANT 16
Echelle : 1/1500
AVENUE RACINE
AVENUE PIERRE CORNEILLE
BOULEVARD RENE LEMAIRE


AVENUE RACINE
AVENUE DANTE
BOULEVARD RENE CASSIN
PLACE ERASME
PLACE JASMIN
CHEMIN DE NOS REVES
PLACE MONTAIGNE
BOULEVARD LA FONTAINE
PLACE PETRARQUE
AVENUE PIERRE CORNEILLE
AUTOROUTE A.351
AU "CHOUTE A 351
115
Strasbourg.eu
Mission Domanialité Publique
STRASBOURG-HAUTEPIERRE
MAILLE ELEONORE
Propriétaires institutionnels
Etat
Région
CD67
Eurométropole
Ville de Strasbourg
HUS
RFF
SNCF
Fondations
OND
Port autonome
Communes Eurométropole
Communes Hors Eurométropole
SERS
SPL
Non cadastrée
20/04/2018
AVENANT 16
Echelle : 1/1500


ROUTE DE SAVERNE
RUE JACQUES PREVERT
AVENUE RACINE
RUE FENELON
ROUTE D'OBERHAUSBERGEN
RUE BOILEAU
AVENUE MOLIERE
RUE MARIE HART
PLACE
STRASBOURG-HAUTEPIERRE
RUE BOILEAU
Propriétaires institutionnels
Etat
Région
CD67
Eurométropole
Ville de Strasbourg
HUS
RFF
SNCF
Fondations
OND
Port autonome
Communes Eurométropole
Communes Hors Eurométropole
SERS
SPL
Non cadastrée
20/04/2018
AVENANT 16
Echelle : 1/1000


RUE DE STUTZHEIM
JARDINS FAMILIAUX
RUE DE RANGEN
JARDINS FAMILIAUX
AVENUE MOLIERE
ROUTE D'OBERHAUSBERGEN
BOULEVARD RENE LEVY
RUE ALFRED DE VIGNY
RUE GRIMLING
ROUTE MAREEL PROUST
STRASBOURG-HAUTEPIERRE
ZFU ALFRED DE VIGNY
Mission Domanialité Publique
Propriétaires Institutionnels
Etat
Région
CD67
Eurométropole
Ville de Strasbourg
HUS
RFF
SNCF
Fondations
OND
Port autonome
Communes Eurométropole
Communes Hors Eurométropole
SERS
SPL
Non cadastrée
20/04/2018
AVENANT 16
Echelle : 1/1000

Situation des parcelles au 01.01.2018 — Annule et remplace l'état initial joint à l'avis n° 2018-113 — Annexe n° 1

COMMUNE	SECTION	PARCELLE	LIEUDIT	NATURE	PARCELLE D'ORIGINE	SURFACE CADASTRALE (m²)	PROPRIETAIRE	ZONAGE	INSCRIPTIONS/ SERVITUDES
			RHEINQUELL GEGEN						
Strasbourg	LP	1FSR	NEUBRUNNENWEG	sol	241	6875	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LO	152	ZFU ALFRED DE VIGNY	sol	51	53	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LO	249	ZFU ALFRED DE VIGNY	sol	51	6	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	230	MITTELANWAND	terres	82	97	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	582	BD LA FONTAINE	sol	54	149	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	583	BD LA FONTAINE	sol	54	1	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	584	BD LA FONTAINE	sol	54	5	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	585	BD LA FONTAINE	sol	54	191	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	586	BD LA FONTAINE	sol	54	920	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	587	BD LA FONTAINE	sol	54	15	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	588	BD LA FONTAINE	sol	58	29	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	589	BD LA FONTAINE	sol	53	1571	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	590	RUE	sol	58	8	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	591	BD LA FONTAINE	sol	55	35	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LR	592	BD LA FONTAINE	sol	58	49	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LS	285	MITTELANWAND	terres	129	2	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LS	284	MITTELANWAND	terres	110	100	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LS	312	MITTELANWAND	terres	110	85	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LS	320	MITTELANWAND	terres	110	3	SERS	UD2	neant
Strasbourg	LS	548	9008 PLACE ERASME	sol	129	48	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	559	BD LA FONTAINE	sol	196	86	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	560	BD LA FONTAINE	sol	196	1560	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	565	BD LA FONTAINE	sol	196	18	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	566	BD LA FONTAINE	sol	196	12	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	567	BD LA FONTAINE	sol	196	12	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	568	BD LA FONTAINE	sol	196	54	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	596	BD LA FONTAINE	sol	129	434	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	597	BD LA FONTAINE	terres	129	79	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	609	BD LA FONTAINE	sol	129	150	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	610	RUE	sol	129	5	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	611	RUE	sol	129	223	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	612	RUE	sol	129	20	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	613	PLACE ERASME	sol	129	1051	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	614	PLACE ERASME	sol	129	19	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	615	RUE	sol	129	1	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	616	PLACE ERASME	sol	129	1	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	617	RUE	sol	129	91	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	618	RUE	sol	129	1	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	619	RUE	sol	129	90	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	620	RUE	sol	129	576	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	621	RUE	sol	129	76	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	622	RUE	sol	129	921	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	655	BD LA FONTAINE	sol	129	315	SERS	UD2	servitude de passage et accès aux parkings au profit de LS 654
Strasbourg	LS	656	BD LA FONTAINE	sol	129	2951	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	725	SPENDERSANWAND	terres	82	108	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	754	BD LA FONTAINE	sol	28	5962	SERS	UD2	néant
Strasbourg	LS	756	BD LA FONTAINE	sol	28	46	SERS	UD2	néant
Strasbourg	KW	699	RUE BOILEAU	sol	167	110	SERS	UB2	néant
Strasbourg	KW	771	RUE BOILEAU	sol		1	SERS	UB2	néant
Strasbourg	KW	774	RUE BOILEAU	sol	772	282	SERS	UB2	néant
Strasbourg	KW	776	RUE BOILEAU	sol	168	130	SERS	UB2	néant
Strasbourg	KW	777	RUE BOILEAU	sol	660	1233	SERS	UB2	néant
			Superficie totale/m²			27757			

11

Délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 juillet 2018

Opération Hautepierre Nord-Poteries à Strasbourg : passation d'un avenant n°16 relatif à la concession d'aménagement conclue entre la SERS et l'Eurométropole de Strasbourg.

Par convention du 30 décembre 1967, la ville de Strasbourg a concédé à la Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région de Strasbourg (SERS) la mission d'aménager la zone d'habitation située sur le territoire de la ville de Strasbourg, lieudit Hautepierre, sous forme de zone à urbaniser par priorité (ZUP). Cette opération d'aménagement d'une superficie de 253 hectares a été transférée de plein droit de la ville de Strasbourg à la Communauté urbaine de Strasbourg au titre des compétences communautaires, devenue Eurométropole de Strasbourg au 1er janvier 2015.

Par arrêté ministériel du 14 septembre 1977, le périmètre de la zone a été réduit à 136 hectares, l'aménagement de la partie restante devant être réalisé sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC).

A cet effet, pour la partie du quartier de Hautepierre située au sud de la Pénétrante Ouest, la SERS a notamment élaboré le plan d'aménagement de la zone et le règlement qui ont fait l'objet d'un arrêté de création en date du 18 décembre 1984. Deux arrêtés, l'un approuvant le Plan d'Aménagement de la zone (PAZ), l'autre approuvant le programme des équipements publics (PEP) de cette ZAC ont été pris le 16 août 1985.

Le périmètre de cette ZAC ayant été modifié, et afin de tenir compte des nouvelles dispositions introduites par la loi d'Orientation pour la Ville du 13 juillet 1991, un nouvel arrêté de création a été pris par le Préfet du Bas-Rhin le 4 août 1992.
Le dossier de réalisation de la ZAC modifiée a été approuvé par le Conseil de la Communauté urbaine en date du 8 octobre 1993.

Une modification de cette ZAC, dénommée désormais « Poteries » a été approuvée suivant délibération du Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du 17 décembre 2010 et a essentiellement consisté en l'intégration de nouveaux objectifs relatifs à la mobilité, la mixité des fonctions et le développement économique.

La concession d'aménagement a fait l'objet de 15 avenants.
Le dernier avenant n°15 du 24 février 2015 avait notamment pour objet de proroger la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2018.

Il est proposé de proroger la durée de la mission de l'aménageur de 3 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2021, afin de permettre la préparation de la clôture administrative et financière de la concession d'aménagement Hautepierre - Poteries, et donc l'achèvement de l'opération concédée.

Cette prorogation permettra ainsi :
- de finaliser la commercialisation des droits à construire résiduels subsistant dans la ZAC Poteries, en zone ZA6,
- de réaliser les travaux d'aménagement incombant à l'aménageur au titre des voiries et des finitions de voirie de la ZAC Poteries,
- de régulariser les actes de cessions ou de rétrocessions foncières nécessaires à la clôture de l'opération de la ZAC Poteries,
- de clôturer l'opération ZFU sur Hautepierre,
- de régulariser les actes de cessions et de rétrocessions foncières nécessaires à la réalisation du nouveau programme national du renouvellement urbain (NPNRU) du quartier de Hautepierre.

Depuis 2015, le quartier de Hautepierre fait l'objet d'un nouveau programme national de renouvellement urbain en lien avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU).
L'essentiel des opérations de réaménagement des espaces extérieurs concerne les mailles Brigitte et Eléonore.
Il s'agit de poursuivre la rénovation urbaine déjà engagée en 2009 dans le premier projet urbain qui a ainsi permis de clarifier le statut et l'usage des espaces publics extérieurs.
Le domaine public au sein des deux mailles sera constitué par des rues résidentielles et les cœurs de maille piétonniers.
La résidentialisation du patrimoine par le bailleur va permettre d'établir précisément la limite entre le domaine public et privé afin de matérialiser les espaces accessibles uniquement aux résidents des immeubles concernés.

Les terrains d'assiette des futurs travaux de résidentialisation et d'aménagement sont en partie propriété de la SERS dans le cadre de la convention publique d'aménagement du 30 décembre 1967.

Pour permettre la mise en œuvre des projets, il convient dès lors de procéder aux cessions et rétrocessions des terrains et à la remise des ouvrages nécessaires à la réalisation du projet de renouvellement urbain en modifiant les règles de cession et de remise prévues par les articles 17 à 19 du cahier des charges de la concession conclue le 30 décembre 1967 dans le même principe arrêté dans l'avenant 14.

L'avenant n°16 propose ainsi :
- de fixer les modalités selon lesquelles les emprises nécessaires aux opérations seront cédées à la ville ou à l'Eurométropole de Strasbourg, afin d'y réaliser les travaux et aménagements prévus dans la future convention NPNRU 2018-2025,

- de fixer les modalités de cession selon lesquelles les emprises nécessaires aux aménagements d'espaces publics, d'équipements publics ou des projets de renouvellement urbain seront cédés à la ville ou à l'Eurométropole de Strasbourg à l'euro symbolique sans paiement de prix, après avis de France Domaine

Il est donc proposé au Conseil d'approuver le présent avenant qui a pour objet de permettre l'achèvement de l'opération concédée et d'en faciliter la clôture.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission permanente (Bureau)
vu la délibération du Conseil municipal de la
ville de Strasbourg en date du 25 juin 2018
Vu notamment l'article L.5217-2 du code général des collectivités territoriales
vu le traité de concession d'aménagement en date
du 30 décembre 1967 et ses avenants successifs
vu le projet d'avenant n°16 au traité de concession annexé
vu les avis de France Domaine annexés
vu la décision du Conseil d'Administration de la SERS du 19 avril 2018
après en avoir délibéré
approuve

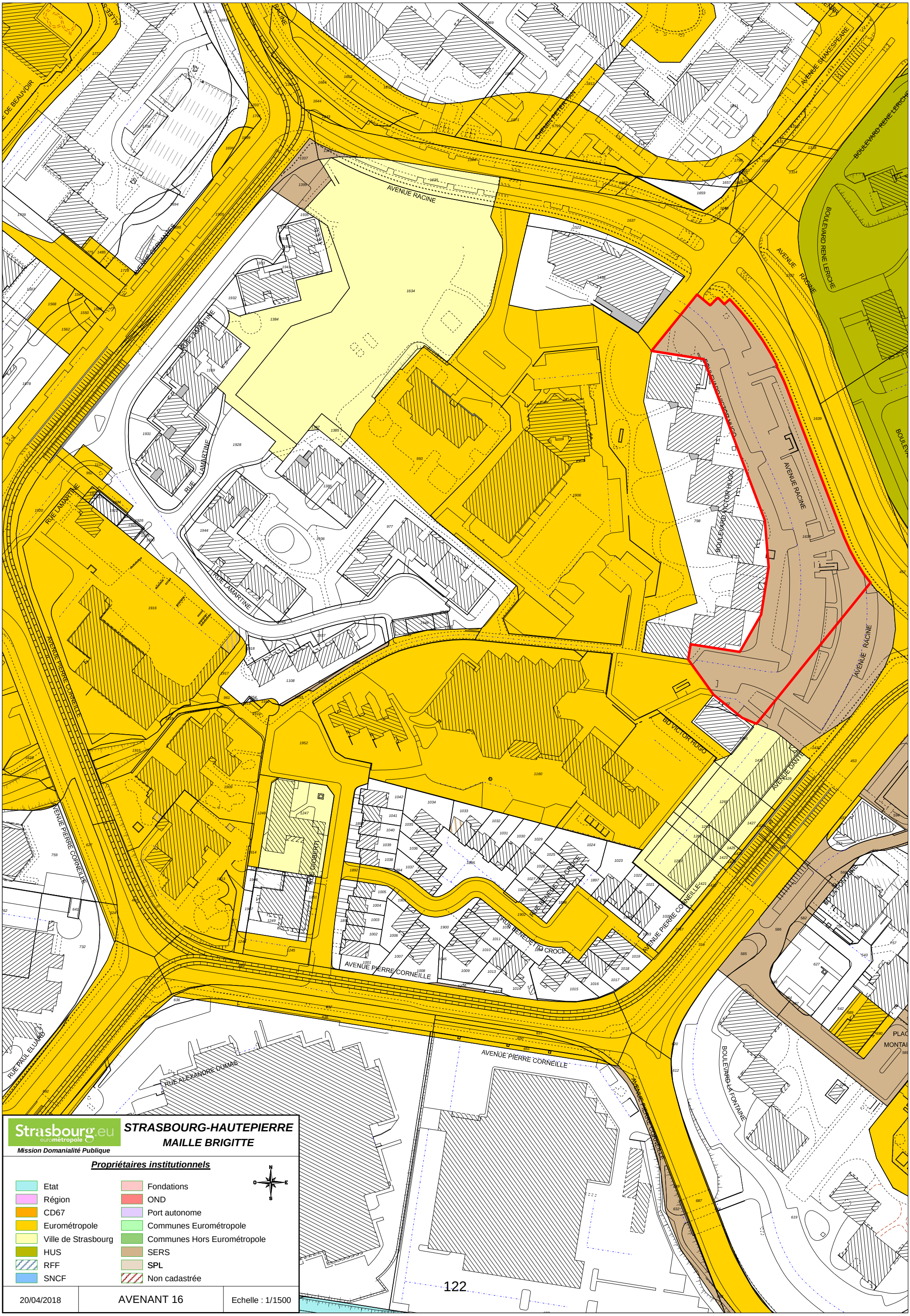
l'avenant n°16 à la concession d'aménagement conclue entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SERS en date du 30 décembre 1967, joint en annexe,

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer l'avenant n°16 à la concession d'aménagement de l'opération Hautepierre - Poteries et tous actes s'y rapportant.

Adopté le 6 juillet 2018
par la Commission permanente (Bureau) du
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 9 juillet 2018


AVENUE RACINE
AVENUE SHAKESPEARE
CHEMIN PETER PAN
BOULEVARD RENE LERICHE
AVENUE PIERRE CORNEILLE
RUE LAMARTINE
RUE J.ROBERT
BOULEVARD VICTOR HUGO
BD VICTOR HUGO
AVENUE DANTE
RUE BENEDETTO CROCE
RUE PAUL ELUARD
RUE ALEXANDRE DUMAS
BOULEVARD LA FONTAINE
ALLEE DE BEAUVOIR
ALLEE PERUANES
RUE J.MARTINE
Strasbourg.eu
eurométropole
Mission Domanialité Publique
STRASBOURG-HAUTEPIERRE
MAILLE BRIGITTE
Propriétaires institutionnels
Etat
Région
CD67
Eurométropole
Ville de Strasbourg
HUS
RFF
SNCF
Fondations
OND
Port autonome
Communes Eurométropole
Communes Hors Eurométropole
SERS
SPL
Non cadastrée
N
O
E
S
20/04/2018
AVENANT 16
Echelle : 1/1500
122

Strasbourg.eu
eurométropole
Mission Domanialité Publique

STRASBOURG-HAUTEPIERRE
MAILLE ELEONORE

Propriétaires institutionnels

Etat	Fondations
Région	OND
CD67	Port autonome
Eurométropole	Communes Eurométropole
Ville de Strasbourg	Communes Hors Eurométropole
HUS	SERS
RFF	SPL
SNCF	Non cadastrée

N O E S

20/04/2018	AVENANT 16	Echelle : 1/1500

ROUTE DE SAVERNE
RUE JACQUES PREVERT
RUE DE LUPSTEIN
AVENUE RACINE
ROUTE D'OBERHAUSBERGEN
RUE FENELON
RUE BOILEAU
AVENUE MOLIERE
RUE MONTESQUIEU
ALLEE BORIS VIAN
RUE MARIE HART
SQUARE RONSARD
PLACE
COLLEGE FRANCOIS TRUFFAUT

Strasbourg.eu
eurométropole
Mission Domanialité Publique

STRASBOURG-HAUTEPIERRE
RUE BOILEAU

Propriétaires institutionnels

Etat	Fondations
Région	OND
CD67	Port autonome
Eurométropole	Communes Eurométropole
Ville de Strasbourg	Communes Hors Eurométropole
HUS	SERS
RFF	SPL
SNCF	Non cadastrée

20/04/2018	AVENANT 16	Echelle : 1/1000

RUE DE STUTZHEIM
ROUTE D'OBERHAUSBERGEN
RUE DE RANGEN
JARDINS FAMILIAUX
JARDINS FAMILIAUX
AVENUE MOLIERE
ROUTE D'OBERHAUSBERGEN
BOULEVARD RENE LERICHE
AUX EN AOUT 2015
RUE ALFRED DE VIGNY
AVENUE MOLIERE
BOULEVARD RENE LERICHE
CENTRE HOSPITALIER
UNIVERSITAIRE
RUE GRIMLING
CHEMIN DE FER
ROUTE MARCEL PROUST
ONSTRUCTION JUIN 2017
125

Strasbourg.eu
eurométropole
Mission Domanialité Publique

STRASBOURG-HAUTEPIERRE
ZFU ALFRED DE VIGNY

Propriétaires institutionnels

Etat	Fondations
Région	OND
CD67	Port autonome
Eurométropole	Communes Eurométropole
Ville de Strasbourg	Communes Hors Eurométropole
HUS	SERS
RFF	SPL
SNCF	Non cadastrée

20/04/2018	AVENANT 16	Echelle : 1/1000

12

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Echange foncier entre l'Eurométropole de Strasbourg et le Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Strasbourg - Liaison piétonne entre la rue du Jura et la rue de Louvois à Strasbourg - Avis du conseil municipal - Article L. 5211-57 du code général des collectivités territoriales.

Pour le compte du ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, le Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) de Strasbourg a engagé une opération de réhabilitation patrimoniale et énergétique de la cité universitaire Paul Appell, sise 8 rue de Palerme à Strasbourg. L'objectif de ces travaux est d'offrir aux étudiants de meilleures conditions d'hébergement tout en conservant des loyers très peu élevés. Cette opération s'inscrit dans un projet global dénommé « plan campus de l'Université de Strasbourg ».

Parmi les nombreux travaux envisagés, figure la mise en valeur des espaces extérieurs (espaces verts, terrain de tennis) de la cité universitaire, ainsi que l'aménagement de nouveaux passages permettant des déplacements piétons et cyclistes plus agréables et sécurisés.

Notamment, le CROUS souhaite profiter des travaux de réhabilitation de l'ensemble du site pour libérer l'emplacement réservé CEN 12 au plan local d'urbanisme afin que l'Eurométropole de Strasbourg puisse aménager un passage pour piétons-cycles permettant d'assurer une liaison douce entre la rue de Louvois et la rue du Jura.

Cette liaison doit en partie être aménagée sur la parcelle cadastrée section 40, numéro 3, propriété de l'Eurométropole de Strasbourg, et relevant du domaine public métropolitain. Le CROUS s'est rapproché de cette dernière afin de lui céder une emprise d'une surface d'1,71 are extraite de la parcelle cadastrée section 40, numéro 194, relevant du domaine public de l'Etat ; cette emprise permettrait ainsi d'assurer cette liaison vers le Sud, jusqu'à la rue du Jura.

En contrepartie, l'Eurométropole de Strasbourg propose de céder au CROUS une emprise d'une surface d'1,70 are extraite de la parcelle cadastrée section 40, numéro 3, située en limite de la cité universitaire Paul Appell.

Il est convenu entre les parties que cet échange de terrains soit effectué à l'euro symbolique, avec dispense de paiement du prix, et sans déclassement préalable en application des dispositions de l'article L. 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

Il est demandé au conseil municipal de donner son avis sur cette acquisition, conformément aux dispositions de l'article L. 5211-57 du code général des collectivités territoriales.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
vu l'article L. 5211-57 du code général des collectivités territoriales
vu les avis de France Domaine du 12 octobre 2018
vu l'article L. 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques
vu l'acte d'engagement du CROUS en date du 12 novembre 2018
sur proposition de la commission plénière
après en avoir délibéré

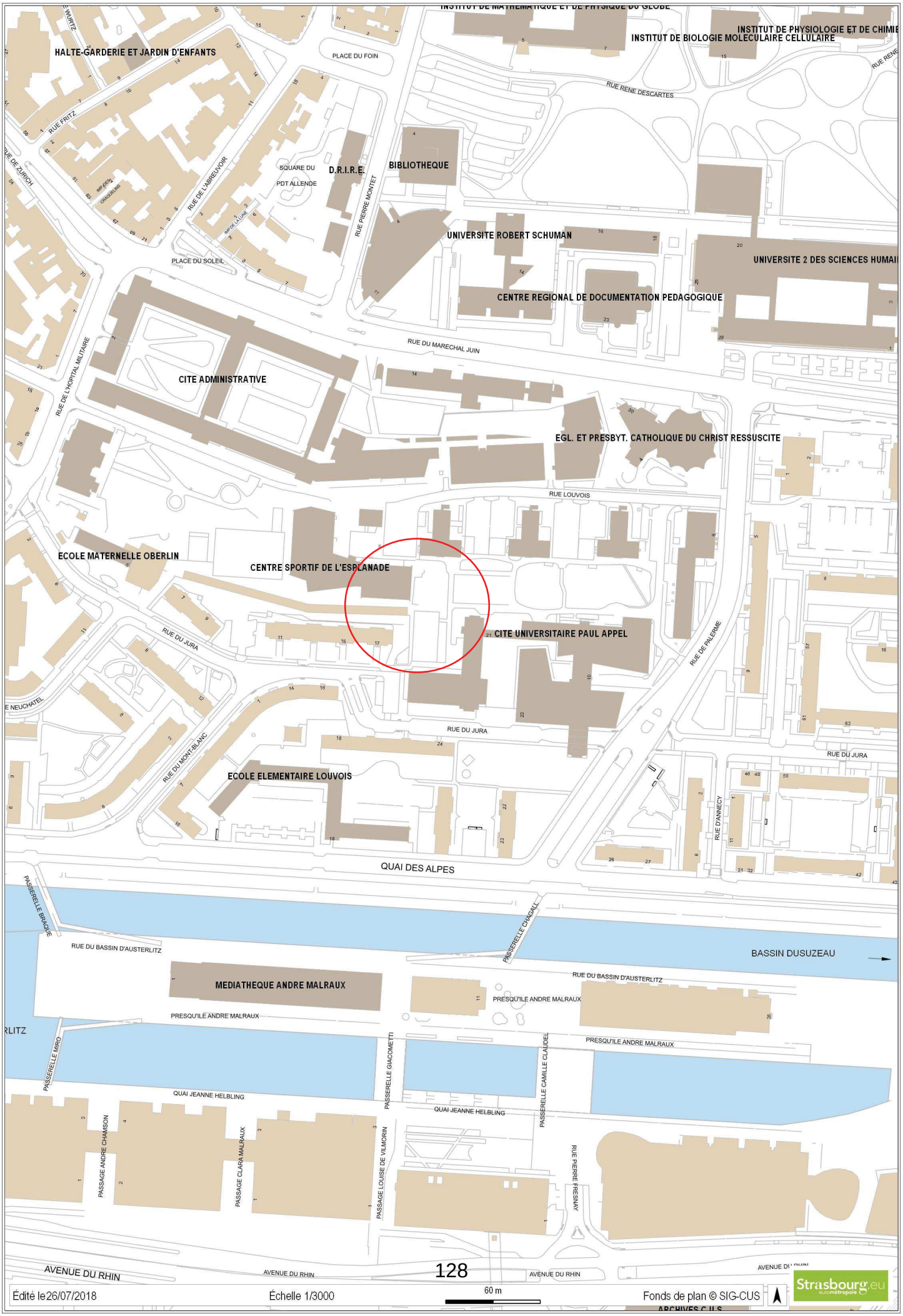
émet

un avis favorable au projet d'échange foncier à intervenir entre l'Eurométropole de Strasbourg et le CROUS, effectué à l'euro symbolique, avec dispense de paiement du prix par les parties, et sans déclassement préalable, consistant en :

- *l'acquisition, par l'Eurométropole de Strasbourg auprès du CROUS, de la parcelle cadastrée section 40, numéro 237/3 d'une surface de 1,71 are, issue de la parcelle cadastrée section 40, numéro 194/3,*
- *en contrepartie la cession, par l'Eurométropole de Strasbourg au CROUS, de la parcelle cadastrée section 40, numéro 235/3 d'une surface de 1,70 are, issue de la parcelle cadastrée section 40, numéro 3.*

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019


HALTE-GARDERIE ET JARDIN D'ENFANTS
PLACE DU FOIN
RUE FRITZ
RUE DE L'ABREUVOIR
SQUARE DU PDT ALLENDE
D.R.I.R.E.
BIBLIOTHEQUE
RUE PIERRE MONTET
RUE RENE DESCARTES
INSTITUT DE BIOLOGIE MOLECULAIRE CELLULAIRE
INSTITUT DE PHYSIOLOGIE ET DE CHIMIE
UNIVERSITE ROBERT SCHUMAN
UNIVERSITE 2 DES SCIENCES HUMAI
CENTRE REGIONAL DE DOCUMENTATION PEDAGOGIQUE
PLACE DU SOLEIL
RUE DU MARECHAL JUIN
CITE ADMINISTRATIVE
RUE DE L'HOPITAL MILITAIRE
EGL. ET PRESBYT. CATHOLIQUE DU CHRIST RESSUSCITE
RUE LOUVOIS
ECOLE MATERNELLE OBERLIN
CENTRE SPORTIF DE L'ESPLANADE
CITE UNIVERSITAIRE PAUL APPEL
RUE DE PALERME
RUE DU JURA
RUE DU MONT-BLANC
ECOLE ELEMENTAIRE LOUVOIS
RUE D'ANNECY
QUAI DES ALPES
PASSERELLE BRAQUE
RUE DU BASSIN D'AUSTERLITZ
PASSERELLE CHAGALL
BASSIN DUSUZEAU
MEDIATHEQUE ANDRE MALRAUX
PRESQU'ILE ANDRE MALRAUX
PASSERELLE MIRO
PASSERELLE GIACOMETTI
PASSERELLE CAMILLE CLAUDEL
QUAI JEANNE HELBLING
PASSAGE ANDRE CHAMSON
PASSAGE CLARA MALRAUX
PASSAGE LOUISE DE VILMORIN
RUE PIERRE FRESNAY
AVENUE DU RHIN
Édité le 26/07/2018
Échelle 1/3000
60 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu

Cabinet BILHAUT Géomètres Experts Associés
269b Avenue de Colmar 67100 STRASBOURG
Tél. 0388 39 33 36 / Fax. 0388 79 39 99
E-mail: strasbourg@bilhaut-geometre.fr

171255D

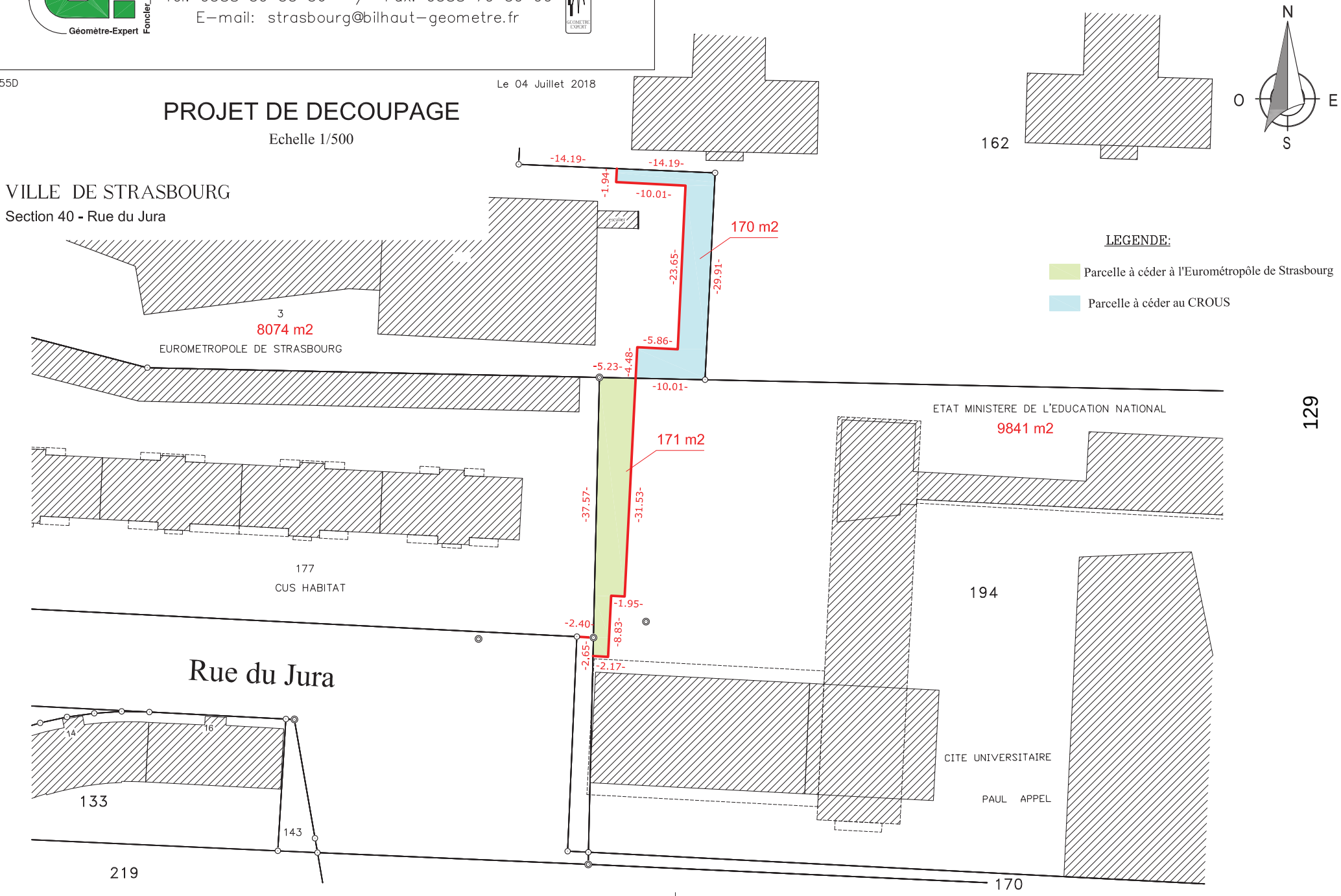
Le 04 Juillet 2018

PROJET DE DECOUPAGE

Echelle 1/500

VILLE DE STRASBOURG

Section 40 - Rue du Jura



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(septembre 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Pilotage des Missions et Animation du réseau

Service : Division du Domaine

Adresse :4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

courriel : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Nathalie STAHL
Téléphone : 03 88 10 35 18
Courriel : .nathalie.stahl@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2018-727

Le 12/10/2018

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : TERRAIN À BÂTIR

ADRESSE DU BIEN : RUE DU JURA – STRASBOURG

VALEUR VÉNALE : 142 800 € HT soit 84 000 € HT/are

1 – SERVICE CONSULTANT
Eurométropole de Strasbourg – 1 Parc de l'Etoile – 67076 Strasbourg Cedex

Affaire suivie par : M. Jean-Paul COLOBERT (Jean-Paul.COLOBERT@strasbourg.eu)

2 – **Date de consultation** :10/09/2018
Date de réception : 01/10/2018
Date de visite :
Date de réception du dossier « en état » :

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

L
e consultant souhaite échanger une parcelle avec le CROUS de Strasbourg dans le cadre d'un aménagement piétonnier permettant d'assurer une liaison entre la rue Louvois et celle du Jura.

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Section	Parcelles	Surface/ares	Surface à détacher de la parcelle mère	Zonage POS
40	**03**	82,44	1,70	UD2 51 m HT SMS2

Description du bien :
L'emprise se situe dans le quartier de la Krutenau limitrophe du quartier de l'Esplanade.
La parcelle à détacher de la parcelle mère est sur bâtie d'un complexe sportif. Elle est en état de terre.
Le consultant souhaite échanger les parcelles afin d'aménager une zone piétonne ente la rue du Jura et la rue Louvois.

5 – SITUATION JURIDIQUE
Nom du propriétaire : Eurométropole de Strasbourg
Situation d'occupation :occupée

6 – URBANISME ET RÉSEAUX
La parcelle est située en **zone UD2** du PLUI de l'Eurométropole dont la dernière modification a été approuvée le 16/12/2016 et devenue opposable le 23/01/2017.

La zone UD est une zone urbaine à vocation mixte (habitat, commerces, services, activités diverses, équipements publics et/ou d'intérêt collectif. Elle identifie les grands ensembles d'immeubles collectifs, les secteurs de renouvellement urbain et/ou de grands projets.
Sauf dispositions particulières indiquées au règlement graphique, les bâtiments peuvent être édifiées à l'alignement des voies et places existantes, à modifier ou à créer et ouvertes à la circulation publique. Elles peuvent toutefois s'en éloigner à condition que le recul soit au minimum de 1,50 mètre.
Les constructions peuvent être implantées :
– soit le long de la limite séparative latérale,
– soit à une distance au moins égale à 1,90 mètre, comptée horizontalement de tout point du bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché.
Lorsque le terrain jouxte une autre zone mixte à vocation dominante d'habitation, la distance comptée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point de la limite séparative – correspond à la limite de zone – qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres (L=H/2 minimum 3 mètres).
Lorsque le terrain d'une opération jouxte une autre zone mixte à vocation dominante d'habitation, la distance comptée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point de la limitée séparative- correspond à la limite de zone- qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.
Une distance d'au moins 3 mètres est imposée entre deux bâtiments non contigus.
La hauteur maximale hors tout des constructions est mesurée par rapport au niveau moyen de la voie de desserte existante ou à créer. En l'absence d'indication porté au règlement graphique, la hauteur n'est pas réglementée.
En zone UD2, la surface minimale qui doit être réservée à des aménagements paysagers est 20 % en pleine terre.
Le coefficient d'occupation des sols n'est pas réglementé.

Qualification des parcelles :
Les parcelles ont la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L322-3 du Code de l'expropriation car situées dans une zone déclarée constructible en l'état actuel du POS applicable et desservies par les réseaux.

7 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale de la parcelle à détacher de la parcelle mère section 40 N° 3 d'une superficie d'environ 1,70 are est de 142 800 € HT.

Les surfaces ou superficies prises en compte pour l'évaluation sont celles qui ont été communiquées par le consultant.

8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 18 mois.

9 – Observations particulières

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification prévu par la loi N° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction générale des Finances Publiques.

Pour le Directeur régional,
par délégation,



Nathalie STAHL
Inspectrice des Finances Publiques

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(septembre 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Pilotage des Missions et Animation du réseau

Service : Division du Domaine

Adresse :4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

courriel : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Nathalie STAHL
Téléphone : 03 88 10 35 18
Courriel : .nathalie.stahl@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2018-728

Le 12/10/2018

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

Eurométropole de Strasbourg
1 Parc de l'etoile
67076 Strasbourg cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : TERRAIN À BÂTIR

ADRESSE DU BIEN : RUE DU JURA – STRASBOURG

VALEUR VÉNALE : 142 800 € HT soit 84 000 € HT/are

1 – SERVICE CONSULTANT
Eurométropole de Strasbourg – 1 Parc de l'Etoile – 67076 Strasbourg Cedex

Affaire suivie par : M. Jean-Paul COLOBERT (Jean-Paul.COLOBERT@strasbourg.eu)

2 – **Date de consultation** : 10/09/2018
Date de réception : 01/10/2018
Date de visite :
Date de réception du dossier « en état » :

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Le consultant souhaite échanger une parcelle avec le CROUS de Strasbourg dans le cadre d'un aménagement piétonnier permettant d'assurer une liaison entre la rue de Louvois et celle du Jura.

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Section	Parcelles	Surface/ares	Parcelle à détacher de la parcelle mère	Zonage POS
40	194	100,12	1,70	UD2 25 m HT SMS2

Description du bien :

L'emprise se situe dans le quartier de la Krutenau limitrophe au début du quartier de l'Esplanade.
La parcelle à détacher de la parcelle mère est sur bâtie d'une cité universitaire avec restaurant. Elle est en état de terrain de sport.
Le consultant souhaite échanger les parcelles afin d'aménager une zone piétonne ente la rue du Jura et la rue Louvois.
Un emplacement réservé CEN 12 impacte la parcelle pour création d'une liaison piéton-cycles débouchant au Nord de la placette de retournement de la rue du Jura.

5 – SITUATION JURIDIQUE

Nom du propriétaire : Etat – Ministère de l'Education Nationale
Situation d'occupation :occupée

6 – URBANISME ET RÉSEAUX

La parcelle est située en **zone UD2** du PLUI de l'Eurométropole dont la dernière modification a été approuvée le 16/12/2016 et devenue opposable le 23/01/2017.

La zone UD est une zone urbaine à vocation mixte (habitat, commerces, services, activités diverses, équipements publics et/ou d'intérêt collectif. Elle identifie les grands ensembles d'immeubles collectifs, les secteurs de renouvellement urbain et/ou de grands projets.
Sauf dispositions particulières indiquées au règlement graphique, les bâtiments peuvent être édifiées à l'alignement des voies et places existantes, à modifier ou à créer et ouvertes à la circulation publique. Elles peuvent toutefois s'en éloigner à condition que le recul soit au minimum de 1,50 mètre.
Les constructions peuvent être implantées :
– soit le long de la limite séparative latérale,
– soit à une distance au moins égale à 1,90 mètre, comptée horizontalement de tout point du bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché.
Lorsque le terrain jouxte une autre zone mixte à vocation dominante d'habitation, la distance comptée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point de la limite séparative – correspond à la limite de zone – qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres (L=H/2 minimum 3 mètres).
Lorsque le terrain d'une opération jouxte une autre zone mixte à vocation dominante d'habitation, la distance comptée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point de la limitée séparative- correspond à la limite de zone- qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.
Une distance d'au moins 3 mètres est imposée entre deux bâtiments non contigus.
La hauteur maximale hors tout des constructions est mesurée par rapport au niveau moyen de la voie de desserte existante ou à créer. En l'absence d'indication porté au règlement graphique, la hauteur n'est pas réglementée.
En zone UD2, la surface minimale qui doit être réservée à des aménagements paysagers est 20 % en pleine terre.
Le coefficient d'occupation des sols n'est pas réglementé.

Qualification des parcelles :
Les parcelles ont la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L322-3 du Code de l'expropriation car situées dans une zone déclarée constructible en l'état actuel du POS applicable et desservies par les réseaux.

7 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale de la parcelle à détacher de la parcelle mère section 40 N° 194 d'une superficie d'environ 1,70 are est de 142 800 € HT.

Les surfaces ou superficies prises en compte pour l'évaluation sont celles qui ont été communiquées par le consultant.

8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 18 mois.

9 – Observations particulières

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification prévu par la loi N° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction générale des Finances Publiques.

Pour le Directeur régional,
par délégation,



Nathalie STAHL
Inspectrice des Finances Publiques

338
Mis Dom Rud

Réf. 2018/LR/MF/CL/ RAR 588
Affaire suivie par :
Marion Feidt
Service patrimoine
Tél. 03 88 21 28 93
marion.feidt@crous-strasbourg.fr

1 quai du Maire Dietrich
67004 Strasbourg Cedex
Tél. 03 88 21 28 00
Fax. 03 88 21 28 09
www.crous-strasbourg.fr

DUT
Vu le
20 NOV. 2018

Strasbourg, le 12 novembre 2018

La Directrice générale,

A

Eurométropole de Strasbourg
A l'attention de Monsieur COLOBERT
Direction urbanisme et territoires
Service mission domanialité publique
1 parc de l'Etoile
67076 Strasbourg Cedex

Objet : rétrocessions de terrains – Crous Strasbourg / Eurométropole de Strasbourg
Pièce jointe : projet de découpage

Monsieur,

Je fais suite à la réception des avis du Domaine sur la valeur vénale des parcelles prévues d'être échangées entre le Crous de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg permettant à cette dernière d'aménager un cheminement piétonnier qui reliera les rues Louvois et du Jura.

Les parts des parcelles 194, section 40 (Crous de Strasbourg) et 03, section 40 (Eurométropole de Strasbourg), d'une superficie d'environ 1.70 are chacune ont été évaluées toutes deux à 142 800 € HT.

Dans ces conditions, le Crous de Strasbourg confirme sa volonté d'échanger les parcelles susmentionnées à l'euro symbolique, avec dispense de paiement du prix, et sans déclassement préalable, en procédant à l'acquisition de 1.70 are de la parcelle 03 et en cédant 1.70 are de la parcelle 194 à l'Eurométropole de Strasbourg, conformément au plan joint.

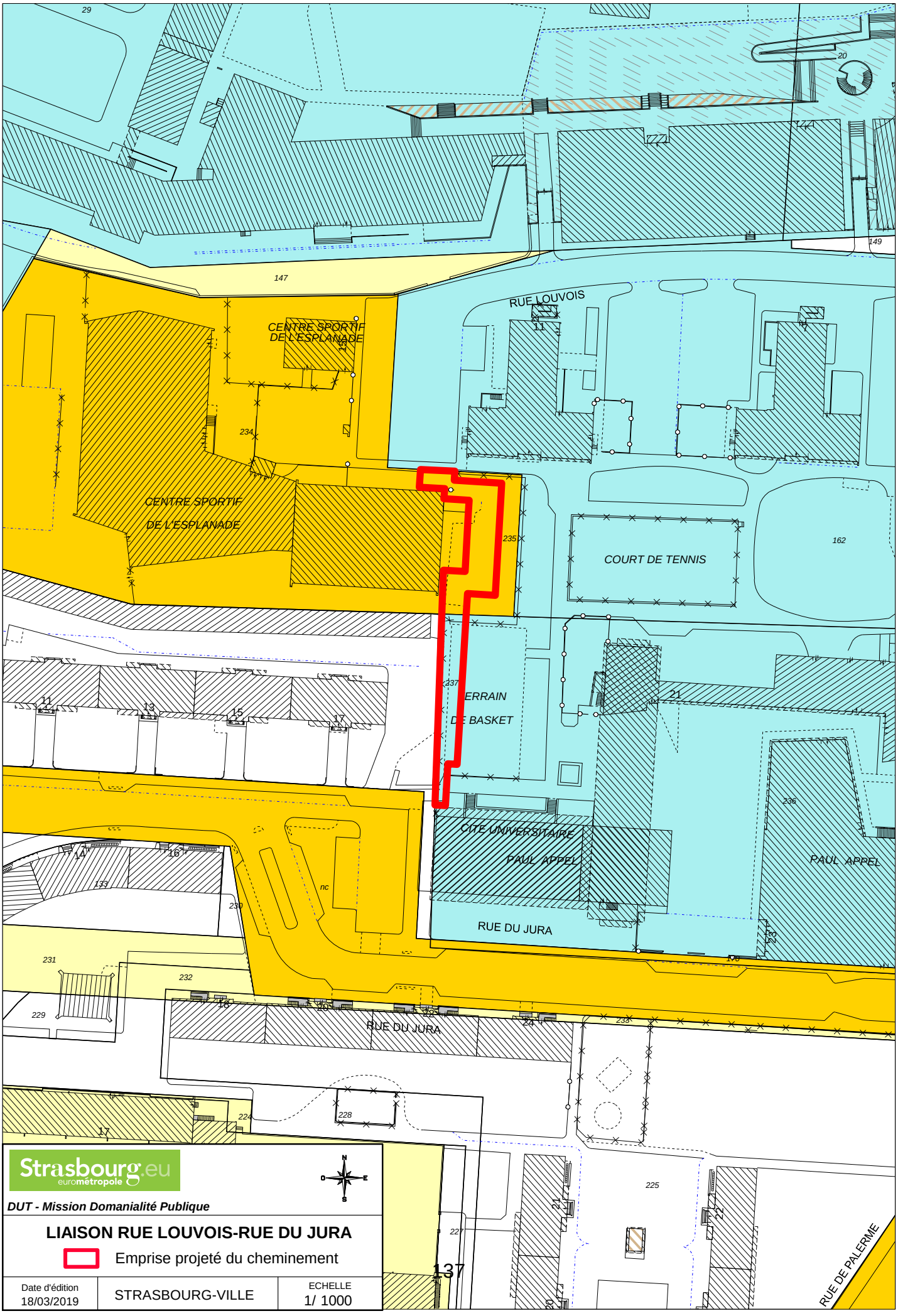
Par ailleurs, je vous informe que le plan d'arpentage est en cours de réalisation.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

La Directrice générale

Lina RUSTOM

1/1



Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

LIAISON RUE LOUVOIS-RUE DU JURA

Emprise projeté du cheminement

Date d'édition		ECHELLE
18/03/2019	STRASBOURG-VILLE	1/ 1000

13

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Plan patrimoine de la ville de Strasbourg - Vente de 2 lots de copropriété (appartement et cave) dans l'immeuble sis 16 rue du 22 Novembre à Strasbourg.

Dans un immeuble de 1912 plutôt bien conservé, situé au 16 de la rue du 22 Novembre en plein cœur de Strasbourg, la Ville est propriétaire de plusieurs lots, principalement des rez-de-chaussée commerciaux, des caves et des locaux aménageables au sous-sol, et d'un appartement de 173 m² environ situé au 5ème étage. L'appartement est composé de 5 chambres, d'un grand séjour de 37 m², d'une cuisine, d'une salle de bain avec douche et baignoire, et des WC séparés, le tout distribué par un couloir central agrémenté de nombreux placards. L'appartement dispose par ailleurs de deux balcons, un pour le séjour donnant sur la rue, le second (attenant à la cuisine) donnant sur la cour, et sur lequel existe un cagibi.

L'appartement en question est inoccupé depuis plusieurs années. Dans le cadre de sa stratégie de valorisation du patrimoine, la ville de Strasbourg a décidé dès 2014 de le mettre en vente.

Les biens de la Ville sont aliénables dans les conditions de droit commun sous réserve :

- d'appartenir au domaine privé de la collectivité,

- d'avoir fait l'objet d'une estimation de leur valeur vénale par les services de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, et d'une validation des tenants et aboutissants de la cession par la Commission patrimoine puis par le Conseil municipal.

Au-delà de ce cadre réglementaire, la ville de Strasbourg est libre de choisir les modalités de la vente. Le recours à la mise en concurrence via une publicité adaptée est généralement privilégié, permettant à la collectivité d'imposer le cas échéant des conditions de participation et des prescriptions particulières et d'avoir des offres les plus économiquement avantageuses.

C'est dans ce cadre concurrentiel qu'a été mis en vente l'appartement de 173 m² environ (lot n° 19) auquel il a été décidé d'y adjoindre une cave de 9 m² (lot n° 50) située au sous-sol.

Une première consultation avait d'abord été publiée en 2015 pour la vente de l'appartement, avec mention d'un prix « plancher », et aucune offre n'avait alors été déposée. Une deuxième consultation avait ensuite été publiée en 2016, sans mention cette fois d'un prix « plancher », et six offres avaient alors été enregistrées. A l'issue de l'analyse

des offres d'acquisition pour les lots n° 19 et 50, la Commission patrimoine de la Ville avait retenu l'offre mieux-disante de 510 000 € présentée par un candidat qui s'est finalement désisté. Aucun accord n'avait par la suite pu être trouvé avec le candidat classé deuxième dont l'offre s'élevait à 435 000 €.

La Commission patrimoine avait émis un avis favorable début 2017 pour le lancement d'une nouvelle consultation de mise en vente ouverte à tous. Cette consultation a été engagée le 28 septembre 2018, avec comme date limite de remise des offres le 11 décembre 2018. Aucun prix plancher n'a été indiqué dans les pièces de consultation. Neuf offres ont été déposées et ont été présentées à la Commission patrimoine réunie le 9 janvier 2019. Il ressort de l'examen des offres que sept de ces offres sont recevables (dossiers de présentation complets et absence de condition suspensive non autorisée), et que l'offre présentée par M. Tahar Aît MEDJBER pour le compte de la société MT INVEST (67000 Strasbourg) est l'offre la mieux-disante pour un montant de 551 000 €. L'offre d'achat est motivée par un projet d'habitation personnel (résidence principale).

Ce montant est supérieur à l'évaluation de la valeur vénale du bien réalisée par la Division du Domaine (504 000 €, valeur novembre 2018). Il est ainsi proposé d'entériner la vente des deux lots de copropriété n° 19 et 50 pour un montant de 551 000 € hors droits et taxes dus par l'acquéreur.

La vente sera assortie de conditions essentielles et déterminantes, telles que décrites dans le règlement de consultation, à savoir :

- une interdiction de revente dans un délai de cinq ans à compter de la signature de l'acte de vente sans l'accord préalable de la ville de Strasbourg. Cette restriction au droit de disposer sera inscrite au Livre Foncier ;

- une exclusion de la garantie des vices cachés, en raison de l'état du sol, du sous-sol ou de la structure du bâtiment ;

La vente pourra être précédée de la signature d'un compromis dans l'attente de l'obtention par le lauréat du financement définitif de son projet. Le compromis sera alors accompagné d'un dépôt de garantie correspondant à 10 % du montant du prix de vente.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission patrimoine
vu l'avis de la Division du Domaine
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la vente, dans un ensemble immobilier situé à Strasbourg, 16 rue du 22 Novembre, cadastré section 58 n° 138 de 5,18 ares, des lots n° 19 et 50 et des tantièmes de copropriété

correspondants au profit de la société MT INVEST (6 rue des Francs Bourgeois, 67000 Strasbourg), ou toute personne morale ou physique qui s'y substituerait avec accord écrit de la ville de Strasbourg, moyennant le prix de 551 000 € (cinq cent cinquante et un mille euros) hors frais et taxe divers dus par l'acquéreur

La vente sera assortie des conditions essentielles et déterminantes suivantes :

- *l'acquéreur s'interdit de revendre le bien dans un délai de cinq (5) ans à compter de la signature de l'acte de vente sans l'accord préalable de la ville de Strasbourg. Cette restriction au droit de disposer sera inscrite au Livre Foncier. Cette obligation sera à la charge du premier acquéreur et à tout nouvel acquéreur en cas de vente ultérieure du bien immobilier dans ledit délai.*
- *l'acquéreur prendra le bien vendu en l'état où il se trouve le jour de l'entrée en jouissance, sans aucune garantie de la part du vendeur pour raison soit de l'état du sol et du sous-sol à raison de fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées sous le terrain, de mitoyenneté, d'erreur, d'omission dans la désignation du bien immobilier ou de la structure du bâtiment. La Ville ne garantit pas l'état structurel du bâtiment. L'acquéreur déclare avoir visité les lieux et prendra le bien en l'état sous sa seule responsabilité et à ses frais.*

L'offre du candidat acquéreur a été émise sans condition suspensive, obligeant ainsi l'acquéreur à signer l'acte constatant le transfert de propriété dans un délai maximum de 3 mois suivant la notification de la présente délibération.

décide

l'imputation de la recette de 551 000 € tirée de la vente sur la ligne budgétaire de la ville de Strasbourg, service CP71E, fonction 820, nature 775 ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer tous les actes et documents concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Pilotage des missions et Animation du réseau
Division du Domaine
Adresse :4 Place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 12/11/2018

Le Directeur régional des Finances Publiques
Grand Est et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2018/1035

à

Ville de Strasbourg
Direction de l'urbanisme et des territoires
Politique foncière et immobilière
1, parc de l'étoile
67 076 STRASBOURG cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : appartement et cave

ADRESSE DU BIEN : 16, rue du 22 novembre à Strasbourg

VALEUR VÉNALE : 504 000 € HT

1 - SERVICE CONSULTANT :

VILLE DE STRASBOURG. Affaire suivie par **Mme Catherine MULLER** catherine.muller@strasbourg.eu

2 - DATE DE LA CONSULTATION :

Demande datée du : 18/10/2018
Demande reçue le : 18/10/2018
Visite le :
Renseignements complémentaires reçus le :
Dossier en état : 18/10/2018

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

Cession amiable d'un appartement situé au 5ème étage d'un immeuble sis 16, rue du 22 novembre à Strasbourg. (réactualisation de l'avis 2017 n° 800 du 06/09/2017).

4 - DESCRIPTION DU BIEN :

Désignation cadastrale :

		Commune de	**Strasbourg Centre**
Section	**n°**	**Lieudit**	**Superficie parcelle**
58	138	16, rue du 22 novembre	5,18
		TOTAL	**5,18**

Descriptif sommaire :

Dans un immeuble de 1912, situé au cœur de la ville, à proximité du tram et des commerces :

– **Lot 19** : appartement de 173 m² situé au 5ème étage

– **Lot 50 :** cave de 9 m² au sous-sol

L'appartement est composé de 5 chambres, d'un grand séjour de 37 m², d'une cuisine, d'une salle de bain avec bain et douche et des WC séparés. Il dispose de deux balcons, un pour le séjour donnant sur la rue, le second à la cuisine donnant sur la cour. Les balcons sont en bon état avec rambarde en fer forgé. Les fenêtres sont toutes en bois simple vitrage, et celles donnant sur la rue du 22 novembre sont très dégradées : absence de joint, traces d'humidité à l'intérieur, dégradation importante du bois. Les encadrements de fenêtres sont en grès. Présence d'un cagibi sur le balcon de la cuisine et de nombreux placards dans les couloirs.

L'ascenseur ainsi que les vitraux de la cage d'escalier sont protégés par la législation des monuments historiques.

5 - SITUATION JURIDIQUE :

Propriétaire : Ville de Strasbourg
Situation locative : libre

6 - URBANISME ET RÉSEAUX :

Au PLU intercommunal en vigueur, la parcelle est située en zone **UAB1 (20 mètres ET)**

7- DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE :

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu de leurs caractéristiques propres ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale actuelle des lots considérés peut être fixée à 504 000 € HT.

Nota

Selon le consultant, le logement n'a pas subi de dégradations ou d'améliorations depuis sa dernière estimation.

8 - DURÉE DE VALIDITÉ :

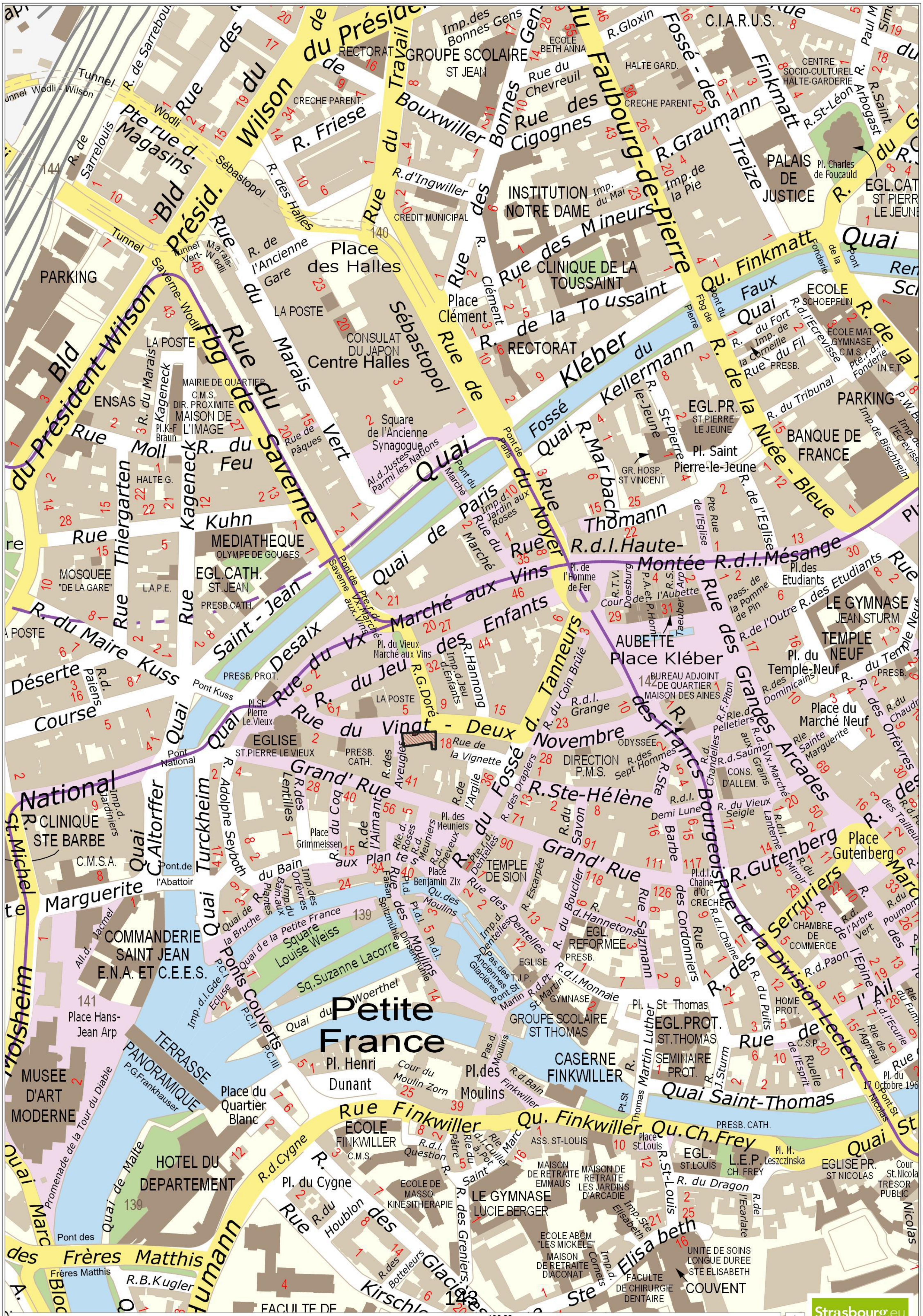
Cet avis a une durée de validité de 18 mois.

9 - OBSERVATIONS PARTICULIÈRES :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur régional des Finances publiques
et par délégation,
L'inspecteur des Finances publiques
Patrick GOGUELY

MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS



Édité le05/06/2018 Échelle 1/5319 106.38 m Fonds de plan © SIG-CUS


ERRMANN FRERES IMMEUBL
MAINS DANS LA FARINE
Kitchen Bazaar

Esquisse n°

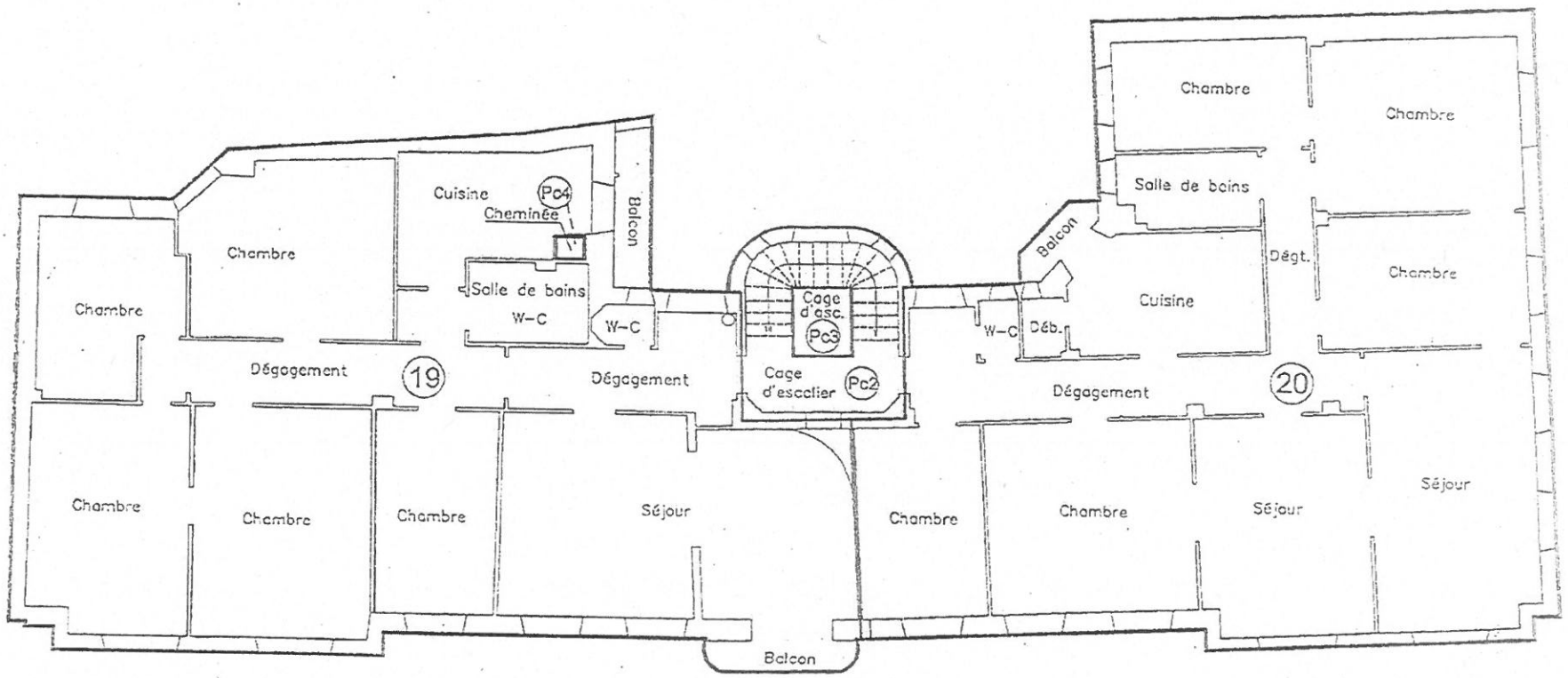
Section 58 Parcelle n° 138/19

STRASBOURG

16, Rue du 22 Novembre

991006

5ème ETAGE



BILHAUT Gilles Géomètre-Expert D.P.L.G.
225 Avenue de Colmar 67100 STRASBOURG
... 88 39 33 26 / Fax 0388 76 39 59

Echelle approx. 1/100

CONSEIL MUNICIPAL 25 MARS 2019 – Point n°13

Plan patrimoine de la ville de Strasbourg - Vente de 2 lots de copropriété (appartement et cave) dans l'immeuble sis 16 rue du 22 Novembre à Strasbourg.

Pour	**54**	**AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, MENAD-Zaza, VETTER-Jean-Philippe, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, SCHMITT-Michael**
Contre	**1**	**OZENNE-Pierre**
Abstention	**0**	

Point 13 à l'ordre du jour : Plan patrimoine de la ville de Strasbourg - Vente de 2 lots de copropriété (appartement et cave) dans l'immeuble sis 16 rue du 22 Novembre à Strasbourg.

Résultats du vote (cf. détails) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 54

Contre : 1 (*)

Abstention : 0

Observation :

(*) Erreur de vote : M. OZENNE a voté contre alors qu'il souhaitait voter « Pour ».

14

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Plan patrimoine de la ville de Strasbourg - Vente de 2 lots de copropriété (appartement et cave) dans l'immeuble sis 4 quai Lezay-Marnésia à Strasbourg.

Dans un immeuble des années 1970 plutôt bien entretenu, situé au 4 quai Lezay-Marnésia en bordure de l'ellipse insulaire de Strasbourg, la ville de Strasbourg est propriétaire de deux lots, un appartement de 5 pièces de 121,71 m² situé au 2ème étage et une cave située au sous-sol. L'appartement est composé de trois chambres et d'un bureau, d'un séjour, d'un dressing, d'une cuisine, d'une salle de bain, d'un WC séparé, et d'un couloir de distribution agrémenté de nombreux placards. L'appartement dispose par ailleurs d'un balcon donnant sur la rue de l'Arc-en-ciel et accessible depuis la cuisine et l'une des chambres.

Ces deux biens étant inoccupés, la Ville a décidé en 2017 de les mettre en vente dans le cadre de sa stratégie de valorisation du patrimoine.

Les biens de la Ville sont aliénables dans les conditions de droit commun sous réserve :

- d'appartenir au domaine privé de la collectivité,
- d'avoir fait l'objet d'une estimation de leur valeur vénale par les services de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, et d'une validation des tenants et aboutissants de la cession par la Commission patrimoine puis par le Conseil municipal.

Au-delà de ce cadre réglementaire, la ville de Strasbourg est libre de choisir les modalités de la vente. Le recours à la mise en concurrence via une publicité adaptée est généralement privilégié, permettant à la collectivité d'imposer le cas échéant des conditions de participation et des prescriptions particulières et d'avoir des offres les plus économiquement avantageuses.

C'est dans ce cadre concurrentiel qu'ont été mis en vente l'appartement susvisé (lot n° 62) ainsi que la cave (lot n° 108).

Une consultation a ainsi été engagée le 28 septembre 2018, avec comme date limite de remise des offres le 11 décembre 2018. Aucun prix plancher n'a été indiqué dans les pièces de consultation. Dix offres ont été déposées et ont été présentées à la Commission patrimoine réunie le 9 janvier 2019. Il ressort de l'examen des offres que sept de ces offres sont recevables (dossiers de présentation complets et absence de condition suspensive non autorisée), et que l'offre présentée par M. Emmanuel BRUNACCI (50 rue du Vieux

Marché aux Poissons, 67000 Strasbourg) est l'offre la mieux-disante avec un montant de 416 666 €.

Ce montant est inférieur à l'évaluation de la valeur vénale du bien réalisée par la Division du Domaine (460 000 €, valeur janvier 2019), mais il entre dans la tolérance de 10 % admise pour faire aboutir une transaction sans léser les intérêts du vendeur. Les travaux nécessaires de rafraîchissement et de remise aux normes électriques, tout comme l'orientation de l'appartement, font partie des facteurs pouvant expliquer l'absence d'offre à hauteur de l'évaluation domaniale, en considérant par ailleurs que la mise en concurrence a eu des résultats corrects en terme d'attractivité (nombre de visites et nombre de dépôts d'offres). Il est ainsi proposé d'entériner la vente des deux lots de copropriété n° 62 et 108 pour un montant de 416 666 € hors droits et taxes dus par l'acquéreur.

La vente sera assortie de conditions essentielles et déterminantes, telles que décrites dans le règlement de consultation, à savoir :

- une interdiction de revente dans un délai de cinq ans à compter de la signature de l'acte de vente sans l'accord préalable de la ville de Strasbourg. Cette restriction au droit de disposer sera inscrite au Livre Foncier ;
- une exclusion de la garantie des vices cachés, en raison de l'état du sol, du sous-sol ou de la structure du bâtiment ;

La vente pourra être précédée de la signature d'un compromis dans l'attente de l'obtention par le lauréat du financement définitif de son projet. Le compromis sera alors accompagné d'un dépôt de garantie correspondant à 10 % du montant du prix de vente.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission patrimoine
vu l'avis de la Division du Domaine
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la vente, dans un ensemble immobilier situé à Strasbourg, 4 quai Lezay-Marnésia, cadastré section 25 n° 74, 76 et 118 de 22,95 ares, des lots n° 62 et 108 et des tantièmes de copropriété correspondants au profit de M. Emmanuel BRUNACCI (50 rue du Vieux Marché aux Poissons, 67000 Strasbourg), ou toute personne morale ou physique qui s'y substituerait avec accord écrit de la ville de Strasbourg, moyennant le prix de 416 666 € (quatre cent seize mille six cent soixante-six euros) hors frais et taxe divers dus par l'acquéreur.

La vente sera assortie des conditions essentielles et déterminantes suivantes :

- *l'acquéreur s'interdit de revendre le bien dans un délai de cinq (5) ans à compter de la signature de l'acte de vente sans l'accord préalable de la ville de Strasbourg. Cette restriction au droit de disposer sera inscrite au Livre Foncier. Cette obligation sera à la charge du premier acquéreur et à tout nouvel acquéreur en cas de vente ultérieure du bien immobilier dans ledit délai.*
- *l'acquéreur prendra le bien vendu en l'état où il se trouve le jour de l'entrée en jouissance, sans aucune garantie de la part du vendeur pour raison soit de l'état du sol et du sous-sol à raison de fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées sous le terrain, de mitoyenneté, d'erreur, d'omission dans la désignation du bien immobilier ou de la structure du bâtiment. La Ville ne garantit pas l'état structurel du bâtiment. L'acquéreur déclare avoir visité les lieux et prendra le bien en l'état sous sa seule responsabilité et à ses frais.*

L'offre du candidat acquéreur ayant été émise sous la condition suspensive de l'obtention d'un prêt bancaire, un compromis de vente sera signé dans le délai de deux mois suivant la notification de la présente délibération. Un dépôt de garantie correspondant à 10 % du montant du prix de vente sera versé au moment de sa signature. L'acte de vente devra intervenir au plus tard dans les trois mois suivant la signature dudit avant-contrat.

décide

l'imputation de la recette de 416 666 € tirée de la vente sur la ligne budgétaire de la ville de Strasbourg, service CP71E, fonction 820, nature 775 ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer tous les actes et documents concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES GRAND EST ET
DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Pilotage des missions et Animation du réseau
Division du Domaine
Adresse :4 Place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 23/01/2019

Le Directeur régional des Finances Publiques
Grand Est et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2019/055

à

Ville de Strasbourg
Direction de l'urbanisme et des territoires
Gestion et inventaire du patrimoine bâti
1, parc de l'étoile
67 076 STRASBOURG cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : appartement de type V

ADRESSE DU BIEN : 4, quai Lezay Marnésia à Strasbourg

VALEUR VÉNALE : 460 000 € HT

1 - SERVICE CONSULTANT :

Ville de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Christelle HENRY-BONESTEVE**
christelle.henry-bonesteve@strasbourg.eu

2 – DATE DE LA CONSULTATION :

Demande datée du : 15/01/2019
Demande reçue le : 16/01/2019
Visite le : **11/07/2017**
Dossier en état : 16/01/2019

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

Dans le cadre d'une rationalisation et d'une meilleure gestion de son patrimoine, cession d'un appartement situé 4, quai Lezay Marnésia à Strasbourg.

4 – DESCRIPTION DU BIEN :

Désignation cadastrale :

Section	n°	Adresse – Lieu-dit	Superficie
25	76	4, quai Lezay Marnésia	3,64
		TOTAL	**3,64**
Superficies exprimées en are			

Descriptif sommaire :

Appartement de type V situé au second étage d'un immeuble soumis au régime de la copropriété édifié au début des années 1970 sur sous-sol, RDC, deux niveaux droits et combles mansardés. Surface habitable : **121,71 m²** (loi carrez).

Dépendances : une cave en sous-sol

Équipements

Chauffage collectif gaz avec compteurs de calories, radiateurs métal équipés de vannes thermostatiques, fenêtres PVC double vitrage, interphones, balcon, WC séparé, un débarras, une fenêtre dans la salle de bains, porte palière en bois équipée d'une serrure trois points.

Carrelage dans les salles d'eau, l'entrée et les dégagements, PVC dans les autres pièces.

5 - SITUATION JURIDIQUE :

Propriétaire : Ville de Strasbourg
Situation locative : libre

6 - URBANISME ET RÉSEAUX :

La parcelle est située dans le périmètre du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur.

7- DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE :

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu de ses caractéristiques propres ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale de l'appartement considéré peut être fixée à 460 000 € HT.

NOTA :

La présente évaluation est basée, comme en 2017, sur le prix médian des logements présentant des caractéristiques similaires ou voisines en termes de situation, d'année de construction et de superficie. La superficie habitable est contre ramenée à 121,7 m² selon mesurage en loi Carrez.

8 - DURÉE DE VALIDITÉ :

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 - OBSERVATIONS PARTICULIÈRES :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur régional des Finances publiques

et par délégation,

L'inspectrice principale des Finances publiques
adjointe au responsable
de la Division du Domaine
Anne-Fleur Fiegel

MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS


4 quai Lezay Marnesia
Édité le 23/05/2017
Échelle 1/8000
160 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu



~~02/0208/05~~
2/2311

Résidence RIVE DROITE
4, quai LEZAY MARNESIA
Appartement n° 15 - 2ème étage

RUE DE L'ARC-EN-CIEL

ht sous plaf. 2,65 m

HABITATION MODERNE
PATRIMOINE MUNICIPAL
4, quai de Paris
67080 STRASBOURG CEDEX
Tél: 03 88 32 52 10

7,00
4,20
7,40
4,20
SEJOUR
Φ 29.92
15 ✓
30,13
CUISINE
2,90
Φ 12.62 ✓
4,50
CHAMBRE
3,50
Φ 14.12 ✓
4,80
4,05
CHAMBRE
4,33
Φ 15.02
15,08
3,47
4,20
3,05
6,50
Φ 9.19 ✓
1,00
2,40
110
70
120
110
320
335
2,96
DEBARRAS
1,88
Φ 2.25 ✓
BLACARD
Φ 1.32 ✓
W.C.
Φ 2.02 ✓
BAIN
Φ 6.02 ✓
M.L.
CHAMBRE
Φ 9.25 ✓
3,20
8,46
HALL
× Φ 8.39
1,80
CHAMBRE
Φ 14.40 ✓
3,60
4,00
1,40
1,80

S Φ : 124,62 m²

ht sur 1,21 m : 0,06
surface hors loi Carrez

CONSEIL MUNICIPAL 25 MARS 2019 – Point n°14

Plan patrimoine de la ville de Strasbourg - Vente de 2 lots de copropriété (appartement et cave) dans l'immeuble sis 4 quai Lezay-Marnésia à Strasbourg.

Pour	
52	**AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GILLMANN-Luc, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, MENAD-Zaza, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, SCHMITT-Michael**
Contre	
0	
Abstention	
0	

15

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Exonération de la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) sur les mobiliers urbains.

La Communauté urbaine de Strasbourg, devenue Eurométropole de Strasbourg a conclu un contrat de mobilier urbain d'une durée de 12 ans sur son domaine public, depuis le 20 décembre 2006. Ce contrat a pour objet le déploiement d'abribus et de mobiliers urbains d'information sur le territoire des communes membres.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2333-6 du Code général des collectivités locales, les dispositifs publicitaires déployés par le concessionnaire sont exonérés de taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) car ils sont passibles d'un droit de voirie.

Cette exonération de TLPE permet au prestataire de financer l'intégralité des investissements qu'il réalise grâce aux recettes générées par les espaces publicitaires apposés sur les éléments de mobiliers urbains. Ainsi, les mobiliers urbains, comprenant notamment les abris voyageurs du réseau de transport en commun, les mobiliers urbains pour l'information et les journaux électroniques d'information, implantés sur le territoire de la ville de Strasbourg ont été intégralement financés par le prestataire, sans participation financière de l'Eurométropole de Strasbourg ou de la ville.

Toutefois, le marché actuellement en vigueur arrive à échéance le 19 décembre 2019 et doit donc faire l'objet d'une procédure de renouvellement. Afin de maintenir un principe du financement intégral des dépenses liées à l'installation et à l'entretien du mobilier urbain par le titulaire du marché grâce aux recettes publicitaires, les communes ayant introduit la TLPE doivent délibérer, conformément à l'article L2333-8 du Code général des collectivités locales, afin d'exonérer expressément de TLPE les dispositifs publicitaires apposés sur les éléments de mobiliers urbains. Ce vote doit intervenir antérieurement au lancement de la procédure d'appel d'offres ou de mise en concurrence afin d'être applicable.

Cette exonération n'induit aucune perte de recette fiscale pour la ville car ces dispositifs étaient déjà exonérés de TLPE, en application de l'article L2333-6 du Code général des collectivités locales. De plus, la ville de Strasbourg continuera de percevoir le produit de cette taxe à raison des autres dispositifs publicitaires installés sur son territoire.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu les dispositions du Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L2333-6 et L.2333-8,
Vu la délibération du 20 octobre 2008 portant réforme des taxes communales sur la publicité et instauration de la taxe locale sur la publicité extérieure,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *l'exonération de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure pour :*

  - *les dispositifs publicitaires apposés sur des éléments de mobilier urbain.*

- *le maintien, pour les autres dispositions, du régime de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure tel qu'il résulte de la délibération du 20 octobre 2008 et des délibérations subséquentes de fixation des tarifs ;*

autorise

le Maire à mettre en œuvre les modifications ainsi proposées à compter de l'adoption de la présente délibération.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

CONSEIL MUNICIPAL 25 MARS 2019 – Point n°15

Exonération de la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) sur les mobiliers urbains.

Pour	**37**	**BARRIERE-Caroline, BEY-Françoise, BIES-Philippe, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, GANGLOFF-Camille, GILLMANN-Luc, HERRMANN-Robert, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KEMPF-Suzanne, MATHIEU-Jean-Baptiste , MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMEL-Elisabeth, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, MENAD-Zaza, VETTER-Jean-Philippe, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, SCHMITT-Michael**
Contre	**0**	
Abstention	**15**	**AGHA BABAEI-Syamak, BARSEGHIAN-Jeanne, BEZZARI-Mina, OZENNE-Pierre, GERNET-Jean-Baptiste, JUND-Alain, MATT-Nicolas, MEYER-Paul, PEIROTES-Edith, RAMDANE-Abdelkarim, REICHHART-Ada, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean**

Point 15 à l'ordre du jour : Exonération de la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) sur les mobiliers urbains.

Résultats du vote (cf. détails) :

Pour : 37 (*)

Contre : 0

Abstention : 15

SERVICE DES ASSEMBLEES

Observation :

(*) Erreur de vote : Mme DREYSSE a voté pour alors qu'elle souhaitait voter « Abstention ».

16

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Programmation 2019 des actions soutenues au titre du Contrat de Ville - Deuxième étape.

L'appel à projets du Contrat de ville de l'Eurométropole, publié le 4 octobre dernier, a pour objectif de soutenir des actions en cohérence avec les enjeux prioritaires du contrat. Ces enjeux sont traduits en objectifs opérationnels dans la convention cadre et ses 19 programmes thématiques et dans les conventions d'application territoriales établies pour les 13 quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) de Strasbourg.

Cet appel à projets s'adresse à des associations, des bailleurs et des établissements publics. Le soutien aux projets est conditionné à 3 critères précis :

- Le projet doit concerner un ou plusieurs QPV et bénéficier à un public des QPV dans une proportion très significative.
- Le projet doit porter sur les objectifs prioritaires du Contrat de ville et répondre à une situation actuelle vécue dans les QPV.
- Le projet doit préciser les moyens de droit commun mobilisés avant de solliciter les moyens spécifiques « contrat de ville » nécessaires à l'action.

Pour 2019, les enjeux suivants ont été définis comme prioritaires :

- Faciliter l'accès à l'emploi et la création d'activités dans les QPV.
- Favoriser la réussite éducative par tous les moyens d'actions.
- Promouvoir la participation citoyenne active des jeunes et le soutien à leurs initiatives.
- Renforcer la cohésion sociale, notamment par des actions au service des valeurs de la République, de la participation citoyenne, de la lutte contre les discriminations et de la prévention de la radicalisation.
- Améliorer l'image des QPV, notamment par la valorisation de leur histoire et de leurs atouts.
- Proposer des projets innovants et fédérateurs portés par plusieurs partenaires (pensés, construits, menés et évalués conjointement).

Cette délibération relative à la programmation 2019 vous propose de soutenir une première partie des projets en reconduction dont le bilan 2018 a été jugé pertinent et répondant aux objectifs et critères énoncés ci-avant. Soit 84 projets proposés par 59 porteurs pour un montant global de 402 730 €. Elle est présentée en deux parties :

- Les actions spécifiques à un quartier répondant aux priorités opérationnelles de sa convention d'application territoriale ;
- Les actions développées sur plusieurs quartiers ou sur toute la ville et répondant aux priorités opérationnelles énoncées dans les programmes thématiques.

Les actions actuellement en cours d'instruction seront présentées lors d'une délibération ultérieure.

Partie 1 - Les actions spécifiques à chaque quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) :

Le QPV de CRONENBOURG - 8030 Habitant(e)s

A ce stade, la programmation territoriale porte sur 2 actions portées par 2 porteurs de projets pour un montant de **2 000 €**, répondant aux objectifs suivants de la convention d'application territoriale :
- faciliter l'accès à la pratique sportive et aux pratiques culturelles,
- accompagner les parents dans l'éducation.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services	Contribuant au programme
Association Départementale des Francas du Bas-Rhin	Agir avec les parents	9 000 €	1 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville	7 : L'accompagnement des parents
Collège Sophie GERMAIN	Parcours Culturel : Un tremplin vers la socialisation, l'excellence et la citoyenneté	53 380 €	1 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville	8 : L'accès aux équipements et projets culturels

Le QPV SPACH – 2180 Habitant(e)s

A ce stade, la programmation territoriale porte sur 3 actions portées par 3 porteurs de projets pour un montant de subvention de **11 900 €**, répondant aux objectifs suivants de la convention d'application territoriale :

- adapter la réponse des partenaires au besoin des jeunes,
- consolider le réseau d'acteurs du quartier,
- améliorer l'attractivité, l'image et la mixité des établissements du secteur.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services	Contribuant au programme

Association Départementale des Francas du Bas-Rhin	Anim' Ton quartier	21 552 €	6 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville	1 : L'action avec et pour les jeunes
La Chambre	Dialogue Exquis	3 810 €	1 900 €	Direction de la Culture	8 : L'accès aux équipements et projets culturels
La Maison Théâtre	Spach Land 2	23 910 €	4 000 €	Direction de la Culture	8 : L'accès aux équipements et projets culturels

Le QPV MEINAU NEUHOF – 15 700 Habitant(e)s

A ce stade, la programmation territoriale porte sur 16 actions, portées par 11 porteurs de projets, pour un montant global de subvention de **49 400 €**, répondant aux objectifs suivants de la convention d'application territoriale :

- développer une offre « jeunesse » transversale sur le territoire,
- œuvrer collectivement pour la convivialité et la diversité,
- assurer la continuité du parcours socio-éducatif via le réseau d'acteurs,
- améliorer l'accessibilité aux services publics sociaux,
- faciliter l'organisation de manifestations afin de conforter l'appropriation,
- des espaces publics et naturels ainsi que l'animation des places,
- développer des programmes de prévention ciblés,
- favoriser l'acquisition des savoirs de base, les savoirs-être et le niveau,
- valoriser l'environnement naturel exceptionnel et les atouts paysagers des quartiers,
- impliquer les habitants et acteurs associatifs dans les actions de proximité visant à améliorer le cadre de vie.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services	Contribuant au programme
JEEP - JEUNES EQUIPES D'EDUCATION POPULAIRE	L'âge d'or	9 558 €	1 000 €	Direction de projet politique de la ville	1 : L'action avec et pour les jeunes
JEEP - JEUNES EQUIPES D'EDUCATION POPULAIRE	Insertion des personnes bénéficiaires du RSA et autres adultes ayant des difficultés	53 970 €	5 000 €	Direction des Solidarités et Santé	11 : Les parcours vers l'emploi

JEEP - JEUNES EQUIPES D'EDUCATION POPULAIRE	Place aux Habitants	3 550 €	1 200 €	Direction de projet politique de la ville	17 : La gestion urbaine de proximité
JEEP - JEUNES EQUIPES D'EDUCATION POPULAIRE	SEJOUR EDUCATIF AU SUD DU MAROC	11 380 €	2 500 €	Direction de projet politique de la ville	1 : L'action avec et pour les jeunes
AMICALE FRANÇAISE DES COUREURS DE FOND - ALSACE	Tout Mein'au Sport	10 610 €	1 000 €	Direction des Sports	Enjeu : Améliorer l'image des QPV
COMITE REGIONAL SPORTS POUR TOUS GRAND EST	Du jeu... au nous !	5 330 €	1 200 €	Direction des Sports	1 : L'action avec et pour les jeunes
FACE ALSACE MULHOUSE	MSAP - Relais Numérique du Neuhof	24 102 €	10 000 €	Direction de projet politique de la ville	Enjeu : Améliorer l'image des QPV
MAISON DES POTES DE STRASBOURG	Agir pour l'égalité entre tous	14 900 €	3 000 €	Direction de projet politique de la ville	1 : L'action avec et pour les jeunes
Association Cité Santé Neuhof	Service d'écrivain public mutualisé sur le quartier du Neuhof	30 800 €	3 000 €	Direction des Solidarités et Santé	10 : Santé (articulation CLS II et Contrat de Ville)
Association Cité Santé Neuhof	Equilibre en pratique	14 890 €	4 000 €	Direction des Solidarités et Santé	10 : Santé (articulation CLS II et Contrat de Ville)
Association Cité Santé Neuhof	Etre en mouvement	12 000 €	3 000 €	Direction des Solidarités et Santé	10 : Santé (articulation CLS II et Contrat de Ville)
CSC NEUHOF	NHF ORCHESTRA: La socialisation par l'orchestre	38 300 €	5 000 €	Direction de la Culture	8 : L'accès aux équipements et projets culturels

KAPTA	VERSUS - Initiation à l'art oratoire	15 950 €	2 600 €	Direction de projet politique de la ville	8 : L'accès aux équipements et projets culturels
ASSOCIATION SOS AIDE AUX HABITANTS - FRANCE VICTIMES 67	Prévention de la discrimination	10 045 €	2 900 €	Direction de projet politique de la ville	2 : La prévention et la lutte contre les discriminations
CLUB ALPIN FRANCAIS SECTION STRASBOURG	Développement de l'escalade et des activités de pleine nature au Neuhof	14 600 €	1 500 €	Direction des Sports	Enjeu : Améliorer l'image des QPV
COMITE DES PEUPLES	Rencontres Interculturelles 2019 à la Meinau	20 590 €	2 500 €	Direction de projet politique de la ville	2 : La prévention et la lutte contre les discriminations

Le QPV de HAUTEPIERRE - 14382 Habitant(e)s

Cette étape de la programmation porte sur 12 actions proposée spécifiquement sur ce territoire, portées par 8 porteurs de projet pour un montant global de **19 040 €**, répondant aux objectifs suivants de la convention d'application territoriale :

- installer avec et pour les habitants les conditions favorables du vivre ensemble,
- développer l'accès à l'offre sportive, culturelle, de loisirs comme facteurs de cohésion sociale,
- contribuer à limiter le développement du surpoids, de l'obésité et du diabète,
- développer des espaces de convivialité pour les habitants,
- mettre en œuvre un travail partenarial sur le champ de la culture,
- mener un travail de médiation culturelle,
- inciter les habitants à des pratiques sportives en libre accès,
- Soutenir les associations sportives et mener des actions incitant des habitants à rejoindre des clubs sportifs,
- contribuer à l'épanouissement des jeunes du territoire.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services	Contribuant au programme
AMI HAUTEPIERRE	Expression théâtrale: A la découverte du théâtre	3 500 €	500 €	Direction de projet politique de la ville	8 : L'accès aux équipements et projets culturels
AMI HAUTEPIERRE	La Matinale des parents	2 500 €	1 000 €	Direction de projet	7 : L'accompagnement des parents

				politique de la ville	
COLLEGE ERASME	Vivre les sciences dans son environnement proche	42 700 €	1 000 €	Direction de projet politique de la ville	6 : L'attractivité et la valorisation des établissements scolaires
CSC HAUTEPIERRE	Accès aux équipements et projets culturels : musiques du monde	11 500 €	2 000 €	Service Evénements	8 : L'accès aux équipements et projets culturels
CSC HAUTEPIERRE	Parcours découverte Théâtre de Mouvement	5 000 €	2 000 €	Direction de la Culture	8 : L'accès aux équipements et projets culturels
PK Stras	Animation Parkour dans le quartier de Hautepierre	3 438 €	1 400 €	Direction des Sports	1 : L'action avec et pour les jeunes
INTERCULTUR' ART	Scènes Ouvertes	9 350 €	1 000 €	Direction de la Culture	8 : L'accès aux équipements et projets culturels
Club Sportif de Hautepierre	Animation des quartiers basée sur le BMX	6 790 €	3 000 €	Direction des Sports	1 : L'action avec et pour les jeunes
Club Sportif de Hautepierre	Allez les filles !	5 000 €	1 500 €	Direction des Sports	3 : Egalité Femmes Hommes
Club Sportif de Hautepierre	Découverte sportive près de chez toi !	9 500 €	1 500 €	Direction des Sports	1 : L'action avec et pour les jeunes
Maison de santé Hautepierre	Etre en mouvement	10 840 €	3 140 €	Direction des Solidarités et Santé	10 : Santé (articulation CLS II et Contrat de Ville)
Collège François Truffaut	Parcours culturel : un tremplin vers l'excellence et la citoyenneté	36 656 €	1 000 €	Direction de projet politique de la ville	8 : L'accès aux équipements et projets culturels

Le QPV ELSAU – 4820 Habitant(e)s

A ce stade, il est proposé l'octroi de subventions pour 3 actions proposées spécifiquement sur ce territoire, présentées par 2 porteurs de projets, pour un montant global de **3 590 €**, répondant aux objectifs suivants de la convention d'application territoriale :

- « élargir les horizons » des habitants-es de l'Elsau,
- apporter des réponses adaptées aux différents publics pour l'apprentissage du Français,
- éducation et parentalité - insertion professionnelle,
- faciliter l´accès des habitants à des manifestations et activités culturelles dans et hors quartier,
- éducation et parentalité - accompagner les parents pour la réussite éducative de leurs enfants.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services	Contribuant au programme
Elsau'net	Pratique atelier théâtre français langue étrangère	8 782 €	1 440 €	Direction de la Culture	4 : Français Langue Etrangère
CLCV UD67	Les Automnales de l'Elsau	2 625 €	650 €	Direction de projet politique de la ville	Enjeu : Améliorer l'image des QPV
CLCV UD67	Fête des cultures de l'Elsau	5 000 €	1 500 €	Direction de projet politique de la ville	2 : La prévention et la lutte contre les discriminations

Le QPV LAITERIE – 2680 Habitant(e)s

Cette étape de la programmation porte sur 6 actions proposées spécifiquement sur ce territoire, portées par 4 porteurs de projets pour un montant global de **18 800 €**, répondant aux objectifs suivants de la convention d'application territoriale :

- accompagner les publics les plus fragiles - identifier les publics - coordonner les acteurs locaux pour développer des actions de coéducation et d'accompagnement des parents - favoriser l'insertion professionnelle,
- mettre en œuvre les conditions d'une vie associative et culturelle cohérente, par et pour l'ensemble des habitants dans leur diversité – dynamiser la vie associative – valoriser l'atout culturel du quartier pour un plus grand rayonnement et d'avantage d'ouverture aux habitants du quartier,
- requalifier le quartier – valoriser les espaces publics.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services	Contribuant au programme
CSC du Fossé des Treize	Des temps festifs pour un quartier où il fait bon vivre	27 909 €	5 000 €	Direction des Solidarités et Santé - Service Vie Associative	Enjeu : Améliorer l'image des QPV
CSC du Fossé des Treize	L'aRterie : mise en place d'animations artistiques intégrées aux activités permanentes de la structure sur le QPV Laiterie	5 000 €	1 500 €	Direction de la Culture	8 : L'accès aux équipements et projets culturels
Stimultania	Affaire de famille	11 300 €	1 800 €	Direction de la Culture	8 : L'accès aux équipements et projets culturels
Association Le Kafteur	Théâtre en appartement	12 650 €	4 000 €	Direction de la Culture	8 : L'accès aux équipements et projets culturels
Nadi Chaabi	Club des seniors d'ici et d'ailleurs	9 300 €	4 500 €	Direction des Solidarités et Santé	2 : La prévention et la lutte contre les discriminations
Nadi Chaabi	Construisons le mieux vivre ensemble	9 300 €	2 000 €	Direction de projet politique de la ville	2 : La prévention et la lutte contre les discriminations

Le QPV AMPERE – 1220 Habitant(e)s

A ce stade, la programmation territoriale porte sur 2 actions, présentées par 2 porteurs de projets, pour un montant global de subvention de **3 000 €**, répondant aux objectifs suivants de la convention d'application territoriale :

- lutter contre l'isolement,
- responsabiliser les habitants-es dans la vie de leur quartier.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services	Contribuant au programme
CSC du Neudorf	La Musau fête l'été	24 419 €	1 500 €	Direction de la Culture	8 : L'accès aux équipements et projets culturels
ASSOCIATION LATITUDE 48/44	Les Trois cosmonautes	18 000 €	1 500 €	Direction de la Culture	8 : L'accès aux équipements et projets culturels

Le QPV PORT DU RHIN – 1807 Habitant(e)s
A ce stade, il est proposé l'octroi de subventions pour 2 actions proposées spécifiquement sur ce territoire, présentées par 2 porteurs de projet, pour un montant global de **8 000 €**, répondant aux objectifs suivants de la convention d'application territoriale :

- éducation : améliorer la prise en charge des enfants,
- améliorer l'accès des habitants-es à la santé,
- développer une offre culturelle.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services	Contribuant au programme
CSC Au-delà des Ponts	Actions collectives de la promotion de la santé au port du Rhin	33 596 €	6 000 €	Direction des Solidarités et Santé	10 : Santé (articulation CLS II et Contrat de Ville)
ATD Quart Monde	La bibliothèque de rue et son festival des savoirs et des arts	18 255 €	2 000€	Direction des Solidarités et Santé	8 : L'accès aux équipements et projets culturels

Le QPV CITE DE L'ILL – 4170 Habitant(e)s
A ce stade, il est proposé l'octroi de subventions pour 2 actions proposées spécifiquement sur ce territoire, portées par 2 porteurs de projet pour un montant global de **4 600 €**, répondant à l'objectif suivant de la convention d'application territoriale :

- créer les conditions du « vivre ensemble », de l'interconnaissance et prévenir le risque de repli communautaire,
- améliorer l'accès aux soins et à la prévention.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services	Contribuant au programme
Association Culturelle des Deux Rives	Citoyenneté / Principes et valeurs de la République	25 600 €	4 000 €	Direction de projet politique de la ville	Enjeu : Renforcer la cohésion sociale
AMSU de l'Ill	L'accompagnement des messages de prévention	14 130 €	600 €	Direction des Solidarités et Santé	10 : Santé (articulation CLS II et Contrat de Ville)

Partie 2 – Les actions relatives aux programmes thématiques se déployant sur deux QPV ou plus :

AXES TRANSVERSAUX

<u>Programme 1 : l'action avec et pour les jeunes</u>

A ce stade, en sus des actions déclinées ci-avant par territoire et répondant notamment aux objectifs du programme 1, il est proposé l'octroi de subventions pour 8 actions portées par 8 porteurs de projets pour un montant global de **154 100 €**. Ces actions qui concernent plusieurs territoires, répondent globalement aux objectifs du programme :

- accompagner les jeunes vers l'autonomie en proposant des activités autour de la culture, du sport et de la citoyenneté,
- soutenir les différentes formes d'engagement et valoriser les compétences sociales.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services
Association Thémis	Tournée des quartiers ARACHNIMA	8 517 €	6 000 €	Service Evénements
CENTRE DE LOISIRS ET JEUNESSE POLICE URBAINE	Volet sportif ARACHNIMA	36 000€	13 000€	Service Evénements
Bretz'selle	Ateliers pédagogiques de mécanique cycle sur la tournée ARACHNIMA 2019	8 621 €	4 500 €	Service Evénements
Les petits débrouillards du Grand Est	ARACHNIMA	35 575 €	10 000 €	Service Evénements

ARACHNIMA Art et Echanges	ARACHNIMA en tournée 2019	191 000 €	106 000 €	Service Evénements
La Maison des jeux de Strasbourg	La caravane des jeux	17 500 €	9 000 €	Service Evénements
CSC de la Montagne Verte	Le projet borne d'arcade : Do it Yourself !	9 000 €	1 600 €	Direction de projet politique de la ville
Association Départementale des Francas du Bas-Rhin	Graine de Philo	140 200 €	4 000 €	Direction de l'Enfance et de l'Education

Au titre du dispositif Ville Vie Vacances

Le dispositif Ville Vie Vacances (VVV), instruit dans le cadre de la procédure Contrat de Ville 2018, soutient des projets s'adressant aux jeunes de 11 à 18 ans, issus de quartiers prioritaires de la Politique de la Ville, éloignés de l'offre de loisirs et ne partant pas en vacances.

Les actions proposées doivent répondre aux priorités suivantes :

- Activités ayant lieu le week-end et plus particulièrement durant la période du mois d'août.
- Activités organisées en dehors des quartiers qui permettent une plus grande ouverture des jeunes au monde extérieur et favorisent la mobilité.
- Mixité garçons/filles avec un objectif de 50 % de jeunes filles bénéficiaires.
- Forte implication des jeunes, à toutes les étapes des actions, de leur élaboration à leur réalisation ainsi que les éventuelles modalités de restitution.

Le contenu pédagogique de ces actions, leur opportunité et leur conformité aux obligations règlementaires ont été étudiés par les services des cofinanceurs du dispositif Ville Vie Vacances (Etat, Département et Ville de Strasbourg), au regard des critères du dispositif et des moyens financiers disponibles.

Il est proposé un soutien total de **5 100 €** pour les 4 projets ci-dessous, portés par 16 associations, au titre du dispositif Ville Vie Vacances 2019.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services
AMI HAUTEPIERRE	VVV - VACANCES D'HIVER 2019	2 900 €	800 €	Direction de projet politique de la ville
CCS Rotterdam	CULTURE ET SPORT	4 873 €	1 000 €	Direction de projet politique de la ville

JEEP	Séjours courts (Neuhof)	2 500 €	1 000 €	Direction de projet politique de la ville
EQUITATION POUR TOUS	Equitation pour Tous	19 925 €	2 300 €	Direction de projet politique de la ville

Programme 2 : La prévention et la lutte contre les discriminations

A ce stade, en sus des actions déclinées ci-avant par territoire et répondant notamment aux objectifs du programme 2, il est proposé l'octroi de subventions pour 2 actions portées par 2 porteurs de projets pour un montant global de **6 000 €**. Ces actions qui concernent plusieurs territoires, répondent globalement aux objectifs du programme :

- faire reculer les préjugés, stéréotypes et toutes formes de stigmatisations, en valorisant les mémoires (mémoire de l'immigration, mémoire des quartiers…),
- promouvoir et renforcer l'accès aux droits et l'égalité de traitement de l'ensemble des personnes, et en particulier des personnes les plus fragiles ou vulnérables.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services
ASSOCIATION CULTURELLE DES AFGHANS DE STRASBOURG - ACAS	ACAS: Association culturelle des Afghans de Strasbourg	5 300 €	1 500 €	Direction de projet politique de la ville
AMSED - MIGRATION SOLIDARITE ET ECHANGE POUR LE DEVELOPPEMENT	Animations interculturelles et socioéducatives de proximité	21 098 €	2 500 € + 2 000 €	Direction des solidarités et de la santé - Service Vie Associative Direction de la culture

Au titre du programme 3 : l'égalité femmes - hommes

A ce stade, en sus des actions déclinées ci-avant par territoire et répondant notamment aux objectifs du programme 3, il est proposé l'octroi de subvention pour 1 action par 1 porteur

de projet pour un montant de subvention de **5 000 €**. Cette action qui concerne plusieurs territoires, répond globalement à l'objectif suivant du programme :

- lutter contre les violences faites aux femmes.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services
ALLEZ LES FILLES	Pratique de la boxe féminine et séances de prévention défense contre les violences faites aux femmes	36 000 €	5 000 €	Direction des Sports

Au titre du programme 4 : l'apprentissage et la maîtrise de la langue française

A ce stade, en sus des actions déclinées ci-avant par territoire et répondant notamment aux objectifs du programme 4, il est proposé l'octroi de subventions pour 1 action portée par 1 porteur de projet pour un montant de subvention de **1 800 €** Cette action qui concerne plusieurs territoires répond globalement à l'objectif suivant du programme :

- favoriser les actions de proximité autour de l'apprentissage de la langue.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services
Stimultania	Se projeter : mémoire et transition	14 800 €	1 800 €	Direction de la Culture

PILIER COHESION SOCIALE

Au titre du programme 5 : accompagnement à la scolarité et prévention du décrochage scolaire

A ce stade, en sus des actions déclinées ci-avant par territoire et répondant notamment aux objectifs du programme 5, il est proposé l'octroi de subvention pour 1 action par 1 porteur de projet pour un montant de subvention de **1 200 €**. Cette action concerne plusieurs QPV de la ville de Strasbourg. Elle répond globalement à l'objectif suivant du programme :

- prévenir le décrochage scolaire.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services
ARSEA	Alias Forum 2019	2 200 €	1 200 €	Direction de projet

				politique de la ville

Au titre du programme 7 : l'accompagnement des parents

A ce stade, en sus des actions déclinées ci-avant par territoire et répondant notamment aux objectifs du programme 7, il est proposé l'octroi de subvention pour 1 action par 1 porteur de projet pour un montant de **1 000 €**. Cette action qui concerne plusieurs territoires répond aux objectifs suivants du programme :

- mettre en synergie l'ensemble des acteurs, services et actions existants dans l'objectif de mieux toucher et d'accompagner les publics les plus fragiles,
- renforcer le dialogue et la coopération entre acteurs éducatifs.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services
Association Le Furet	Le berceau de l'égalité	5 000 €	1 000 €	Direction de l'Enfance et de l'Education

Au titre du programme 8 : l'accès aux équipements et projets culturels

A ce stade, la programmation thématique porte sur 4 actions portées par 4 porteurs de projets pour un montant global de subventions de **29 000 €**. Ces actions répondent aux objectifs suivants du programme :

- développer les pratiques en amateur,
- ouvrir des équipements culturels aux habitants les plus éloignés,
- accompagner les projets culturels portés par les habitants.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services
LES SONS D'LA RUE	Art & Miss 2019	38 450 €	1 500 €	Direction de projet politique de la ville
Contact & Promotion	Kiosque culturel	8 493 €	1 500 €	Direction de la Culture
CSC de la Montagne Verte	Voyages en récital	19 757 €	4 000 €	Direction de la Culture
Strasbourg Méditerranée	« Festival Strasbourg	362 200 €	22 000 €	Direction de projet

	Méditerranée 2019 »			politique de la ville

Au titre du programme 9 : partenariat avec l'Université

A ce stade, en sus des actions déclinées ci-avant par territoire et répondant notamment aux objectifs du programme 9, il est proposé l'octroi de subvention pour 1 action portée par 1 porteur de projet pour un montant de subvention de **15 000 €**. Cette action qui concerne plusieurs territoires répond aux objectifs suivants du programme :

- renforcer la présence des étudiants-es dans les QPV,
- réactiver l'accompagnement à la scolarité des enfants de manière individuelle à travers le réseau des étudiants.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services
AFEV	Accompagnement individuel à domicile sur 2 ans	77 999 €	15 000 €	Direction des Solidarités et Santé – Vie Associative

Au titre du programme 10 : santé

A ce stade, en sus des actions déclinées ci-avant par territoire et répondant notamment aux objectifs du programme 10, il est proposé l'octroi de subvention pour 3 actions par 3 porteurs de projets pour un montant global de **28 200 €**. Cette action qui concerne plusieurs territoires répond aux objectifs suivants du programme :

- améliorer l'offre de soins de premier recours, l'accès aux droits et aux soins des personnes les plus vulnérables,
- prévenir et réduire les conduites à risques.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services
Migration Santé Alsace	Favoriser l'accès à la santé en direction des populations migrantes	51 500 €	6 000 €	Direction des solidarités et de la santé
Association Joie et Santé Koenigshoffen	Projet santé : du jeu au nous 2019	86 666 €	6 000 €	Direction des solidarités et de la santé

ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE	Réseau départemental des PAEJ	435 243 €	16 200 €	Direction des solidarités et de la santé

PILIER EMPLOI ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Programme 11 : Parcours vers l'emploi

Cette étape de la programmation territoriale porte sur 6 actions portées par 4 porteurs de projet pour un montant global de **28 700 €**, répondant à l'objectif suivant du programme :

- faciliter l'accès des habitants des QPV aux dispositifs de droit commun d'aide à l'emploi,
- faciliter l'accès à la première expérience professionnelle pour les jeunes.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services
JEEP - JEUNES EQUIPES D'EDUCATION POPULAIRE	Chantiers éducatifs	154 779 €	3 000 €	Direction des solidarités et de la santé
Association Le Parcours	Construire la mise en confiance et l'estime de soi auprès de personnes, sur le plan personnel, social et dans l'insertion professionnelle, par un travail sur l'apparence et l'image	128 600 €	12 000 €	Direction des solidarités et de la santé
RETRAVAILLER ALSACE	Mobilisation des femmes vers l'emploi	81 400 €	6 000 €	Direction des solidarités et de la santé
RETRAVAILLER ALSACE	Transition pro - Seniors résidant majoritairement en QPV	31 800 €	4 400 €	Direction des solidarités et de la santé

AMSED - MIGRATION SOLIDARITE ET ECHANGE POUR LE DEVELOPPEMENT	Ateliers d'appropriation des Nouvelles Technologies informatiques et *numériques dans le cadre de la recherche d'emploi*	62 477 €	1 000 €	Direction de projet politique de la ville
AMSED - MIGRATION SOLIDARITE ET ECHANGE POUR LE DEVELOPPEMENT	Ecrivain public	22 200 €	2 300 €	Direction des solidarités et de la santé

Au titre du programme 12 : qualification et compétences

A ce stade, la programmation thématique porte sur 1 action proposée par 1 porteur de projet pour un montant de subvention de **1 800 €,** répondant à l'objectif suivant du programme :

- faciliter l'accès à la formation des habitants des QPV.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services
ASSOCIATION SOLIDARITE CULTURELLE	Initiation aux outils informatiques et au net	6 748 €	1 800 €	Direction de projet politique de la ville

PILIER CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN

Au titre du programme 17 : Gestion Urbaine de Proximité

Cette étape de la programmation thématique porte sur 1 action présentée par 1 porteur de projet, pour un montant global de **2 500 €**, répondant à l'objectif suivant du programme :

- améliorer la qualité de vie des habitants et habitantes et plus largement l'attractivité des quartiers.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services
Association Joie et Santé Koenigshoffen	Projet Jardin et ecocitoyens 2019-2020	27 635 €	2 500 €	Direction de projet politique de la ville

<u>Plus globalement au titre du Contrat de Ville, en réponse à l'enjeu d'améliorer l'image des QPV, notamment par la valorisation de leur histoire et de leurs atouts</u> :

Cette étape de la programmation thématique, en sus des actions déclinées ci-avant par territoire, porte sur 1 action pour un montant global de **3 000 €**

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services
Aprodil – Association pour la promotion et la diffusion de l'information locale	Radio Bienvenue Strasbourg	82 500 €	3 000 €	Direction de projet politique de la ville

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'attribuer au titre de la **Direction de projet Politique de la ville**, les subventions suivantes :*

Association Départementale des Francas du Bas-Rhin	***7 000 €***
« Agir avec les parents »	*1 000 €*
« Anim'ton quartier »	*6 000 €*
Collège Sophie GERMAIN	***1 000 €***
« Parcours Culturel : Un tremplin vers la socialisation, l'excellence et la citoyenneté »	
JEEP – JEUNES EQUIPES D'EDUCATION POPULAIRE	***3 200 €***
« L'âge d'or »	*1 000 €*
« Place aux habitants »	*1 200 €*
« Séjours courts »	*1 000 €*
« SEJOUR AU MAROC »	*2 500 €*
FACE ALSACE MULHOUSE	***10 000 €***
« MSAP – Relais Numérique du Neuhof »	
MAISON DES POTES DE STRASBOURG	***3 000 €***
« Agir pour l'égalité entre tous »	
KAPTA	***2 600 €***
« VERSUS – Initiation à l'art oratoire »	
ASSOCIATION SOS AIDE AUX HABITANTS – France VICTIME 67	***2 900 €***
« Prévention de la discrimination »	
AMI Hautepierre	***2 300 €***
« Expression théâtrale : A la découverte du théâtre »	*500 €*
« La matinale des parents »	*1 000 €*

« VVV-VACANCES D'HIVER 2019 »	*800 €*
Collège ERASME *« Vivre les sciences dans son environnement proche »*	***1 000 €***
Collège François Truffaut *« Parcours culturel : un tremplin vers l'excellence et la citoyenneté »*	***1 000 €***
CLCV UD67 *« Les Automnales de l'Elsau »* *« Fête des cultures de l'Elsau »*	***2 150 €*** *650 €* *1 500 €*
Association Nadi Chaabi *« Construisons le mieux vivre ensemble »*	***2 000 €***
AMSED –MIGRATION SOLIDARITE ET ECHANGE POUR LE DEVELOPPEMENT *« Ateliers d'appropriation des Nouvelles Technologies informatiques et numériques dans le cadre de la recherche d'emploi »*	***1 000 €***
ASSOCIATION SOLIDARITE CULTURELLE *« Initiation aux outils informatiques et au net »*	***1 800 €***
Association Culturelle des Deux Rives *« Citoyenneté/Principes et valeurs de la République »*	***4 000 €***
CSC de la Montagne Verte *« Le projet borne d'arcade : Do it Yourself »*	***1 600 €***
ARSEA *« Alias Forum 2019 »*	***1 200 €***
LES SONS D'LA RUE *« Art et Miss 2019 »*	***1 500 €***
Aprodil – Association pour la promotion et la diffusion de l'information locale *« Radio Bienvenue Strasbourg »*	***3 000 €***
Strasbourg Méditerranée *« Festival Strasbourg Méditerranée 2019 »*	***22 000 €***
ASSOCIATION CULTURELLE DES AFGHANS DE STRASBOURG – ACAS *« ACAS : Association culturelle des Afghans de Strasbourg »*	***1 500 €***
Association Joie et Santé Koenigshoffen *« Projet Jardin et ecocitoyens 2019-2020 »*	***2 500 €***
CCS ROTTERDAM *« CULTURE ET SPORT »*	***1 000 €***
EQUITATION POUR TOUS *« Equitation pour tous »*	***2 300 €***
COMITE DES PEUPLES DE LA MEINAU *« Rencontres Interculturelles 2019 à la Meinau »*	***2500 €***

- *d'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de 86 550 € comme suit : sous la fonction 020, nature 6574, activité DL04B, programme 8012, dont le solde disponible avant conseil est de 434 048 €,*

- *d'attribuer au titre de la Direction de la* ***Culture***

La Chambre *« Dialogue Exquis »*	***1 900 €***
La Maison Théâtre *« Spach Land 2 »*	***4 000 €***
CSC NEUHOF *« NHF ORCHESTRA : La socialisation par l'orchestre »*	***5 000 €***
INTERCULTUR'ART *« Scènes ouvertes »*	***1 000 €***
Elsau'net *« Pratique atelier théâtre français langue étrangère »*	***1 440 €***
CSC du Fossé des Treize *« L'aRterie : mise en place d'animations artistiques intégrées aux activités permanentes de la structure sur le QPV Laiterie »*	***1 500 €***
Stimultania *« Affaire de Famille »* *« Se projeter : mémoire et transition »*	***3 600 €*** *1 800 €* *1 800 €*
Association Le Kafteur *« Théâtre en appartement »*	***4 000 €***
CSC du Neudorf *« La Musau fête l'été »*	***1 500 €***
ASSOCIATION LATITUDE 48/44 *« Les Trois cosmonautes »*	***1 500 €***
Contact & Promotion *« Kiosque culturel »*	***1 500 €***
CSC de la Montagne Verte *« Voyage en récital »*	***4 000 €***
AMSED –MIGRATION SOLIDARITE ET ECHANGE POUR LE DEVELOPPEMENT *« Animations interculturelles et socioéducatives de proximité »*	***2 000 €***
CSC Hautepierre *« Parcours découverte théâtre de mouvement »*	***2 000 €***

- *d'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de **34 940 €** comme suit : sous la fonction 33, nature 6574, activité CU01G, programme 8087, dont le solde disponible avant conseil est de 268 600 €.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction des solidarités et de la santé**, les subventions suivantes :*

    - ***Solidarités : Insertion***

JEEP – JEUNES EQUIPES D'EDUCATION POPULAIRE *« Insertion des personnes bénéficiaires du RSA et autres adultes ayant des difficultés »* *« Chantiers éducatifs »*	***8 000 €*** *5 000 €* *3 000 €*
Association Cité Santé Neuhof *« Service d'écrivains public mutualisé sur le quartier du Neuhof »*	***3 000 €***
Association Le Parcours *« Construire la mise en confiance et l'estime de soi auprès de personnes, sur le plan personnel, social et dans l'insertion professionnelle, par un travail sur l'apparence et l'image»*	***12 000 €***
RETRAVAILLER ALSACE *« Mobilisation des femmes vers l'emploi»* *« Transition pro – Seniors résidant majoritairement en QPV »*	***10 400 €*** *6 000 €* *4 400 €*
AMSED –MIGRATION SOLIDARITE ET ECHANGE POUR LE DEVELOPPEMENT *« Ecrivain public »*	***2 300 €***

- *d'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de **35 700 €** comme suit : sous la fonction 523, nature 6574, activité AS03N, programme 8003, dont le solde disponible avant conseil est de 242 900 €.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction des solidarités et de la santé**, les subventions suivantes :*

  - ***Action sociale***

ATD Quart Monde *« La bibliothèque de rue et son festival des savoirs et des arts »*	***2 000 €***

- *d'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de **2 000 €** comme suit : sous la fonction 523, nature 6574, activité AS03C, programme 8078, dont le solde disponible avant conseil est de 721 000 €.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction des solidarités et de la santé**, les subventions suivantes :*

  - ***Soutien à l'autonomie***

Nadi Chaabi *« Club des séniors d'ici et d'ailleurs »*	***4 500 €***

- *d'imputer cette subvention de **4 500 €** comme suit : sous la fonction 61, nature 6574, activité AS08B, programme 8010, dont le solde disponible avant conseil est de 174 380 €.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction des solidarités et de la santé**, les subventions suivantes :*

  - ***Santé***

Association Cité Santé Neuhof *« Equilibre en pratique »* *« Etre en mouvement »*	***7 000 €*** *4 000 €* *3 000 €*
Maison de santé de Hautepierre *« Etre en mouvement »*	***3 140 €***
CSC Au-delà des Ponts *« Actions collectives de la promotion de la santé au Port-du-Rhin »*	***6 000 €***
AMSU de l'Ill *« L'accompagnement des messages de prévention »*	***600 €***
ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE ***«*** *Réseau départemental des PAEJ »*	***16 200 €***
Association Joie et Santé Koenigshoffen ***«*** *Projet santé : du jeu au nous 2019 »*	***6 000 €***
Migration Santé Alsace *« Favoriser l'accès à la santé en direction des populations migrantes »*	***6 000 €***

- *d'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de **44 940 €** comme suit : sous la fonction 512, nature 6574, activité AS05D, programme 8005, dont le solde disponible avant conseil est de 120 768 €.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction des solidarités et de la santé**, les subventions suivantes :*

  - ***Vie associative***

CSC du Fossé des Treize *« Des temps festifs pour un quartier où il fait bon vivre »*	***5 000 €***
AFEV *« Accompagnement individuel à domicile sur 2 ans »*	***15 000 €***
AMSED –MIGRATION SOLIDARITE ET ECHANGE POUR LE DEVELOPPEMENT *« Animations interculturelles et socioéducatives de proximité »*	***2 500 €***

- *d'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de **22 500 €** comme suit : sous la fonction 422, nature 6574, activité DL03B, programme 8013, dont le solde disponible avant conseil est de 3 147 600 €.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction de l'Enfance et de l'Education**, les subventions suivantes :*

Association Départementale des Francas du Bas-Rhin *« Graine de Philo »*	***4 000 €***

- *d'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de **4 000 €** comme suit : sous la fonction 255, nature 6574, activité DE02C, dont le solde disponible avant conseil est de 217 400 €.*

- *d'attribuer au titre du **Service Famille Petite Enfance,** les subventions suivantes :*

Association Le Furet *« Le berceau de l'égalité »*	***1 000 €***

- *d'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de **1 000 €** comme suit : sous la fonction 64, nature 6574, activité DE04 G, dont le solde disponible avant conseil est de 389 355 €.*

- *d'attribuer au titre du **Service Evènements**, les subventions suivantes :*

CSC HAUTEPIERRE *« Accès aux équipements et projets culturels : musiques du monde »*	***2 000 €***
Association THEMIS *« Tournée des quartiers ARACHNIMA »*	***6 000 €***
Bretz'selle *« Ateliers pédagogiques de mécanique cycle sur la tournée ARACHNIMA 2019 »*	***4 500 €***
Les petits débrouillard du Grand Est *« ARACHNIMA »*	***10 000 €***
ARACHNIMA Art et Echanges *« ARACHNIMA en tournée 2019 »*	***106 000 €***
CENTRE DE LOISIRS ET JEUNESSE POLICE URBAINE *« Volet sportif ARACHNIMA »*	***13 000 €***
La Maison des jeux de Strasbourg *« La caravane des jeux »*	***9 000 €***

- *d'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de **150 500 €** comme suit : sous la fonction 33, nature 6574, activité PC02B, programme 8038, dont le solde disponible avant conseil est de 682 266 €*

- *d'attribuer au titre du **Service des Sports**, les subventions suivantes :*

AMICALE FRANCAISE DES COUREURS DE FOND – ALSACE *« Tout'Meinau Sport »*	***1 000 €***
COMITE REGIONAL SPORTS POUR TOUS GRAND EST *« Du jeu… au nous ! »*	***1 200 €***

CLUB ALPIN FRANÇAIS SECTION STRASBOURG *« Développement de l'escalade et des activités de pleine nature au Neuhof »*	***1 500 €***
PK Stras *« Animation Parkour dans le quartier de Hautepierre »*	***1 400 €***
Club Sportif de Hautepierre *« Animation des quartiers basée sur le BMX »* *« Allez les filles »* *« Découverte sportive près de chez toi »*	***6 000 €*** *3 000 €* *1 500 €* *1 500 €*
ALLEZ LES FILLES *« Pratique de la boxe féminine et séances de prévention défense contre les violences faites aux femmes »*	***5 000 €***

- *d'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de **16 100 €** comme suit : sous la fonction 415, nature 6574, activité SJ03B, programme 8056, dont le solde disponible avant conseil est de 30 000 €.*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et arrêtés y afférents.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

17

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Représentation de la Ville de Strasbourg au Conseil d'administration renouvelé du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires/CROUS de Strasbourg.

La règlementation relative aux missions et à l'organisation des œuvres universitaires et scolaires stipule que les élections des représentant-e-s étudiant-e-s au Conseil d'administration du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires/CROUS de Strasbourg ont lieu tous les deux ans et entraînent consécutivement le renouvellement général des mandats de l'ensemble des administrateurs.

Ainsi, la Ville de Strasbourg est invitée à désigner ses représentant-e-s titulaire et suppléant-e au sein du nouveau Conseil d'administration du CROUS.

Mme Ada REICHHART et M. Jean-Baptiste GERNET représentaient la Ville de Strasbourg, respectivement en qualité de membre titulaire et de membre suppléant, au Conseil d'administration échu.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

de procéder à la désignation des représentant-e-s de la Ville de Strasbourg au sein du nouveau Conseil d'administration du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires/CROUS de Strasbourg

- titulaire : Mme Ada REICHHART
- suppléant-e : M. Jean Baptiste GERNET

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

CONSEIL MUNICIPAL 25 MARS 2019 – Point n°17

Représentation de la Ville de Strasbourg au Conseil d'administration renouvelé du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires/CROUS de Strasbourg.

Pour	**49**
Contre	**0**
Abstention	**0**

AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, FELTZ-Alexandre, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, KEMPF-Suzanne, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MEYER-Paul, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, MENAD-Zaza, VETTER-Jean-Philippe, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, SCHMITT-Michael

18

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Attribution de subventions au titre des relations européennes et internationales.

Cette délibération porte sur le soutien de la Ville aux associations strasbourgeoises qui œuvrent en faveur du rayonnement européen et international de Strasbourg. D'un montant total de 56 278 €, ces subventions visent à conforter le positionnement de Strasbourg en tant que capitale européenne de la démocratie et des droits de l'Homme.

Pôle coopération transfrontalière et espaces germanophones

Collège Jules Hoffmann	**1 278 €**

Le Collège Jules Hoffmann mène une coopération régulière depuis plusieurs années avec le Leibniz Gymnasium de Stuttgart. En 2019, l'échange concernera 26 élèves de 5ème qui seront accueillis au sein des familles allemandes, puis accueilleront à leur tour leurs correspondants. Les objectifs pédagogiques fixés par l'équipe enseignante sont les suivants : développer les compétences linguistiques des élèves, permettre la découverte culturelle de la ville partenaire (ex. visite guidée de la ville et de la Cathédrale à Strasbourg), favoriser l'imprégnation au sein des familles d'accueil. L'échange se déroulera entre le mois de mars et le mois de mai 2019.

Pôle solidarité et partenariats internationaux

Grand Est Solidarités et Coopérations pour le Développement - GESCOD	**30 000 €**

Depuis juillet 2017, le territoire du Grand Est doté d'une nouvelle plate-forme pour agir dans le domaine de la coopération et de la solidarité internationale. Cette entité, appelée GESCOD - Grand Est Solidarités et Coopérations pour le Développement-, est née de la fusion de trois associations : l'IRCOD Alsace, MultiCoLor, réseau lorrain des acteurs de la coopération internationale, l'ARCOD Champagne-Ardenne, auxquels s'est joint le réseau champardennais des acteurs de la coopération Réciproc'.

Ce rapprochement s'est fait dans le respect des histoires de chacune des structures et des équilibres territoriaux. Ces organisations agissent depuis de nombreuses années sur le territoire du Grand Est en fédérant des acteurs du monde de la solidarité internationale, en animant des formations mais aussi en élaborant des projets de coopération en

partenariat et en appui notamment de collectivités locales dont les anciennes Régions, les Départements, les Intercommunalités et les Communes. Ils sont engagés dans de nombreux pays notamment d'Afrique et d'Amérique latine. La mutualisation de ce savoir-faire et cette expérience acquise et reconnue aux niveaux régional, national et international se traduit par deux fonctions principales : l'appui à la mise en œuvre de programmes et d'actions de coopération internationale et l'animation du territoire par la mise en réseau et l'accompagnement de tous les acteurs impliqués dans la solidarité et la coopération internationales dans la région Grand Est. GESCOD fait partie des réseaux régionaux multi-acteurs (RRMA) créés dans la plupart des régions avec le soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

GESCOD a son siège social à Strasbourg et dispose de deux antennes territoriales à Nancy et à Châlons-en-Champagne. Son Conseil d'administration respecte les équilibres territoriaux et compte 4 collèges : 12 sièges pour les collectivités territoriales, 12 sièges pour les associations de solidarité internationale, 12 sièges pour les institutions économiques, sociales et environnementales, universitaires et hospitalières et 9 sièges réservés aux personnalités qualifiées. Avec ce nouvel outil unique en France, le territoire du Grand Est affiche son engagement et son ambition dans le domaine de la coopération et la solidarité internationale.

La Ville de Strasbourg est membre de GESCOD comme elle fut membre de l'IRCOD dès 1991. Elle souhaite contribuer à ce titre au fonctionnement et aux projets de l'institut sur lequel elle s'appuie pour la définition, la mise en œuvre et le suivi de certains partenariats de coopération décentralisée. La subvention proposée permet à ce titre de cofinancer nos actions de partenariat avec Jacmel (Haïti), Douala (Cameroun) et Kampala (Ouganda).

Association Alsace-Syrie	**7 000 €**

L'association Alsace-Syrie développe depuis sa création en 2012 des projets en soutien à la population syrienne. Ces actions se traduisent notamment par l'envoi régulier de containers de paniers alimentaires et de fournitures scolaires, l'organisation d'activités à destination des réfugiés syriens de Strasbourg (cours de français pour les adultes, sorties pour les enfants) et d'actions de sensibilisation à la culture et au patrimoine syrien. La subvention proposée permet de cofinancer l'ensemble de ces actions et de contribuer au budget de fonctionnement de l'association.

Université de Strasbourg (Chaire Unesco)	**4 000 €**

Organisation du 8ème congrès mondial du réseau international des Chaires Unesco en communication (Orbicom). Il s'agit d'un réseau mondial des chaires Unesco en communication. Il forme le think tank de l'Unesco, organisme des Nations Unies chargé des questions d'éducation, de science et de culture. Il intervient dans de nombreuses questions comme la liberté d'expression, la liberté de la presse, les usages des nouvelles technologies pour l'éducation et le fonctionnement des sociétés. Ce groupement d'experts de haut niveau travaille en permanence sur ces questions aussi bien au niveau de l'analyse que de la proposition de solutions pour les gouvernements. Il se réunit une fois par an

et en 2019 ce sera à Strasbourg, après de précédentes éditions à Jakarta et Lima. Le thème du congrès de cette année, décidé en collaboration avec l'Unesco, est « la liberté d'expression à l'ère du numérique ». Ce concept qui est au cœur des démocraties évolue avec les nouvelles technologies et il convient donc de le questionner régulièrement.

Des publications scientifiques et une exposition dans la presse sont les retombées attendues de cet évènement.

Association Voix Sans Frontières	**10 000 €**

Voix Sans Frontière est une ONG née en France en janvier 2017 à l'initiative de la journaliste Sophie Rosenzweig, d'une urgence constatée à plusieurs reprises dans les zones de conflit. Si le minimum vital (sécurité, abri, nourriture et soins) est proposé aux réfugiés dans les différents camps qui peuplent la planète, le moyen d'aider ces populations vulnérables à se reconstruire pour s'ouvrir au monde fait la plupart du temps défaut. C'est dans cet esprit que le projet Voix Sans Frontières a vu le jour avec l'objectif d'une résilience par le chant pour de nombreux enfants, pour la plupart ex-enfants soldats. Le projet vise à créer des chorales pour enfants et adolescents dans le camp de Bidi Bidi en Ouganda. Des stages de chants sont organisés régulièrement par des membres de l'association, des jeunes formateurs qui viennent de quartiers sensibles de Strasbourg.
Un chef de chœur local a été formé afin de poursuivre le travail au quotidien. En 2019, l'association projette d'organiser un grand concert solidaire auquel participeront 500 enfants du camp pour un public estimé de plus de 200 000 personnes sur le camp avec retransmission sur le net pour le public et la participation d'artistes de renommée internationale.

Pôle Europe

Université de Strasbourg	**4 000 €**

Le concours « René Cassin » est le plus ancien concours de plaidoirie en langue française sur le droit européen des droits de l'homme. Il s'agit d'une compétition internationale de droit qui réunit chaque année des étudiants issus de différents pays européens autour d'un concours de plaidoirie en langue française organisé par l'Université de Strasbourg en partenariat avec la Cour européenne des droits de l'Homme et la Fondation René Cassin-Institut international des droits de l'Homme. La 34ème édition se déroule dans le cadre prestigieux du Conseil de l'Europe et de la Cour européenne des droits de l'homme du 3 au 5 avril 2019.

A partir d'un cas pratique fictif qui portera cette année sur le thème de la protection des lanceurs d'alerte, une trentaine d'équipes universitaires rédigera des mémoires en défense ou en requête. Les meilleurs travaux, sélectionnés par un conseil scientifique, permettront aux équipes retenues de venir à Strasbourg pour plaider à la Cour européenne des droits de l'Homme devant des jurys composés d'universitaires, d'avocats et des membres de la Cour européenne des droits de l'Homme et du Conseil de l'Europe.

Ce concours témoigne de la place privilégiée dont bénéficie Strasbourg en matière de droits de l'Homme et s'inscrit parfaitement dans les orientations stratégiques européennes et internationales de la collectivité.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

Pôle coopération transfrontalière et espaces germanophones :

- *Le versement d'une subvention de 1 278 € au Collège Jules Hoffmann ;*

Pour le Pôle Solidarité et Partenariats internationaux :

- *Le versement d'une subvention de 30 000 € au GESCOD,*
- *Le versement d'une subvention de 7 000 € à l'association Alsace-Syrie,*
- *Le versement d'une subvention de 4 000 € à l'Université de Strasbourg,*
- *Le versement d'une subvention de 10 000 € à Voix sans frontières ;*

Pour le Pôle Europe :

- *Le versement d'une subvention de 4 000 € à l'Université de Strasbourg*

décide

- *d'imputer la dépense de 1 278 € du Pôle coopération transfrontalière et espaces germanophones sur les crédits ouverts sous la fonction 041, nature 6574, programme 8098, activité AD06C dont le disponible avant le présent conseil est de 8 500 €,*

- *d'imputer la dépense de 51 000 € du Pôle solidarité et partenariats internationaux sur les crédits ouverts sous la fonction 041, nature 6574, programme 8052, activité AD06C dont le disponible avant le présent conseil est de 130 500 € ;*

- *d'imputer la dépense de 4 000 € du Pôle Europe sur les crédits ouverts sous la fonction 041, nature 6574, programme 8051, activité AD06B dont le disponible avant le présent conseil est de 282 900 €.*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et conventions d'attribution y afférents.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

Attribution de subventions dans le cadre des relations européennes et internationales
Conseil Municipal du 25 mars 2019

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Collège Jules Hoffmann	Echange scolaire avec Stuttgart	1 278 €	1 278 €	862 €
GESCOD	Subvention annuelle de fonctionnement	30 000 €	30 000 €	30 000 €
Association Alsace-Syrie	Soutien pour l'ensemble des actions de l'association	11 850 €	7 000 €	7 000 €
Université de Strasbourg	Organisation d'un colloque des chaires Unesco en communication	8 000 €	4 000 €	-
Voix sans frontières	Animation d'une formation musicale dans un camp de réfugiés en Ouganda	30 000 €	10 000 €	-
Université de Strasbourg – concours René Cassin	Organisation d'un concours de plaidoirie sur les Droits de l'Homme	4 000 €	4 000 €	4 000 €

19

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Reconduction du dispositif de bourses de recherche Strasbourg-Dresde au titre de l'année 2019.

Depuis la signature de la convention de jumelage en 1990, tant Dresde que Strasbourg se sont affirmées comme des pôles majeurs en matière de recherche scientifique en Europe et dans le monde. Le développement de synergies dans ce domaine s'inscrit parfaitement dans la stratégie actuelle de ce jumelage et contribue à lui offrir une nouvelle visibilité.

Un dispositif de bourses de recherche destiné à favoriser la mobilité de doctorants, chercheurs post-doctorants ou permanents inscrits à l'Université de Strasbourg et souhaitant effectuer un séjour dans un centre de recherche de Dresde a été mis en place en 2017, il est proposé de le reconduire à l'identique au titre de l'année universitaire 2019/2020 selon les modalités suivantes :

Enveloppe globale : 3 000 €
M**ontant maximum** des bourses variable en fonction de la durée du séjour :

Séjour jusqu'à 2 mois : 1 500 €
Séjour supérieur à 2 mois : 3 000 €
Il s'agit d'un montant forfaitaire attribué pour la totalité du séjour.

Conditions d'éligibilité :

- Etre inscrit en thèse à l'Université de Strasbourg pour les doctorants,
- Etre affilié à une unité de recherche incluse dans le périmètre de l'Université de Strasbourg pour les chercheurs post-doctorants ou permanents
- Effectuer son séjour dans un institut de recherche, à Dresde
- Le départ à Dresde doit intervenir durant l'année universitaire 2019/2020

Disciplines scientifiques concernées :

- Physique du vivant
- Biomédecine
- Robotique
- Chimie.

Modalités de sélection :
Un jury chargé d'examiner les candidatures recueillies arrêtera la liste des boursiers au mois de juin 2019. Le cas échéant, un second jury pourra être organisé à l'automne 2019.

Le cahier des charges en annexe détaille les conditions d'attribution de ces bourses.

En fonction du nombre de candidatures obtenues, des éventuelles autres sources de financement perçues par les candidats ainsi que de la durée de leur séjour, le jury se réserve le droit de revoir à la baisse les montants mentionnés ci-dessus.

Il est proposé au Conseil Municipal de reconduire ce dispositif de bourses de recherche pour l'année universitaire 2019/2020, selon les modalités énoncées ci-dessus.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la reconduction du dispositif de bourses de recherche Strasbourg-Dresde au titre de l'année 2019

décide

l'imputation de la dépense de 3 000 € sous la fonction 048, nature 6714 - activité AD06D ;

autorise

le Maire à désigner les personnes bénéficiaires de ces bourses au vu des décisions qui seront arrêtées par le jury mentionné ci-dessus.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

DISPOSITIF DE BOURSES DE RECHERCHE STRASBOURG-DRESDE Année 2019/2020

INFORMATIONS PRATIQUES A L'ATTENTION DES DOCTORANTS ET CHERCHEURS SOUHAITANT DEPOSER UNE CANDIDATURE

A LIRE ATTENTIVEMENT AVANT DE REMPLIR LE DOSSIER DE CANDIDATURE A UNE BOURSE DE RECHERCHE DANS LE CADRE DU JUMELAGE STRASBOURG-DRESDE

PRESENTATION DU DISPOSITIF

Dans le cadre du jumelage qui unit les villes de Strasbourg et de Dresde, les perspectives de coopérations universitaires et scientifiques paraissent extrêmement intéressantes et prometteuses.
Afin de soutenir et dynamiser cette coopération, la Ville de Strasbourg met en place un dispositif de bourses de recherche destinée à favoriser la mobilité des doctorants, chercheurs post-doctorants ou permanents affiliés à l'Université de Strasbourg et souhaitant effectuer un séjour dans un centre de recherche de Dresde.
Cette coopération porte sur 4 disciplines scientifiques prioritaires : physique du vivant, biomédecine, robotique, chimie.

*Une enveloppe globale de **3 000 €** est allouée à ce dispositif de bourses pour l'année universitaire **2019/2020.***

*Le montant **maximum** des bourses varie en fonction de la durée du séjour* :

Séjour jusqu'à 2 mois : 1 500 €
Séjour supérieur à 2 mois : 3 000 €

Cette bourse correspond à un montant forfaitaire attribué pour la totalité du séjour.

En cas d'annulation du départ, le montant versé devra être intégralement remboursé.

L'octroi d'une bourse de recherche n'est pas automatique et est soumis à différents critères évalués par un jury de sélection.

Le jury de sélection se réserve le droit de revoir les montants en fonction des aides perçues par d'autres organismes, du nombre de candidatures obtenues et de la durée de séjour des candidats : au regard de ces éléments, il pourra octroyer des bourses inférieures au forfait précisé ci-dessus.

CRITERES DE CANDIDATURE

- être inscrit en thèse à l'Université de Strasbourg pour les doctorants
- être affilié à une unité de recherche incluse dans le périmètre de l'Université de Strasbourg pour les chercheurs post-doctorants ou permanents

- Avoir l'un des diplômes suivants :
  - Master ou équivalent (en vue d'un doctorat)
  - Doctorat (pour un séjour de recherche postdoctorale)

- Avoir des connaissances linguistiques adaptées à la langue de travail et au projet de recherche poursuivi à Dresde

- Avoir établi des contacts préalables avec un institut de recherche ou un établissement d'enseignement supérieur à Dresde

- Travailler sur un projet de recherche pour lequel le séjour à Dresde apportera une plus-value scientifique substantielle

- Séjourner au minimum un mois à Dresde

- Le départ à l'étranger doit avoir lieu au courant de l'année universitaire 2019/2020 (date limite de départ : 30 juin 2020)

CAS D'INELIGIBILITE

- **les candidats ayant déjà bénéficié d'une bourse de recherche Strasbourg-Dresde** ne sont pas admis à postuler une seconde fois.

- les **dossiers de candidature incomplets ne seront pas pris en compte**

COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

1. **Le FORMULAIRE DE CANDIDATURE** dûment complété

   Le formulaire de candidature peut être récupéré :

   - soit auprès de la **Direction des relations européennes et internationales** de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg (Email : joelle.wehrung@strasbourg.eu ; Tel : (00 33) 3 68 98 74 12)
   - soit auprès du **Master Physique – Physique cellulaire** de l'Université de Strasbourg (Email : riveline@unistra.fr).

2. **Le CURRICULUM VITAE** du (de la) candidat(e)

3. **Le PROJET DE RECHERCHE** du (de la) candidat(e), (1 à 2 pages). *Le candidat présente son projet ainsi que les travaux d'études ou de recherche entrepris jusqu'à présent et pouvant motiver la mobilité à Dresde.*

4. Le **CALENDRIER DES TRAVAUX** envisagés dans la structure d'accueil.

5. Le cas échéant, la **LISTE DES PUBLICATIONS** du (de la) candidat(e)

6. Une **ATTESTATION DE LA STRUCTURE D'ACCUEIL** à Dresde se référant au projet de recherche du (de la) candidat(e) et confirmant la mise à disposition d'un poste de travail.

7. **L'INSCRIPTION** au doctorat à l'Université de Strasbourg / ou la copie du contrat doctoral / ou la copie du contrat de travail.

8. Une **LETTRE D'ACCEPTATION du chef d'équipe** dont dépend le doctorant ou le chercheur.

9. Une **LETTRE D'ENGAGEMENT du candidat** à rembourser la bourse si le séjour ne devait pas s'effectuer. (cf. annexe 1)

10. Une **ATTESTATION SUR L'HONNEUR MENTIONNANT LES AUTRES BOURSES** perçues/sollicitées dans la perspective de cette mobilité (cf. annexe 2)

11. **Un RIB** au nom du candidat
    a. merci de préciser votre adresse sur le RIB si elle n'y figure pas. Elle doit correspondre à l'adresse permanente de contact indiquée sur le formulaire de candidature.
    b. préciser le nom et l'adresse de la banque ainsi que le code IBAN-SWIFT-BIC pour les comptes étrangers.

PROCEDURE DE SELECTION

Les dossiers de candidature doivent être remplis par les candidats, **en français ou en anglais**, puis transmis **en format numérique** à la **Direction des relations européennes et internationales de la Ville et Eurométropole de Strasbourg** à l'adresse suivante : joelle.wehrung@strasbourg.eu
Cette dernière vérifiera qu'ils sont complets, accusera réception des dossiers, et les transmettra aux membres du jury.
Un jury chargé d'examiner les candidatures recueillies arrêtera la liste des boursiers au mois de juin 2019. Le cas échéant, un second jury pourra être organisé à l'automne 2019.

Plusieurs critères sont pris en compte par le jury :

- la qualité de l'ensemble du dossier de présentation du candidat
- la cohérence du projet de mobilité avec le projet de recherche
- le niveau du candidat, tel qu'il ressort de son parcours universitaire antérieur
- Les aides perçues par d'autres organismes et la durée de séjour.

Le jury établit ensuite la liste des candidats ainsi sélectionnés sur la base d'une grille de notation s'appliquant de manière identique à tous les dossiers. Il peut également établir une liste d'attente en cas de désistement de candidats sélectionnés.

Un courrier de notification de la ville de Strasbourg sera envoyé à chaque candidat ayant déposé une candidature contenant la décision du jury.

CALENDRIER

Pour l'année universitaire 2019/2020, le calendrier est le suivant :

☐ **Date limite de réception des dossiers par la Direction des relations européennes et internationales de la ville de Strasbourg** : 14 juin 2019

☐ **Jury de sélection** des candidats boursiers **:** juin 2019 (date à préciser ultérieurement).

☐ **Annonce des résultats** par la ville de Strasbourg **:** juin 2019 (date à préciser ultérieurement)

☐ **Versements des bourses :** 2ème semestre 2019

20

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Attribution d'une subvention à l'association Migration, Solidarité et Echanges pour le Développement (AMSED).

Cette délibération porte sur l'attribution d'une subvention à l'Association Migration, Solidarité et Echanges pour le Développement (AMSED), dans le cadre d'un partenariat qui a pour objectif d'encourager la participation citoyenne active des jeunes Strasbourgeois et de renforcer les liens entre jeunes Strasbourgeois et jeunes de villes partenaires.

La Ville de Strasbourg et l'AMSED collaborent étroitement depuis plusieurs années dans ce domaine, notamment dans le cadre des initiatives portées par le Comité de pilotage Jeunesse européenne.

Une convention d'objectifs, jointe à cette délibération, précise le processus d'évaluation et de suivi des activités envisagées en 2019.

D'un montant global de 15 000 €, cette subvention s'articule autour de trois actions :

1. **L'organisation d'activités interculturelles à l'occasion de l'accueil de jeunes volontaires européens à Strasbourg**

L'AMSED accueillera à Strasbourg du 1er avril au 31 décembre 2019 dix jeunes Marocains ayant moins d'opportunités qui réalisent leur Service Volontaire Européen (SVE) dans le cadre du programme Erasmus +. Les jeunes volontaires réaliseront différentes actions interculturelles impliquant des jeunes Strasbourgeois des quartiers de la Meinau, de l'Esplanade et de la Cité Ampère. Il s'agira d'animations de rue et d'activités interactives (musique, danse, ateliers créatifs), des actions éco-citoyennes sur le thème du recyclage d'objets usagers, etc.

Les volontaires créeront une page Facebook qui retracera leurs expériences et sur laquelle ils partageront les résultats des activités réalisées. Par ce projet, les jeunes volontaires pourront s'enrichir tant sur le plan personnel que professionnel. Ils acquerront de nouvelles compétences, attitudes et savoirs, qu'ils pourront mobiliser dans le cadre d'une recherche d'emploi.

Ils pourront promouvoir auprès des jeunes Strasbourgeois le dispositif du Service Volontaire Européen, qui s'adresse à tous sans condition de diplôme ni de ressource. Il

est attendu grâce à ce projet le renforcement de la compréhension mutuelle entre jeunes Strasbourgeois et jeunes de villes partenaires liées par une coopération décentralisée.

Ce programme d'échanges de jeunes volontaires se fonde sur le principe de réciprocité. Des jeunes Strasbourgeois réaliseront à leur tour un Service Volontaire Européen à Fès en avril et juin 2019 avec le soutien du programme Erasmus + de l'Union européenne.

2. L'organisation d'un séminaire de capitalisation des acquis des participants issus du volontariat

Ce séminaire sera organisé en juin 2019 en Tunisie, avec la participation d'environ 30 jeunes ayant moins d'opportunités et travailleurs de jeunesse originaires des deux côtés de la Méditerranée, notamment des villes partenaires de Strasbourg, Oran, de Fès, de Kairouan et de Kehl.

Les participants réaliseront un bilan des compétences transversales et numériques développées pendant leurs activités de volontariat et seront accompagnés pour apprendre à valoriser les acquis de leurs expériences dans leur parcours d'insertion professionnelle ou socio-éducative. Ils seront également sensibilisés au sujet de la prévention de la radicalisation des jeunes.

Une « boite à outils » sera créée, permettant aux jeunes de pouvoir mobiliser à l'issue du projet toutes les compétences qu'ils auront acquises, notamment dans le domaine de l'éducation aux multimédias, de la prévention de la radicalisation et de l'insertion professionnelle.

3. Appui à l'amélioration des conditions de travail et des droits des filles travailleuses domestiques de la ville de Fès

Ce projet qui s'inscrit dans le cadre de la coopération entre Strasbourg et Fès vise à apporter un soutien aux démarches engagées par la société civile fassie pour défendre et promouvoir les droits des travailleuses domestiques, victimes de violence et d'exploitation. Les diverses actions de plaidoyer de la société civile marocaine ont abouti à la mise en place d'une nouvelle loi (19/12) régissant les conditions et le droit de travail domestique. Cette dernière ne semble pas avoir les effets escomptés depuis son entrée en vigueur.

L'AMSED s'associera à plusieurs structures locales comme le Centre Nejma pour l'écoute et l'orientation juridique des femmes victimes de violence pour former les responsables associatifs et sensibiliser la population locale au respect de la loi et les droits des jeunes filles. Il est attendu grâce à l'appui de l'AMSED et les formations qui seront organisées le renforcement des capacités et compétences juridiques de 15 associations fassies, la sensibilisation de 200 familles, 100 responsables de foyers et 300 filles issues de quartiers défavorisés de la ville de Fès en matière de droits et des avantages de la loi 19-12.

A Strasbourg et à Fès les partenaires de ce projet en restitueront les résultats dans le cadre d'une conférence publique sur l'égalité de genre.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement d'une subvention de 15 000 € à l'Association Migration, Solidarité et Echanges pour le Développement (AMSED) ;

décide

d'imputer la dépense de 15 000 € du Pôle Europe sur les crédits ouverts sous la fonction 041, nature 6574, programme 8051, activité AD06B dont le disponible avant le présent conseil est de 267 900 € ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et conventions d'attribution et d'objectifs y afférents.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

CONVENTION D'OBJECTIFS
exercice 2019

Entre :

- la Ville de Strasbourg, représentée par Nawel RAFIK-ELMRINI, Adjointe au Maire en charge des relations européennes, internationales, et des droits de l'Homme,

- l'association « Association Migration Solidarité et Echanges pour le Développement », ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg, Volume 77 Folio 14, et dont le siège est 17, rue de Boston 67 000 Strasbourg,

  représentée par sa Présidente en exercice, Madame Mathilde JUNG.

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil municipal du 25 mars 2019.

Préambule

La Ville de Strasbourg et l'association « Association Migration Solidarité et Echanges pour le Développement » (AMSED) ont construit ces dernières années un partenariat solide et durable visant à favoriser la participation citoyenne active des jeunes Strasbourgeois et à renforcer les liens entre jeunes de plusieurs villes partenaires de Strasbourg.
Ce partenariat s'est notamment concrétisé par l'organisation de projets de mobilité européenne et internationale, permettant à des jeunes Strasbourgeois et issus de villes partenaires de vivre une première expérience de longue durée à l'étranger, dans le cadre du Service Volontaire européen.

Le partenariat entre la Ville de Strasbourg et l'AMSED s'est également concrétisé par l'organisation d'actions favorisant la participation des jeunes au débat européen, notamment à l'occasion de la Fête de l'Europe ou des consultations citoyennes sur l'Europe.

Enfin, la Ville de Strasbourg et l'AMSED s'engagent conjointement pour promouvoir une solidarité européenne concrète à l'échelle européenne et promouvoir les droits de l'Homme, notamment en ce qui concerne le défi de l'accueil et de l'intégration digne des personnes réfugiées.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Ile inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988
Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Objet et vie de la convention

Article 1 : objet de la convention

Par la présente convention, la Ville de Strasbourg et l'association « Association Migration Solidarité et Echanges pour le Développement » définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Article 2 : vie de la convention

La convention est établie pour une durée d'un an. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville d'un exemplaire signé par la Présidente de l'association.
Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil municipal, sur proposition du Comité de suivi (cf. articles 8 et 11).

1ère partie : les objectifs

Article 3 : les priorités de la Ville de Strasbourg en faveur de la jeunesse européenne

La Ville de Strasbourg développe depuis 2008 une action très forte en faveur de la jeunesse européenne, action renforcée en 2014 autour de trois axes prioritaires :

- renforcer l'éducation à la citoyenneté européenne, à travers les nombreuses activités pédagogiques et ludiques et de débat accueillies au Lieu d'Europe à l'attention des publics scolaires, jeunes et étudiants, mais aussi par la participation à des campagnes européennes telles que le Mouvement contre le discours de haine du Conseil de l'Europe.

- faire de Strasbourg le « lieu de rendez-vous de la jeunesse européenne », à travers l'accueil et l'organisation de manifestations d'ampleur permettant aux jeunes de faire entendre leur voix dans une séquence décisive pour l'avenir de l'Europe. L'accueil à Strasbourg de « European Youth Event », en lien avec le Parlement européen, qui rassemble à chaque édition plus de huit mille jeunes venus de toute l'Europe, mais aussi le Parlement européen des jeunes, le « Model European Parliament » ou encore les Assises des Lycéens engagés, participe pleinement de cette ambition, tout comme la mobilisation de la jeunesse dans le cadre des Consultations citoyennes sur l'Europe.

- encourager la mobilité européenne et internationale des jeunes, à travers le soutien aux associations, mais aussi le développement d'un programme d'échange réciproque de

jeunes volontaires européens entre villes partenaires et le développement d'un partenariat avec la Carte Jeunes européenne.

Article 4 : le projet associatif de l'« Association Migration Solidarité et Echanges pour le Développement »

Depuis sa fondation en 1998, l'AMSED œuvre pour le dialogue interculturel et le développement local. À travers l'organisation de chantiers internationaux, de voyages solidaires, d'échanges euro-méditerranéens, d'animations de rue et de parrainages pour l'emploi, l'AMSED soutient les jeunes et moins jeunes pour améliorer leur quotidien et leur permettre de réaliser leurs rêves.

Promouvoir la rencontre des cultures afin que renforcer l'apprentissage mutuel et favoriser la prise de conscience de notre richesse et notre potentiel est au cœur des projets de l'association.

Cet engagement se concrétise par l'organisation de projets de mobilité internationale (chantiers de volontariat, SVE, formation internationale), l'organisation d'actions interculturelles, d'actions de lutte contre le discours de haine et de solidarité internationale impliquant les jeunes.
L'AMSED développe également des projets favorisant l'accès à l'emploi des personnes en difficulté d'insertion, notamment par l'organisation de formations numériques.

Article 5 : les objectifs partagés

- Objectifs généraux :

1. Renforcer la compréhension mutuelle et les échanges entre jeunes Strasbourgeois et jeunes de villes partenaires

2. Accompagner les jeunes dans la réalisation de leurs projets universitaires et professionnels

3. Renforcer les échanges et la collaboration avec les villes partenaires de Strasbourg sur la thématique des droits de l'Homme

- Objectifs opérationnels :

<u>Objectifs opérationnels contribuant à la réalisation de l'objectif général 1 :</u>

1.1 : Organiser des échanges entre jeunes Strasbourgeois et jeunes de villes partenaires dans le cadre du Service Volontaire Européen (programme Erasmus +).

1.2 : Soutenir l'organisation d'activités citoyennes et interculturelles proposées par les jeunes des villes partenaires.

Objectifs opérationnels contribuant à la réalisation de l'objectif général 2 :

2.1 : Organiser un séminaire de capitalisation des acquis des jeunes participants issus du programme de volontariat européen

2.2 : Créer une « boîte à outil » à l'attention des jeunes leur permettant de valoriser au mieux les compétences acquises dans le cadre de leur volontariat.

Objectifs opérationnels contribuant à la réalisation de l'objectif général 3 :

3.1 : Participer à la préparation et l'organisation de formations à l'attention de 15 associations fassies sur le sujet de l'accès aux droits des travailleuses domestiques.

3.2 : Organiser des conférences et ateliers conjoints à Strasbourg et à Fès visant à sensibiliser l'opinion publique sur le sujet des inégalités femmes/ hommes.

2ème partie : les moyens

Article 6 : la subvention versée par la Ville à l'association

Pendant la durée de la convention, la collectivité s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 5, que l'association s'engage à réaliser en partenariat avec elle.
Le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à la somme de 15 000 €.

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière annuelle spécifique définissant les modalités de l'intervention financière de la Ville.

Article 7 : la mise à disposition de locaux par la Ville à l'association

La Ville de Strasbourg pourra mettre à disposition de l'association, en fonction des disponibilités, des salles municipales pour la réalisation des actions mentionnées dans le cadre de la convention, notamment le Lieu d'Europe pour l'accueil des conférences et ateliers organisées dans le cadre du projet, d'activités interculturelles et d'échanges entre jeunes des villes partenaires.
La présente convention d'objectifs se décline en une convention spécifique de mise à disposition de locaux, définissant les modalités de cette mise à disposition par la Ville en faveur de l'association.

3ème partie : le dispositif de suivi et d'évaluation de l'atteinte des objectifs

L'évaluation de l'atteinte des objectifs opérationnels prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'indicateurs. Définis au préalable par les deux partenaires, ces indicateurs font chacun l'objet d'une fiche indicateur annexée à la présente convention.

Article 8 : la composition de l'instance de suivi

Un Comité de suivi de la convention d'objectifs est mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention.

Le Comité de suivi est co-présidé par le Président de l'association et le Maire ou son représentant. Il se compose des membres suivants:

- La Présidente de l'association, Mathilde JUNG.
- L' Adjointe au Maire en charge des relations européennes, internationales et des droits de l'Homme, Nawel RAFIK-ELMRINI.

Article 9 : les missions du Comité de suivi

- évaluer l'atteinte des objectifs sur la base des indicateurs et de fiches de suivi figurant en annexe de la présente convention ;
- le cas échéant, analyser les causes des écarts et prendre les décisions d'ajustement ;
- la dernière année de la convention, se prononcer sur une éventuelle reconduction de la convention et sur ses modalités, en vue d'une proposition d'inscription à l'ordre du jour du Conseil municipal.

Article 10 : l'organisation du Comité de suivi

Le Comité de suivi se réunit deux fois par an, en juin et en décembre, à l'initiative de la Ville. Des réunions supplémentaires pourront être organisées à la demande de l'une ou l'autre des parties.

La date de rencontre est fixée conjointement par l'association et la Ville, deux mois calendaires au plus tard avant sa tenue.

L'association communique à la Ville, un mois calendaire au plus tard avant la tenue du Comité de suivi, l'ensemble des fiches de suivi des indicateurs (selon modèle figurant en annexe) complétées pour la période annuelle révolue.

Enfin, la Ville envoie une invitation à l'association (et les autres partenaires parties prenantes le cas échéant) trois semaines au plus tard avant la tenue du Comité de suivi. Elle joint à cette invitation l'ensemble des fiches de suivi complétées par le service référent.

Lors du Comité de suivi, les partenaires passent en revue l'ensemble des fiches de suivi et formulent sur chacune d'elles un avis cosigné par les présidents de séance.

Article 11 : l'évaluation finale

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention, sur la base des fiches de suivi.

Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi, une nouvelle convention pourra être proposée six mois calendaires au plus tard avant l'échéance de la présente convention à l'ordre du jour du Conseil municipal.

Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

4ème partie : les dispositions diverses concernant les modalités d'application de la convention

Article 12 : communication

La Ville de Strasbourg apparaîtra comme le partenaire de l'association dans toute action de communication de l'association en direction des médias et du grand public, et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants…) relatifs aux actions soutenues par la Ville de Strasbourg, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 13 : responsabilité

L'association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de la Ville de Strasbourg ne puisse être recherchée.

Article 14 : avenant

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie dans le cadre du Comité de suivi, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci

précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 15 : résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par la Ville, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 16 : litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le .....…….. 20..

Pour la Ville de Strasbourg	Pour l'association
Mme l'Adjointe au Maire en charge des relations européennes, internationales et des droits de l'Homme	Mme la Présidente
Nawel RAFIK-ELMRINI	Mathilde JUNG

CONVENTION D'OBJECTIFS

ENTRE LA VILLE DE STRASBOURG ET L'ASSOCIATION MIGRATION SOLIDARITE ET ECHANGES POUR LE DEVELOPPEMENT

DOCUMENT ANNEXE- FICHES INDICATEURS

<u>Indicateur 1.1.1 :</u> Niveau de participation des Strasbourgeois aux échanges avec les jeunes volontaires marocains

<u>Indicateur correspondant à :</u>

Objectif général 1. : Renforcer la compréhension mutuelle et les échanges entre jeunes Strasbourgeois et jeunes de villes partenaires

Objectif opérationnel 1.1 : Organiser des échanges entre jeunes Strasbourgeois et jeunes de villes partenaires dans le cadre du Service Volontaire Européen (programme Erasmus +).

<u>Indicateur 1.2.1 :</u> Nombre d'habitants des quartiers bénéficiant des activités interculturelles proposées par les jeunes volontaires

<u>Indicateur correspondant à :</u>

Objectif général 1. Renforcer la compréhension mutuelle et les échanges entre jeunes Strasbourgeois et jeunes de villes partenaires

Objectif opérationnel 1.2 : Soutenir l'organisation d'activités citoyennes et interculturelles proposées par les jeunes des villes partenaires.

<u>Indicateur 2.1.1 :</u> Niveau de participation de jeunes de villes partenaires de Strasbourg au séminaire sur le volontariat européen

<u>Indicateur correspondant à :</u>

Objectif général 2 : Accompagner les jeunes dans la réalisation de leurs projets universitaires et professionnels

Objectif opérationnel 2.1 : Organiser un séminaire de capitalisation des acquis des jeunes participants issus du programme de volontariat européen

<u>Indicateur 2.2.1</u> : Visibilité des résultats des actions du projet sur Internet et les réseaux sociaux (nombre de clics sur la page du projet, nombre de visionnage des vidéos du projet, nombre de partages des articles sur Facebook)

<u>Indicateur correspondant à :</u>

Objectif général 2 : Accompagner les jeunes dans la réalisation de leurs projets universitaires et professionnels

Objectif opérationnel 2.1 : Créer une « boîte à outil » à l'attention des jeunes leur permettant de valoriser au mieux les compétences acquises dans le cadre de leur volontariat.

<u>Indicateur 3.1.1 :</u> Nombre de personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre du projet

<u>Indicateur correspondant à :</u>

Objectif général 3 : Renforcer les échanges et la collaboration avec les villes partenaires de Strasbourg sur la thématique des droits de l'Homme

Objectif opérationnel 3.1 : Participer à la préparation et l'organisation de formations à l'attention de 15 associations fassies sur le sujet de l'accès aux droits des travailleuses domestiques.

<u>Indicateur 3.2.1 :</u> Audience des conférences organisées à Strasbourg et à Fès

<u>Indicateur correspondant à :</u>

Objectif général 3. Renforcer les échanges et la collaboration avec les villes partenaires de Strasbourg sur la thématique des droits de l'Homme.

Objectif opérationnel 3.2 : Organiser des conférences et ateliers conjoints à Strasbourg et à Fès visant à sensibiliser l'opinion publique sur le sujet des inégalités femmes/ hommes.

21

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Attribution de subventions à divers organisateurs de manifestations à Strasbourg.

Il est proposé d'attribuer pour un montant total de 226 800 € les subventions suivantes :

Maison des Jeux de Strasbourg	**2 000 €**

Fête du Jeu 2019, 1er et 2 juin 2019, place du Maréchal de Lattre de Tassigny.

Association C'est tout un Art	**4 500 €**

13ème édition du Festival Couleurs Conte, du 20 juin au 1er juillet 2019, quartier Gare.

Association Nouvelle Ligne	**15 000 €**

Organisation du NL Contest, du 24 au 26 mai 2019.
A la fois festival international des cultures urbaines et compétition de skate, roller, trottinette et BMX, cet événement se déroulera au skate-park de la Rotonde.

Association de Gestion de la Maison des Associations	**95 000 €**

Organisation de la rentrée des associations au Parc de la Citadelle, les 28 et 29 septembre 2019.
De nombreuses démonstrations, expositions et animations permettront aux 30 000 visiteurs attendus de découvrir les activités de plus de 300 associations réparties en villages thématiques.
Ces journées sont également l'occasion pour les dirigeants associatifs de se rencontrer et de développer des dynamiques inter-associatives.

Association des Résidents des Poteries	**4 800 €**

L'ARP organise plusieurs concerts et thés dansants au cours de l'année dans le quartier des Poteries.
Ces événements sont destinés aux différents publics du quartier des Poteries (aînés pour les thés dansants, adultes et jeunes adultes pour les concerts), ainsi que des autres quartiers de Strasbourg et des communes avoisinantes.

Souvenir Napoléonien d'Alsace	**1 000 €**

Organisation d'un cycle de conférences pendant l'année 2019.

Fête Européenne de l'Image Sous-Marine	**6 000 €**

31ème édition de la Fête Européenne de l'image sous-marine et de l'environnement, du 1er au 3 mars 2019, à la Cité de la Musique et de la Danse.

Les Fous de Nefs	**30 000 €**

Organisation de l'animation « Les fous de Nefs » au printemps 2019, sur l'Ill, en partenariat avec une quinzaine de clubs d'avirons de la capitale alsacienne mais aussi de la ville allemande voisine de Kehl. Cette fête se répartira sur deux jours : une première avec une ballade nature sur l'Ill, de la capitale alsacienne à Ostwald, et une seconde plus urbaine au cœur de la Petite France et dans le quartier des institutions européennes.

Association Pelpass et Compagnie	**30 000 €**

Organisation du festival des musiques actuelles au Jardin des Deux Rives, du 16 au 18 mai 2019.

Dodekazz	**17 500 €**

Dodekazz porte le Festival Contre-temps dont la seizième édition se déroulera du 6 au 23 juin 2019. Le festival révèle au public les multiples facettes des cultures urbaines par des actions telles que la Hip-Hop jam qui se déroule sur le parvis de la médiathèque Malraux, les concerts et masterclass donnés au Shadok ainsi que le rassemblement musical de plein air intitulé « les pelouses sonores » au Jardin des Deux Rives qui attire un public chaque année plus nombreux. Cette action est également soutenue par la Direction de la Culture à hauteur de 30 000 € (CM du 17 décembre 2018).

AVLAB	**10 000 €**

Organisation du Maker Land, les 16, 17 et 18 mai 2019. Rassemblement familial de l'invention et du Do It Yourself, cet événement se déroulera dans le secteur Malraux et sur la passerelle Camille Claudel.

Association Des Bretzels et des Jeux	**11 000 €**

Deuxième édition du Festival des Jeux de société, salle de la Bourse, les 1er et 2 juin 2019.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement des subventions suivantes par le service Evénements en faveur de :

Maison des Jeux de Strasbourg	*2 000 €*
Association C'est tout un Art	*4 500 €*
Association Nouvelle Ligne	*15 000 €*

Association de Gestion de la Maison des Associations	*95 000 €*
Association des Résidents des Poteries	*4 800 €*
Souvenir Napoléonien d'Alsace	*1 000 €*
Fête Européenne de l'Image Sous-Marine	*6 000 €*
Les Fous de Nefs	*30 000 €*
Association Pelpass et Compagnie	*30 000 €*
Dodekazz	*17 500 €*
AVLAB	*10 000 €*
Association Des Bretzels et des Jeux	*11 000 €*

le crédit nécessaire pour le mandatement de ces subventions, soit 226 800 € est disponible sur le compte : "fonction : 33, nature : 6574, programme 8038, activité : PC02B" dont le disponible avant le présent Conseil est de 682 266 €,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
Maison des Jeux de Strasbourg	Subvention affectée	2 850 €	2 000 €	2 000 €
Association C'est tout un Art	Subvention affectée	17 000 €	4 500 €	4 500 €
Association Nouvelle Ligne	Subvention affectée	15 000 €	15 000 €	15 000 €
Association de Gestion de la Maison des Associations	Subvention affectée	96 000 €	95 000 €	95 000 €
Association des Résidents des Poteries	Subvention affectée	4 800 €	4 800 €	4 800 €
Souvenir Napoléonien d'Alsace	Subvention affectée	1 000 €	1 000 €	1 000 €
Fête Européenne de l'Image Sous-Marine	Subvention affectée	6 000 €	6 000 €	6 000 €
Les Fous de Nefs	Subvention affectée	30 000 €	30 000 €	
Association Pelpass et Compagnie	Subvention affectée	30 000 €	30 000 €	30 000 €
Dodekazz	Subvention affectée	25 000 €	17 500 €	17 500 €
AVLAB	Subvention affectée	25 000 €	10 000 €	10 000 €
Association Des Bretzels et des Jeux	Subvention affectée	11 000 €	11 000 €	11 000 €

22

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Strasbourg, ville hospitalière : engagement du territoire en faveur de l'accueil digne des personnes vulnérables issues des migrations. - Adhésion à l'ANVITA et désignation.

La démarche « ville hospitalière » : un contexte national qui suscite une mobilisation locale afin de permettre un accueil digne des nouveaux arrivants vulnérables sur notre territoire

Contexte et objectifs

Les objectifs de la municipalité en matière de solidarités et de cohésion sociale visent à offrir une place à tous et à chacun dans la cité, à améliorer les conditions de vie des habitants les plus vulnérables et à favoriser les liens sociaux et la justice sociale en luttant contre les inégalités sociales et de santé.

Afin de remplir ces objectifs et en lien avec son histoire locale qui puise ses valeurs dans l'humanisme rhénan, la Ville met en place une politique qui développe une palette d'actions dans le cadre d'un service public adapté aux besoins de son territoire et de ses habitants. Dans ce cadre, elle mobilise l'ensemble de ses politiques publiques en faveur du développement social de son territoire.

De par son histoire, son ancrage solidaire et sa position géographique, Strasbourg constitue un carrefour de migrations où plusieurs centaines de personnes arrivent chaque mois.

C'est par ailleurs à cette échelle locale que se créent les contacts et les liens. Les collectivités locales se retrouvent donc de fait en première ligne pour recevoir, accueillir ces nouveaux arrivants et garantir leurs droits fondamentaux.

Face à l'accroissement des demandes de protection en France et particulièrement dans le Bas-Rhin, il serait tentant que chacun se cantonne à ses seuls champs de compétences, partant de la réalité factuelle et juridique qui fait de l'Etat le responsable de l'hébergement d'urgence et de la gestion de l'asile. Ces situations humaines difficiles nous confrontent collectivement à la nécessité de repenser l'action publique afin de dépasser l'urgence et construire un projet partagé répondant aux besoins des publics et des acteurs de notre territoire.

A travers la prise en compte des personnes migrantes vulnérables qui arrivent sur son territoire dans le cadre de sa politique publique de cohésion sociale, le territoire de

Strasbourg souhaite construire une cité inclusive pour tous et sortir de la seule gestion de l'urgence.

Une démarche qui s'inscrit dans la continuité de l'engagement du territoire sur le champ des solidarités

La démarche «ville hospitalière» vise à mieux répondre aux situations rencontrées par les «personnes migrantes vulnérables» en améliorant les coordinations et engagements de l'ensemble du système d'acteurs (institutions, associations, habitants…) existant sur le territoire strasbourgeois.

On entend par «migrants vulnérables», des personnes n'ayant pas la nationalité française, venues de l'étranger et désirant s'installer en France ou y passer quelques temps et dont la situation requiert une intervention publique pour répondre à leurs besoins et droits fondamentaux.

Depuis quelques années, la collectivité travaille à l'adaptation de son cadre d'intervention pour accueillir les nouveaux publics issus des migrations mais, peu à peu, face à cette évolution, une dynamique plus collective est apparue nécessaire.

C'est pourquoi, une mobilisation globale impliquant les acteurs du territoire et les citoyens, portée par le Maire de Strasbourg, a été engagée depuis 2015 afin de répondre à la constante augmentation des besoins de mise à l'abri, d'accueil, d'accompagnement et d'inclusion des publics nouvellement arrivés sur notre territoire.

La démarche s'est poursuivie afin d'ouvrir un cadre de réflexion commun sur la question de l'accueil de ces nouveaux arrivants et de trouver des solutions dignes et respectueuses des personnes. Début 2018, un premier cercle de la communauté des acteurs impliqués à l'échelle de Strasbourg dans l'accueil des migrants - acteurs associatifs, caritatifs, partenaires du monde universitaires, et institutionnels – s'est mobilisé à l'initiative de la Ville, avec le soutien de l'Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville.

Ainsi, pendant un an, plus d'une cinquantaine de partenaires, acteurs et citoyens engagés, soit plus de 150 personnes différentes ont participé à de nombreux temps de travail, ont réfléchi et fait des propositions.

La Ville souhaite ainsi manifester son engagement politique, et confirmer sa mobilisation en faveur de tous et l'adaptation constante de son action au regard des évolutions sociétales.

Les principes portés par le « Manifeste pour l'accueil digne des personnes migrantes vulnérables » : un engagement collectif des acteurs du territoire et une logique d'actions concertées pour favoriser un meilleur accueil et une plus grande cohésion sociale.

Le Manifeste constitue un acte d'engagement collectif et politique fort du territoire dont la Ville se fait le porteur et facilitateur. Ce texte issu du travail mené depuis un an avec les acteurs et auquel ils sont associés et cités, propose un cadre d'action partagé afin que la mobilisation collective soit la plus convergente. Il se structure autour **de principes fondateurs** :

***La Ville porte un mandat de protection envers ses habitants* :** Strasbourg s'inscrit dans la continuité de son histoire, en référence à l'humanisme rhénan et au droit local, se traduisant notamment dans un devoir de protection de tous les habitants.

Elle s'appuie sur ses compétences municipales et approfondit son action. Elle apporte un soutien actif à la communauté des acteurs mobilisés, aux institutions et notamment à l'Etat dans la conduite de ses missions régaliennes. Elle soutient les Strasbourgeois dans leurs initiatives et les valeurs de solidarité qui les animent.

L'hospitalité est vue comme une opportunité de développement de politiques inclusives et émancipatrices qui, de fait, bénéficient à tous. Cet enjeu s'inscrit en cohérence et dans la continuité de la politique de cohésion sociale portée par la collectivité.

Les personnes migrantes vulnérables souhaitant trouver refuge doivent être accueillies, sans discrimination, dès leur arrivée sur notre territoire et accompagnées dans leur itinérance, selon les étapes qui sont les leurs, quelques que soient leurs statuts, leurs projets et leur devenir, ici ou ailleurs. L'accueil de « premier niveau » doit permettre, dans cette perspective, de trouver les réponses (voire les lieux) les plus adaptées, tout en posant les premiers jalons d'une inclusion ultérieure par l'accès à l'apprentissage du français et l'accompagnement administratif notamment.

L'inclusion sociale, économique et culturelle est possible et enrichissante. C'est par nos différences que l'on « fait société ». Ces réalités nous offrent de fait une opportunité de renforcer les liens de solidarité.

L'enjeu est d'apporter des solutions à l'urgence et de structurer des réponses pour proposer un modèle local d'inclusion, qui commencent par une structuration de l'accueil dès l'arrivée, dans une perspective de cohésion sociale et de développement.

L'enjeu de cette action collective est aussi de lutter contre les représentations, les peurs qui sont liées à ces arrivées et de valoriser la richesse culturelle, économique et sociale de ces apports, et des diversités qui en résultent.

La communauté des acteurs se mobilise autour de 4 engagements :

Engagement I : Une politique d'accueil volontariste de la Ville menée avec la communauté des acteurs

La Ville agit dans le cadre de ses responsabilités et moyens.
Les politiques menées par la Ville s'adressent à tout public en vulnérabilité sur son territoire. Les situations de vulnérabilité rencontrées par les personnes migrantes l'ont amenée à développer des actions spécifiques.

Elle mobilise notamment ses dispositifs de droit commun et soutient les associations et acteurs dans leur démarche et avec leurs expertises propres, en poursuivant les objectifs suivants :

- mobiliser les politiques municipales pour répondre aux besoins fondamentaux et favoriser l'autonomie et l'inclusion

- La Ville de Strasbourg a développé une collaboration spécifique avec le Département du Bas-Rhin par convention, en mobilisant notamment un service social intégré déjà existant. A ce titre, la Ville met en place quotidiennement et/ou soutient ses partenaires dans des actions directes en faveur des personnes en grande vulnérabilité, quels que soient leurs statuts, et si besoin avec l'appui d'interprètes spécialisés, afin de favoriser l'accès aux droits pour répondre aux besoins vitaux (l'alimentation, l'hygiène, la santé…) et accompagner les personnes dans leurs parcours.

- La Ville mobilise également ses dispositifs et l'ensemble de ses politiques publiques pour favoriser l'autonomie et l'inclusion sociale et professionnelle via l'accès à l'éducation, l'accès au logement de droit commun pour ceux qui peuvent en bénéficier, l'apprentissage de la langue française (Plateforme numérique Français langue étrangère, coordination des organismes de formation, renforcement de l'offre…), l'accès à l'université via des bourses pour les étudiants réfugiés et demandeurs d'asile, l'accès aux loisirs, à la culture et au sport.

- Ces enjeux sont poursuivis à travers la mobilisation des politiques municipales notamment en matière de participation citoyenne ou d'évènements de sensibilisation qui visent à valoriser la place de tous dans la Cité. La politique de lutte contre les discriminations menée par la municipalité s'incarne notamment à travers les semaines de l'égalité qui mobilisent de multiples partenaires.

- Cet engagement se traduit également à l'échelle européenne et internationale. Le Réseau européen des villes solidaires créé à Strasbourg (plus d'une centaine de villes) a pour objectif d'élaborer une réponse commune pour relever le défi de l'accueil des réfugiés et partager les bonnes pratiques entre villes. Un fonds spécifique a été alloué pour l'aide aux enfants et jeunes réfugiés dans le cadre du partenariat de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau.

La Ville de Strasbourg est partenaire de l'Université de Strasbourg pour l'aide à la formation d'étudiants réfugiés, via des bourses dédiés.
En partenariat avec le Conseil de l'Europe et l'Agence des Nations Unies pour l'Accueil des Réfugiés, Strasbourg participe à la première session d'évaluation en France, dans le cadre du « Passeport européen des qualifications des réfugiés » (reconnaissance des compétences acquises à l'étranger).

- développer un cadre d'actions spécifiques en direction des publics migrants vulnérables afin d'améliorer leur accompagnement et leur parcours sur notre territoire, notamment :

- le développement de solutions de mise à l'abri et renforcement des dispositifs d'hébergement sur le territoire en lien avec les partenaires : création de 100 places en 2018, 80 places en 2019, développement de projets d'hébergement dans le cadre d'urbanisme temporaire, engagement dans le projet « Logement d'abord » afin de favoriser les parcours vers le logement pour ceux qui peuvent y accéder et fluidifier le recours aux dispositifs d'urgence et dédiés pour les demandeurs d'asile;
- la construction de réponses spécifiques en direction des familles aux droits incomplets (équipe ressource dédiée au sein des équipes d'action sociale de proximité de la Ville, promotion et soutien à la création d'un lieu de ressourcement pour les familles…) ;
- l'impulsion de la démarche « ville hospitalière » pour comprendre les besoins et mettre en place des solutions adaptées avec les acteurs du territoire ;
- le soutien aux acteurs de la recherche sur le champ des migrations et de l'inclusion (soutien au projet « Migreval » mené par l'Université de Strasbourg) ;
- la mobilisation d'un poste dédié au projet « ville hospitalière » au sein des effectifs de la Ville dans la Direction des solidarités et de la santé pour accompagner l'engagement du territoire, développer des dynamiques innovantes et rechercher des financements.

- consolider la politique volontariste grâce à l'appui du système d'acteurs

La Ville s'appuie sur ses liens avec les acteurs du territoire dans le cadre d'un dialogue concerté, continu et de qualité, avec tous les acteurs associatifs, avec l'Etat dans toutes ses composantes, le Conseil Départemental du Bas Rhin mais aussi les services universitaires, la Caisse d'allocation familiale, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, Pôle emploi, les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg, la Région Grand Est…
Le Manifeste constitue également un appui au dialogue institutionnel.

Engagement II : Un cadre local concerté basé sur une dynamique locale coopérative

La Ville et les acteurs partenaires de la démarche « ville hospitalière » s'engagent dans une logique de coopération et de dialogue, considérant que les réponses à apporter aux situations de détresse identifiées, relève d'une action collective, dans le respect des expertises de chacun.

- Assurer un accueil digne et de qualité des personnes dans le respect des compétences et moyens des acteurs
- Renforcer les liens de coopération sur le territoire et renforcer le système d'acteurs
- Co-construire des réponses et outils complémentaires

Adapter et renforcer les compétences des acteurs aux réalités territoriales : la Ville apporte son soutien aux acteurs en termes de dialogue collectif à travers la démarche ville hospitalière

Engagement III : Une société encline à l'accueil et une dynamique citoyenne

- Sensibiliser les habitants aux enjeux des migrations et des parcours des personnes : l'enjeu est à la fois de lutter contre les discriminations et représentations, et aussi que les personnes accueillies soient considérées selon leur propre histoire en valorisant les parcours de vie et leurs expériences.

- Favoriser la mobilisation solidaire et l'engagement citoyen : Il s'agit de poursuivre la mobilisation des Strasbourgeois-ses et de valoriser les actions engagées.

L'enjeu est alors de favoriser l'appel au volontariat sur des actions d'accompagnement, d'aide à l'apprentissage de la langue française, de tutorat au bénéfice de l'inclusion sociale.

La communauté des acteurs s'engage ainsi à construire un cadre de rencontres entre les besoins du territoire et des personnes, et les habitants.es souhaitant se mobiliser autour de cet objectif partagé d'accueil.

Engagement IV : Des instances de dialogue nationales, européennes

Une dynamique plus globale sera portée, en particulier par la Ville, mais aussi par les acteurs mobilisés sur le territoire via leurs réseaux.

Cette dynamique de réseau vise la recherche d'une amélioration permanente des actions engagées, de façon pragmatique, en se donnant les moyens d'avoir une parole collective pour faire face aux situations rencontrées. In fine, l'ensemble de ces actions contribue à renforcer notre engagement, nos capacités d'actions et le dialogue avec l'Etat.

La ville de Strasbourg est impliquée, à l'échelle nationale au sein des réseaux animés par France Urbaine sur la question de l'accueil. Elle a également été associée à la création de l'Association Nationale Villes et Territoires Accueillants (ANVITA) à laquelle il est proposé au Conseil d'adhérer.
Cette association a pour objet la constitution d'un lieu de mise en commun et d'échanges de bonnes pratiques entre les élu.e.s œuvrant au quotidien pour des politiques d'accueil plus justes et ce, au niveau national et local. L'association a aussi pour mandat d'accompagner des municipalités souhaitant s'inscrire dans une politique d'accueil adaptée et leur permettant de répondre aux impératifs de l'urgence et de l'accompagnement des personnes migrantes sur le court, moyen et long terme. Il est proposé au conseil d'adhérer à cette association et d'autoriser le Maire à signer la charte jointe en annexe de la présente délibération. Il est proposé que l'adjointe en charge des solidarités soit désignée pour représenter le Maire, entendu que l'élue désignée ne participera pas à l'instruction des dossiers présentés par l'association et pouvant être soutenus par la Ville.

La Ville poursuit sa mobilisation au niveau européen en restant active dans le Réseau des villes solidaires, le programme des Cités Interculturelles du Conseil de l'Europe, le réseau Eurocities, le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe.

A l'échelle internationale, la Ville de Strasbourg reste pleinement engagée dans le réseau CGLU, et a rejoint également la campagne #AvecLesRéfugiés, sous l'égide des Nations Unies en fin d'année 2018. Les échanges organisés sous l'échange des Nations Unies ont conduit à l'adoption du Pacte Mondial pour des migrations sûres, ordonnées, régulières.

Ces principes et engagements s'inscrivent dans une dynamique qui va se structurer pendant l'année à travers un plan d'actions qui s'enrichira des initiatives du territoire et du travail collectif afin de construire des réponses partagées.

Ce cadre de travail donnera lieu à une dynamique de suivi à travers la mise en place d'indicateurs de réalisations et de résultats, et de temps de partage sur les actions réalisées.

Ce travail s'enrichira prochainement d'un partenariat avec la Délégation Interministérielle pour l'accueil et l'intégration des réfugiés (DIAIR) afin de déployer notre capacité d'action pour le public réfugiés et donnera lieu à une contractualisation permettant une meilleure coordination avec les institutions et le financement d'actions nouvelles.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *de valider l'engagement du territoire de Strasbourg à travers le « Manifeste pour l'accueil des personnes migrantes vulnérables » (annexé à la présente délibération),*

- *d'adhérer à l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA) en souscrivant à ses statuts, signer sa charte et financer la cotisation de 1700 euros (ligne LO 01A – 020 – 6281) et de désigner :*

  . *Mme Marie-Dominique DREYSSE pour représenter le Conseil au sein de cette association.*

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

L'ASSOCIATION NATIONALE DES VILLES ET TERRITOIRES ACCUEILLANTS

PRESENTATION DE L'INITIATIVE

Contexte dans lequel s'inscrit l'association

A l'heure où l'échec des **politiques migratoires européenne** et **nationale** entraînent une montée des populismes tout en **restreignant les droits humains fondamentaux**, nous, élu.e.s de villes et collectivités, décidons de nous unir sous une bannière commune : celle de l'**accueil inconditionnel**.

Nous demandons ainsi que l'**Etat assume ses missions** et **assure les moyens** pour créer des solutions d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement plus nombreuses et plus qualitatives que celles existantes aujourd'hui. Cela doit passer par la mise en place d'une stratégie nationale d'accueil afin de répartir et d'accompagner l'effort de solidarité.

Nous l'enjoignons à respecter le droit et ses engagements internationaux (Protocole de Quito de l'ONU, Convention de Genève), **européens** (Pacte d'Amsterdam) et **nationaux** (Code des Familles et de l'Action Sociale)

Néanmoins, dépositaires d'une tradition d'accueil et de valeurs humanistes, nous, élu.e.s locaux et territoriaux, mettons en œuvre et expérimentons déjà sur nos territoires, au quotidien, des **réponses** aux **impératifs de l'urgence humanitaire** et d'**inclusion** de tout un chacun, même quand l'Etat est défaillant. Surtout, nous **agissons en responsabilité**, conformément à nos obligations règlementaires et législatives.

Lors de la **Convention nationale sur l'accueil et les migrations** qui a eu lieu en Mars 2018 à Grande Synthe, le manifeste sur l'accueil rédigé à cet effet et signé par plus de 900 personnes avait pour objectif de formaliser la volonté d'organiser un réseau d'élu.e.s, de collectivités désirant se saisir des enjeux autour de l'accueil et des urgences liées aux migrations.

L'association que nous avons constituée à Lyon 1er le 26 septembre 2018, rassemble tout.e.s les élu.e.s promouvant **l'hospitalité**, source de politiques inclusives et émancipatrices. Fort.e.s de notre expérience, animé.e.s par **la volonté d'agir collectivement**, nous donnerons à voir que des solutions dignes sont possibles et adaptées à chaque situation locale. **Il n'y a pas UNE politique d'accueil, mais autant que de particularismes locaux**.

Elle permettra de **mettre en avant toutes les réussites locales en matière d'accueil** sur notre territoire et les réussites que cela engendre lorsque chacun assume ses responsabilités.

Elle permettra aussi, la mise en commun de **bonnes pratiques**, **l'accompagnement** de territoires volontaires, la **mobilisation** autour d'enjeux liés aux politiques migratoires, la proposition de **mesures adaptées**. En **partenariat** avec toutes les forces vives volontaires: acteurs associatifs, citoyen.ne.s, universitaires, juristes, militant.e.s, etc.

Nous souhaitons la bienvenue aux élu.e.s de tous horizons et de tout territoire, qui, partageant nos valeurs humanistes et notre volonté politique, veulent rejoindre notre association.

Les membres fondateurs :
Ville de Grande-synthe
Ville de Grenoble
Ville de Lyon – 1er arrondissement
Ville d'Ivry sur Seine
Ville de Montreuil
Ville de Briançon
Ville de Nantes
Ville de Strabourg
Ville de Saint Denis
Elu.e.s d'opposition du 7ème arrondissement et de la métropole de Lyon, d'Echirolles et de la Région Auvergne Rhône Alpes

LES OBJECTIFS DE L'ASSOCIATION

L'association constitue **un lieu de mise en commun et d'échanges de bonnes pratiques entre les élu.e.s** oeuvrant au quotidien pour des politiques d'accueil plus justes et ce, au niveau national et local.

L'association aura aussi pour mandat **d'accompagner des municipalités souhaitant s'inscrire dans une politique d'accueil adaptée et leur permettant de répondre aux impératifs de l'urgence et de l'accompagnement des personnes migrantes sur le court, moyen et long terme**. Elle pourra être membre de réseaux à l'international oeuvrant aux mêmes objectifs.

Cette association a vocation à rassembler une pluralité d'acteurs des territoires, à l'exception de ceux prônant le racisme et la haine de l'autre. **L'association promeut l'hospitalité**, source de politiques inclusives d'accès à l'emploi, la formation, le logement, l'éducation, la santé, la culture, la cohésion sociale, l'émancipation individuelle. Celle-ci doit aussi relever d'approches spécifiques ciblant les migrant.e.s qu'ils/elles soient réfugié.e.s, demandeur.se.s d'asile et toutes personnes en situation de précarité.

L'association a pour vocation d'**interpeller l'Etat** pour qu'il assume ses responsabilités.

Les objectifs de l'association sont :

- **Rassembler les élu.e.s** des majorités et des oppositions ainsi que les services confrontés aux problématiques d'accueil des migrant.e.s sur nos territoires
- **Mutualiser les bonnes pratiques et les savoirs en matière d'accueil et d'intégration**, déclinés sur chaque politique publique locale
- **Accompagner les élu.e.s souhaitant accueillir sur leur territoire**, par la mise à disposition de bonnes pratiques et par la mise en relation d'élu.e.s accueillant.e.s avec des élu.e.s souhaitant accueillir
- **Mobiliser les élu.e.s autour des enjeux liés aux politiques migratoires actuelles**
- **Mettre en place une coordination nationale** permettant d'associer aux **élu.e.s, les migrant.e.s, les acteurs associatifs, les collectifs citoyens, les juristes et les chercheur.e.s** impliqué.e.s sur la question de l'accueil
- **Mettre en place un cadre de dialogue avec l'Etat** pour construire une stratégie nationale d'accueil
- **Contrer les atteintes à l'éthique et aux droits fondamentaux** et soutenir, accompagner, impulser, organiser des actions de soutien aux migrants avec les acteurs dans leur grande diversité (sur les terrains divers : juridique, médiatique, politique, etc.)

LA CHARTE DE L'ASSOCIATION

La crise de l'accueil des migrant.e.s est avant tout une crise des valeurs mises à mal par les politiques nationales et européennes empêchant, coûte que coûte, les arrivées en Europe de personnes ayant fui leur pays.

Celles-ci sont pourtant inéluctables en raison des conflits, de la pauvreté et du changement climatique. Elles sont inhérentes au **droit à la mobilité**.

La politique migratoire instaurée tant au niveau européen, qu'au niveau des Etats membres et l'absence de consensus entre les Etats de l'Union aboutissent à la **violation des droits fondamentaux et à un manque de solidarité européenne**, à la fois entre pays membres et à l'égard de celles et ceux qui fuient des conditions de vie dramatiques.

En France, comme le signalent de nombreuses associations ou encore la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, les droits fondamentaux des personnes migrantes ne cessent d'être restreints.

Le combat des associations pour faire valoir ces droits en est un exemple criant comme celui des positions prises par le Défenseur des Droits.

Cette politique de fermeture et de repli sur soi alimente aujourd'hui la défiance, multiplie les risques politiques, déstabilise les opinions publiques et fragilise la place de la France en Europe et dans le monde.

Malgré cette réalité, l'optimisme de la volonté perdure.

C'est ce qui nous anime, en tant qu'élu.e.s, citoyen.ne.s, bénévoles, militant.e.s ou responsables politiques.

Cette **fraternité** fait l'honneur de la France. Elle renforce les bases d'une **société inclusive**.

Nous sommes en France les dépositaires de **valeurs humanistes et d'une tradition historique d'accueil** aujourd'hui mise en danger.

Nous refusons toute politique remettant en cause l'accueil inconditionnel, entravant les libertés fondamentales et constituant une forme de violence institutionnelle.

Lorsque l'Etat, dans le cadre de ses compétences, organise l'accueil sur un territoire en lien avec la collectivité et la société civile, **l'expérience prouve que l'inclusion est possible et enrichissante**.

En revanche, lorsque l'Etat est défaillant, les communes et les territoires restent bien seuls avec les associations et les citoyen.ne.s, en première ligne pour faire face à l'urgence humanitaire.

Il nous appartient, sur nos territoires, à la fois d'agir à l'image de l'histoire et de la **culture d'hospitalité** en France et d'**interpeller l'Etat pour qu'il assume ses responsabilités.**

Pour notre part, c'est déjà ce que nous mettons en œuvre dans nos villes avec nos politiques de solidarités.

L'ASSOCIATION NATIONALE DES VILLES ET TERRITOIRES ACCUEILLANTS

Nos engagements

Sur la base de nos expériences, nous faisons des **propositions adaptées afin de répondre aux impératifs de l'urgence et de l'inclusion de toutes personnes de manière inconditionnelle**.

1. **Nous proposons au-delà de l'hospitalité des villes, la reconnaissance de cette présence temporaire, dite de transit.**
   Cela permettrait de « sécuriser » les parcours migratoires, d'offrir le temps nécessaire à la réflexion sur le projet migratoire, donnant la possibilité à chacun.e de le poursuivre, de l'amender ou d'y renoncer. Il faudra pour cela que le gouvernement respecte enfin les droits fondamentaux des migrant.e.s et abandonne sa vision réductrice des phénomènes migratoires consistant notamment à opposer les demandeur.e.s d'asile aux autres migrant.es, les migrant.es aux Français.e.s.

2. **Nos territoires peuvent devenir refuges pour tous ceux et toutes celles qui ont besoin d'être mis à l'abri.**
   C'est mettre en œuvre le devoir d'hospitalité en répondant d'abord et avant tout aux urgences, celles liées à l'accès inconditionnel à l'hébergement, à l'alimentation, à l'hygiène, à la santé, à l'éducation et à la culture pour répondre aux besoins vitaux.

3. **Nous proposons de mettre en œuvre tout dispositif permettant aux personnes, quel que soit leur statut, de vivre dignement dans nos territoires**, conformément au pacte d'Amsterdam de Mai 2016 et de la convention Habitat III de l'ONU d'octobre 2016

4. **Nous exigeons le respect du droit des Mineur.e.s Non Accompagné.e.s et des jeunes majeur.e.s lorsque la prise en charge est défaillante par les conseils départementaux et l'Etat.**
   Le principe de prise en compte de l'intérêt de l'enfant doit primer sur toute autre considération. Ces droits sont garantis par la Convention internationale des droits de l'enfant de 1989 et conformément au code de l'action sociale et des familles et des circulaires d'application (Mai 2013 et janvier 2016). Si cette compétence relève des départements, l'Etat doit apporter les moyens financiers nécessaires à une prise en charge digne et un accompagnement de qualité et ce, sur l'ensemble du territoire.

5. **Nous demandons que l'Etat assume ses missions et assure les moyens pour créer des solutions d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement plus nombreuses et plus qualitatives que celles existantes aujourd'hui.**
   Il faudra, par ailleurs, harmoniser et pérenniser les dispositifs pour éviter que l'urgence ne devienne la règle. La France peut, si nous le décidons collectivement, éviter aux migrant.e.s d'être contraint.e.s de vivre dans des camps, des bidonvilles ou des « jungles », grâce à un accueil digne de notre humanité. La mise en place d'une vraie politique interministérielle d'accueil, sous l'égide du premier ministre, permettrait de mettre fin aux dispositifs improvisés et contradictoires menés par le seul ministère de l'intérieur.
   L'association aura vocation d'être l'interlocuteur de l'agence de l'accueil et de l'intégration que nous souhaitons aussi voir émerger au niveau national.

Il faudra pour cela formaliser ce réseau à l'échelle du pays et ouvrir un dialogue permanent et constructif avec l'ensemble des acteurs de la société civile et l'Etat, afin de trouver les solutions concrètes et pragmatiques dans le cadre d'un pays accueillant, plus tolérant et ouvert au monde. **Il n'existe pas UNE solution nationale à l'accueil, mais bien autant de solutions que de situations locales.**

NOS ACTIONS

Mobilisation des élu.e.s

Les élu.e.s et les collectivités pourront se mobiliser publiquement sur des grands axes thématiques liés aux actualités locales, nationales et européennes par la diffusion de textes de positionnement. Des actions pourront s'organiser en simultané dans toutes les villes membres afin de soutenir, d'accompagner et d'impulser des actions de soutien aux migrants avec les acteurs de la société civile dans leur grande diversité (sur les terrains divers : juridique, médiatique, politique, etc.)

Mutualisation des pratiques

Chaque membre de l'association pourra intégrer une ou plusieurs commissions thématiques, en fonction de sa réalité territoriale.

Commission 1. Accueil inconditionnel et légitimité de la présence temporaire

Commission 2. Accès aux droits fondamentaux : Santé, éducation, travail, hébergement & logement, droit de vote, culture

Commission 3. Protection des mineur.e.s non accompagné.e.s

Commission 4. Interpellation de l'Etat et participation des villes et territoires dans le processus d'élaboration des politiques migratoires.

Commission 5. Sensibilisation citoyenne et cohésion territoriale

D'autres commissions pourront être proposées lors des différentes assemblées générales et/ou selon l'actualité et le contexte national

Accompagnement des villes et des territoires

Une commission des pratiques et de l'accompagnement des territoires permettra de valoriser et diffuser l'ensemble des pratiques d'accueil (capitalisées au sein des commissions thématiques). Elle aura aussi pour objectif principal de **rencontrer et d'accompagner les villes souhaitant accueillir sur leurs territoires** et adhérer à l'association.
Les nouveaux adhérents pourront être en lien avec des municipalités accueillantes pouvant les conseiller dans leur reflexion et la mise en pratique de politiques d'accueil adaptée à leur situation.

Nos partenaires

L'association sera associée à des chercheur.e.s et des acteurs de la société civile afin de mieux appréhender les contextes migratoires mais aussi renforcer la pertinence de ses positionnements et actions politiques.

NOUS REJOINDRE

Pour rejoindre et/ou soutenir l'association, **vous pouvez adhérer à l'adresse contact@villes-territoires-accueillants.fr**

La demande d'adhésion est conditionnée par :
- La signature de la charte l'association
- L'adhésion aux statuts
- Une cotisation annuelle

Le montant de l'adhésion est défini selon plusieurs critères :
- Le nombre d'habitants
- Le type de collectivité : Ville, arrondissement, région ou département
- Le type d'adhésion : Collectivité ou à titre individuel
- Seul les élu.e.s peuvent adhérer à titre individuel.

Nombre d'habitants pour les villes	Montant de la cotisation
Moins de 1000 habitants	120 €
1000 à 3 499 habitants	140 €
3500 à 9 999 habitants	180 €
10 000 à 19 999 habitants	280 €
20 000 à 39 999 habitants	370 €
40 000 à 49 999 habitants	400 €
50 000 à 99 999 habitants	570 €
100 000 à 199 999 habitants	1 150 €
200 000 à 499 999 habitants	1700 €
Plus de 500 000 habitants	4 200 €

Arrondissement de ville	Montant de la cotisation
3500 à 9 999 habitants	150 €
10 000 à 19 999 habitants	250 €
20 000 à 39 999 habitants	320 €
40 000 à 49 999 habitants	390 €
50 000 à 99 999 habitants	470 €
Elu.e à titre individuel	15 € min
Département et région	900 €

NOUS CONTACTER

Mail : contact@villes-territoires-accueillants.fr
Site web : villes-territoires-accueillants.fr

Association nationale des villes et territoires accueillants
Maison de la citoyenneté
26 avenue de l'Ancien-Village
59760 Grande Synthe

L'ASSOCIATION
NATIONALE
DES VILLES ET
TERRITOIRES
ACCUEILLANTS

STATUTS
ASSOCIATION NATIONALE DES VILLES ET TERRITOIRES ACCUEILLANTS
V.24/09/2018

TITRE 1 : OBJET – DENOMINATION – SIEGE – DUREE

Article 1er : Constitution et dénomination

Il est formé, entre les soussignés et les autres personnes ayant adhéré aux présents statuts et remplissant les conditions ci-après, une association qui sera régie par la loi du 1er Juillet 1901 et par lesdits statuts.
L'association prend la dénomination de "l'Association nationale des villes et territoires accueillants"

Article 2 : Objet de l'association

Cette association a pour objet :
La constitution d'un lieu de mise en commun et d'échanges de bonnes pratiques entre les élu.e.s oeuvrant au quotidien pour des politiques d'accueil plus justes et ce, au niveau national et local.
L'association aura aussi pour mandat d'accompagner des municipalités souhaitant s'inscrire dans une politique d'accueil adaptée et leur permettant de répondre aux impératifs de l'urgence et de l'accompagnement des personnes migrantes sur le court, moyen et long terme. Elle pourra être membre de réseaux à l'international oeuvrant aux mêmes objectifs.

Cette association a vocation à rassembler une pluralité d'acteurs des territoires, à l'exception de ceux prônant le racisme et la haine de l'autre. L'association promeut l'hospitalité, source de politiques inclusives d'accès à l'emploi, la formation, le logement, l'éducation, la santé, la culture, la cohésion sociale, l'émancipation individuelle. Celle-ci doit aussi relever d'approches spécifiques ciblant les migrant.e.s qu'ils/elles soient réfugié.e.s, demandeur.se.s d'asile et toutes personnes en situation de précarité.
L'association a pour vocation d'interpeller l'Etat pour qu'il assume ses responsabilités.

Les objectifs de l'association sont:

- Rassembler les élu.e.s des majorités et des oppositions ainsi que les services confrontés aux problématiques d'accueil des migrant.e.s sur nos territoires
- Mutualiser les bonnes pratiques et les savoirs en matière d'accueil et d'intégration, déclinés sur chaque politique publique locale
- Accompagner les élu.e.s souhaitant accueillir sur leur territoire, par la mise à disposition de bonnes pratiques et par la mise en relation d'élu.e.s accueillant.e.s avec des élu.e.s souhaitant accueillir
- Mobiliser les élu.e.s autour des enjeux liés aux politiques migratoires actuelles
- Mettre en place une coordination nationale permettant d'associer aux élu.e.s, les migrant.e.s, les acteurs associatifs, les collectifs citoyens, les juristes et les chercheur.e.s impliqué.e.s sur la question de l'accueil
- Mettre en place un cadre de dialogue avec l'Etat pour construire une stratégie nationale d'accueil
- Contrer les atteintes à l'éthique et aux droits fondamentaux et soutenir, accompagner, impulser, organiser des actions de soutien aux migrants avec les acteurs dans leur grande diversité (sur les terrains divers : juridique, médiatique, politique, etc.)

Article 3: Siège social
Son siège est fixé au domicile du/de la président.e de l'association.
Il pourra être transféré par simple décision du bureau et l'assemblée générale en sera informée.

Article 4: Durée de l'association
La durée de l'association est illimitée.

TITRE II – COMPOSITION DE L'ASSOCIATION – COTISATIONS

Article 5: Composition de l'association

L'association se compose de:

- Membres adhérents : Personnes morales (villes, régions, départements) ayant pris l'engagement de verser annuellement une cotisation
- Membres adhérents : Personnes physiques (élu.e.s) ayant pris l'engagement de verser annuellement une cotisation

Article 6: Admission et adhésion

Pour faire partie de l'association, il faut :

- Adhérer aux présents statuts
- S'acquitter de la cotisation dont le montant est fixé par l'assemblée générale.
- Signer la charte de l'association

Le bureau pourra refuser des admissions, avec avis motivé aux intéressés. En cas de recours, l'Assemblée générale statuera en dernier ressort.

L'association s'interdit toute discrimination, veille au respect de ce principe et garantit la liberté de conscience pour chacun de ses membres.

Article 7: Perte de la qualité de membre

Perdent la qualité de membres de l'association:

- Ceux qui ont donné leur démission par lettre adressée au Président
- Personnes morales n'ayant pas mis en œuvre les engagements de la charte lorsqu'elles en avaient les moyens
- Ceux dont le bureau a prononcé la radiation pour motifs graves après avoir entendu leurs explications, l'intéressé ayant été invité à faire valoir ses droits à la défense auprès du bureau.
- Par décès

TITRE III – ADMINISTRATION

Article 8: Le bureau
Chaque année, l'assemblée générale choisit parmi ses membres un bureau composé de:

- **Un.e président.e:** assure l'exécution des décisions du bureau et le fonctionnement régulier de l'association qu'il/elle représente en justice et dans tous les actes de la vie civile. Il/elle peut se faire suppléer par un.e mandataire pour un ou plusieurs objets déterminés.
- Six vice-président.e.s: secondent le/la président.e dans l'exercice de ses fonctions et peuvent

le/la remplacer en cas d'empêchement.

- un.e secrétaire: chargé.e des convocations, de la rédaction des P.V, de la correspondance et de la tenue du registre prévu à l'article 5 de la loi 1901[1]
- un.e trésorier.e: tient les comptes de l'association et effectue ses recettes. Il/elle procède après l'autorisation du bureau au retrait, au transfert et à l'aliénation de toutes rentes et valeurs, en touche le remboursement et donne quittance à tous titres et sommes reçues.

Lesquel(le)s sont rééligibles.

Les fonctions de membres du bureau sont gratuites.

Article 9: L'assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale ordinaire se réunit au moins une fois par an. Elle comprend tous les membres de l'association à jour de leur cotisation.

L'assemblée générale est convoquée par le bureau. Quinze jours au moins avant la date fixée, les membres de l'association sont convoqués par mail ou par courrier et l'ordre du jour est inscrit sur les convocations.

L'assemblée est présidée par le/la président.e ou les vice-président.e.s du bureau ou à défaut par un administrateur délégué par le bureau. Les fonctions de secrétaire sont remplies par le/la secrétaire du bureau ou, à défaut par un membre de l'assemblée désigné par le/la président.e.

Le bureau anime l'assemblée générale. L'assemblée générale, après avoir délibéré, se prononce sur le rapport moral et/ou d'activités. Le bureau rend compte de l'exercice financier clos et soumet le bilan de l'exercice clos à l'approbation de l'assemblée dans un délai de six mois après la clôture des comptes. L'assemblée générale délibère sur les orientations à venir et se prononce sur le budget prévisionnel de l'année en cours. Elle pourvoit à la nomination ou au renouvellement des membres du bureau, en privilégiant un égal accès des hommes et des femmes au bureau. Elle fixe le montant de la cotisation annuelle.

Les décisions de l'assemblée sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

Article 10: la prise de décision

Le bureau se réunit, sous la convocation de son/sa président.e ou de la moitié de ses membres aussi souvent que l'exige l'intérêt de l'association.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du/de la président.e est prépondérante.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux signés du/de la président.e et du/de la secrétaire. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le/la président.e. et le/la secrétaire.

Le bureau est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire ou autoriser tous actes et opérations permis à l'association et qui ne sont pas réservés à l'assemblée générale. Notamment, il nomme et

[1]. *La déclaration préalable en sera faite au représentant de l'Etat dans le département où l'association aura son siège social. Elle fera connaître le titre et l'objet de l'association, le siège de ses établissements et les noms, professions et domiciles et nationalités de ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de son administration. Un exemplaire des statuts est joint à la déclaration. Il sera donné récépissé de celle-ci dans le délai de cinq jours. Lorsque l'association aura son siège social à l'étranger, la déclaration préalable prévue à l'alinéa précédent sera faite au représentant de l'Etat dans le département où est situé le siège de son principal établissement. L'association n'est rendue publique que par une insertion au Journal officiel, sur production de ce récépissé. Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.*

révoque les agents et employés de l'association, fixe leurs traitements, autorise toutes acquisitions de vente de rentes, valeurs, meubles et objets mobiliers et statut sur l'administration ou l'exclusion des sociétaires

Article 11 : L'assemblée générale extraordinaire

Si besoin est, à la demande du bureau ou du quart des membres de l'association, l'assemblée générale extraordinaire est convoquée par le bureau, notamment pour une modification des statuts ou la dissolution de l'association. Les conditions de convocations sont identiques à celles de l'assemblée générale ordinaire.

Les délibérations sont adoptées après recherche de consensus, à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Article 12: Les ressources de l'association

Les ressources de l'association se composent :

- des cotisations et droits d'entrée des membres
- de la vente de services ou de prestations fournies par l'association: Diagnostic, formation, évaluation
- de subventions éventuelles
- des intérêts et revenus des biens et valeurs qu'elle possède
- de dons manuels (dons sans actes notariés)
- de toute autre ressource autorisée par la loi.

Il est tenu à jour une comptabilité complète de toutes les recettes et de toutes les dépenses de l'association.

Article 13: Dissolution

En cas de dissolution, l'assemblée générale se prononcera sur la dévolution des biens, et nommera un ou plusieurs liquidateurs chargés de la liquidation des biens. La dissolution doit faire l'objet d'une déclaration à la préfecture du siège social.

Article 14: Règlement intérieur

Un règlement intérieur peut être établi par le bureau pour compléter les présents statuts. Il doit être validé par l'assemblée générale. Les critères d'adhésion et le montant de la cotisation seront intégrés dans le règlement intérieur.

Strasbourg.eu

Manifeste

pour un accueil digne des personnes migrantes vulnérables



Février 2019

Préambule

Les objectifs de la municipalité en matière de solidarités et de cohésion sociale visent à offrir une place à tous et à chacun dans la cité, à améliorer les conditions de vie des habitants-es les plus vulnérables et à favoriser la cohésion et la justice sociale en luttant contre les inégalités sociales et de santé.

Afin de remplir ces objectifs et en lien avec son histoire locale qui puise ses valeurs dans l'humanisme rhénan, la Ville met en place une politique qui développe une palette d'actions dans le cadre d'un service public adapté aux besoins de son territoire et de ses habitants-es. Dans ce cadre, elle mobilise l'ensemble de ses politiques publiques en faveur du développement social de son territoire.

A travers ce manifeste, la Ville réaffirme ses ambitions politiques, s'inscrit dans son histoire et souhaite confirmer sa mobilisation en faveur de toutes et tous en prenant en compte les personnes migrantes vulnérables qui arrivent sur son territoire.



Contexte

Les migrations qui se sont renforcées depuis cette dernière décennie relèvent de crises humanitaires, géopolitiques, économiques, écologiques, d'actes de violences et de discriminations.
Pour autant, l'enjeu auquel nous sommes confrontés est moins une crise migratoire qu'une crise de l'accueil.

Le territoire national a été associé à la mobilisation solidaire européenne de 2015 pour renforcer l'accueil des réfugiés. Cette mobilisation s'inscrit dans une histoire. La France est traditionnellement un pays d'accueil pour des hommes et des femmes, forcés de quitter leur pays pour changer de vie, pour se construire un avenir qu'ils-elles souhaitent meilleur. Cette attractivité témoigne de la qualité de nos institutions, de notre système social et économique et de nos libertés publiques.

Aussi, si la définition et l'application des politiques migratoires sont du ressort des Etats, c'est sur les territoires gérés par les communes que les personnes arrivent, rejoignent leurs proches ou leurs connaissances, souhaitent y trouver refuge, pour travailler, éduquer leurs enfants et vivre dignement dans le respect de leurs droits et de leurs devoirs.

Strasbourg est une porte d'entrée, de par sa position géographique, mais aussi un territoire d'ancrage. C'est par ailleurs à cette échelle locale que se créent les contacts et les liens. Les collectivités locales se retrouvent de fait en première ligne pour recevoir, accueillir et garantir les droits fondamentaux de ces nouveaux-velles arrivants-es.

Tous les migrants-es connaissent des parcours complexes, mais certains plus encore que d'autres.
Dans une diversité d'itinéraires empruntés pour trouver un asile, les personnes en exil arrivent en Europe et s'installent temporairement ou durablement dans les communes.
L'obtention du statut de réfugié permet à une partie de ces personnes d'accéder au droit commun, voire de devenir résident Français de plein droit, mais parfois après un long délai d'attente.
Ceux-celles qui ne l'obtiennent pas restent bien souvent sur notre territoire. Privés-es d'un certain nombre de droits, ils-elles vivent dans des conditions précaires dans l'attente d'un accès à un titre de séjour ou d'une régularisation au titre de la santé sur le temps long.

Cette présence touche et questionne nos dispositifs de solidarité institutionnels et associatifs quant à leur accessibilité pour tous les publics vulnérables, tout comme leur adaptation à des besoins spécifiques.

L'accompagnement des personnes migrantes favorise leur sécurité et aussi un accueil plus serein par les habitants-es du territoire : il s'inscrit ainsi dans le devoir des collectivités d'agir en faveur du droit et de la sûreté de tous.

Face à l'accroissement des demandes de protection en France et particulièrement dans le Bas-Rhin, devant ces situations humaines difficiles, il serait tentant que chacun se cantonne à ses seuls champs de compétences. Or ces réalités nous confrontent collectivement à la nécessité de repenser l'action publique afin de dépasser l'urgence et construire un projet partagé répondant aux besoins des publics et des acteurs de notre territoire.

Démarche engagée et acteurs mobilisés

Depuis quelques années déjà, la collectivité travaille à l'adaptation de son cadre d'intervention pour accueillir les nouveaux publics issus des migrations mais, peu à peu, face à cette évolution, une dynamique plus collective est apparue nécessaire.

C'est pourquoi, une mobilisation globale impliquant les acteurs et actrices du territoire et les citoyens-nes, portée par le Maire de Strasbourg, Roland Ries, a été engagée depuis 2015 afin de répondre à la constante augmentation des besoins de mise à l'abri, d'accueil, d'accompagnement et d'inclusion des publics nouvellement arrivés sur notre territoire.

La démarche s'est concrétisée fin 2017 par l'ouverture d'un cadre de réflexion commun sur la question de l'accueil de ces nouveaux arrivants et arrivantes afin de trouver des solutions dignes et respectueuses des personnes. Dans une tribune collective publiée dans le journal « Le Monde », parue en décembre 2017, à l'initiative du Maire de Strasbourg, les édiles de grandes villes volontaristes en la matière questionnaient les moyens actuels de cet accueil.

Début 2018, un premier cercle de la communauté des acteurs impliqués à l'échelle de Strasbourg dans l'accueil des migrants-es s'est mobilisé à l'initiative de la Ville, avec le soutien de l'Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville : les acteurs et actrices du monde associatif, du champ du caritatif, partenaires du monde académique et institutionnels-les.
Ainsi, pendant un an, plus d'une cinquantaine de partenaires, acteurs et citoyens-nes engagés-es, soit plus de 150 personnes différentes ont participé à de nombreux temps de travail, ont réfléchi et fait des propositions. Le fruit de ce travail structure ce « manifeste ».

La démarche « ville hospitalière » vise à mieux répondre aux situations rencontrées par les « personnes migrantes vulnérables », en améliorant les coordinations et engagements de l'ensemble du système d'acteurs (institutions, associations, habitants-es…) existant sur le territoire strasbourgeois.

On entend par « migrants vulnérables » des personnes n'ayant pas la nationalité française, venues de l'étranger et désirant s'installer en France ou y passer quelques temps, et dont la situation requiert une intervention publique.

Le manifeste témoigne de cet engagement de la Ville à agir avec les acteurs et actrices du territoire pour répondre aux besoins et droits fondamentaux des personnes, quel que soit leur statut, dans une logique inclusive.

Principes fondateurs de la démarche

- **La Ville porte un mandat de protection envers tous les habitants et habitantes**

Strasbourg s'inscrit dans la continuité de son histoire, en référence à l'humanisme rhénan et au droit local, se traduisant notamment dans un devoir de protection de tous.

Son action s'inscrit donc dans le respect de la tradition d'hospitalité française. La France, pays d'immigration et d'émigration est aussi celui de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Capitale européenne des droits de l'Homme, Strasbourg accueille le siège du Conseil de l'Europe et la Cour européenne des Droits de l'Homme, elle respecte les conventions nationales et internationales, notamment la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne, la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention internationale des droits de l'enfant.

L'hospitalité est vue comme une opportunité de développement de politiques inclusives et émancipatrices qui de fait bénéficient à toutes et tous. Cet enjeu s'inscrit en cohérence et dans la continuité de la politique de cohésion sociale portée par la collectivité. La Ville s'appuie sur ses compétences municipales pour approfondir son action et apporte un soutien actif à la communauté des acteurs et actrices mobilisés-es, aux institutions, notamment l'Etat, dans la conduite de leurs missions. Elle soutient les Strasbourgeois-es dans leurs initiatives et les valeurs de solidarité qui les animent.

- **Les personnes migrantes vulnérables souhaitant trouver refuge doivent être accueillies, sans discrimination**

Les personnes doivent être accueillies dès leur arrivée sur notre territoire et accompagnées dans leur itinérance, selon les étapes qui sont les leurs, quels que soient leurs statuts, leurs projets, leur devenir ici ou ailleurs.

La communauté d'acteurs de Strasbourg s'entend à concevoir un accueil inconditionnel des « migrants vulnérables » reposant sur un accueil physique et de qualité. Cet accueil pour les personnes s'entend par le fait d'ouvrir sa porte, aller vers, écouter et *a minima* rediriger vers les structures compétentes.

L'accueil de « premier niveau » doit permettre dans cette perspective de trouver les réponses les plus adaptées, tout en posant les premiers jalons d'une inclusion ultérieure par l'accès à l'apprentissage du français et l'accompagnement administratif, notamment.

Il s'agit, dans une dynamique de coopération territoriale :

- d'accompagner ces arrivées,
- de construire un « accueil » permettant d'amortir le chaos des parcours,
- de structurer un rapport positif au territoire pour toutes celles et tous ceux qui sont là,
- et de construire les liens qui permettront une inscription durable pour toutes celles et tous ceux qui resteront.

Travailler dans cette direction, c'est passer d'une ville d'arrivée à une ville d'ancrage, de reconnaissance, d'appartenance, d'espoir.
L'enjeu est de permettre à ceux et celles qui sont de passage comme à ceux et celles souhaitant rester de trouver leur place sur le territoire.

- **L'inclusion sociale, économique et culturelle est possible et enrichissante**

Selon la Commission européenne, l'inclusion sociale se définit comme un processus « permettant aux personnes en danger de pauvreté et d'exclusion sociale de bénéficier des possibilités et des ressources nécessaires pour participer à la vie économique et sociale, en jouissant d'un mode de vie considéré comme normal dans la société dans laquelle ils vivent ».
Agir ainsi, c'est s'opposer à l'exclusion et réaffirmer l'objectif général soutenu par l'ensemble des politiques publiques pour tous les habitants-es du territoire en matière de cohésion sociale et permettre à chaque citoyen, y compris les plus défavorisés de participer pleinement à la société.
C'est par nos différences mais aussi, et surtout, dans la construction d'un avenir commun que l'on « fait société ». Ces réalités migratoires nous offrent de fait une opportunité de renforcer les liens de solidarité.

L'enjeu est d'apporter des solutions à l'urgence et de proposer des réponses se référant à un modèle local d'inclusion, qui commence par une structuration de l'accueil dès l'arrivée, dans une perspective de cohésion sociale et de développement.

Ces principes et enjeux s'inscrivent dans le respect des droits et des libertés fondamentales. La coopération entre les acteurs-trices / professionnels-les et la mise en réseau sont une condition de réussite.

Les partenaires, mobilisés dans le cadre de la démarche, appellent à une action collective pour renforcer les liens et lutter contre les inégalités sociales et de santé, car personne ne peut agir seul face aux situations rencontrées.

La coopération et la complémentarité des acteurs, à tous les niveaux (local, national, européen…) permettent de renforcer les moyens de la démarche.

L'enjeu de cette action collective est aussi de lutter contre les représentations, les peurs qui sont liées à ces arrivées et de valoriser la richesse culturelle, économique et sociale de ces apports, dans leurs diversités.

Engagements



ENGAGEMENT I

Une politique d'accueil volontariste de la Ville menée avec la communauté des actrices et acteurs

La Ville agit dans le cadre de ses responsabilités et moyens Ainsi, les politiques qu'elle mène s'adressent à tout public en vulnérabilité sur son territoire. Si les situations spécifiques rencontrées par les personnes migrantes l'ont amenée à développer des actions spécifiques, elle mobilise en premier lieu ses dispositifs de droit commun et soutient les associations et acteurs-trices dans leur démarche et avec leurs expertises propres, en poursuivant les objectifs suivants.

- **Répondre aux besoins fondamentaux afin d'accompagner les parcours des personnes**

La Ville de Strasbourg, du fait de son engagement historique dans le champ social et de la santé, a développé une collaboration spécifique avec le Département du Bas-Rhin par convention, en mobilisant un service social intégré liant compétences sociales et médico-sociales déléguées par le département et actions volontaristes de la commune en matière de solidarités et de santé.

A ce titre, la Ville met en place quotidiennement et/ou soutient ses partenaires et les acteurs dans des actions directes en faveur des personnes en grande vulnérabilité, quels que soient leurs statuts, et si besoin avec l'appui d'interprètes spécialisés, afin de favoriser l'accès aux droits pour répondre aux besoins vitaux (l'alimentation, l'hygiène, la santé…) et accompagner les personnes dans leurs parcours.

- **Favoriser l'autonomie et l'inclusion en mobilisant les politiques municipales**

La Ville mobilise également ses dispositifs et l'ensemble de ses politiques publiques pour favoriser l'autonomie et l'inclusion sociale et professionnelle *via* l'accès à l'éducation, l'accès au logement de droit commun quand cela est possible, l'apprentissage de la langue française (Plateforme numérique Français langue étrangère, coordination des organismes de formation, renforcement de l'offre…), l'accès à l'université *via* des bourses pour les étudiants réfugiés et demandeurs d'asile, l'accès aux loisirs, à la culture et au sport.

Ces enjeux sont poursuivis à travers la mobilisation des politiques municipales, notamment en matière de participation citoyenne ou d'évènements de sensibilisation qui visent à valoriser la place de tous dans la cité.
A ce titre la politique de lutte contre les discriminations menée par la municipalité est riche, elle s'incarne en particulier à travers les semaines de l'égalité qui mobilisent de multiples partenaires et s'adressent à de nombreux enfants et jeunes. Cet engagement se traduit également à l'échelle européenne et internationale à travers les réseaux de Villes solidaires (Vademecum en faveur de l'accueil, passeport européen des réfugiés).

- **Développer un cadre d'actions spécifiques en direction des publics migrants vulnérables afin d'améliorer leur accompagnement et leur parcours sur notre territoire**

Enfin, la Ville conduit des actions spécifiques en direction des personnes migrantes vulnérables :

- Développement de solutions de mise à l'abri et renforcement des dispositifs d'hébergement sur le territoire en lien avec les partenaires (création de 100 places en 2018, développement de projets d'hébergement dans le cadre d'urbanisme temporaire, engagement dans le projet « Logement d'abord » afin de favoriser les parcours vers le logement pour ceux qui peuvent y accéder et fluidifier le recours aux dispositifs d'urgence et dédiés aux demandeurs d'asile) ;
- Construction de réponses spécifiques en direction des familles aux droits incomplets (équipe ressource dédiée au sein des équipes d'action sociale de proximité de la Ville, promotion et soutien à la création d'un lieu de ressourcement pour les familles…) ;
- Impulsion de la démarche « ville hospitalière » pour comprendre les besoins et mettre en place des solutions adaptées avec les actrices et acteurs du territoire (démarche bénéficiant des ressources de l'ORIV – Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville) ;
- Soutien aux actrices et acteurs de la recherche sur le champ des migrations et de l'inclusion (soutien au projet « Migreval » mené par l'Université de Strasbourg) ;
- Mobilisation d'un poste dédié au projet « ville hospitalière » au sein des effectifs de la Ville pour accompagner l'engagement du territoire, développer des dynamiques innovantes et rechercher des financements.

- **Consolider la politique volontariste grâce à l'appui du système d'acteurs**

La Ville met en place un dialogue concerté, continu et de qualité, avec tous les acteurs associatifs, avec l'Etat dans toutes ses composantes, le Conseil Départemental du Bas-Rhin mais aussi l'Université de Strasbourg, la Caisse d'Allocations Familiales, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, Pôle emploi, les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg, la Région Grand Est…

Le manifeste constitue par ailleurs un appui dans le cadre du dialogue institutionnel.

ENGAGEMENT II

Un cadre local concerté basé sur une dynamique locale coopérative

La communauté d'acteurs partenaires de la démarche « ville hospitalière » s'engage dans une logique de coopération, considérant que les réponses à apporter aux situations de détresse identifiées relèvent d'une action collective et concertée, dans le respect des responsabilités, moyens et expertises de chacun.

- **Assurer un accueil digne et de qualité des personnes dans le respect des compétences et moyens des acteurs**

Il s'agit dans cette perspective d'assurer un accueil digne et de qualité des personnes reposant sur un accueil physique, inconditionnel (« accueil de premier niveau ») dans le respect des compétences et moyens des actrices et acteurs. Cet accueil permet d'anticiper les ruptures de parcours et, *in fine*, d'accompagner leur inclusion.
Cette hospitalité se traduit, a *minima*, par une écoute, la mise à disposition d'informations et une orientation adaptée en fonction de la situation vers les structures compétentes.

L'enjeu est ainsi d'apporter un niveau minimal de connaissance en direction des personnes accueillies pour qu'elles puissent se repérer parmi les structures et acteurs intervenant sur Strasbourg. Cela suppose la structuration d'un travail particulier entre les partenaires de la démarche, identifiés comme acteurs de « premier niveau ».

- **Renforcer les liens de coopération sur le territoire**

Afin d'assurer cet accueil digne sur le territoire, il s'agit de mieux connaître les enjeux et réalités des actrices et acteurs pour que chacun puisse se situer et agir en complémentarité.
Dans ce sens, ils-elles se mobilisent au sein du réseau « ville hospitalière ». A ce titre, il-elles participent aux réunions collectives, échangent sur leurs pratiques, font circuler l'information pour rendre lisibles et articuler les instances existantes et leurs travaux, partagent leurs connaissances, sont des relais d'information …

- **Co-construire des réponses et outils complémentaires**

Afin de disposer de ressources utiles à l'action, le travail en partenariat vise également à renforcer les dispositifs et outils existants en direction des personnes migrantes, mais aussi en direction des professionnels-les / actrices et acteurs.
Dans ce cadre, l'ensemble de ces acteurs s'entend à co-construire les réponses et les outils en maillant leurs compétences et méthodologies. Cette logique de co-construction répond à l'enjeu de faire fonctionner ensemble les acteurs du réseau.

- **Adapter et renforcer les compétences des actrices et acteurs aux réalités territoriales**

L'enjeu est aussi de développer leurs connaissances à travers la mise en place d'ateliers de partage d'expériences sur des situations rencontrées, mais aussi des temps de formation permettant de construire un dialogue local commun. Dans cette perspective, ils-elles partagent leurs connaissances législatives et réglementaires (mieux connaître le droit local, national et européen) afin d'optimiser les réponses apportées aux situations rencontrées.
Parallèlement, il s'agit de renforcer la formation des travailleurs et intervenants sociaux et de ceux et celles qui le souhaitent.

Enfin, la démarche « ville hospitalière » vise également à actualiser la connaissance des publics et situations rencontrées afin que les actions soient adaptées aux réalités. Cet enjeu peut passer par une observation territoriale partagée et sur des échanges de pratiques.



ENGAGEMENT III

Une société encline à l'accueil et une dynamique citoyenne

Aucune action publique n'a de sens si elle ne tient pas compte des personnes concernées et de l'environnement dans laquelle elle s'inscrit, dans une logique de sens partagé par le plus grand nombre. De ce fait, peut-être plus encore que dans d'autres actions, la Ville et les acteurs partenaires de la démarche « ville hospitalière » se mobilisent pour :

- **Sensibiliser les habitants-es aux enjeux des migrations et des parcours des personnes**

L'enjeu est à la fois de lutter contre les discriminations et les représentations, et aussi de s'assurer que les personnes accueillies soient considérées selon leur propre histoire en valorisant leurs parcours de vie et leurs expériences.

D'autre part, il s'agit dans la perspective d'une ville hospitalière de promouvoir une démarche interculturelle permettant de prendre en compte les différents apports, et par la même de développer des actions en faveur de l'interculturalité.

- **Favoriser la mobilisation solidaire et l'engagement citoyen**

Il s'agit de poursuivre la mobilisation des strasbourgeois-es et de valoriser les actions engagées.
L'enjeu est alors de favoriser l'hébergement citoyen, l'appel au volontariat sur des actions d'accompagnement, d'aide à l'apprentissage de la langue française, de tutorat au bénéfice de l'inclusion sociale.

La communauté des acteurs s'engage ainsi à construire un cadre permettant d'articuler les besoins identifiés à l'échelle du territoire entre celles et ceux qui arrivent et les habitants-es souhaitant se mobiliser autour de cet objectif partagé d'accueil.

ENGAGEMENT IV

Des instances de dialogue nationales, européennes

Une dynamique plus globale sera portée par la Ville mais aussi par les actrices et acteurs mobilisés-es sur le territoire *via* leurs réseaux.
Cette dynamique de réseau vise la recherche d'une amélioration permanente des actions engagées, de façon pragmatique, en se donnant les moyens de disposer d'une parole collective.
La Ville entend poursuivre sa mobilisation avec l'appui du réseau européen des Villes solidaires, et contribuer au programme européen d'échanges « Eurocities », et au sein de l'organisation animée par France Urbaine.
La participation de la Ville de Strasbourg à l'Association Nationale Villes et Territoires Accueillants (ANVITA) et son adhésion, *via* la démarche portée par "le réseau mondial de collectivités CGLU" (Cités et Gouvernements Locaux Unis), mais aussi relative au pacte mondial ONU (Organisation des Nations Unies) sont autant de réponses permettant cette mise en réseau.
In fine, l'ensemble de ces actions contribue à renforcer notre engagement, nos capacités d'actions et le dialogue avec l'Etat.

Annexe – Liste des principaux acteurs et actrices ayant participé à la démarche « ville hospitalière »*

Abribus
AGIR ABCD Alsace
AIDES Strasbourg
Association d'accueil et d'hébergement pour les jeunes (AAHJ)
Association Foyer Notre Dame
Caritas Arc en ciel
CASAS
CCFD Terre Solidaire
Centre social protestant
CIMADE
Groupe SOS – Oberholz santé
Fédération de Charité
Entraide Le Relais
Fédération de l'Entraide Protestante
Fondation Vincent de Paul - CADA Saint Charles
Hôpitaux Universitaires de Strasbourg - La Boussole
Horizon Amitié
JRS France
Les Amoureux au ban public
Les Restaurants du cœur du Bas-Rhin
L'Etage – la Loupiote
Maison des Adolescents
Makers For Change
Médecins du Monde
Migrations Santé Alsace
Migreval /Unistra
Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville (ORIV)
PADA67 / AFND
Parole sans frontière
Pastorale des Migrants
Point d'Accueil et de Solidarité - SNCF
Secours Populaire
Ville de Strasbourg
Solidariclés
SIAO
Singa Leader
THEMIS

**La participation a été mesurée par la présence à plus d'une réunion collective. Elle n'est donc pas exhaustive.*

CONSEIL MUNICIPAL 25 MARS 2019 – Point n°22

Strasbourg, ville hospitalière : engagement du territoire en faveur de l'accueil digne des personnes vulnérables issues des migrations. - Adhésion à l'ANVITA et désignation.

Pour **46**	**AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROGER-Patrick, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, MENAD-Zaza, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, SCHMITT-Michael**
Contre **0**	
Abstention **10**	**CALDEROLI-LOTZ-Martine, MANGIN-Pascal, MAURER-Jean-Philippe, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROOS-Thierry, SCHALCK-Elsa, SENET-Eric, TARALL-Bornia, VETTER-Jean-Philippe, ZUBER-Catherine**

23

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Mise en conformité légale du règlement de fonctionnement des centres médico-sociaux.

La mission d'action sociale de proximité est l'une des quatre missions déléguées par le Département du Bas-Rhin à la ville de Strasbourg dans le cadre d'une convention renouvelée et adoptée en mars 2018 pour 7 ans.

Dans ses 16 centres médico-sociaux, la Ville assure, en contact direct avec les usagers-ères, la mise en œuvre de l'action sociale généraliste de proximité.

Cette activité se répartit sur 5 territoires : Sud (Meinau, Neuhof), Est (Neudorf, Ampère, Port du Rhin, Bourse-Esplanade-Krutenau), Centre-Nord (Centre-ville, Gare, Tribunal, Robertsau-Wacken, Cité de l'Ill, Orangerie, Conseil des XV), Ouest (Cronenbourg, Hautepierre, Poteries) et Sud-Ouest (Koenigshoffen, Hohberg, Elsau, Montagne verte).

Chaque territoire dispose d'un-e Responsable de territoire d'action sociale de proximité qui s'appuie sur deux responsables d'équipe de secteur.

Les centres médico-sociaux répondent à une logique de guichet unique et hébergent des équipes pluri-professionnelles du champ sanitaire et social. Ils sont un premier accueil inconditionnel de proximité pour les habitants.

Cette mission d'accueil social et de service public est un maillon essentiel du service rendu à l'habitant, Elle s'inscrit dans la politique des solidarités et de santé portée par la Ville, dans les schémas d'accessibilité du service public issus de la loi Notre du 7 août 2015 ainsi que dans le Plan Départemental d'Action Sociale de Proximité de 2016. Plus récemment l'objectif d'un accueil de proximité renforcé est porté par la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté.

En 2018, les 197 agents de nos centres médico-sociaux ont accueilli près de 20 000 ménages.

Nous améliorons à la fois les conditions d'accueil pour les habitants et de travail pour les agents de la collectivité. Les agents peuvent être mis en difficultés par des réactions inadaptées, voire des agressions qui peuvent concerner du matériel ou des personnes et compromettre la qualité de vie collective dans ces lieux d'accueil.

Pour répondre à ces situations, le service s'est doté d'un règlement de fonctionnement qui a été élaboré, en cohérence avec les dispositions du code de l'action sociale et des familles, du code des collectivités territoriales et adopté par le conseil municipal le 16 décembre 2013.

Ce règlement rappelle les conditions d'accueil au sein de nos structures, les droits et devoirs des personnes accueillies. Il prévoit un certain nombre de mesures s'échelonnant jusqu'à des sanctions qui pourraient être décidées à l'encontre d'un-e usager-ère, en cas de non-respect de ce règlement.
Le *Code des relations entre le public et l'administration* entré en vigueur le 1er janvier 2016 a abrogé la loi du 12 avril 2000 relative *aux droits de citoyens dans leurs relations avec les administrations.*

Ces évolutions législatives nous ont conduits à apporter des modifications afin de mettre en conformité ce dernier. Le texte général du règlement a par ailleurs été adapté à l'écriture inclusive et des précisions ont été apportées suite aux expériences vécues.

Le conseil municipal est invité à approuver la mise en conformité, au regard de la modification de la loi, de ce règlement de fonctionnement des centres médico-sociaux.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

La mise en conformité légale du règlement de fonctionnement des centres médico-sociaux adopté initialement par le conseil municipal du 16 décembre 2013 ;

autorise

le Maire ou son représentant à signer et exécuter ce règlement de fonctionnement.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT DES CENTRES MEDICO-SOCIAUX

Vu le Code général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L 2121-29, L 2212-21, L 2541-3, L 2541-19 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment article L311-1 et suivants ;

Vu la loi n°79-587 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration entré en vigueur le 1er janvier 2016 notamment ses articles L121-1, L121-2, L122-1

Vu la délibération du conseil municipal du 25 mars 2019 approuvant le règlement de fonctionnement des centres médico-sociaux.

Considérant la nécessité de règlementer l'accès et les conditions d'utilisation des centres médico-sociaux dans l'intérêt du bon ordre, de la qualité de l'accueil et des conditions de travail, de l'hygiène et de la sécurité publique ainsi que d'une bonne administration du patrimoine public, le présent règlement de fonctionnement, opposable à tous-tes les utilisateurs-trices du service, fixe les modalités de fonctionnement des structures territorialisées ; il constitue un rappel des droits et obligations existants qui doivent permettre un accueil des publics dans les meilleures conditions.
Le présent règlement s'intègre également dans une démarche de prévention des situations incidentogènes ou conflictuelles dans les centres médico-sociaux.

Titre 1 – L'accès aux centres médico-sociaux et missions

Art. 1 Les centres médico-sociaux ont pour mission de mettre en œuvre localement la politique sociale de la Ville, ainsi que les compétences déléguées par le Département et l'Etat. Ils mènent une action sociale qui tient compte des réalités locales, des besoins des usagers-ères et des dispositifs en vigueur.

Art. 2 Dans un centre médico-social l'usager-ère peut notamment bénéficier :
- d'un accueil et d'une information sur ses droits,
- d'une aide dans la réalisation de ses démarches administratives,
- d'un accompagnement médico-social de proximité pour le-la soutenir dans ses difficultés quotidiennes familiales, financières, ou encore d'insertion,
- de conseils sur l'éducation et le développement des enfants,
- de suivi pour de jeunes enfants (0-6 ans).

Art. 3 Les centres médico-sociaux strasbourgeois sont ouverts aux seuls-les résidents-tes de la ville de Strasbourg. Le territoire de la commune est divisé en secteurs : pour connaître le centre médico-social de secteur, l'usager-ère peut contacter la Mairie ou le site www.strasbourg.eu.
Un arrêté du maire de Strasbourg fixe les horaires qui sont affichés à l'accueil des centres médico-sociaux.

Art. 4 La prise en charge de l'usager-ère est subordonnée à la communication de son identité et de son lieu de résidence ou de domiciliation.

Art. 5 Les centres médico-sociaux sont un service public exécuté par des agents-tes publics-ques attentifs-ves à la qualité du service rendu à l'usager-ère.
A ce titre, l'usager-ère est accueilli-e, renseigné-e et orienté-e par le-la professionnel-elle qui le-la reçoit. L'action des agents-tes publics-ques du centre médico-social s'inscrit dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

Titre 2 - Droits de l'usager-ère

Art. 6 Principe de non-discrimination : nul ne peut faire l'objet d'une discrimination en raison de son origine, ethnique ou sociale, de son apparence physique, de son orientation sexuelle, de son handicap, de son âge, de ses opinions et convictions, politiques ou religieuses. L'usager-ère bénéficie d'un traitement objectif.

Art. 7 Droit à la protection : toute personne en situation de particulière vulnérabilité, notamment les mineurs, peut demander seule une mesure de protection au centre médico-social, dans les conditions prévues par la loi.

Art. 8 Respect de la confidentialité et secret professionnel : les centres médico-sociaux recueillent les informations concernant les usagers-ères, et les soumettent, pour rendre le meilleur service possible, à un traitement informatique. Il est garanti à l'usager-ère le respect de la confidentialité des informations le-la concernant dans le cadre des lois existantes. Il-elle bénéficie des garanties assurées par l'exercice du secret professionnel dans les conditions définies par la loi.
Seules les informations utiles à l'instruction des demandes de prestations pourront être transmises aux organismes concernés.

Art. 9 Droit à l'information : conformément à la loi le service public est délivré dans la langue française. L'usager-ère a droit à une information claire, compréhensible et motivée sur sa prise en charge et son accompagnement. Le-la professionnel-elle informe l'usager-ère des démarches engagées dans les conditions prévues par la loi.

L'usager-ère dispose d'un droit d'opposition, d'accès et de rectification sur ses données personnelles. Il-elle a, par ailleurs, un droit d'accès à son dossier médico-social. Ce dernier ne s'exerce que pour les écrits émanant exclusivement du service de l'action sociale territoriale. Pour exercer ces droits, l'usager-ère s'adresse par écrit au-à la Chef-fe du service de l'action sociale territoriale (Ville et Eurométropole de Strasbourg /

Direction des Solidarités et de la Santé / Action sociale territoriale / 1 parc de l'Étoile 67076 Strasbourg Cedex).

Art. 10 Garantie et droit de recours : la loi du 11 juillet 1979 fait obligation à l'administration de motiver les décisions concernant l'usager-ère, lorsqu'elles sont défavorables ou dérogatoires. L'usager-ère doit pouvoir obtenir une réponse écrite et motivée de l'administration ; elle comporte les voies et délais de recours contentieux.

Titre 3 - Obligations de l'usager-ère et éventuel-elle accompagnateur-trice à l'égard des agents-tes publics-ques, des locaux et des autres usagers-ères

Art. 11 Obligations vis-à-vis des personnels : les personnels dans les centres médico-sociaux sont des agents-tes chargés-ées d'une mission de service public et à ce titre, spécifiquement protégés par la loi. De ce fait, toute agression verbale ou physique, toute intimidation, toute injure, toute menace, tout outrage, toute atteinte à la dignité sur un-e agent-e public dans l'exercice ou en lien avec ses fonctions est susceptible de faire l'objet de sanctions administratives et de poursuites pénales aggravées par la qualité de cet agent.

Art. 12 L'usager-ère doit faire preuve de discrétion et de respect envers les personnels et le public. Les rassemblements et attroupements sont interdits dans l'enceinte du centre médico-social.

Art. 13 Les mineurs sont sous la responsabilité de leurs parents ou de leurs tuteurs-trices légaux-ales. Ces derniers-ères engagent leur responsabilité quant au comportement desdits mineurs.

Art. 14 Libertés d'opinion, de conviction, de croyance : le personnel des centres médico-sociaux respecte les libertés d'opinion, de conviction, de croyance, dans la limite où l'exercice de cette liberté n'entre pas en contradiction avec les lois et règlements en vigueur.

Art. 15 L'accès aux locaux est soumis aux règles d'accès aux établissements publics. L'usager-ère est tenu-e de respecter les principes républicains de neutralité et de laïcité du service public. Il est interdit dans l'enceinte des centres médico-sociaux de faire œuvre de prosélytisme politique ou religieux, de s'adonner à des pratiques religieuses à la vue de tous ou de tenir des discours et/ou de diffuser des écrits contraires à l'ordre public.

Art. 16 La pose d'affiches, le dépôt et la distribution de tracts, brochures ou autres sont soumis à autorisation préalable du-de la responsable du centre médico-social concerné, qui se réserve le droit de les retirer selon les besoins du service.

Art. 17 Les actes de commerce et de publicité sont interdits, sauf s'ils entrent dans le domaine de l'économie sociale et solidaire, avec autorisation préalable du-de la responsable du centre médico-social concerné.

Art. 18 Il est interdit au public :
- d'emprunter les accès interdits sans y avoir été autorisé et sans être accompagné
- de pénétrer dans les espaces réservés au personnel, d'entraver la circulation et l'accès aux issues de secours
- d'accéder aux centres médico-sociaux accompagné d'animaux, à l'exception des chiens-guides,
- d'élever la voix, d'utiliser des appareils sonores,
- de manger, de fumer, vapoter et de consommer de l'alcool, ou tout produit interdit par la loi.

Il est obligatoire d'adopter une tenue vestimentaire respectueuse des agents-tes publics-ques et des autres usagers-ères et adaptée à un lieu public.

Titre 4 - Sanctions

Art. 19 Afin de préserver une ambiance sereine et conviviale dans la structure, tout comportement qui compromet son bon fonctionnement ou la sécurité des agents-tes publics-ques et/ou des autres usagers-ères, est interdit. Toute incivilité, intimidation, injure, tout outrage, toute menace, toute violence, physique ou verbale, envers un-e agent-e public-que ou toute autre personne présente dans l'enceinte du centre médico-social peut entraîner l'expulsion immédiate de l'auteur-trice.

Art. 20 Tout acte pénalement répréhensible expose son auteur-trice à un dépôt de plainte et des suites judiciaires.

Art. 21 Toute personne qui, par son comportement, perturbe la tranquillité du site ou l'organisation des activités, ou nuit à l'hygiène, la civilité, la sécurité ou la sûreté, est passible de sanctions pouvant conduire à l'exclusion.

Art. 22 L'échelle des sanctions comprend :
- L'avertissement : décidé par le-la responsable du centre médico-social, il est envoyé par courrier ou remis en main propre à l'usager-ère si la situation l'exige. Il caractérise le manquement observé au règlement de fonctionnement et il indique qu'en cas de réitération du comportement fautif, d'autres sanctions seront prises,
- L'exclusion immédiate : pour faire cesser un trouble important et immédiat le-la responsable du centre médico-social ou son-sa représentant-e peut demander à une personne de quitter immédiatement les lieux. Le concours de la force publique peut être demandé par les agents-tes publics-ques,
- L'exclusion à durée déterminée : l'usager-ère contrevenant-e, le cas échéant exclu à titre conservatoire, est entendu-e par des responsables de la collectivité, dans une commission ad hoc d'au moins trois personnes, représentant le centre médico-social, le service de l'action sociale territoriale et un-e tiers. L'interdiction d'accès au service n'excédera pas douze mois. Une procédure alternative de prise en charge du-de-la contrevenant-te lui sera proposée.
- Ces sanctions s'appliquent sans préjudice des poursuites pénales encourues par l'auteur-trice d'une infraction en vertu des textes législatifs et règlementaires en vigueur.

Art. 23 Le présent règlement sera affiché dans les centres médico-sociaux.

Art 24 Le Maire et le-la responsable du centre médico-social concerné, ainsi que les agents-tes du centre sont chargés-es de veiller à l'exécution du présent règlement.

Fait à Strasbourg le,
Le Maire

24

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Attribution de subventions au titre de la lutte contre les discriminations.

La ville de Strasbourg s'est engagée à mener une politique volontariste pour lutter contre toutes les formes de discriminations qui continuent de perpétuer des attitudes, des comportements, des rejets, des exclusions, liés à des préjugés qui altèrent le regard sur l'autre.

Le présent rapport porte sur l'attribution de trois subventions de fonctionnement visant à soutenir des associations s'inscrivant dans le cadre de la prévention et de la lutte contre les discriminations, pour un montant total de **20 500 €.**

Association collectif festigays	**4 000 €**

L'association Festigay's organise un Mois des Visibilités du 17 mai, journée internationale du Lutte contre l'homophobie au 17 juin 2019. Cette subvention vise à soutenir la prise en charge d'une partie des frais d'organisation du village des associations et la Marche des visibilités prévue à Strasbourg le samedi 15 juin 2019.

Pelicanto	**1 500 €**

L'association présente un spectacle annuel, sous forme de comédie musicale, les 15 et 16 juin. Cette action s'inscrit dans le cadre du mois des visibilités avec une volonté de de dépasser les préjugés mutuels, de lutter contre les discriminations liées notamment à l'orientation sexuelle et d'apporter une visibilité positive de la communauté LGBTI.

Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme - LICRA	**15 000 €**

L'association mène des actions d'information et de sensibilisation auprès des enfants, des jeunes et des adultes. Elle assure également un accompagnement de personnes victimes de racisme, d'antisémitisme et de discriminations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement des subventions suivantes par la Mission lutte contre les discriminations en faveur de :

Association collectif festigays	*4 000 €*
Pelicanto	*1 500 €*
Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme - LICRA	*15 000 €*

Les crédits nécessaires, soit 20 500 €, sont ouverts sous fonction : 40, nature : 6574, programme 8031, activité : DL09A" dont le disponible avant le présent Conseil est de 60 500 €,

autorise

le Maire ou son-a représentant-e à signer les arrêtés d'attribution et conventions relatifs à ces subventions.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

Attribution de subventions au titre de la lutte contre les discriminations

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Association collectif festigays	action dans le cadre du mois de la visibilité	4 000 €	4 000 €	4 000 €
Pelicanto	action dans le cadre du mois de la visibilité	1 500 €	1 500 €	1 500 €
Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme - LICRA	actions d'information et de sensibilisation auprès des enfants, des jeunes et des adultes	15 000 €	15 000 €	15 000 €

25

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Modification du règlement de fonctionnement des établissements municipaux d'accueil de la petite enfance.

Le règlement de fonctionnement actuellement en vigueur dans les établissements municipaux d'accueil du jeune enfant a initialement été adopté en 2005 suite à la mise en place de la Prestation de Service Unique (PSU) par la Caisse d'allocations familiales (CAF).

Il a été modifié en mai 2011 afin d'y intégrer les engagements de la charte qualité petite enfance, puis en juin 2012 suite à une nouvelle circulaire de la CNAF relative à la PSU.

Certaines évolutions dans le fonctionnement des établissements et changements règlementaires nécessitent une nouvelle révision du règlement de fonctionnement.

Les propositions d'évolution portent sur :

- **Un objectif supplémentaire de la charte qualité (article 2).**

  Depuis le règlement de fonctionnement actuel, la charte qualité s'est enrichie d'un objectif nouveau qui est de « soutenir le développement du langage chez le jeune enfant et valoriser les langues et cultures familiales ».
  Cet objectif est ajouté au nouveau règlement de fonctionnement.

- **La priorité dans l'attribution des places (article 6 b).**

  Par délibération de novembre 2017, le Conseil municipal a approuvé la prise en compte de l'activité des parents dans les critères de priorité pour l'affectation des places en établissements petite enfance.
  Cette évolution des priorités est intégrée au nouveau règlement de fonctionnement.

- **La facturation de l'accueil non contractualisé (article 14).**

  Jusqu'à présent, le paiement pour l'accueil ponctuel est effectué au départ de l'enfant le jour même de l'accueil. Les encaissements sont assurés par les responsables de sites.
  Cette organisation est très contraignante et nécessite une régie et des liquidités car les montants à régler sont très faibles.
  Afin d'éviter, cette manipulation régulière d'espèces, il est proposé, à l'instar de l'accueil contractualisé, de transmettre mensuellement une facture aux familles.

Le recouvrement des factures sera assuré par la Recette des Finances.

- **Le suivi médical et vaccinations des enfants (article 27).**

  Jusqu'à présent, au moment de l'inscription, il était demandé aux familles un certificat de vaccinations DTP (diphtérie, tétanos et polio) ou la copie du carnet de santé.
  Or, la nouvelle règlementation prévoit, pour l'accueil en collectivité des enfants nés à partir du 1er janvier 2018, 12 vaccins entre les 2 et 18 mois de l'enfant.
  Afin de répondre au mieux à cette nouvelle règlementation, il est proposé de solliciter au moment de l'inscription un certificat médical attestant que les vaccinations obligatoires sont à jour.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

d'adopter le règlement de fonctionnement des établissements municipaux d'accueil du jeune enfant ci-joint,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à appliquer ce règlement et à signer tous les actes et conventions y afférents.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

Règlement de fonctionnement des établissements municipaux d'accueil du jeune enfant

Service Famille et petite enfance
Mars 2019

SOMMAIRE

CHAPITRE - I - DISPOSITIONS GENERALES 4

Article 1 - Les établissements municipaux d'accueil du jeune enfant 4

Article 2 - Les missions des établissements 4

Article 3 - La direction des établissements 5

Article 4 - Coopération parents/professionnels-les et participation des parents à la vie de l'établissement 5

CHAPITRE - II - CONDITIONS GENERALES D'ADMISSION ET DE CONTRACTUALISATION 6

Article 5 - Définitions : 6
L'accueil contractualisé
L'accueil non contractualisé
L'accueil d'urgence
La période d'adaptation
Enfant en situation de handicap
Parents

Article 6 - Admission et priorité d'attribution des places 6
6 - a - Conditions d'admission
6 - b - Priorité dans l'attribution des places

Article 7 - Modalités d'inscription 7

Article 8 - Principe général de l'organisation des réservations 8
8 - a - Accueil contractualisé
8 - b - Accueil non contractualisé

Article 9 - Modification et rupture du contrat 9
9 - a - Rupture anticipée du contrat
9 - b - Rupture pour absentéisme
9 - c - Rupture pour retard

Article 10 - Pièces à fournir 9
10 - a - Les familles allocataires CAF pour lesquelles les informations sont extraites sur CDAP
10 - b - Les familles non allocataires CAF ou refusant l'utilisation de CDAP

CHAPITRE - III - PARTICIPATION FINANCIERE DES FAMILLES 10

Article 11 - Participation des familles 10
11 - a - Facturation pour l'accueil contractualisé
11 - b - Facturation pour l'accueil non contractualisé
11 - c - Enfants en situation de garde alternée
11 - d - La période d'adaptation

Article 12 - Tarifs spécifiques **12**
12 - a - L'accueil d'urgence
12 - b - Enfants placés en famille d'accueil du Conseil départemental
12 - c - Enfants des agents du Conseil de l'Europe, de travailleurs transfrontaliers et des autres institutions

Article 13 - Prestations fournies **12**

Article 14 - Paiements **12**

Article 15 - Impayés **13**

CHAPITRE - IV - FONCTIONNEMENT DES ETABLISSEMENTS ET VIE QUOTIDIENNE DES ENFANTS **13**

Article 16 - Horaires de fonctionnement **13**

Article 17 - Fermetures annuelles des établissements **13**

Article 18 - Hygiène **13**

Article 19 - Alimentation **14**

Article 20 - Sécurité **14**

Article 21 - Départ de l'enfant **14**

Article 22 - Prévention du vol **14**

Article 23 - Assurance **14**

Article 24 - Respect des personnes **14**

CHAPITRE - V - SURVEILLANCE MEDICALE DE l'ENFANT **15**

Article 25 - Missions du médecin **15**

Article 26 - Suivi médical et vaccinations **15**

Article 27 - Enfant malade **16**

Article 28 - Prise de médicaments **16**

Article 29 - Modalités de délivrance de soins spécifiques occasionnels et réguliers **16**

CHAPITRE - I
DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 - Les établissements municipaux d'accueil du jeune enfant

Les établissements municipaux d'accueil du jeune enfant fonctionnent en référence aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et dans le respect du présent règlement de fonctionnement.

Les établissements d'accueil collectif non permanent d'enfants comprennent les crèches, haltes-garderies, jardins d'enfants et multi-accueils.
Cet accueil peut être régulier, le cas échéant, à temps partiel, occasionnel ou d'urgence.

Le présent règlement, qui s'applique à tous les établissements ainsi définis, est remis aux familles au moment de l'admission.

L'admission d'un enfant en établissement municipal vaut acceptation tacite de ces dispositions et engagement à les respecter.

Article 2 - Les missions des établissements

Les établissements de la petite enfance sont soumis au Code de la Santé – Chapitre IV – Article R2324-17 – Partie règlementaire consolidée au 8 juin 2010 qui stipule :

« Les établissements et les services d'accueil non permanent veillent à la santé, à la sécurité, au bien-être et au développement des enfants qui leur sont confiés. Dans le respect de l'autorité parentale, ils contribuent à leur éducation.
Ils concourent à l'intégration des enfants présentant un handicap ou atteints d'une maladie chronique qu'ils accueillent. Ils apportent leur aide aux parents pour favoriser la conciliation de leur vie professionnelle et de leur vie familiale ».

Le Conseil municipal de la ville de Strasbourg a adopté une charte qualité élaborée en concertation avec la Caisse d'allocations familiales, des parents, des professionnels-les de la petite enfance et des gestionnaires.

Dans le cadre de cette charte, les établissements municipaux s'engagent à mettre en œuvre et à évaluer les objectifs suivants :

1. Garantir un parcours simple et transparent, de l'information à l'attribution d'une place d'accueil.
2. Construire des liens personnalisés et sécurisants pour l'enfant et ses parents.
3. Garantir un quotidien ajusté aux besoins individuels de l'enfant.
4. Favoriser le jeu spontané et l'activité, source d'éveil et d'autonomie.
5. Accompagner l'enfant dans son processus de socialisation.
6. Adopter et maintenir une attitude professionnelle et bien-traitante.
7. Développer la coopération entre professionnels et parents.
8. Répondre aux besoins de l'enfant et du-de la professionnel-le pour une organisation performante.
9. Soutenir le développement du langage chez le jeune enfant et valoriser les langues et cultures familiales
10. Mettre en œuvre, suivre et évaluer les engagements de la charte qualité.

Chacun des objectifs est développé dans la charte jointe au présent règlement.

Conformément à la charte qualité, les établissements municipaux mènent annuellement une démarche visant à évaluer la mise eu œuvre des objectifs de la charte et à élaborer un plan d'action.

Cette démarche s'appuie sur l'évaluation des parents et l'auto-évaluation des personnels.

Article 3 - La direction des établissements

Le-la directeur-rice organise, gère et coordonne l'ensemble des actions nécessaires au bon fonctionnement de l'établissement, sous l'autorité du service Famille et petite enfance de la Ville.

Au sein de l'établissement, il-elle porte la responsabilité hiérarchique et fonctionnelle et assure les missions suivantes :
- Il-elle est responsable de :
    - l'application du règlement de fonctionnement,
    - la conception, de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation du projet d'établissement,
    - l'équipe pluri-professionnelle qu'il-elle anime,
    - la sécurité, du bien-être et de l'épanouissement de l'enfant.
- Il-elle est l'interlocuteur privilégié des parents.
- Il-elle travaille en collaboration avec les partenaires externes et internes à l'établissement.

En l'absence ponctuelle ou temporaire du-de la directeur-rice, son adjoint-e ou, en son absence, une personne diplômée est désignée pour assurer la continuité de direction. Elle devra appliquer la réglementation et les consignes qui en découlent.

Article 4 - Coopération parents/professionnels-les et participation des parents à la vie de l'établissement

Le-la directeur-rice et le personnel développent la coopération entre professionnels-les et parents, notamment à travers des espaces de convivialité et de supports de communication, de temps de rencontres individuelles pour assurer une continuité entre le vécu de l'enfant dans sa famille et le vécu dans l'établissement. Des rencontres collectives à vocation pédagogique et conviviale sont également proposées.

Conseils d'établissement

Un conseil d'établissement composé de parents, de professionnels-les de l'établissement, d'élus-es de la ville de Strasbourg et de représentants du gestionnaire est mis en place dans chaque établissement.

Le conseil d'établissement est une instance consultative qui a pour but d'échanger sur la vie de l'établissement et sur son fonctionnement. Il se réunit au moins deux fois l'an.

Evaluation

Annuellement, un questionnaire de satisfaction sera proposé aux parents.

CHAPITRE - II
CONDITIONS GENERALES D'ADMISSION ET DE CONTRACTUALISATION

Article 5 - Définitions

L'accueil contractualisé répond à un besoin d'accueil régulier correspondant à un rythme et une durée prévisibles.

L'accueil non contractualisé correspond à un rythme et une durée qui ne peuvent se définir à l'avance.

L'accueil d'urgence répond à un besoin d'accueil qu'il n'a pas été possible d'anticiper et qui doit permettre aux parents de trouver une solution d'accueil pérenne.
Cet accueil d'urgence est limité à un mois, renouvelable une fois.

La période d'adaptation : Avant l'intégration définitive de l'enfant, une période d'adaptation est organisée en référence au projet d'établissement. Il s'agit d'une période d'accueil de l'enfant et de sa famille accompagnés en particulier par le-la professionnel-le référent-e.
La période d'adaptation a pour objectif, la création de nouveaux liens sécurisants et une connaissance mutuelle.

Enfant en situation de handicap
Il s'agit d'enfants dont les parents bénéficient de l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé suite à une notification de la Commission des Droits et de l'Autonomie et/ou d'un enfant bénéficiant d'une prise en charge d'un service spécialisé (CAMPS, SESSAD, Hôpital de jour) en raison de difficultés de développement.

Parents : Ce terme est employé pour désigner les deux parents de l'enfant ou celui détenteur de l'autorité parentale ou les représentants légaux de l'enfant accueilli.

Article 6 - Admission et priorité d'attribution des places

6 - a - Conditions d'admission

Les établissements d'accueil de la petite enfance de la ville de Strasbourg s'adressent aux familles domiciliées à Strasbourg.

En cas de déménagement hors Strasbourg en cours de contrat, l'enfant aura la possibilité de rester jusqu'à la fin du contrat en cours et au maximum jusqu'à la prochaine rentrée scolaire.

Les enfants dont les parents ne résident pas à Strasbourg peuvent être accueillis dans le cadre de l'accueil non contractualisé (cf. article 8b).

L'admission d'un enfant n'est possible que si la famille a acquitté les factures des périodes écoulées.

Dans les établissements multi-accueil et halte-garderie, les enfants peuvent être accueillis à partir de 10 semaines jusqu'à la date de leur troisième anniversaire. L'accueil pourra être maintenu au-delà du troisième anniversaire, jusqu'à la rentrée scolaire suivante.

Dans les jardins d'enfants, les enfants peuvent être accueillis de 2 ans jusqu'à la date de leur quatrième anniversaire. Toutefois, pour les enfants nés au premier semestre de l'année civile, l'accueil pourra être maintenu au-delà du quatrième anniversaire, jusqu'à la rentrée scolaire suivante.

Dans tous les établissements, les enfants en situation de handicap peuvent être accueillis jusqu'à leur sixième anniversaire sous réserve de l'autorisation du médecin de service de l'établissement.

Les demandes d'inscription d'enfants à naitre sont accompagnées d'un certificat médical de grossesse.

6 - b - Priorité dans l'attribution des places

Conformément à la charte qualité, les demandes d'admission sont traitées en fonction des priorités suivantes :

Priorité 1 :
- Enfant dont les deux parents ou le mono-parent disposent d'un revenu inférieur au seuil de pauvreté et sont en activité ;
- Enfant en situation de handicap ou atteints de maladie chronique ;
- Enfant en situation de vulnérabilité identifiés par la Protection Maternelle et Infantile (PMI) ou ayant fait l'objet d'une information préoccupante auprès du Conseil départemental.

Priorité 2 :
- Enfant issu de grossesse multiple dont les deux parents ou le mono parent sont en activité ;
- Enfant dont un membre de la fratrie est accueilli dans l'établissement avec une présence simultanée d'au moins 6 mois et dont les deux parents ou le mono parent sont en activité.

Priorité 3 :
- Enfant dont les deux parents ou le mono parent sont en activité.

Priorité 4 :
- Enfant dont l'un des deux parents est en activité et l'autre parent est à la recherche d'emploi, inscrit à Pôle Emploi ;
- Enfant dont les deux parents ou le mono parent sont en recherche d'emploi, inscrits à Pôle Emploi.

Les critères prioritaires sont vérifiés sur la base de justificatifs.

Pour les places restantes :

Les affectations se font par ordre chronologique d'enregistrement.
Toutes les places sont proposées en fonction de l'adéquation de la demande (âge des enfants, plages horaires sollicitées, lieu d'accueil souhaité…) avec l'offre disponible.

Article 7 - Modalités d'inscription

Chaque admission donne lieu à la constitution d'un dossier d'inscription qui comprend les pièces justificatives citées dans l'article 10. L'accueil contractualisé fait l'objet d'un contrat d'accueil individualisé qui détermine les heures et les jours de présence de l'enfant et le nombre de mois de fréquentation.

L'admission est définitive si le dossier d'inscription de l'enfant est complet et à jour, le contrat d'accueil est rempli et signé. Il est établi en double exemplaire : l'un destiné aux parents et l'autre conservé au sein de l'établissement.

A la signature du contrat d'accueil, le-la directeur-rice remettra aux parents le règlement de fonctionnement et la charte qualité (version synthétique). Une version complète de la charte qualité ainsi que le projet d'établissement et le projet pédagogique seront mis à la disposition des parents à leur demande.

Article 8 - Principe général de l'organisation des réservations

8 - a - Accueil contractualisé

Pour les besoins d'accueil régulier correspondant à un rythme et une durée prévisibles, un contrat d'accueil est obligatoirement signé entre les parents responsables légaux et le-la directeur-rice.

Le contrat prévoit la durée et les périodes d'accueil prenant en compte les besoins réels de la famille et les possibilités de l'établissement. Il est établi sur la base d'un nombre d'heures mensuelles.

L'accueil de l'enfant peut se faire sur tout ou partie de la journée avec ou sans repas dans les limites de l'amplitude d'ouverture de l'établissement. Il peut concerner de 1 à 5 jours par semaine.

Pour les réservations figurant au contrat d'accueil, la réservation se fait à l'heure, en fonction des besoins réels des parents, dans le cadre des horaires de fonctionnement de l'établissement.

La facturation découle du nombre d'heures réservées. La réservation se fait par heure pleine et entière. Chaque heure entamée est due.

Les parents s'engagent à respecter les horaires et à confier l'enfant à l'établissement au plus près des heures contractualisées.

Si des heures d'accueil sont réalisées au-delà du contrat prévu, elles sont facturées en plus à la famille. Chaque demi-heure commencée est comptabilisée.

Le contrat d'accueil est signé pour une durée maximale d'un an.

8 - b - Accueil non contractualisé

L'accueil non contractualisé répond à un besoin dont le rythme et la durée ne peuvent pas être définis à l'avance.

La réservation se fait en fonction des plages horaires disponibles pour un minimum de deux heures complétées par des heures additionnelles selon les besoins des parents.

Si l'accueil ponctuel se prolonge, un contrat d'accueil régulier peut être établi dans la limite des places disponibles.

Article 9 - Modification et rupture du contrat

En cas de modification des besoins des parents ou d'un contrat inadapté aux heures de présence réelle de l'enfant, le contrat d'accueil peut être modifié à la demande des parents ou de l'établissement, dans la limite des possibilités de l'établissement.

La demande de modification est à formuler avec un mois de préavis et ne peut intervenir plus de deux fois en cours d'année scolaire.

9 - a - Rupture anticipée du contrat

En cas de rupture anticipée du contrat, le parent en informe le-la responsable par écrit au minimum un mois avant la date de sortie de l'enfant, période pendant laquelle la participation financière reste due.

9 - b - Rupture pour absentéisme

L'établissement est en droit de rompre le contrat d'accueil d'un enfant en cas d'absence non justifiée ou non excusée d'une durée de plus de quinze jours consécutifs. Ces jours font l'objet d'une facturation aux parents.

9 - c - Rupture pour retard

L'enfant doit être impérativement recherché avant l'heure de fermeture de l'établissement.
Les retards répétés du départ de l'enfant après les heures de fermeture pourront fonder l'établissement à rompre le contrat d'accueil de l'enfant après deux avertissements écrits restés sans effet.

Article 10 - Pièces à fournir

Pour la constitution du dossier d'inscription et la signature du contrat d'accueil, la famille doit présenter copie des pièces justificatives suivantes :

10 - a - Les familles allocataires CAF pour lesquelles les informations sont extraites sur CDAP (cf. article 11)

- La notification des droits CAF.
- Un justificatif d'adresse datant de moins de trois mois : quittance EDF, gaz.
- Un certificat médical attestant que les vaccinations obligatoires sont à jour.
- Le livret de famille (père, mère et enfant-s) ou un extrait de l'acte de naissance ou une attestation parentale.
- En cas de séparation des parents, la décision de justice fixant les modalités d'exercice de l'autorité parentale et d'hébergement de l'enfant.
- La police d'assurance responsabilité civile souscrite par les parents.

10 - b - Les familles non allocataires CAF ou refusant l'utilisation de CDAP (cf. article 11)

- La notification des droits CAF ou autre régime.
- Copie de l'avis d'imposition de l'année N -2 ou de non imposition de l'année N -2 reçu par le foyer fiscal (liste des ressources prises en compte en annexe).
- A défaut copie de la déclaration de ressources CAF ou MSA, copie de la déclaration de revenus destinée à l'administration fiscale.

- Pour les étudiants, y rajouter un certificat de scolarité et une notification de bourse d'études ou une attestation de ressources.
- Un justificatif d'adresse datant de moins de trois mois : quittance EDF, gaz.
- Un certificat médical attestant que les vaccinations obligatoires sont à jour.
- Le livret de famille (les deux parents et enfant-s) ou un extrait de l'acte de naissance ou une attestation parentale.
- En cas de séparation des parents, la décision de justice fixant les modalités d'exercice de l'autorité parentale et d'hébergement de l'enfant.
- La police d'assurance responsabilité civile souscrite par les parents.

Tout changement de situation, d'adresse, de téléphone, d'employeur ou de personnes autorisées à chercher l'enfant est à justifier auprès de la direction de l'établissement.

CHAPITRE - III
PARTICIPATION FINANCIERE DES FAMILLES

Article 11 - Participation des familles

La contribution financière des familles pour l'accueil des enfants est établie selon un barème CNAF (Caisse nationale des allocations familiales) qui prend en compte les ressources, la durée d'accueil et la composition de la famille.

Pour chaque enfant, le tarif est calculé à partir d'un taux d'effort appliqué aux revenus de la famille. Ce taux d'effort, ainsi que les montants minimum et maximum du revenu pris en compte, est fixé annuellement par la CNAF.
Le barème actuel est annexé au présent règlement.
Les changements de situation familiale ou professionnelle pris en compte pour la facturation sont précisés en annexe.

Afin de prendre en compte la juste situation de chaque famille, la Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin met à disposition un service Internet à caractère professionnel - CDAP - qui permet au-à la directeur-rice de consulter les éléments nécessaires au calcul de la participation financière.

Cependant, conformément à la loi « informatique et libertés - N° 78/17 du 6 janvier 1978 », il est possible de s'opposer à la consultation de ces informations. Dans ce cas, le refus sera à notifier par écrit au-à la directeur-rice et les pièces justificatives de ressources citées dans l'article 10 b seront à présenter.

Selon les dispositions prises par la CNAF, les ressources à prendre en compte sont celles figurant sur CDAP ou, à défaut, celles figurant dans les justificatifs, précisées dans l'annexe financière jointe au présent règlement de fonctionnement.

En l'absence de tout justificatif et dans l'attente de la nécessaire production des pièces justificatives, le plafond maximum sera appliqué.

11 - a - Facturation pour l'accueil contractualisé

Le principe de la mensualisation forfaitaire est appliqué.

Une mensualité est définie sur la base du contrat d'accueil individualisé qui permet d'établir une participation financière fixe à partir des périodes d'accueil contractualisé.

Sont ainsi pris en compte pour la facturation :
- le nombre d'heures réservées par semaine,
- le nombre de semaines réservées,
- le nombre de mois concernés.

La participation familiale qui en découle est calculée de la manière suivante :

$$\frac{(\text{revenu annuel retenu} / 12) \times \text{taux d'effort horaire} \times \text{heures d'accueil réservées sur la durée du contrat}}{\text{Nombre d'échéances mensuelles prévues au contrat}}$$

Les seules déductions admises sont :
- la fermeture exceptionnelle de l'établissement d'accueil,
- l'hospitalisation de l'enfant,
- une maladie supérieure à trois jours consécutifs médicalement justifiée (le délai de carence comprend le premier jour de maladie et les deux jours calendaires qui suivent).
  Le justificatif médical est à présenter dans un délai de trois jours.
- l'éviction par le médecin de l'établissement.

11 - b - Facturation pour l'accueil non contractualisé

La participation de la famille est calculée sur la base du tarif horaire (avec un minimum de deux heures) selon la présence réelle de l'enfant.

Toute absence non signalée au plus tard le jour même de la réservation, avant 9 h 00, donnera lieu à facturation correspondant à la tranche horaire réservée.

11 - c - Enfants en situation de garde alternée

Lorsqu'un enfant concerné par une garde alternée est accueilli, un contrat doit être établi avec chacun des parents.

Chacun des deux contrats prévoit les périodes d'accueil réservées sous la responsabilité du parent concerné et la participation financière correspondra à la situation familiale de chacun.

La charge de l'enfant en résidence alternée est prise en compte sur les deux contrats si les allocations familiales sont partagées.

Si les allocations familiales ne sont pas partagées, la charge de l'enfant en résidence alternée n'est prise en compte que sur le seul contrat du parent qui est désigné allocataire.

En cas de famille recomposée, les ressources et les enfants du nouveau conjoint sont à prendre en compte. La charge de l'enfant accueilli ne peut être prise en compte que pour le parent désigné comme allocataire des prestations versées au titre de l'enfant bénéficiant de l'accueil.

11 - d - La période d'adaptation

Cette période spécifique fait partie intégrante de l'accueil de l'enfant et est soumise aux règles de tarification.

Article 12 - Tarifs spécifiques

12 - a - L'accueil d'urgence

Pour les enfants accueillis en urgence et en attendant la constitution du dossier complet, un tarif fixe défini annuellement sera appliqué.
Ce tarif fixe correspond au montant total des participations familiales facturées dans les établissements municipaux de la petite enfance sur l'exercice précédent, divisé par le nombre d'actes facturés au cours de l'année précédente.

Ce montant fixé annuellement figure dans l'annexe financière.

Ce tarif spécifique est appliqué pour une période maximale d'un mois. Au delà, le principe général de tarification sera appliqué.

12 - b - Enfants placés en famille d'accueil du Conseil départemental

Pour les enfants placés en famille d'accueil du Conseil départemental, un tarif fixe sera appliqué.
Ce tarif fixe correspond au montant total des participations familiales facturées dans les établissements municipaux de la petite enfance sur l'exercice précédent, divisé par le nombre d'actes facturés au cours de l'année précédente.

Ce montant fixé annuellement figure dans l'annexe financière.

12 - c - Enfants des agents du Conseil de l'Europe, de travailleurs transfrontaliers et des autres employeurs (non allocataires CAF)

La CAF participe financièrement à l'accueil des enfants des familles allocataires, par le versement d'une prestation de service appelée PSU.

Pour l'accueil des enfants de parent-s salarié-s du Conseil de l'Europe, de travailleurs transfrontaliers et d'autres employeurs, la CAF verse la prestation de service à condition que la famille ait perçu une prestation CAF sur la période courant de la naissance de l'enfant jusqu'à son accueil dans la structure.

Pour l'accueil des enfants de parent-s salarié-s du Conseil de l'Europe, des travailleurs transfrontaliers et autres employeurs n'ayant pas perçu de prestation sur la période courant de la naissance de l'enfant jusqu'à son accueil dans la structure, le tarif appliqué intègre la part PSU non versée par la CAF en référence à l'annexe financière.

Article 13 - Prestations fournies

La prestation comprend la prise en charge de l'enfant pendant son temps de présence, les frais d'activités, ainsi que les fournitures pour les soins d'hygiène, les collations et les repas.
Aucune déduction ne sera appliquée en contrepartie de fournitures apportées par les familles.

Article 14 - Paiements

La participation des familles est à régler dès réception de la facture selon les modalités précisées dans l'annexe financière.

Article 15 - Impayés

En cas de difficulté de paiement des factures, la famille doit s'adresser à la Recette des Finances de l'Eurométropole de Strasbourg pour solliciter une solution de règlement adaptée.

Après échec de ces démarches, si les parents n'acquittent pas le montant de leur participation dans les délais impartis, le Receveur des Finances sera chargé d'engager une procédure de recouvrement de la dette et des pénalités qui en découlent.

La collectivité sera alors en droit de prendre une décision de rupture du contrat d'accueil de l'enfant de l'établissement d'accueil.

CHAPITRE - IV
FONCTIONNEMENT DES ETABLISSEMENTS ET VIE QUOTIDIENNE DES ENFANTS

Les établissements fonctionnent en référence au projet d'établissement qui est tenu à la disposition des parents.

Article 16 - Horaires de fonctionnement

Les horaires d'ouverture et les périodes de fermeture annuelle sont précisés sur la fiche signalétique annexée au présent règlement.

Pour assurer le bon déroulement de l'accueil de l'enfant en référence au projet éducatif et permettre l'organisation des temps et rythmes de l'établissement de manière adaptée, l'enfant en accueil contractualisé n'est pas à confier à l'établissement après 9 h 00 le matin et après 14 h 00 l'après-midi (14 h 30 dans les haltes-garderies).
Il est à rechercher entre 11 h 30 et 12 h 00 en fin de matinée et à partir de 16 h 30 en fin d'après-midi.
Les enfants accueillis pour l'après-midi incluant le repas sont à amener au plus tard à 12 h 00.
Les enfants accueillis le matin avec le déjeuner sont à chercher au plus tard à 14 h 00.
En fonction des situations spécifiques, il peut être dérogé à ces horaires de fonctionnement, notamment pour les enfants dont les parents travaillent selon des horaires ne permettant pas le respect des horaires de l'établissement.

Article 17 - Fermetures annuelles des établissements

Les établissements sont fermés pour congés annuels trois ou quatre semaines en été et une semaine à Noël.
Cependant, afin de maintenir une offre d'accueil sur le territoire strasbourgeois, la ville de Strasbourg maintient l'ouverture de certains établissements durant les mois de juillet et août, et organise une permanence pour les vacances de fin d'année. Les périodes de fermeture sont affichées dans l'établissement.

Article 18 - Hygiène

Le matin, les enfants arrivent propres et changés, après avoir pris leur petit déjeuner ou leur biberon du matin à leur domicile.
Les parents fourniront des vêtements de rechange, adaptés à la saison et à la taille de l'enfant.

Article 19 - Alimentation

L'établissement fournit une collation hydrique le matin, le repas de midi, dans les établissements où la possibilité de restauration existe, et le goûter.

Le régime alimentaire spécifique de l'enfant est à préciser par les parents lors de l'admission ainsi qu'à chaque modification. En cas d'allergie ou d'intolérance alimentaire, il est nécessaire d'en aviser le-la directeur-rice ou son adjoint-e et de fournir à cet effet un certificat médical. Un protocole d'accueil individualisé sera mis en place.
Un lait infantile est proposé par l'établissement. Le cas échéant, tout autre lait est à fournir par les parents.

Article 20 - Sécurité

Afin d'assurer la sécurité des enfants, le port de bijoux de toute nature (chaînettes, bracelets, boucles d'oreilles ou autres accessoires) est interdit ainsi que tout objet pouvant présenter un danger.

Le personnel est autorisé à retirer tout bijou et accessoire pour garantir cette sécurité. Il ne peut être rendu responsable de leur perte et des risques encourus par l'enfant.

Article 21 - Départ de l'enfant

Les enfants sont confiés au-x parent-s exerçant l'autorité parentale ou à des tiers adultes désignés par eux et par écrit.

En cas de non-présentation des parents pour rechercher l'enfant et dans l'impossibilité de les joindre, les personnes désignées par les parents sur la fiche d'inscription seront contactées. Ces personnes devront présenter une pièce d'identité lors du départ de l'enfant.

Après échec de ces démarches, l'établissement sera dans l'obligation d'alerter la Direction Départementale de la Sécurité Publique (commissariat de police) 34, route de l'Hôpital à Strasbourg qui confiera l'enfant au Foyer de l'Enfance, 44, rue Stéphanie.

En aucun cas, un enfant ne sera confié à un mineur, même sur présentation d'une autorisation écrite des parents ou de la personne titulaire de l'autorisation parentale.

Article 22 - Prévention du vol

Il est demandé aux parents de bien marquer les effets de leur-s enfant-s. La ville de Strasbourg décline toute responsabilité en cas de vol, de perte ou de détérioration des effets personnels des enfants et des matériels de puériculture laissés dans l'établissement (poussette, siège bébé…).

Article 23 - Assurance

La souscription par les parents d'une assurance couvrant la responsabilité civile individuelle de l'enfant est obligatoire.

Article 24 - Respect des personnes

Le personnel se doit de respecter les parents, tout comme les parents se doivent de respecter le personnel de l'établissement ainsi que les autres usagers, parents et enfants.
En cas de manquement grave et après une mise en demeure préalable, la collectivité est en droit de prendre une décision de rupture du contrat d'accueil de l'enfant.

CHAPITRE - V
SURVEILLANCE MEDICALE DE l'ENFANT

Article 25 - Missions du médecin

L'établissement s'assure la collaboration régulière d'un médecin.
Ces missions sont précisées à l'article R 180-19 du décret 2000-762 du 1er aout 2000, tel que modifié par le décret 2007-230 du 20 février 2000 et le décret 2010-613 du 7 juin 2010.

Ce médecin veille à l'application des mesures préventives d'hygiène générale et des mesures à prendre en cas de maladie contagieuse ou d'épidémie, ou d'autres situations dangereuses pour la santé.

Il définit les protocoles d'actions dans la situation d'urgence en concertation avec le-la directeur-rice de l'établissement et organise les conditions de recours aux services d'aide médicale d'urgence.

Il assure les actions d'éducation et de promotion de la santé auprès du personnel et si nécessaire auprès des parents.

En liaison avec la famille, le médecin de l'enfant et l'équipe de l'établissement en concertation avec le-la directeur-rice, il s'assure que les conditions d'accueil permettent le bon développement et l'adaptation des enfants dans l'établissement. En particulier, il veille à l'intégration des enfants présentant un handicap, une affection chronique ou tout problème de santé nécessitant un traitement ou une attention particulière et, le cas échant, met en place un projet d'accueil individualisé précisant les modalités d'accueil en accord avec les parents.

Il établit le certificat médical autorisant l'admission de l'enfant. Toutefois, pour l'enfant de plus de quatre mois qui ne présente pas de handicap et n'est atteint ni d'une affection chronique, ni d'un problème de santé nécessitant un traitement ou une attention particulière, ce certificat peut être établi par un autre médecin au choix de la famille.

Pour l'exercice de ses missions et lorsqu'il l'estime nécessaire, à son initiative ou la demande du-de la directeur-rice de l'établissement, et avec l'accord des parents, il examine les enfants.

Article 26 - Vaccination et suivi médical

Pour l'accueil en établissement, l'enfant doit être à jour des vaccinations obligatoires. Un certificat médical du médecin traitant en attestant est remis à chaque inscription de l'enfant.

Lors de l'admission de l'enfant, les parents indiquent au-à la directeur-rice le nom de leur médecin traitant, ses coordonnées ainsi que les noms, adresse et numéro de téléphone des personnes à prévenir en cas de nécessité.

Les parents signent également une fiche sanitaire de liaison qui précise les observations particulières qu'ils jugent utiles de porter à la connaissance de l'établissement (allergies, traitements en cours, précautions particulières à prendre…).

Il s'agit d'un document non confidentiel. Si les parents souhaitent transmettre des informations confidentielles, ils peuvent le faire sous enveloppe fermée à l'attention du médecin du service.

En cas d'accident ou de maladie survenant durant le temps d'accueil, les parents seront prévenus. L'enfant accidenté ou gravement malade sera immédiatement confié aux services d'aide médicale d'urgence (SAMU…) pour un transfert à l'hôpital.

Article 27 - Enfant malade

En cas de fièvre supérieure à 38° découverte pendant l'accueil, une dose de paracétamol sera délivrée selon les modalités de délivrance définies dans le protocole antipyrétique rédigé par le médecin traitant de l'enfant ou le médecin du service, et signé par les parents au moment de l'inscription.
Les parents en seront immédiatement informés.

La possibilité de garder un enfant malade dans l'établissement lorsque cet état survient pendant le temps de son accueil dépendra :
- de sa vitalité et de sa capacité à participer aux activités,
- du risque de contagiosité pour les autres enfants et pour le personnel,
- de la capacité de l'équipe, en terme d'effectif et de compétence, d'assurer la surveillance de l'enfant malade,
- de l'aménagement des locaux permettant d'assurer le calme nécessaire.

En fonction de la situation, le-la directeur-rice pourra demander aux parents de rechercher l'enfant.

En cas d'impossibilité de joindre les parents ou si ceux-ci ne sont pas disponibles, le-la directeur-rice joindra l'aide médicale d'urgence (AMS) pour avis et prise en charge si besoin.

En cas de maladie contagieuse, le médecin du service décide des mesures à prendre et en cas d'épidémie en liaison avec l'AMS.

Article 28 - Prise de médicaments

La prise de médicaments doit être exceptionnelle au sein de l'établissement et ne peut s'effectuer que sous couvert de l'autorisation écrite des parents et d'une ordonnance médicale récente et datée précisant le nom de l'enfant, son poids, la durée du traitement, la dose exacte, les horaires de prise et le nom du générique le cas échéant.

Les médicaments apportés par les parents doivent être marqués au nom et prénom de l'enfant, boites et flacons fermés et non entamés, et impérativement être remis en mains propres au-à la directeur-rice.

Article 29 - Modalités de délivrance de soins spécifiques occasionnels et réguliers

Les interventions de professionnels-les de santé extérieurs-es à l'établissement sont autorisées, sur ordonnance médicale et après un accord entre le-la directeur-rice, les parents et le médecin de service définissant le cadre des interventions.

Ce règlement annule et remplace le précédent.

Fait à Strasbourg, le

Le Maire,

Roland RIES

CONSEIL MUNICIPAL 25 MARS 2019 – Point n°25

Modification du règlement de fonctionnement des établissements municipaux d'accueil de la petite enfance.

Pour	
45	**AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REMOND-Thomas, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, SCHAETZEL-Françoise, SCHALCK-Elsa, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, MENAD-Zaza, VETTER-Jean-Philippe, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, SCHMITT-Michael**
Contre	
0	
Abstention	
0	

26

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Attribution d'une subvention dans le cadre de la 71ème édition du concours de chant scolaire et de la jeunesse.

L'association Sociétés des Chorales d'Alsace organise pour la 71ème année consécutive le concours de chant choral d'Alsace - Festival de chant scolaire du Bas-Rhin, ouvert à l'ensemble des écoles publiques et privées du département. En 2018, ce concours a mobilisé 900 enfants du département.

Le 71ème concours de chant choral est organisé le mercredi 29 mai 2019 à 14h.

La Ville soutient depuis plusieurs années l'organisation de ce concours par le versement d'une subvention permettant la remise de cinq prix spéciaux « Ville de Strasbourg » aux écoles lauréates.

Pour 2019, il est proposé le versement d'une subvention d'un montant de 1 300 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

L'attribution de la subvention suivante, pour un montant total de 1 300 € :

- *Organisation de la 71ème édition du concours de chant choral à Strasbourg : Société des Chorales d'Alsace ;*

décide

l'imputation de la dépense de 1 300 € sur les crédits inscrits au budget 2019 de la ville de Strasbourg Fonction 255, Nature 6574 DE02C,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à faire procéder au mandatement de la dite subvention et à signer la convention y relative.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

Direction de l'enfance et de l'éducation 30/01/2019
Service périscolaire et éducatif

Annexe au rapport au Conseil Municipal du 25 mars 2019

Objet : **Cofinancement de projets associatifs soutenus dans le cadre du contrat local d'accompagnement à la scolarité**

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation (a)	Imputation	Crédits disponibles (BP 2019) au présent conseil	Montant sollicité	Montant octroyé	Autres financeurs sollicités
Association des Chorales d'alsace	1	Fonction : 255 Nature : 6574 CRB : DE02 C Programme 8028	BP 2019 227 400 €	1 300 €	1 300 €	CD,CAF, Etat
Totaux : **27**				**1 300 €**	**1 300 €**	

27

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Attribution de bourses d'aide aux projets à de jeunes talents Strasbourgeois dans le cadre du dispositif « Bourse aux projets jeunes talents ».

La « Bourse aux projets jeunes talents » est un dispositif qui vise à soutenir et à valoriser des projets d'intérêt général qui émanent de collectifs de jeunes, âgés de 16 à 25 ans, organisés ou non en association. Les bourses allouées sont d'un montant maximum de 2 000 € et ne peuvent pas financer l'intégralité du projet.

Dans le cadre de la politique jeunesse de la ville, le jury relatif au dispositif « Bourse aux projets jeunes talents », composé d'élus et de techniciens de l'Eurométropole, s'est réuni le mardi 5 février 2019, sous la présidence Monsieur Mathieu CAHN, Adjoint au Maire.

Parmi les 6 projets proposés par des collectifs de jeunes dont les référents sont âgés de 19 à 24 ans, le jury en a retenu 4.

Le jury propose l'allocation des bourses suivantes, pour un montant total de 5 900 euros qui se détaille comme suit :

« Tazieh » **projet porté par un collectif de jeunes dont la référente est :** **Inès HOSNI**	**1 200 €**

« Tazieh » qui signifie « *condoléances* » en arabe est un projet permettant au public d'accéder à la culture, à l'art et au design à travers une exposition de vêtements et des ateliers dans les domaines de l'écriture, de la lecture et de l'initiation à illustration (découverte des médiums encre et peinture).

« HYPERVSN et le Proche-Orient ancien » **projet porté par un collectif de jeunes dont le référent est :** **Kevin GUEGAN**	**2 000 €**

A l'aide de la technologie « HYPERVSN », permettant des représentations en 3D holographiques (technologie très connue aux Etats-Unis et au Japon), le projet vise à rendre accessible à tous, des œuvres archéologiques et historiques du Musée Adolf Michaelis, situées au sous-sol du Palais Universitaire de Strasbourg. Il s'agit pour le collectif de créer une histoire holographique et de faire vivre au public une expérience hors

du commun avec un rapport unique aux œuvres historiques et archéologiques du Proche-Orient ancien.

« La place de la femme à travers Camille Claudel » projet porté par un collectif de jeunes dont le référent est : Simon JOURNET	**700 €**

Projet de création multidisciplinaire d'un spectacle vivant réunissant scénographie, danse, chorégraphie et musique autour de l'art de Camille Claudel et d'un questionnement quant à la place de la femme et son évolution dans le milieu artistique et plus globalement dans la société.

« Le fou et l'infini » projet porté par un collectif de jeunes dont le référent est : Victor OSORIO JULE	**2 000 €**

Création d'une œuvre audiovisuelle sous forme d'animation visuelle accompagnée d'une composition musicale sur le sujet de la liberté individuelle. Il s'agit de présenter un genre musical inhabituel en France, à savoir le Rock Progressif à des jeunes Strasbourgeois (sur le territoire du Neuhof notamment) et de débattre avec eux.

Je vous prie de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

d'attribuer aux lauréats, dans le cadre du dispositif Bourse aux projets jeunes talents les montants suivants :

au titre du budget 2019

Inès HOSNI	*1 200 euros*
Kevin GUEGAN	*2 000 euros*
Simon JOURNET	*700 euros*
Victor OSORIO JULE	*2 000 euros*
TOTAL	***5 900 euros***

Les crédits nécessaires sont disponibles sur la ligne DL08 fonction 422 nature 6714, dont le solde disponible avant le présent Conseil est de 30 000 euros.

autorise

le Maire à signer les notifications de subvention et arrêtés correspondants.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

28

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Attribution de subventions aux associations socioculturelles.

Dans le cadre du soutien aux associations, il est proposé d'allouer les subventions suivantes dont le montant total s'élève à 75 287 €.

I. Subvention de fonctionnement

Institut pour la promotion du lien social	**2 500 €**

Fonctionnement général
La subvention est destinée à accompagner l'association dans l'organisation de conférences-débats sur des thèmes sociaux actuels qui accueillent de 120 à 150 personnes. L'année 2019 est consacrée à la poursuite du travail autour de la thématique « réfléchir à demain » et plus particulièrement l'éducation des enfants d'ici et d'ailleurs, l'intelligence artificielle, les nouvelles formes de liens sociaux, l'enjeu d'une alimentation saine pour tous… Les conférences sont gratuites et ouvertes à tous-tes.

II. Accueil de loisirs sans hébergement

Ligue de l'enseignement - fédération départementale du Bas-Rhin - fédération des œuvres laïques du Bas-Rhin	**24 000 €**

ALSH vacances scolaires à l'école sainte-Aurèlie
Afin de maintenir une offre en accueil de loisirs sans hébergement pendant les vacances scolaires sur le quartier Gare, suite à l'arrêt des activités de Porte Ouverte, la Ligue de l'enseignement proposera un ALSH à l'école Sainte-Aurélie pour une trentaine d'enfants :

- 5 jours aux vacances d'hiver,
- 5 jours aux vacances de printemps,
- 2x10 jours aux vacances d'été,
- 5 jours aux vacances d'automne.

III. Subventions pour projet

Ligue de l'enseignement - fédération départementale du Bas-Rhin - Fédération des œuvres laïques du Bas-Rhin - FOL	**7 500 €**

Lire et faire lire
Pour la 15ème année consécutive, la FOL propose de coordonner le programme lire et faire lire à l'échelle strasbourgeoise. Il s'agit de permettre l'intervention de lecteurs bénévoles de plus de 50 ans dans des écoles et des ALSH et d'assurer leur formation. Les objectifs 2019 sont :

- développer le nombre de lecteurs bénévoles (70 lecteurs pour 1600 enfants), ainsi que les séances de lecture,
- développer des séances de lecture plurilingues afin de valoriser les langues,
- développer les lectures auprès des jeunes en UPE2A et en quartiers prioritaires ville (QPV).

Les ForgeMondes	**1 000 €**

Projet « Les ForgeMondes »
L'association propose aux familles et jeunes des quartiers de la ville (en particulier la Meinau, le Port du Rhin et l'Orangerie) et de l'Eurométropole des jeux de rôle grandeur nature, des jeux de société et de l'escrime ludique autour des thèmes de l'imaginaire.

IV. Subventions d'équipement pour l'acquisition de mobiliers et matériels

Les associations sollicitent l'aide de la Ville pour l'acquisition de mobiliers, de matériel d'entretien, de matériel électroménager, pédagogique, d'animation et matériel informatique.

Il est proposé de soutenir l'acquisition de matériels contribuant à une amélioration de l'accueil des habitants et du fonctionnement des associations sur la base des critères habituels (40% des équipements retenus dans la mesure où les durées d'amortissement sont respectées en cas de renouvellement et sur la base de prix plafonnés). Le détail des investissements retenus pour chaque association est annexé à la présente délibération.

Par ailleurs, les modalités de versement de la subvention sont les suivantes :

- suite à la délibération, une première tranche de 60% est versée aux associations.
- le solde de la subvention est versé sur présentation des factures.

Association du centre social et culturel Victor Schoelcher	3 390 €
Association du centre social et culturel de l'Elsau	3 305 €
Association du centre social et culturel de Hautepierre – Le Galet	2 817 €
Association du centre social et culturel de la Robertsau – L'Escale	5 986 €
Association CARDEK – Centre socioculturel de la Krutenau	5 076 €
Association du centre socio culturel du Fossé des Treize	2 080 €
Association populaire Joie et Santé Koenigshoffen	4 208 €
Association du centre social et culturel du Neuhof	5 933 €
Les Disciples	2 616 €
La clé des champs	4 876 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière

après en avoir délibéré
décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

Institut pour la promotion du lien social – IPLS *fonctionnement*	*2 500 €*
Ligue de l'enseignement - fédération départementale du Bas-Rhin - fédération des œuvres laïques du Bas-Rhin *ALSH*	*24 000 €*
Ligue de l'Enseignement, Fédération départementale du Bas-Rhin – Fédération des Œuvres Laïques du Bas-Rhin *Lire et faire lire*	*7 500 €*
Les ForgeMondes *Projet Les ForgeMondes*	*1 000 €*

- *d'imputer ces subventions d'un montant de 35 000 € sur la ligne DL03B – 6574 – 422 – prog. 8013 dont le disponible avant le présent Conseil est de 3 147 600 €.*

- *d'allouer les subventions d'équipement pour l'acquisition de mobiliers et matériels*

Association du centre social et culturel Victor Schoelcher	*3 390 €*
Association du centre social et culturel de l'Elsau	*3 305 €*
Association du centre social et culturel de Hautepierre – Le Galet	*2 817 €*
Association du centre social et culturel de la Robertsau – L'Escale	*5 986 €*
Association CARDEK – Centre socioculturel de la Krutenau	*5 076 €*
Association du centre socio culturel du Fossé des Treize	*2 080 €*
Association populaire Joie et Santé Koenigshoffen	*4 208 €*
Association du centre social et culturel du Neuhof	*5 933 €*
Les Disciples	*2 616 €*
La clé des champs	*4 876 €*

- *d'imputer ces subventions d'un montant de 40 287 € sur la ligne DL03 – 20124 – 422 – prog. 7017 dont le disponible avant le présent Conseil est de 266 050 €*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions et les décisions attributives y relatives.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

Conseil Ville du 25 mars 2019 **Elu : M. CAHN**

Association	Nature de la sollicitation	montant demandé	montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
1. Allocation d'une subvention de fonctionnement				
Institut pour la promotion du lien social - IPLS	Fonctionnement	2 500	2 500	2 500
SOUS-TOTAL		**2 500**	**2 500**	**2 500**
2. Allocation d'une subvention pour projet				
Ligue de l'Enseignement Fédération départementale du Bas-Rhin, Fédération des Œuvres Laïques du Bas-Rhin - projet Lire et faire lire	Projet	9 000	7 500	7 500
Ligue de l'Enseignement Fédération départementale du Bas-Rhin, Fédération des Œuvres Laïques du Bas-Rhin - ALSH vacances scolaires à l'Ecole Sainte-Aurélie	Projet	34 103	24 000	0
Forges Monde	Projet	1 000	1 000	0
SOUS-TOTAL		**44 103**	**32 500**	**7 500**
3. Allocation de subventions d'équipement				
Centre Social et Culturel Victor Schoelcher	Equipement	3 390	3 390	831
Centre Social et Culturel de l'Elsau	Equipement	3 305	3 305	3 396
Centre Social et Culturel de Hautepierre - Le Galet	Equipement	2 893	2 817	1 683
Centre Social et culturel de la Robertsau - L'Escale	Equipement	8 781	5 986	3 963
CARDEK - Centre socioculturel de la Krutenau	Equipement	44 676	5 076	3 578
Centre socioculturel du Fossé des Treize	Equipement	3 022	2 080	2 364
Association populaire Joie et santé Koenigshoffen	Equipement	6 293	4 208	800
Centre Social et culturel du Neuhof	Equipement	8 652	5 933	4 072
Les Disciples	Equipement	3 342	2 616	3 846
La clé des champs	Equipement	4 876	4 876	0
SOUS-TOTAL		**89 230**	**40 287**	**24 533**
TOTAL FONCTIONNEMENT		**46 603**	**35 000**	**10 000**
TOTAL INVESTISSEMENT		**89 230**	**40 287**	**24 533**
MONTANT TOTAL		**135 833**	**75 287**	**34 533**

Strasbourg.eu
eurométropole

Direction des solidarités et de la santé
Vie associative

FICHE INSTRUCTION DE LA DEMANDE DE SUBVENTION D'EQUIPEMENT

DE L'ASSOCIATION CSC CRONENBOURG

ANNEE : 2019

Type matériel	
Pédagogique	P
Administratif	A
Entretien/Logistique	L

Secteur d'affectation					
Petite Enfance	PE	Adulte- Familles	AF	Conciergerie	C
Enfance	EF	Seniors/Aînés	S	Administration	ADM
Jeunesse	J	Animation Générale	AG	Autres activités	AA
				Accueil	ACC

DEMANDE DE L'ASSOCIATION

N° Ordre	Lieu	Secteur	Matériel	Type matériel	Nouvel équip.	Renouvell.	Date acquisition	Qté	P.U TTC	montant TTC	Ville de Strasbourg proposition du service
1	Rieth	AG	Tatamis de judo	P	☐	☑	1996	50	113,66 €	5 683,00 €	5 683,00 €
2	Rieth	EF	Armoires de rangement	A	☐	☑	1986	4	331,80 €	1 327,20 €	1 327,20 €
3	Rieth	AF	Combiné de sonorisation	P	☐	☑	2009	1	796,80 €	796,80 €	796,80 €
4	Rieth	AF	Cloisonnettes	A	☑	☐		2	346,17 €	692,34 €	692,34 €
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☑	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
TOTAL GENERAL										**8 499 €**	**8 499 €**

PLAN DE FINANCEMENT	taux	sollicité	proposé
Ville de Strasbourg	**40%**	**3 390 €**	**3 390 €**
CAF du Bas-Rhin	**0%**	**0 €**	
CD 67			
Autofinancement	**60%**	**5 109 €**	
TOTAL	100%	**8 499 €**	

293

Strasbourg.eu
eurométropole

Direction des solidarités et de la santé
Vie associative

FICHE INSTRUCTION DE LA DEMANDE DE SUBVENTION D'EQUIPEMENT

DE L'ASSOCIATION CSC ELSAU

ANNEE : 2019

Type matériel	
Pédagogique	P
Administratif	A
Entretien/Logistique	L

Secteur d'affectation					
Petite Enfance	PE	Adulte- Familles	AF	Conciergerie	C
Enfance	EF	Seniors/Aînés	S	Administration	ADM
Jeunesse	J	Animation Générale	AG	Autres activités	AA
				Accueil	ACC

DEMANDE DE L'ASSOCIATION

N° Ordre	Lieu	Secteur	Matériel	Type matériel	Nouvel équip.	Renouvell.	Date acquisition	Qté	P.U TTC	montant TTC	Ville de Strasbourg proposition du service
1	CSC Elsau	EF	Armoire de rangement		☑	☐		1	369,00 €	369,00 €	369,00 €
2	CSC Elsau	EF	Ordinateur		☐	☑	+ de 6 ans	1	499,99 €	499,99 €	499,99 €
3	CSC Elsau	AA	Ordinateur		☐	☑	+ de 6 ans	1	499,99 €	499,99 €	499,99 €
4	CSC Elsau	AA	Armoire de rangement		☑	☐		1	478,20 €	478,20 €	478,20 €
	CSC Elsau	AG	Four micro-onde		☐	☑		1	123,90 €	123,90 €	123,90 €
	CSC Elsau	AG	Caméra + pied		☑	☐		1	1 139,69 €	1 139,69 €	1 139,69 €
	CSC Elsau	AG	Tables 183 cm		☑	☐		10	89,65 €	896,50 €	896,50 €
	CSC Elsau	AG	Bancs		☑	☐		20	66,89 €	1 337,80 €	1 337,80 €
	CSC Elsau	AG	Poubelles de tri		☑	☐		10	291,80 €	2 918,00 €	2 918,00 €
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
	TOTAL GENERAL									**8 263 €**	**8 263 €**

PLAN DE FINANCEMENT	taux		sollicité	proposé
Ville de Strasbourg	**40%**		**3 305 €**	**3 305 €**
CAF du Bas-Rhin	**30%**		**2 479 €**	
CD 67	**10%**	294	**826 €**	
Autofinancement	**20%**		**1 653 €**	
TOTAL	100%		**8 263 €**	

Strasbourg.eu
eurométropole

Direction des solidarités et de la santé
Vie associative

FICHE INSTRUCTION DE LA DEMANDE DE SUBVENTION D'EQUIPEMENT

DE L'ASSOCIATION CSC HAUTEPIERRE

ANNEE : 2019

Type matériel	
Pédagogique	P
Administratif	A
Entretien/Logistique	L

Secteur d'affectation				Conciergerie	C
Petite Enfance	PE	Adulte- Famill	AF	Administration	ADM
Enfance	EF	Seniors/Aînés	S	Autres activités	AA
Jeunesse	J	Animation Gé	AG	Accueil	ACC

DEMANDE DE L'ASSOCIATION

Lieu	Secteur	Matériel		Type matériel	Nouvel équip.	Renouvell.	Date acquisition	Qté	P.U TTC	montant TTC	Ville de Strasbourg proposition du service
Sièges auto	AF			P	☑	☐		2	225,00 €	450,00 €	400,00 €
Luges	AF			P	☑	☐		20	20,00 €	400,00 €	400,00 €
Pelles à neige	AF			P	☑	☐		20	3,00 €	60,00 €	60,00 €
Lampes	ACC			A	☑	☐		2	30,00 €	60,00 €	60,00 €
Clavier de bureau	ADM			A	☑	☐		1	30,00 €	30,00 €	30,00 €
Repose pied	ADM			A	☑	☐		1	40,00 €	40,00 €	40,00 €
Chauffage	EF			L	☑	☐		4	329,00 €	1 316,00 €	1 316,00 €
Ventilateur	ADM			L	☑	☐		1	35,00 €	35,00 €	35,00 €
Armoire	AA			P	☑	☐		1	640,00 €	640,00 €	500,00 €
Buts	AA			P	☑	☐		2	83,00 €	166,00 €	166,00 €
Ballons de foot	AA			P	☑	☐		12	15,00 €	180,00 €	180,00 €
Tente	AA			P	☑	☐		2	300,00 €	600,00 €	600,00 €
Tente	AA			P	☑	☐		2	173,00 €	346,00 €	346,00 €
Barnum pliant	AA			P	☑	☐		10	70,00 €	700,00 €	700,00 €
Tables et bancs	AA			L	☑	☐		1	70,00 €	70,00 €	70,00 €
Aspirateur souffleurEnrouleur	AA			L	☑	☐		1	70,00 €	70,00 €	70,00 €
Nettoyeur Haute pression	AA			L	☑	☐		1	129,00 €	129,00 €	129,00 €
Coffret pièces multi-matériau	AA			L	☑	☐		1	60,00 €	60,00 €	60,00 €
Pistolet de pulvérisation	AA			L	☑	☐		1	13,00 €	13,00 €	13,00 €
Plastifieuse	AA			L	☑	☐		1	67,00 €	67,00 €	67,00 €
Unité Centrale	ADM			A	☐	☑		3	600,00 €	1 800,00 €	1 800,00 €
					☐	☐					
TOTAL GENERAL										**7 232 €**	**7 042 €**

PLAN DE FINANCEMENT			taux		sollicité	proposé
Ville de Strasbourg			**40%**		**2 893 €**	**2 817 €**
CAF du Bas-Rhin			0%			
CG 67			0%	295		
Autofinancement			60%		4 339 €	
TOTAL			100%		**7 232 €**	

Direction de l'Animation Urbaine
Vie associative

FICHE INSTRUCTION DE LA DEMANDE DE SUBVENTION D'EQUIPEMENT
DE L'ASSOCIATION : CSC de la Robertsau- l'Escale
ANNEE : 2019

Type matériel	
Pédagogique	P
Administratif	A
Entretien/Logistique	L

Secteur d'affectation					
Petite Enfance	PE	Seniors/Aînés	S	Administration	ADM
Enfance	EF	Animation Générale	AG	Accueil	ACC
Jeunesse	J	Autres activités	AA		

DEMANDE DE L'ASSOCIATION										**Ville de Strasbourg**
Lieu	**Secteur**	**Matériel**	Type matériel	Nouvel équip.	Renouvell.	Date acquisition	**Qté**	**P.U TTC**	**montant TTC**	proposition du service
	EF	Caison de bureau	A	☐	☐		2	281,39 €	562,78 €	562,78 €
	EF	Chariot à dossier fixe	L	☐	☐		1	274,80 €	274,80 €	274,80 €
	EF	Bac à sable avec couvercle	P	☐	☐		1	2 668,80 €	2 668,80 €	2 668,80 €
	EF	Table ronde	L	☐	☐		12	178,85 €	2 146,20 €	2 146,20 €
	EF	Chariot pour table ronde	L	☐	☐		1	361,20 €	361,20 €	320,00 €
	EF	Jeu de mini-golf	P	☐	☐		1	289,00 €	289,00 €	289,00 €
	EF	Jeu de bowling 9 quilles 2 boules	P	☐	☐		1	359,00 €	359,00 €	359,00 €
	EF	Plat de service	L	☐	☐		10	13,90 €	139,00 €	139,00 €
	EF	Louche de service	L	☐	☐		10	4,99 €	49,90 €	49,90 €
	AA	Miroir	P	☐	☐		1	1 764,95 €	1 764,95 €	1 764,95 €
	AF	Micro-ondes	L	☐	☐		1	109,00 €	109,00 €	109,00 €
	AF	Réfrigérateur congélateur	L	☐	☐		1	359,00 €	359,00 €	359,00 €
	AF	BatTerie de cuisine 4 pièces	L	☐	☐		2	55,00 €	110,00 €	110,00 €
	AF	Marmitte	L	☐	☐		1	29,99 €	29,99 €	29,99 €
	AF	Grand saladier	L	☐	☐		4	14,99 €	59,96 €	59,96 €
	AF	Saladier moyen	L	☐	☐		6	6,99 €	41,94 €	41,94 €
	AF	Petit saladier	L	☐	☐		6	5,99 €	35,94 €	35,94 €
	AF	Bac de rangement	L	☐	☐		4	6,00 €	24,00 €	24,00 €
	AF	Accessoires pour bac de rangement	L	☐	☐		4	2,99 €	11,96 €	11,96 €
	AF	Tapis de cuisson	L	☐	☐		3	4,99 €	14,97 €	14,97 €
	AF	Verres 18 cl 6 pièces	L	☐	☐		3	3,99 €	11,97 €	11,97 €
	AF	Verres 30 cl 6 pièces	L	☐	☐		5	5,99 €	29,95 €	29,95 €
	AF	Moule à briOche	L	☐	☐		2	4,99 €	9,98 €	9,98 €
	AF	Moule à tarte	L	☐	☐		2	6,99 €	13,98 €	13,98 €
	AF	Pinceau à patisserie	L	☐	☐		2	1,99 €	3,98 €	3,98 €
	AF	Spatule en caoutchouc	L	☐	☐		2	1,99 €	3,98 €	3,98 €
	AF	Moules à muffins 9 pièces	L	☐	☐		2	3,99 €	7,98 €	7,98 €
	AF	Bureau	L	☐	☐		2	279,00 €	558,00 €	558,00 €
	AG	Matériel d'enregistrement	L	☐	☐		1	6 947,00 €	6 947,00 €	0,00 €
	AG	Batterie	L	☐	☐		1	666,00 €	666,00 €	666,00 €
	AG	Ensemble tables et bancs	L	☐	☐		20	164,47 €	3 289,40 €	3 289,40 €
	AG	Table ronde pliable	L	☐	☐		20	36,40 €	728,00 €	728,00 €
	AG	Barbecue rotissoire	L	☐	☐		1	269,90 €	269,90 €	269,90 €
TOTAL GENERAL				☐	☐				**21 953 €**	**14 964,31 €**

PLAN DE FINANCEMENT			**taux**		**sollicité**	**proposé**
Ville de Strasbourg			**40%**		**8 781 €**	**5 986 €**
CAF du Bas-Rhin			0%		0 €	
CG 67			0%	296	0 €	
Autofinancement			60%		13 172 €	
TOTAL			100%		**21 953 €**	

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

Direction de l'Animation Urbaine
Vie associative

FICHE INSTRUCTION DE LA DEMANDE DE SUBVENTION D'EQUIPEMENT
DE L'ASSOCIATION : CSC du Cardek
ANNEE : 2019

Type matériel	
Pédagogique	P
Administratif	A
Entretien/Logistique	L

Secteur d'affectation					
Petite Enfance	PE	Adulte- Familles	AF	Conciergerie	C
Enfance	EF	Seniors/Aînés	S	Administration	ADM
Jeunesse	J	Animation Générale	AG	Accueil	ACC
		Autres activités	AA		

DEMANDE DE L'ASSOCIATION

Lieu	Secteur	Matériel	Type matériel	Nouvel équip.	Renouvell.	Date acquisition	Qté	P.U TTC	montant TTC	Ville de Strasbourg proposition du service
		Postes informatiques	A	☐	☑	2015	8	1 148,30 €	9 186,40 €	6 400,00 €
		Poste informatique	A		☑		1	1 866,00 €	1 866,00 €	800,00 €
		Appareil photo numérique	P	☐	☑		1	999,00 €	999,00 €	240,00 €
		Banquette pour enfants	P	☐	☑		1	587,28 €	587,28 €	500,00 €
		Pouf galette diabolo	P	☐	☑		1	271,46 €	271,46 €	250,00 €
		Lave vaisselle frontal	L	☐	☑		1	2 370,00 €	2 370,00 €	2 000,00 €
		Four à convection	L	☐	☑		1	2 964,00 €	2 964,00 €	2 500,00 €
		Climatisation des locaux	L	☑	☐		1	25 609,78 €	25 609,78 €	0,00 €
				☐	☐				0,00 €	
				☐	☐				0,00 €	
				☐	☐				0,00 €	
				☐	☐				0,00 €	
				☐	☐				0,00 €	
				☐	☐				0,00 €	
				☐	☐				0,00 €	
				☐	☐				0,00 €	
TOTAL GENERAL									**43 854 €**	**12 690,00 €**

PLAN DE FINANCEMENT			taux	sollicité	proposé
Ville de Strasbourg			**40%**	**17 542 €**	**5 076 €**
CAF du Bas-Rhin					
CG 67				0 €	
Autofinancement			60%	26 312 €	
TOTAL				**43 854 €**	

Strasbourg.eu & Communauté urbaine

Direction des solidarités et de la santé
Vie associative

FICHE INSTRUCTION DE LA DEMANDE DE SUBVENTION D'EQUIPEMENT
DE L'ASSOCIATION : CSC du Fossé des Treize
ANNEE : 2019

Type matériel	
Pédagogique	P
Administratif	A
Entretien/Logistique	L

Secteur d'affectation					
		Adulte- Familles	AF	Conciergerie	C
Petite Enfance	PE	Seniors/Aînés	S	Administration	ADM
Enfance	EF	Animation Générale	AG	Accueil	ACC
Jeunesse	J	Autres activités	AA		

DEMANDE DE L'ASSOCIATION										Ville de Strasbourg
Lieu	**Secteur**	**Matériel**	Type matériel	Nouvel équip.	Renouvell.	Date acquisition	**Qté**	**P.U TTC**	**montant TTC**	proposition du service
		Four mixte électrique	L	☐	☑	1995	1	4 813,20 €	4 813,20 €	2 500,00 €
		Mono brosse	L	☐	☐	2012	1	1 044,00 €	1 044,00 €	1 000,00 €
		Console d'éclairage	L	☐	☐	1995	1	1 699,00 €	1 699,00 €	1 699,00 €
TOTAL GENERAL									**7 556,20 €**	**5 199,00 €**

PLAN DE FINANCEMENT	**taux**	**sollicité**	**proposé**
Ville de Strasbourg	**40,00%**	**3 022 €**	**2 080 €**
CAF du Bas-Rhin		0 €	
CG 67		0 €	
Autofinancement	60,00%	4 534 €	
TOTAL	100,00%	**7 556 €**	

Strasbourg.eu
eurométropole

Direction des solidarités et de la santé
Vie associative

FICHE INSTRUCTION DE LA DEMANDE DE SUBVENTION D'EQUIPEMENT

DE L'ASSOCIATION JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN

ANNEE : 2019

Type matériel	
Pédagogique	P
Administratif	A
Entretien/Logistique	L

Secteur d'affectation					
Petite Enfance	PE	Adulte- Familles	AF	Conciergerie	C
Enfance	EF	Seniors/Aînés	S	Administration	ADM
Jeunesse	J	Animation Générale	AG	Autres activités	AA
				Accueil	ACC

DEMANDE DE L'ASSOCIATION

N° Ordre	Lieu	Secteur	Matériel	Type matériel	Nouvel équip.	Renouvell.	Date acquisition	Qté	P.U TTC	montant TTC	Ville de Strasbourg proposition du service
1	41 rue Virgile	AA	8 tables pliantes extérieur	L	☑	☐		1	734,40 €	734,40 €	734,40 €
2	41 rue Virgile	AA	7 miroirs	L	☐	☑		1	1 658,47 €	1 658,47 €	300,00 €
3	41 rue Virgile	AA	Meubles cuisine	L	☐	☑		1	5 892,13 €	5 892,13 €	5 892,13 €
4	41 rue Virgile	AA	Plans de travail	L	☐	☑		1	919,63 €	919,63 €	919,63 €
5	41 rue Virgile	AA	Electroménager (réfrigérateur, l	L	☐	☑		1	1 379,14 €	1 379,14 €	770,00 €
6	41 rue Virgile	AA	Sanitaires (Evier)	L	☐	☑		1	404,10 €	404,10 €	404,10 €
8	41 rue Virgile	AA	Tabourets	L	☐	☑		15	153,00 €	2 295,00 €	1 500,00 €
9	41 rue Virgile	AA	Dépose de l'ancienne cuisine	L	☐	☑		1	540,00 €	540,00 €	0,00 €
10	41 rue Virgile	AA	Livraison	L	☐	☑		1	290,00 €	290,00 €	0,00 €
11	41 rue Virgile	AA	Pose	L	☐	☑		1	1 620,00 €	1 620,00 €	0,00 €
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
TOTAL GENERAL										**15 733 €**	**10 520 €**

PLAN DE FINANCEMENT			taux		sollicité	proposé
Ville de Strasbourg			**40%**		**6 293 €**	**4 208 €**
CAF du Bas-Rhin			**30%**		4 720 €	
CG 67						
Autofinancement			**30%**	299	4 720 €	
TOTAL			100%		**15 733 €**	

Strasbourg.eu
COMMUNAUTÉ URBAINE

Direction des solidarités et de la santé
Vie associative

FICHE INSTRUCTION DE LA DEMANDE DE SUBVENTION D'EQUIPEMENT

DE L'ASSOCIATION : CSC Neuhof

Type matériel	
Pédagogique	P
Administratif	A
Entretien/Logistique	L

Secteur d'affectation					
Petite Enfance	PE	Seniors/Aînés	S		ADM
Enfance	EF	Animation Générale	AG	Accueil	ACC
Jeunesse	J	Autres activités	AA		

DEMANDE DE L'ASSOCIATION

Lieu	Secteur	Matériel	Type matériel	Nouvel équip.	Renouvell.	Date acquisition	Qté	P.U TTC	montant TTC	Ville de Strasbourg proposition du service
8 rue Georges Epstein	AF	Machine à coudre	P	☑	☐	NC	4	149,99 €	599,96 €	*400,00 €*
5 rue de Bergerac	ADM	Siège de bureau	A	☐	☑	NC	1	119,88 €	119,88 €	*119,88 €*
5 rue de Bergerac	ADM	Armoire	A	☐	☑	NC	1	274,80 €	274,80 €	274,80 €
5 rue de Bergerac	ADM	Caisson Mobile	A	☐	☑	NC	1	142,80 €	142,80 €	142,80 €
5 rue de Bergerac	ADM	Bureau	A	☐	☑	NC	1	298,80 €	298,80 €	298,80 €
5 rue de Bergerac	AF	Lave Vaisselle	P	☑	☐	NC	1	299,00 €	299,00 €	299,00 €
5 rue de Bergerac	AF	Four	P	☐	☑	NC	2	299,00 €	598,00 €	598,00 €
5 rue de Bergerac	AF	Plaque de Cuisson	P	☐	☑	NC	2	119,00 €	238,00 €	238,00 €
5 rue de Bergerac	AF	Réfrigérateur	P	☐	☑	NC	2	299,00 €	598,00 €	598,00 €
5 rue de Bergerac	AF	Evier	P	☐	☑	NC	2	84,00 €	168,00 €	168,00 €
5 rue de Bergerac	AF	Robinet	P	☐	☑	NC	2	75,00 €	150,00 €	150,00 €
5 rue de Bergerac	AF	Poignet de Meubles	P	☐	☑	NC	10	5,00 €	50,00 €	50,00 €
5 rue de Bergerac	AF	Peinture Meuble	P	☐	☑	NC	3	24,90 €	74,70 €	74,40 €
5 rue de Bergerac	AF	Peinture Murale	P	☐	☑	NC	2	25,90 €	51,80 €	51,80 €
5 rue de Bergerac	AF	Poubelle	P	☐	☑	NC	1	39,00 €	39,00 €	39,00 €
5 rue de Bergerac	AF	Plan de Travail	P	☐	☑	NC	3	45,00 €	135,00 €	135,00 €
5 rue de Bergerac	EF	Chaises Empilables	P	☐	☑	NC	45	34,95 €	1 572,75 €	1 572,75 €
5 rue de Bergerac	EF	Jeux construction et logique	P	☐	☑	NC	1	623,20 €	623,20 €	500,00 €
5 rue de Bergerac	EF	Tapis de sol lessivables	P	☐	☑	NC	2	329,90 €	659,80 €	100,00 €
5 rue de Bergerac	EF	Banquettes d'accueil	P	☐	☑	NC	2	245,00 €	490,00 €	300,00 €
5 rue de Bergerac	EF	Espace Lecture et Détente	P	☐	☑	NC	2	889,00 €	1 778,00 €	730,00 €
5 rue de Bergerac	EF	Bibliothèque Enfant	P	☐	☑	NC	1	595,90 €	595,90 €	250,00 €
5 rue de Bergerac	J	Crêpière pro	P	☐	☑	NC	1	379,00 €	379,00 €	150,00 €
5 rue de Bergerac	J	Gaufriers	P	☐	☑	NC	1	219,00 €	219,00 €	150,00 €
5 rue de Bergerac	J	Chaises visiteurs et réunion	P	☑	☐	NC	15	33,50 €	502,50 €	502,50 €
5 rue de Bergerac	J	TV Samsung	P	☑	☐	NC	1	899,00 €	899,00 €	0,00 €
5 rue de Bergerac	J	Ordinateur portable ASUS	A	☑	☐	NC	2	499,00 €	998,00 €	998,00 €
5 rue de Bergerac	J	Ordinateur de bureau	A	☐	☑	NC	1	549,99 €	549,99 €	549,99 €
5 rue de Bergerac	J	Vidéoprojecteur	AG	☑	☐	NC	1	499,00 €	499,00 €	0,00 €
5 rue de Bergerac	J	Appareil photo reflex Nikkon	P	☑	☐	NC	1	599,99 €	599,99 €	240,00 €
5 rue de Bergerac	J	Enceinte LG	P	☑	☐	NC	1	299,00 €	299,00 €	0,00 €
5 rue de Bergerac	J	Console Playstation 4	AG	☑	☐	NC	1	349,99 €	349,99 €	0,00 €
5 rue de Bergerac	J	Jeux vidéos Playstation 4	AG	☑	☐	NC	4	56,24 €	224,96 €	0,00 €
5 rue de Bergerac	J	Ecran de projection	AG	☑	☐	NC	1	399,99 €	399,99 €	0,00 €
5 rue de Bergerac	J	Store	L	☑	☐	NC	8	29,90 €	239,20 €	239,20 €
5 rue de Bergerac	J	Lames PVC	L	☑	☐	NC	16	30,66 €	490,56 €	490,56 €
5 rue de Bergerac	J	Table de réunion rabatables / roulettes	AG	☐	☑	NC	4	338,40 €	1 353,60 €	1 200,00 €
5 rue de Bergerac	J	Chaises	AG	☐	☑	NC	15	35,88 €	538,20 €	0,00 €
5 rue de Bergerac	J	Bureau	A	☐	☑	NC	2	118,80 €	237,60 €	237,60 €
5 rue de Bergerac	J	Fauteuil de bureau	A	☐	☑	NC	2	178,80 €	357,60 €	280,00 €
5 rue de Bergerac	J	Armoire deux portes	A	☐	☑	NC	1	190,80 €	190,80 €	190,80 €
5 rue de Bergerac	J	Meubles dossiers	A	☑	☐	NC	1	230,40 €	230,40 €	150,00 €
5 rue de Bergerac	J	Table basse accueil	ACC	☑	☐	NC	1	118,80 €	118,80 €	118,80 €
5 rue de Bergerac	J	Lampadaire	P	☑	☐	NC	2	102,00 €	204,00 €	204,00 €
5 rue de Bergerac	J	Jeux de société	P	☑	☐	NC	8	33,00 €	264,00 €	264,00 €
5 rue de Bergerac	J	Sièges de bureau	A	☑	☐	NC	2	119,88 €	239,76 €	239,76 €
5 rue de Bergerac	J	Tables pliantes	P	☑	☐	NC	6	190,80 €	1 144,80 €	1 144,80 €
5 rue de Bergerac	J	Chaises coques empilables	P	☑	☐	NC	20	25,19 €	503,76 €	0,00 €
5 rue de Bergerac	J	Tableau blanc	P	☑	☐	NC	2	92,28 €	184,56 €	184,56 €
5 rue de Bergerac	J	Tableau fond liège	P	☑	☐	NC	1	41,99 €	41,99 €	41,99 €
5 rue de Bergerac	J	Siège bureau ergonomique	A	☑	☐	NC	1	262,80 €	262,80 €	140,00 €
5 rue de Bergerac	J	Chevalet	P	☑	☐	NC	1	24,59 €	24,59 €	24,59 €
TOTAL GENERAL				☐	☐				**21 631 €**	**14 831,38 €**

PLAN DE FINANCEMENT			**taux**		**sollicité**	**proposé**
Ville de Strasbourg			**40%**		**8 652 €**	**5 933 €**
CAF du Bas-Rhin			0%			
CD 67			0%			
Autofinancement			60%		12 978 €	
TOTAL			100%		**21 631 €**	

Strasbourg.eu
eurométropole

Direction des solidarités et de la santé
Vie associative

FICHE INSTRUCTION DE LA DEMANDE DE SUBVENTION D'EQUIPEMENT

DE L'ASSOCIATION LES DISCIPLES

ANNEE : 2019

Type matériel	
Pédagogique	P
Administratif	A
Entretien/Logistique	L

Secteur d'affectation				Conciergerie	C
Petite Enfance	PE	Adulte- Familles	AF	Administration	ADM
Enfance	EF	Seniors/Aînés	S	Autres activités	AA
Jeunesse	J	Animation Générale	AG	Accueil	ACC

DEMANDE DE L'ASSOCIATION

N° Ordre	Lieu	Secteur	Matériel	Type matériel	Nouvel équip.	Renouvell.	Date acquisition	Qté	P.U TTC	montant TTC	Ville de Strasbourg proposition du service
1	Séjours vacance	EF	Marabout couchage 6m30	L	☐	☑		2	1 200,00 €	2 400,00 €	2 400,00 €
2	Séjours vacance	EF	Marabout Tapis de sol	L	☐	☑		2	212,39 €	424,78 €	424,78 €
3	Séjours vacance	EF	Tipi	L	☐	☑		1	745,20 €	745,20 €	745,20 €
4	Séjours vacance	EF	Transport	L	☐	☑		1	144,00 €	144,00 €	0,00 €
	Séjours vacance	EF	Lits de camp	L	☐	☑		40	74,25 €	2 970,00 €	2 970,00 €
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
					☐	☐					
TOTAL GENERAL										**6 684 €**	**6 540 €**

PLAN DE FINANCEMENT			**taux**		**sollicité**	**proposé**
Ville de Strasbourg			**50%**		**3 342 €**	**2 616 €**
CAF du Bas-Rhin			**40%**		**2 674 €**	
CD 67			**0%**			
Autofinancement			**10%**		**668 €**	
TOTAL			100%		**6 684 €**	

Direction des solidarités et de la santé
Vie associative

FICHE INSTRUCTION DE LA DEMANDE DE SUBVENTION D'EQUIPEMENT DE L'ASSOCIATION : Clef des champs

Type matériel	
Pédagogique	P
Administratif	A
Entretien/Logistique	L

Secteur d'affectation		Adulte- Familles	AF	Conciergerie	C
Petite Enfance	PE	Seniors/Aînés	S	Administration	ADM
Enfance	EF	Animation Générale	AG	Accueil	ACC
Jeunesse	J	Autres activités	AA		

DEMANDE DE L'ASSOCIATION

Lieu	Secteur	Matériel	Type matériel	Nouvel équip.	Renouvell.	Date acquisition	Qté	P.U TTC	montant TTC	Ville de Strasbourg proposition du service
	Tout secteur	Travaux de peinture	L	☐	☑		1	12 190,00 €	12 190,00 €	*12 190,00 €*
TOTAL GENERAL									**12 190 €**	**12 190,00 €**

PLAN DE FINANCEMENT	taux	sollicité	proposé
Ville de Strasbourg	**40%**	**4 876 €**	**4 876,00 €**
CAF du Bas-Rhin	40%	4 876 €	
CG 67	0%		
Autofinancement	20%	2 438 €	
TOTAL	100%	**12 190 €**	

29

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Financement des postes d'animateurs jeunes au bénéfice des centres socioculturels du territoire strasbourgeois.

Afin de permettre à la ville de Strasbourg de rembourser trimestriellement sa participation aux frais engagés **par les centres socioculturels pour leurs postes d'animateurs-jeunes, il y a lieu d'affecter les enveloppes correspondantes pour un total de 302 000 €.**

Il s'agit d'un dispositif mis en place par la ville de Strasbourg et le Conseil Départemental du Bas-Rhin qui porte sur 12 postes d'animateurs-jeunes à temps plein, dont le cofinancement est réparti comme suit :

- 10,5 équivalents temps plein (ETP) sont financés à hauteur de 60 % par la Ville et cofinancés à hauteur de 40 % par le CD67.
- 1,5 ETP sont financés à hauteur de 100% par la Ville.

Le secteur géographique d'intervention de ces animateur-jeunes sont ceux des associations employeuses. La population "jeunes" concernée par cette intervention est celle présente habituellement dans ce secteur, quel que soit son lieu de résidence.

La mission dévolue aux animateurs-jeunes consiste en une présence quotidienne auprès de ce public par le biais d'actions de prévention, d'accompagnement et de loisirs mises en œuvre sous forme d'actions socio-éducatives.

Ils exercent leur mission sous le contrôle de l'association et en partenariat avec tous les autres organismes qui agissent en faveur des publics jeunes.

Enfin, les centres socioculturels bénéficiaires de ce dispositif de financement transmettent tous les ans avant le 1er mars de l'année suivante un rapport de l'année écoulée, retraçant les actions réalisées par les animateurs-jeunes et les résultats atteints ainsi que le projet pédagogique et les objectifs fixés de l'année en cours.

Le coût du poste est plafonné à 40 000 €.

Depuis 2010, le Conseil Départemental du Bas-Rhin procède directement au paiement de sa participation aux associations bénéficiaires.

Il y a donc lieu de prévoir les enveloppes suivantes pour la seule participation municipale :

Association du centre social et culturel de la Montagne-Verte – 1 ETP	20 000 €
ARES - Association des résidents de l'Esplanade de Strasbourg – 1 ETP	26 000 €
Association du centre socio-culturel du Neuhof – 2,5 ETP, répartis comme suit :	
Espace Klebsau – 1,5 ETP	36 000 €
Espace Ziegelwasser – 1 ETP	24 000 €
Association CARDEK centre socio-culturel de la Krutenau – 1 ETP	32 000 €
Association Populaire Joie et santé Koenigshoffen – 1,5 ETP	36 000 €
Association du centre socio-culturel du Fossé des Treize – 2 ETP, répartis comme suit :	
Secteur Tribunal – 1 ETP	24 000 €
Secteur Gare – 1 ETP	24 000 €
Association du centre socio-culturel de Neudorf – 2 ETP, répartis comme suit :	
Secteur Neufeld – 1 ETP	24 000 €
Secteur Musau – 1 ETP	24 000 €
Association du centre social et culturel de la Robertsau – Escale – 1 ETP	32 000 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la participation aux frais relatifs aux postes animateurs jeunes des associations suivantes :

Association du centre social et culturel de la Montagne-Verte – 1 ETP	*20 000 €*
ARES - Association des résidents de l'Esplanade de Strasbourg – 1 ETP	*26 000 €*
Association du centre socio-culturel du Neuhof – 2,5 ETP, répartis comme suit :	
Espace Klebsau – 1,5 ETP	*36 000 €*
Espace Ziegelwasser – 1 ETP	*24 000 €*
Association CARDEK centre socio-culturel de la Krutenau – 1 ETP	*32 000 €*
Association Populaire Joie et santé Koenigshoffen – 1,5 ETP	*36 000 €*
Association du centre socio-culturel du Fossé des Treize – 2 ETP, répartis comme suit :	
Secteur Tribunal – 1 ETP	*24 000 €*
Secteur Gare – 1 ETP	*24 000 €*
Association du centre socio-culturel de Neudorf – 2 ETP, répartis comme suit :	
Secteur Neufeld – 1 ETP	*24 000 €*
Secteur Musau – 1 ETP	*24 000 €*
Association du centre social et culturel de la Robertsau – Escale – 1 ETP	*32 000 €*

Les crédits nécessaires, soit 302 000 €, sont ouverts sous Activité DL03B – Nature 6574 - Fonction 422- Programme 8013 dont le disponible avant le présent Conseil est de 3 020 700 €.

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions relatives au fonctionnement et au financement des postes animateurs jeunes.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

30

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens entre la Haute Ecole des Arts du Rhin (HEAR) et ses membres fondateurs pour la période 2019-2021.

L'Etablissement public de coopération culturelle dénommé Haute Ecole des Arts du Rhin (HEAR) regroupant Le Quai, école supérieure d'art de Mulhouse, l'Académie supérieure de musique du Conservatoire de Strasbourg et l'Ecole supérieure des arts décoratifs de Strasbourg a été créé en 2011 suite à la délibération du Conseil municipal du 6 décembre 2010 ainsi qu'à la délibération du Conseil de communauté du 17 décembre 2010, les instances délibérantes de la ville de Mulhouse et l'Etat (DRACAlsace) ayant également approuvé la démarche.
Ses membres fondateurs sont : la ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Mulhouse et l'Etat (DRAC Alsace).

Les statuts de la HEAR ne fixent pas les taux de contribution des différents membres fondateurs au budget de l'EPCC mais prévoient la définition des modalités de financement de l'établissement à la conclusion de conventions d'objectifs et de moyens pluriannuelles

Les objectifs et les moyens sur lesquels les membres fondateurs, signataires de la convention, s'accordent, répondent au projet d'établissement proposé par la direction de la HEAR, conformément aux articles 5 et 29 des statuts de l'EPCC.

En complément, il est à noter que le renouvellement du mandat du directeur de la HEAR en 2017, s'est appuyé sur un bilan de son action et la réactualisation du projet d'établissement pour les trois années à venir. Ce projet, qui s'inscrit dans la continuité de l'action entreprise depuis 2014, a été approuvé par le Conseil d'administration de la HEAR et a permis la reconduction expresse du contrat du Directeur d'une durée équivalente de 3 années, lors de sa séance du 9 mars 2017.

Ainsi est-il nécessaire de faire suite à une première contractualisation entre la HEAR et ses membres fondateurs pour la période 2015-2018, en renouvelant le «Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens» pour la période 2019-2021.

Il est également proposé pour approbation au Conseil de l'Eurométropole, au Conseil municipal de la ville de Mulhouse et à l'Etat (DRAC Alsace), membres fondateurs de l'EPCC.

Les contributions de la ville de Strasbourg, prévues au titre du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens le sont, sous réserve de l'approbation annuelle des montants cités, dans le cadre de l'annualité du budget.
Elles s'inscrivent sans augmentation sur les trois années concernées.

La répartition de la charge financière proposée est la suivante :

	2019	**2020**	**2021**
Ville de Strasbourg	5 600 000,00 €	5 600 000,00 €	5 600 000,00 €
Ville de Mulhouse	1 877 125,00 €	1 917 500,00 €	1 917 500,00 €
Etat –DRAC (AP +Regroup +recherche +AAP)	788 000 €	788 000 €	788 000 €
Etat (DRAC Alsace (au titre de l'enseignement supérieur de la musique))	414 900,00 €	414 900,00 €	414 900,00 €

La ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Mulhouse et l'Etat (DRAC Alsace) confirment par cet engagement leur soutien au projet de la HEAR pôle d'excellence en matière d'enseignements artistiques supérieurs, de nature à conforter leur attractivité et leur créativité artistique.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement d'une contribution d'un montant de 5 600 000 € à l'établissement public « la Haute Ecole des Arts du Rhin » au titre de l'engagement financier pris par la ville de Strasbourg membre fondateur de l'établissement,

décide

l'imputation de la dépense de 5 600 000 € sur la ligne 236558 / AU21A, l'année de signature de la convention, ainsi que les deux années qui suivent, sous réserve du vote par le Conseil des crédits correspondants,

autorise

le maire ou son-sa représentant-e à signer la convention appelée « Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens » entre l'établissement public « la Haute Ecole des Arts du Rhin »

et ses membres, l'Etat, la ville de Mulhouse, l'Eurométropole de Strasbourg et la ville de Strasbourg ainsi que ses avenants et tout acte nécessaire à son exécution.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens
HEAR-membres fondateurs
(2019-2021)

VU l'arrêté SGARE n°2010/160 du 23 décembre 2010 portant création de l'EPCC dénommé Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts ;

VU l'arrêté du 16 juillet 2013 portant organisation de l'enseignement supérieur d'arts plastiques dans les établissements d'enseignement supérieur délivrant des diplômes ;

VU l'arrêté du 29 décembre 2005 relatif au contrôle financier des programmes et des services du ministère de la culture ;

VU l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 susvisée ;

VU l'arrêté du 8 octobre 2014 modifiant l'arrêté du 16 juillet 2013 portant organisation de l'enseignement supérieur d'arts plastiques dans les établissements d'enseignement supérieur délivrant des diplômes (DNA) ;

VU l'arrêté du 31 octobre 2013 abrogeant l'arrêté du 22 février 2008 relatif à la procédure d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et au fonctionnement de la Commission nationale d'habilitation ;

VU la circulaire n°2007-6 du 5 mars 2007 relative au financement public et à l'emploi dans le spectacle vivant ;

Entre les soussignés,

- Le Ministère de la Culture représenté par M. le Préfet de la Région Grand Est, Préfet du bas Rhin,
- La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Michèle Lutz, Maire, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du …
- La Ville de Strasbourg, représentée par M. Roland Ries, Maire, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du…
- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par M. Robert Herrmann, Président, dûment habilité par délibération du Conseil Communautaire en date du…
- La Haute école des arts du Rhin représentée par M. Alain Fontanel, Président, dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration en date du …

Il est exposé et convenu ce qui suit :

Préambule

La Haute école des arts du Rhin, établissement public de coopération culturelle (EPCC) créé par arrêté préfectoral du 23 décembre 2010, est un établissement d'enseignement supérieur artistique d'excellence. Elle dispense des enseignements en art, communication, design et musique. Elle accueille près de 750 étudiants qu'elle mène à des diplômes de niveau Bac+3 et Bac +5. L'établissement accueille et anime le Centre de Formation de Plasticien Intervenant.
Implantée sur trois sites à Mulhouse et Strasbourg, l'école s'inscrit au cœur de l'espace rhénan supérieur, concourt à la dynamique métropolitaine qui anime ce territoire, contribue à son rayonnement et renforce son attractivité.

Riche du passé des institutions qu'elle regroupe, des traditions et de l'identité si singulière de l'Alsace, elle est ouverte sur le monde et sur les mutations technologiques, économiques et sociales qui le traversent, mutations auxquelles elle aspire, à sa juste place, à contribuer et donner du sens.

La HEAR fonde son modèle pédagogique sur la porosité des disciplines artistiques qu'elle enseigne, cultive les passerelles entre les enseignements théoriques et la pratique, conjugue les approches individuelles et les démarches collectives. La HEAR forme des artistes, auteurs, créateurs et interprètes engagés dans la société qui a besoin de se nourrir à des visions du monde alternatives.

A la fois établissement d'enseignement supérieur, actrice du développement local mais également partie prenante de l'animation culturelle du territoire, la HEAR entend inscrire dans un cadre pluriannuel son action et ses relations avec ses collectivités publiques fondatrices (Etat, Villes de Strasbourg et de Mulhouse, Eurométropole de Strasbourg).

Article 1- Objet du présent contrat

L'article 5 des statuts de la Haute école des arts du Rhin dispose qu'un « contrat d'objectifs et de moyens est conclu entre l'établissement et les membres fondateurs ». Il a notamment pour objet :

- de définir les orientations des projets pédagogiques en arts plastiques et en musique de l'établissement;
- de fixer le montant des participations des membres fondateurs ;
- de valoriser les prestations en nature ;
- de définir les modalités d'évaluation du contrat.

Au-delà de ces éléments fondamentaux qu'il importe de formaliser, le présent contrat a également pour objet de régir, au sein d'un seul et même document, l'ensemble des relations en matière de patrimoine, d'équipement et de gestion des ressources humaines entre l'établissement et ses membres fondateurs.

Article 2 - Engagements de la HEAR

La signature du présent contrat marque :

- le souci de l'Etat de garantir un niveau élevé de formation supérieure artistique et musicale en Alsace répondant aux exigences nationales et européennes ;
- la volonté des villes fondatrices et de l'Eurométropole de Strasbourg de placer l'enseignement supérieur artistique et musical au cœur de leurs politiques respectives et communes de développement et d'aménagement du territoire.

En écho à ces attentes, la HEAR affirme :

- sa détermination à répondre aux exigences pédagogiques qui ont porté à sa création ;
- son engagement à contribuer, à l'aune des moyens qui lui sont alloués, au rayonnement, au dynamisme et à la cohésion sociale des agglomérations, à la professionnalisation des acteurs culturels et à leur implantation sur le territoire alsacien dans les conditions ci-dessous exposées.

Article 2.1 – les engagements de la HEAR en termes pédagogiques

AXE 1 - les missions d'enseignement supérieur

Durant la période de référence du présent contrat, la HEAR entend conforter son statut de grande école régionale en veillant aux conditions de mise en œuvre de la réforme Parcours Sup, en maintenant la qualité de l'offre de formation et en améliorant le service proposé aux étudiants accueillis.

Axe1.1 – La mise en œuvre de la réforme Parcours Sup

Dans la perspective de l'intégration en 2020 des écoles supérieures d'enseignement artistique dans le champ de la procédure nationale de pré-inscription « Parcours Sup », la HEAR s'attachera à adapter son dispositif d'admission en première année pour concilier les exigences nationales de la plateforme avec les spécificités de l'établissement. En concertation avec le Ministère de la Culture et l'ensemble des autres écoles supérieures d'art, elle veillera notamment à ce que les critères scolaires, l'origine géographique des candidats ne figurent pas comme critère de pré-sélection et que la souveraineté des jurys d'admission soit garantie.
En outre, elle mettra à profit la réforme pour unifier son examen d'entrée entre les deux sites d'arts plastiques et faire converger les calendriers pédagogiques de la HEAR et de l'Université.

Axe 1.2 - Le maintien de la diversité des parcours et de la haute qualité des cursus

L'excellence que revendique la HEAR implique de sa part une attention constante à la qualité des formations qu'elle dispense, à la préservation de son modèle pédagogique singulier et à une ouverture croissante vers l'international.

- La qualité des formations et le renforcement de leur diversité

  Cette exigence de qualité passe par :

  - le respect scrupuleux des prescriptions réglementaires nationales et européennes liées à la délivrance des diplômes ;
  - la construction des fondamentaux de l'enseignement en arts et en musique ;
  - L'affirmation de la place prépondérante de la recherche dans les formations du premier et du deuxième cycle ;
  - la conduite d'une auto-évaluation des formations dispensées et la préparation de la prochaine campagne d'accréditation de l'établissement.

- La préservation de la richesse et de l'originalité du modèle

  L'originalité de la structuration géographique et disciplinaire de la HEAR, la singularité de son modèle pédagogique seront préservées et enrichies par :

  - le maintien du nombre d'options (art / design / communication) et de mentions (art / art-objet / communication graphique / illustration / didactique visuelle / scénographie / design / design textile) proposées par l'établissement pour les arts plastiques et l'adaptation régulière de l'offre de formation aux mutations économiques, sociales et culturelles (vidéo, cinéma)
  - le développement de l'offre de formation supérieure musicale (habilitation complémentaire pour la délivrance du DNSPM Direction d'ensemble).
  - l'approfondissement de la porosité entre les enseignements en arts plastiques et en musique avec la mise en place :
    - ✓ d'enseignements partagés (concerts dessinés, musique de films, médiation, cours de français langue étrangère) ou de programmes de recherche communs (Espaces sonores),
    - ✓ de temps de rencontre et d'échanges dédiés (semaine hors limite)
    - ✓ de dispositifs incitatifs encourageant les projets partagés (aides à projets, fonds régional);
    - ✓ d'une réflexion sur la convergence des calendriers scolaires,

  - le maintien de la circulation des enseignants et des étudiants entre les différents sites dans des conditions économiquement soutenables;
  - l'adaptation du matériel pédagogique aux évolutions technologiques (et notamment aux évolutions numériques dans le domaine du Design).

- L'ouverture sur le monde

  Ancrée dans la métropole tri-nationale du Rhin supérieur, espace riche d'une tradition d'échanges et de croisements des cultures, la HEAR

revendique cet héritage et affirme son ouverture au monde ainsi que son souci de préparer ses étudiants aux enjeux de la globalisation en :

- multipliant les partenariats avec les établissements étrangers ;
- encourageant et accompagnant les mobilités sortantes et entrantes des étudiants (tout étudiant doit pouvoir disposer de la possibilité de participer à au moins une expérience internationale durant son cursus), des enseignants et du personnel administratif par le biais de dispositifs incitatifs (projets internationaux, bourses de mobilité) ;
- facilitant la pratique des langues étrangères pour les étudiants (multiplication des cours en anglais) et agents de l'établissement (cours d'anglais en interne)
- facilitant l'accueil des étudiants étrangers (cours de Français Langue Etrangère, services dédiés en termes d'accueil et de suivi) ;
- accueillant des artistes ou des professeurs étrangers invités au moyen de workshops, masterclass ou de résidence.

Axe1.3 - Le renforcement des services aux étudiants

Au centre du projet d'établissement, le haut niveau des services proposés aux étudiants constitue l'une des spécificités de la HEAR et l'un de ses facteurs d'attractivité qu'il convient de consolider en :

- poursuivant l'accompagnement individualisé tant sur le plan pédagogique que sur le plan de la mobilité internationale ;
- renforçant la participation des étudiants à la définition des orientations de l'établissement et à la définition du contenu de leur formation au travers des différentes instances de l'EPCC mais également de leur association aux procédure d'auto-évaluation (enquêtes) et en renforçant leur implication dans la définition des contenus des cycles de formation à la professionnalisation, ou encore par la mise en œuvre de nouvelles formes de concertation directe et transversale (groupe de travail, réunions thématiques,...) ;
- amplifiant les dispositifs d'accompagnement à la professionnalisation (mise en place d'une plateforme numérique de ressources et de conseil, mise en place d'un dispositif d'accompagnement pour les jeunes designers) ;
- encourageant les dispositifs visant à lever tout type de discrimination ou de freins limitant l'égal accès aux études artistiques et musicales ainsi qu'à l'insertion professionnelle à l'issue du diplôme. Les étudiants et diplômés seront ainsi particulièrement associés à la rédaction, la mise en œuvre et l'évaluation à l'échelle des trois sites de l'établissement d'une charte de lutte contre les discriminations ;
- approfondissant leur intégration dans la communauté et la vie universitaire.

Axe 2 - la structuration de la recherche

Au-delà de l'enseignement de compétences dispensé dans les cours pratiques et théoriques dès le premier cycle, la recherche est développée sous forme de programmes pluriannuels fondés sur une problématique voire une pratique en musique et en arts plastiques. Ceux-ci peuvent conduire à des journées d'étude et des publications mais également à des concerts ou des expositions.

Ils donnent une place particulière aux résidences d'artistes sous forme de workshops et de masterclass.

Sur le plan structurel, l'organisation de la recherche au sein de la Haute école des arts du Rhin autour de deux unités de recherche (« communication visuelle » et « Faire-Mondes ») et d'un programme sur les arts sonores sera pérennisée. Cet ensemble est porté par des formations originales (didactique visuelle, illustration, objet, scénographie, académie supérieure de musique) qui confèrent à la Haute école des arts du Rhin toute sa singularité.

Durant la période couverte par le présent contrat, la structuration d'une nouvelle unité de recherche autour des problématiques liées au Design sera mise à l'étude.

Axe 3 - l'insertion professionnelle

La HEAR est d'ores et déjà investie dans l'insertion professionnelle de ses étudiants tout au long de leurs études et au-delà, au moyen de dispositifs variés qu'elle s'engage à conforter :

- la rencontre permanente avec des créateurs professionnels, enseignants et artistes invités (workshops, masterclass, jurys d'évaluation et de diplômes) ;
- la transmission de compétences techniques spécifiques à la musique et aux arts visuels (dessin, volume, vidéo, photographie, etc.) et de compétences transversales (langue, gestion de projet, prise de parole, etc.) ;
- l'organisation de journées dédiées à la professionnalisation à l'attention des étudiants dans l'ensemble des disciplines ;
- l'accompagnement méthodologique et financier de projets hors les murs (aides à projet étudiants et diplômés, la préparation et l'accompagnement des étudiants à la participation à des concours ou à des commandes) ;
- la participation à des projets hors les murs en partenariat avec des institutions culturelles, scientifiques ou socio-économiques ;
- les partenariats durables avec des entreprises qui s'engagent en sa faveur en partageant les valeurs de l'école ;
- le suivi des diplômés au travers d'enquêtes d'insertion annuelle avec un volet particulier porté sur le genre et l'origine socio-économique ;
- le recrutement de moniteurs chargés d'accompagner les étudiants dans leurs projets et d'améliorer l'accessibilité des étudiants aux ateliers ;
- L'intégration des diplômés au sein du réseau des amis de l'école.

Enjeu essentiel pour l'ensemble des parties à la présente convention, l'accompagnement vers l'après diplôme sera amplifié durant les 3 années du contrat avec :

- une implication croissante des étudiants dans la définition des contenus et des formats du programme de professionnalisation ;
- la mise à disposition d'une plateforme numérique de ressources et de conseil (plateforme présage) mutualisée avec les autres écoles d'art du Grand Est ;
- l'organisation au sein de l'établissement d'une permanence physique régulière assurée par un spécialiste des questions juridiques, sociales et

fiscales liées aux activités de création ;
- la mise en place, avec le soutien de l'Etat, d'un dispositif d'accompagnement spécifique des jeunes diplômés en design sur le site de Mulhouse.

Article 2.2 - Les engagements de la HEAR en termes d'aménagement et de développement territorial

La création d'un établissement public de coopération culturelle en 2011 entre l'Etat, les Villes de Strasbourg et de Mulhouse et la Communauté urbaine de Strasbourg visait non seulement à satisfaire aux exigences réglementaires liées au processus de Bologne mais également à répondre à des enjeux d'aménagement du territoire. Son rôle croissant en la matière mérite d'être affirmé et encore mieux articulé avec les politiques des collectivités fondatrices.

2.2.1 - L'approfondissement de l'équilibre territorial

Le caractère multisites de la HEAR constitue un élément fondamental de son identité, qu'il convient de cultiver en veillant à l'équilibre de chacun des sites, à leur complémentarité et à leur interconnexion.

L'équilibre du modèle passe ainsi par une mobilisation optimale, au bénéfice de l'ensemble de l'établissement, de la diversité des histoires de chacun des sites en poursuivant les efforts de mutualisation, de spécialisation et la circulation des étudiants et des enseignants entre les sites.

Au plan pédagogique, la HEAR doit conforter sa place au sein du site alsacien de l'enseignement supérieur qu'elle a rejoint en qualité d'établissement associé en 2016. Tout en assumant la singularité de son modèle, elle s'engage à poursuivre l'effort de mise en cohérence de son offre de formation et à approfondir la dynamique de coopération enclenchée avec les différentes composantes des deux universités et les autres établissements associés pour :

- consolider les parcours croisés (enseignement musical) et les échanges d'enseignements existants (faculté de médecine, faculté de chirurgie dentaire, faculté des sciences historiques, INSA, ENSISA…),
- mobiliser les dispositifs financiers encourageant ses rapprochements et croisements pédagogiques tel que le Pacte ingénieur régional ou les Initiatives d'Excellences,
- renforcer l'intégration des étudiants des différents sites dans la communauté universitaire en leur permettant de bénéficier de l'ensemble des dispositifs liés au Schéma directeur de la vie étudiante,

Dans le même sens, elle poursuivra son intégration dans les réseaux spécialisés d'enseignement supérieur au plan local en accédant au statut de membre de plein exercice de l'association Alsace tech et en contribuant au renforcement de l'action du réseau des écoles supérieures d'art du Grand Est.

2.2.2 - La contribution au développement économique

En appui et en cohérence avec les politiques publiques locales et nationales, la HEAR s'engage à prendre sa part aux initiatives territoriales visant à renforcer l'insertion professionnelle des jeunes, le dynamisme du tissu artisanal et industriel local ainsi que l'attractivité du territoire alsacien. Elle veillera plus particulièrement à favoriser l'ancrage de ses diplômés dans le territoire via :

- la mise à disposition de locaux et de services associés pour favoriser l'amorçage de leur activité professionnelle en lien avec les initiatives locales soutenues par les collectivités (participation aux écosystèmes créatifs tels que Motoco et Km0 à Mulhouse ou la Manufacture et la Coop à Strasbourg)
- le renforcement de l'articulation de la politique de professionnalisation de la HEAR avec les politiques de développement économique mises en œuvre par les collectivités et l'approfondissement des relations avec les services des collectivités en charge de ces questions,
- la multiplication des programmes ou dispositifs partagés avec les services dédiés des Villes ou de l'Etat pour inscrire l'art dans la société en donnant une place reconnue et légitime aux artistes, créateurs designers et musiciens par d'autres vecteurs que les politiques culturelles traditionnelles,
- le développement d'un réseau d'entreprises et d'institutions amies susceptibles d'offrir des stages et des emplois aux étudiants et diplômés ;
- la pérennisation et le développement d'une offre de formation continue répondant aux enjeux de la création contemporaine et aux besoins spécifiques des artistes auteurs,
- la mobilisation des réseaux professionnels connexes aux disciplines enseignées (French Tech, Pôle textile Alsace, filière livre/numérique)
- et par la diversification des partenariats économiques ;

2.2.3 - La contribution à la diffusion et à la démocratisation culturelle

Ouverte sur le monde, la HEAR l'est également sur son environnement territorial immédiat qu'elle investit de multiples manières pour affirmer son attachement à l'espace rhénan et sa conviction profonde dans le rôle central de la culture et de l'art pour la cohésion sociale régionale. C'est ainsi qu'elle:

- encouragera ses étudiants à concevoir des projets s'intégrant autant sur le territoire des villes fondatrices et leurs agglomérations ;
- élargira et fera mieux connaître, en lien avec les Villes, son offre d'ateliers de pratiques artistiques pour le public amateur pour faciliter la sensibilisation aux enjeux de l'art contemporain et l'apprentissage des techniques pour le plus grand nombre, tout en veillant à la cohérence de ses tarifs avec ceux pratiqués par les autres opérateurs locaux ;
- proposera des ateliers de sensibilisation aux formations artistique en direction d'un public de lycéens en poursuivant notamment la mise en œuvre du dispositif « Culture et diversité » ;
- contribuera à l'éducation artistique en maintenant les classes CHAAP

existantes dans l'enseignement secondaire, en poursuivant la politique d'information sur l'offre de formation à l'attention des élèves des sections artistiques ;
- contribuera, par l'intermédiaire des étudiants, des diplômés et spécialement des stagiaires du CFPI, à sensibiliser le public scolaire concerné par les programmes mentionnés ci-dessus aux enjeux de la diffusion et de la réception des images ;
- programmera ou participera à des évènements culturels (expositions, concerts, performances …) sur l'ensemble du territoire ;
- consolidera ses collaborations régulières avec les institutions culturelles et artistiques locales (Musées, bibliothèques, Opéra national du Rhin, CEAAC, Shadok) ainsi que sa contribution aux évènements culturels réguliers (Biennale Mulhouse 00, Festival Musica, Rencontres de l'illustration,…) ;
- facilitera l'organisation d'actions de formation continue par les structures culturelles et artistiques locales en mettant à leur disposition l'expertise de son service dédié.

2.2.4 - Le rayonnement territorial

La présence sur le territoire d'une des plus grandes écoles françaises d'enseignement supérieur en arts plastiques et en musique constitue un facteur d'attractivité et de rayonnement pour les collectivités fondatrices.

Au prestige lié à la diversité des diplômes délivrés (3 options et plusieurs mentions de DNAP et de DNSEP en arts plastiques, DNSPM, licence et DE en musique) et à l'excellence des différentes filières de formation, s'ajoutent la circulation sur le territoire d'artistes éminents ou de musiciens internationalement reconnus ainsi que la conclusion de multiples partenariats internationaux qui contribuent au rayonnement de l'Alsace et au premier chef de ses deux villes centres.

S'engageant à maintenir cette ambition et à mieux l'articuler avec les politiques mises en œuvre par les services des deux villes (Développement Culturel, Relations Internationales et Transfrontalières, la HEAR développera dans les 3 années à venir :

- les partenariats avec les institutions et établissements internationaux prestigieux, notamment avec le soutien des personnalités qualifiées de son Conseil artistique et scientifique ;
- les collaborations avec les services des collectivités intervenant dans le champ international,
- son réseau d'artistes et de musiciens réputés au travers du choix de ses intervenants extérieurs ainsi que par le développement de son réseau « des amis de la HEAR ».

Article 2.3 - Les engagements de la HEAR en termes de gestion financière

2.3.1 - Une gestion rigoureuse

Au regard des moyens alloués par les membres fondateurs, la HEAR sera amenée, pour les trois années à venir, à poursuivre la discipline de gestion à laquelle elle s'est astreinte depuis sa création et plus spécialement à maintenir sa politique :

- de remplacement non systématique des départs en retraite ;
- de re-calibrage permanent des profils de postes ;
- de contingentement des crédits affectés aux interventions extérieures ;
- de plafonnement des charges générales ;
- de mutualisation des fonctions à l'échelle des trois sites.

2.3.2 - La diversification des recettes et le renforcement des ressources propres

En complément du renforcement attendu du niveau de contribution de ses membres fondateurs, la HEAR poursuivra la diversification de ses ressources en :

- consolidant son partenariat avec la Région Grand Est,
- explorant les possibilités d'une nouvelle implication des conseils départementaux alsaciens dans le tour de table financier,
- mobilisant de manière croissante les dispositifs d'appel à projets nationaux et européens,
- s'ouvrant encore davantage aux soutiens privés au travers d'une politique de partenariat et de mécénat dynamique, en exploitant notamment les potentialités ouvertes par la mobilisation de la Fondation de l'Université de Strasbourg.

Article 3 Moyens mis à la disposition de la HEAR

Article 3.1 - Les moyens financiers

a) les villes fondatrices :

Pour accompagner la mise en œuvre du projet d'établissement, les membres fondateurs contribuent de la façon suivante pour l'exercice 2019 :

	Fonctionnement	Investissement	**Total**
Ville de Strasbourg	5 600 000 €	190 500 €	**5 790 500 €**
Ville de Mulhouse	1 877 125 €	59 500 €	**1 936 625 €**
Total	**7 425 125 €**	**250 000 €**	**7 727.125 €**

Sur la durée de la convention, les villes de Strasbourg et de Mulhouse verseront leur subvention annuelle en trois fois maximum, au mois de février, mai et juillet.

Pour les exercices 2020 et 2021, la ville de Strasbourg versera une contribution au moins équivalente à celle qu'elle aura attribuée en 2019, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants à son budget.

Pour les exercices 2020 et 2021, la ville de Mulhouse versera une contribution au moins équivalente à celle qu'elle aura attribuée en 2019, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants à son budget.

Les collectivités s'engagent à informer la HEAR en cas d'évolution de la subvention dans un délai raisonnable permettant à l'établissement de voter son budget avant le 1er janvier de l'exercice auquel il se rapporte, conformément à l'article 23 des statuts de l'EPCC.

Toute évolution de cette contribution financière devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

Dans le même sens, les signataires de la présente convention s'engagent à reconsidérer par avenant les montants de leurs contributions respectives en cas de modification substantielle de l'équilibre du contrat et notamment en cas d'adoption d'une réforme du statut des Professeurs Territoriaux d'Enseignement Artistique ou de modification de la répartition des enseignements entre le Conservatoire et l'Académie Supérieure de Musique.

b) l'État :

1. Pour l'année 2019, l'État (DRAC Grand Est) contribue financièrement pour un montant prévisionnel total de 1.176.900 € sur le programme 224, sous réserve d'une part de l'inscription des crédits correspondants et de la délégation des crédits correspondants, et d'autre part de la levée de la réserve de précaution appliquée conformément aux dispositions de la LOLF, en loi de finances des montants prévisionnels des contributions financières de l'État (DRAC Grand Est).

2. Pour les années 2020, 2021, les montants prévisionnels des contributions financières de l'État (DRAC Alsace) s'élèvent à :
- Pour l'année 2020 : 1.176.900 € ;
- Pour l'année 2021 : 1.176.900 € ;
  Les montants 2020 et 2021 sont mentionnés à titre indicatif.

3. Ces montants prévisionnels de subventions de l'État n'excluent pas la possibilité pour la HEAR d'adresser des demandes de subventions spécifiques, liées à des projets nouveaux développés.

4. Les contributions financières de l'État (DRAC Grand Est) mentionnées ci-dessus ne sont applicables que sous réserve des conditions cumulatives suivantes :
   - l'inscription des crédits en AE et en CP en loi de finances, la délégation des crédits correspondants et la levée de la réserve de précaution appliquée conformément aux dispositions de la Lolf ;
   - le respect par la HEAR des obligations mentionnées dans la présente convention ;
   - le contrôle par l'État (DRAC Grand Est) en fin d'exercice que le montant annuel de la contribution n'excède pas le coût annuel de l'action.

Article 3.2 – La mise à disposition des locaux

3.2.1. Désignation des locaux et du matériel

a) La Ville de Mulhouse met gracieusement à disposition de la HEAR :

Des locaux d'une surface de 4 222 m^2 et un logement de fonction d'une surface de 140 m^2, situés 3, quai des Pêcheurs à Mulhouse (valeur locative de 192.000€)

b) La Ville de Strasbourg met gracieusement à disposition de la HEAR des locaux répartis sur plusieurs sites désignés ci-dessous :

- Cité de la musique et de la danse, 1 place Dauphine
  - des locaux à usage administratif d'une surface globale d'environ 105 m2 (valeur locative de 14.000 €)
  - des salles et /ou locaux nécessaires à l'enseignement supérieur de la musique ou à son fonctionnement. Ces locaux sont par ailleurs utilisés par la Ville de Strasbourg pour les autres enseignements du Conservatoire relevant de sa compétence.

- Des locaux répartis dans quatre bâtiments correspondant à l'ancienne Ecole Supérieure des Arts Décoratifs de Strasbourg (valeur locative de 650.000€) à savoir :
  - L'école des Arts Décoratifs d'une surface de 7361 m2, située 1 rue de l'Académie
  - Une annexe d'une surface de 4124 m2 située 2 rue de l'Académie
  - Un logement de 246 m2 situé 1 rue de l'Académie
  - L'espace d'exposition « la Chaufferie » de 330 m2 situé 5 rue de la Manufacture des tabacs
  - La Manufacture des tabacs : Redéploiement partiel de la HEAR prévu pour 2021. Dans un volume de 4 235 m², le programme regroupe, sur une surface utile totale de près de 3.679 m^{2,} les fonctions suivantes :
    Accueil – convivialité : 170 m² / Centre de Ressources Documentaires Arts & Sciences : 720 m² / Enseignement théorique : 415 m² / Ateliers transversaux : 867 m² / Art : 452 m² / Scénographie : 475 m² / Studios de musique de la HEAR-Académie supérieure de musique : 330 m² / Logistique générale : 250 m².

Les équipements, matériels et instruments contenus dans les locaux visés ci-dessus sont également mis à la disposition de la HEAR.

L'exercice d'une activité différente de celle prévue par les statuts de la HEAR est interdit, sauf autorisation expresse et préalable des Villes. L'exercice d'une telle activité doit, en tout état de cause, présenter une complémentarité ou une relation avec l'objet statutaire de la HEAR.

3.2.2 Conditions générales de la mise à disposition

La mise à disposition est consentie et acceptée à titre précaire et révocable sous les conditions qui suivent, que la HEAR s'oblige à observer ou à subir, sans pouvoir réclamer des dommages et intérêts.

Elle vaut autorisation d'occupation du domaine public, consentie à la HEAR exclusivement pour l'exercice des missions découlant de son objet statutaire.

De plus, la présente convention ne saurait conférer de quelconques droits réels à la HEAR. Il ne s'opère aucun transfert de propriété.

3.2.3 Conditions et obligations d'entretien et de maintenance

La HEAR s'engage à utiliser les locaux en bon père de famille, conformément à leur destination.

Les villes réalisent les travaux de grosses réparations ainsi que les travaux de réhabilitation, de maintenance et d'entretien courant des locaux, équipements et matériels. Elles en conservent les contrats et réalisent les contrôles dits réglementaires périodiques.

Les villes s'engagent également à entretenir régulièrement les espaces verts situés dans l'enceinte de leurs propriétés.

LA HEAR s'engage à prévenir les villes de toutes dégradations, toutes détériorations qu'elle constaterait dans les lieux.

3.2.4 Charges de fonctionnement

Pour les locaux des sites d'arts plastiques, la HEAR prend directement en charge les dépenses d'énergie, abonnements et consommations (électricité, chauffage, gaz, eau…). Les autres charges locatives relatives à l'entretien et la maintenance des locaux, du matériel et des espaces verts seront prises en charge par la HEAR, selon le cas, soit directement, soit contre remboursement aux Villes, exception faite des dépenses d'entretien des espaces verts public du site d'arts plastiques de Strasbourg, dont l'entretien courant, pour ce motif, demeure pris en charge par la Ville de Strasbourg.

En ce qui concerne les locaux de la Cité de la musique et de la danse, la Ville de Strasbourg prendra directement en charge les dépenses d'énergie et autres charges locatives qui incombent à la HEAR et les valorisera au titre de la contribution de la Ville de Strasbourg au fonctionnement de l'enseignement supérieur de la musique.

3.2.5 Investissements

Les investissements liés à l'immobilier sont effectués et pris en charge par les Villes pour les bâtiments et espaces verts dont elles sont propriétaires, à l'exclusion de l'étude de programmation relative à la

requalification du jardin du site d'arts plastiques de Strasbourg que la HEAR est spécifiquement habilitée par la présente convention à conduire.

Les Villes sollicitent tout partenariat financier et perçoivent les cofinancements correspondants. Au plus tard au 1er juillet de l'année N–1, la HEAR propose aux Villes ses besoins en investissements immobiliers. Les Villes les approuvent, le cas échéant, lors du vote de leur budget primitif de l'année N.

Les Villes informent et associent les services de la HEAR à la programmation et au suivi des travaux concernant les bâtiments qu'elle occupe et les bâtiments qu'elle a vocation à occuper (Manufacture des tabacs) ainsi qu'aux opérations d'aménagement urbain susceptibles d'impacter l'établissement (diagonale verte et piétonnisation des quais à Mulhouse/ extension du réseau de chaleur à Strasbourg).

La HEAR prend en charge directement les investissements mobiliers, et notamment les investissements mobiliers liés à la requalification de la Manufacture des tabacs et sollicite les cofinancements correspondants.

3.2.6 Mesures de sécurité et d'hygiène

Les mesures de sécurité et d'hygiène sont applicables en fonction de la nature des locaux occupés.

La mise en œuvre de ces mesures relève de la compétence de la HEAR pour les locaux deux sites d'arts plastiques pour les mesures liées à l'exploitation et l'utilisation des locaux. La mise en œuvre des mesures impliquant des aménagements ou des travaux continuent de relever de la Ville propriétaire.

Concernant les mesures de sécurité et d'hygiène applicables dans les locaux de la Cité de la Musique et de la Danse, la HEAR s'engage à les respecter dans le cadre de la gestion globale du site.

La HEAR s'engage à respecter les conditions de sécurité liées à l'exercice de son activité. Il s'agit de se conformer à toutes les dispositions légales et réglementaires, instructions et consignes régissant les établissements recevant du public. Elle s'engage à suivre les instructions et directives de la Préfecture et des autres autorités compétentes en matière de sécurité.

Le Directeur de la HEAR devra désigner pour les locaux qui en sont dépourvus un responsable unique de sécurité, à défaut ce sera le directeur de la HEAR ou son administrateur en cas de vacances du poste de direction.

A l'issue de tout contrôle éventuellement réalisé par les autorités compétentes, il s'engage à communiquer aux Villes tout procès-verbal

ou compte-rendu de visite.

Les Villes se réservent le droit de mandater toute personne afin d'examiner le niveau d'hygiène des locaux concernés.

En cas de dysfonctionnements liés à l'hygiène et la sécurité, la HEAR est tenue d'en informer les Villes dans les plus brefs délais.

3.2.7 : Travaux et améliorations

La HEAR s'engage à ne procéder à aucun aménagement ou modification des locaux mis à disposition sans en avoir préalablement sollicité l'autorisation écrite des Villes qui se réservent le droit de refuser.

La HEAR ne pourra opérer aucune démolition, construction, ni aucun changement de « cloisonnement » percement d'ouverture sur les locaux mis à sa disposition sans le consentement préalable écrit des Villes qui valideront techniquement les interventions envisagées de façon à garantir ses intérêts et la pérennité de ses biens meubles et immeubles dans le cadre du respect de l'œuvre architecturale.

La HEAR ne pourra effectuer dans les locaux mis à disposition des travaux pouvant changer sa destination, ou nuire à sa solidité et de même il ne pourra faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance normale sous peine d'être responsable de tous désordres ou accidents.

La HEAR supporte, sans y apporter aucun obstacle, tous les travaux, qui deviendraient nécessaires tant aux abords des locaux mis à disposition qu'à l'intérieur, mis en œuvre à l'initiative des Villes, et ce sans pouvoir réclamer aucune indemnité. En pareil cas un calendrier prévisionnel des travaux est adressé à la HEAR dans un délai raisonnable.

3.2.8 : Assurances et responsabilité

Les locaux de la Cité de la musique et des sites d'arts plastiques de Strasbourg et de Mulhouse ainsi que les logements de fonction y afférant sont assurés en intégralité par les Villes en qualité de propriétaires. Celles-ci assurent la totalité de l'ensemble immobilier en valeur de construction à neuf contre les risques : incendie, explosion, tempête, ouragan, cyclone, dégâts des eaux, dommages électriques, tempête, grêle, neige, vol, vandalisme, attentat, bris de glaces, recours des voisins et des tiers.
La HEAR fait son affaire des risques locatifs lui incombant du fait de son occupation et de l'assurance de ses biens propres.
En matière de responsabilité civile, la HEAR s'engage à souscrire une assurance responsabilité civile. Elle doit garantir les activités pour des montants de garantie suffisants. Elle sera seule responsable pour les dommages vis-à-vis des tiers de tout accident, dégât, et dommage de

quelle nature que ce soit causés par son activité.

3.2.9 : Cession et sous-occupation

Les locaux mis à disposition de la HEAR dans le cadre de ses missions statutaires ne peuvent ni être cédés ni faire l'objet de prêt ou de transfert de jouissance sauf accord préalable des Villes. La HEAR se substitue de plein droit aux Villes dans le cadre des conventions d'occupation portant sur les locaux objets de la présente et liant les Villes à des tiers.

Article 3.4 – Les véhicules et engins

3.4.1 Les véhicules et engins actuellement affectés au site d'arts plastiques de Strasbourg

Mis à disposition de la HEAR depuis le 1er janvier 2011, une berline Renaud Mégane Break, immatriculée CH818VW /un fourgon Renault Master, immatriculé 56BET67 /un souffleur portable (réf. AC10) sont transférés à la HEAR à compter de la date d'effet du présent contrat et intègrent son patrimoine à leur valeur nette comptable. A compter de cette date, la HEAR en assure le remplacement le cas échéant, les grosses réparations, l'entretien et la maintenance. Elle contracte et supporte les charges relatives aux contrats d'assurance.

A la demande de la HEAR, la Ville de Strasbourg continuera à mettre à disposition de façon ponctuelle, dans les limites de ses possibilités des véhicules de son parc automobile pour des besoins déterminés. Les mises à disposition ponctuelles sont faites à titre gratuit et ne donneront lieu à aucune facturation.

3.4.2 Les véhicules et engins actuellement affectés au site d'arts plastiques de Mulhouse

Mis à disposition de la HEAR depuis le 1er janvier 2011, l'utilitaire Renault Kangoo, immatriculé 2391YE68 continuera à être affecté à l'école aux conditions initiales (frais de maintenance et d'essence à la charge de la HEAR/ Assurance à la charge de la Ville) dans l'attente d'un éventuel transfert.

Article 3.5 - La situation spécifique de l'Académie supérieure de musique

3.5.1 Conditions d'intervention du personnel enseignant du Conservatoire dans les enseignements dispensés par l'Académie

Les personnels enseignants du Conservatoire demeurent employés, gérés, rémunérés par l'Eurométropole. Les heures réalisées au titre de l'enseignement supérieur dans le cadre de leur service ordinaire, pour l'enseignement des disciplines dominantes, font annuellement l'objet

d'un remboursement forfaitaire par la HEAR. A l'aune du bilan des 7 premières années de fonctionnement de l'Académie supérieure de musique, ce remboursement est fixé à 411.000 €.

Les heures réalisées au titre de l'enseignement supérieur dans le cadre de leur service ordinaire, pour les unités d'enseignement complémentaire, font l'objet d'une valorisation forfaitaire établie pour la durée de la convention. Calculée sur la base du coût horaire chargé des enseignants concernés par le nombre d'heures dédiées à ces enseignements en 2018, cette valorisation s'élève à 667 000 €.

Les interventions des enseignants du Conservatoire effectuées en dehors de leur service ordinaire font l'objet d'un engagement et d'une prise en charge directe par la HEAR, dans le respect des règles de cumul d'emploi.

3.5.2 Modalités de valorisation de la mise à disposition des moyens généraux du Conservatoire

La mise à disposition des moyens généraux du Conservatoire (personnel administratif et technique, locaux, parc instrumental, matériel informatique,…) au bénéfice de l'Académie supérieure de musique fait l'objet d'une valorisation prenant en compte la part respective des deux missions d'enseignement (initial et supérieur) dispensés au sein du Conservatoire, au regard de leurs poids budgétaires respectifs. Pour le calcul de cette valorisation, révisée annuellement :

- l'assiette retenue est la suivante :

Compte administratif du Conservatoire
– dépenses de fonctionnement qui ne concernent que le CRR
– masse salariale permanente
+ masse salariale du personnel administratif et technique.

- A laquelle est appliquée le taux découlant du rapport entre

CA Académie supérieure de musique intégrant la valorisation des unités d'enseignement complémentaire/
(CA Académie supérieure de musique + CA CRR)

Article 4 - Modalités d'évaluation du contrat et de contrôle de sa mise en œuvre

Article 4.1 - Evaluation financière

La HEAR s'engage à fournir annuellement aux membres fondateurs un rapport financier accompagné du compte administratif du dernier exercice clôt, avec ses états annexes.

Les collectivités procèdent, conjointement avec la HEAR, à l'évaluation des conditions de réalisation du présent contrat d'objectifs et de moyens. Une rencontre annuelle, nommée comité de suivi, pourra être organisée entre chaque membre fondateur et la HEAR afin d'analyser les comptes et le budget prévisionnel.

Pour faciliter le suivi annuel du contrat, une projection financière pluriannuelle 2019-2021 est annexée au présent contrat. Cette projection servira de référentiel pour l'analyse de l'évolution des charges et des recettes et de l'établissement.

En outre, pendant et au terme du contrat, un contrôle sur place peut être réalisé par les collectivités fondatrices. La HEAR s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Article 4.2 - Evaluation quantitative et qualitative

Pour permettre aux membres fondateurs d'évaluer les conditions de mise en œuvre des objectifs assignés à la HEAR, cette dernière remet 6 mois avant le terme du présent contrat un rapport d'auto-évaluation intégrant notamment les indicateurs suivants :

	Engagements de la HEAR	**Indicateurs**
Axe pédagogique	Pré-sélection des candidats,Diversité des parcours/qualité de l'offre de formation /égalité des chances / Attractivité	Intégration à Parcours Sup Nombre de diplômes et de mentions Prix obtenus Mise en œuvre effective d'une charte contre les discriminations et d'un suivi des profils socio-économique des étudiants
	Ouverture sur le monde	Nombre de mobilités étudiantes et enseignantes (formations, stages) Nombre de conventions de partenariat Nombre d'étudiants étrangers accueillis Nombre d'enseignants étrangers Expériences pédagogiques en langue étrangère Nombre de masterclass d'artistes
	Structure des effectifs / sélectivité / attractivité	Nombre d'étudiants par site/année/option Nombre d'inscrits à l'examen d'entrée / origine géographique
	Qualité du service étudiant	Taux d'encadrement Surface par étudiant
	Porosité des disciplines	Nombre de projets transdisciplinaires et de stages « hors limite » Nombre de cours partagés
	Engagements de la HEAR	**Indicateurs**
Axe territorial	Renforcement de l'équilibre territorial, inscription dans le processus de la réforme territoriale	Nombre de déplacements intersites Nombre et qualité d'expériences pédagogiques partagées Evolution du nombre d'inscriptions à

		l'examen d'entrée / équivalence du site de Mulhouse Mise en place d'un agenda de rencontres régulières entre les directions, voire les équipes pédagogiques des établissements de la région Grand Est.
	Contribution à l'insertion professionnelle, à l'égalité des chances et au développement économique	Nombre d'aides à projets attribuées Motivation, origine et objectif des aides attribuées Nombre d'étudiants sélectionnés dans les académies (orchestre/composition) Nombre et qualité de partenariats avec des entreprises ou des réseaux d'entreprises Nombre d'anciens étudiants /enseignants implantés sur le territoire régional Taux d'insertion des anciens étudiants et notamment des anciennes étudiantes En complément des indicateurs quantitatifs, la HEAR fournira 15 présentations qualitatives de parcours/profils de diplômés en arts plastiques issus des différentes options (+ 5 ans) et 5 présentations qualitatives de parcours/profils de diplômés en musique (+ 5 ans) ».
	Animation culturelle / éducation artistique	Nombre de concerts programmés Nombre d'expositions/performances programmées Nombre de partenariats culturels soutenus Nombre de collégiens et lycéens sensibilisés Nombre de conférences ouvertes au public Nombre et typologie des participants inscrits (âge, bénéficiaires des tarifs réduits, nombre d'agents des Villes inscrits…) aux ateliers publics
	Rayonnement territorial	Nombre de partenariats régionaux, nationaux et internationaux conclus Nombre de membres du réseau des amis Nombre de mentions de la HEAR dans les médias locaux, nationaux et internationaux Nombre de prix et distinctions Nombre d'artistes en résidence

Article 4.3 - Evaluation par l'Etat

Pour l'État, l'évaluation de la présente convention se compose :

- du bilan dressé par le directeur en auto-évaluation sur la base des dispositions de l'article 4.2 ;
- d'un rapport d'évaluation de fin de convention effectué par les services de l'État (Direction Régionale des Affaires Culturelles, DRAC) ou/et par le Service de l'inspection de la Direction Générale de la Création Artistique.

Article 5 - durée du contrat

L'échéance du présent contrat est fixée au 31 décembre 2021. Il prend effet au 1er janvier 2019. Il ne saurait faire l'objet d'une reconduction tacite.

Article 6 - modifications du contrat

Le présent contrat ne peut être modifié que par avenant approuvé et signé par l'ensemble des parties. Les avenants ultérieurs feront partie du présent contrat et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui le régissent.

Article 7 - modalités de résiliation du contrat

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant du présent contrat, celui-ci pourra être résilié de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'il pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 8 - compétences juridictionnelle

Tout litige résultant de l'exécution du présent contrat est du ressort du tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le

Pour L'Etat, Le Préfet de la Région Grand Est Préfet du Bas-Rhin	Pour la Ville de Strasbourg, le Maire	Pour la Ville de Mulhouse, la Maire
Jean-Luc Marx	Roland Ries	Michèle Lutz

Pour l'Eurométropole, le Président	Pour la HEAR, le Président
Robert Herrmann	Alain Fontanel

Contrat d'objectifs et de moyens 2019-2021
Annexe financière

		2019	2020	2021
Fonctionnement courant	Charges à caractère général	1 490 000,00 €	1 507 500,00 €	1 515 500,00 €
	Charges de personnel	8 050 000,00 €	8 100 000,00 €	8 150 000,00 €
	Autres charges	100 000,00 €	100 000,00 €	100 000,00 €
	Total dépenses réelles	9 640 000,00 €	9 707 500,00 €	9 765 500,00 €
	Ville de Strasbourg	5 600 000,00 €	5 600 000,00 €	5 600 000,00 €
	Ville de Mulhouse	1 877 500,00 €	1 917 500,00 €	1 917 500,00 €
	DRAC (AP)	748 000,00 €	748 000,00 €	748 000,00 €
	DRAC recherche (hors COM)	***40 000,00 €***	***40 000,00 €***	***40 000,00 €***
	DRAC (musique)	414 900,00 €	414 900,00 €	414 900,00 €
	Région	110 000,00 €	120 000,00 €	130 000,00 €
	Recettes propres de la HEAR	742 100,00 €	757 100,00 €	785 100,00 €
	Autres (Erasmus, Idex, Institut Français...)	107 500,00 €	110 000,00 €	130 000,00 €
	total recettes réelles	9 640 000,00 €	9 707 500,00 €	9 765 500,00 €
Mobilisation de l'excédent	Programme exceptionnel d'actions pédagogiques et de projets de recherche	48 499,00 €	48 499,00 €	0,00 €
	total reprise sur excédent	**48 499,00 €**	**48 499,00 €**	**0,00 €**

		2019	2020	2021
Investissements courants	Immobilisations incorporelles	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €
	Immobilisations corporelles	230 000,00 €	230 000,00 €	230 000,00 €
	Total dépenses réelles	**250 000,00 €**	**250 000,00 €**	**250 000,00 €**
	Ville de Strasbourg	190 500,00 €	190 500,00 €	190 500,00 €
	Ville de Mulhouse	59 500,00 €	59 500,00 €	59 500,00 €
	total recettes réelles	**250 000,00 €**	**250 000,00 €**	**250 000,00 €**
mobilisation de l'excédent	Manufacture		383 500,00 €	383 500,00 €
	Travaux SAPM (phase 2)	50 000 €		
	Total dépenses réelles	**300 000,00 €**	**633 500,00 €**	**633 500,00 €**
	Reprise sur Excédent	50 000,00	383 500,00 €	383 500,00 €
	total recettes réelles	**300 000,00 €**	**633 500,00 €**	**633 500,00 €**

31

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Attribution de subventions dans le cadre du dispositif de soutien pour les aides à la création 2019 du spectacle vivant.

La ville de Strasbourg place le soutien à la création artistique au cœur de sa politique culturelle municipale, en articulation avec celles des autres collectivités territoriales et du Ministère de la Culture.

Le Conseil municipal a adopté, lors de sa séance du 23 janvier 2017, un nouveau dispositif de soutien au spectacle vivant ayant pour objectif de créer une dynamique en faveur de la production artistique, d'accompagner les équipes professionnelles dans les évolutions de leur parcours, de favoriser l'émergence de nouveaux talents, de permettre la réalisation de projets ambitieux et de toucher un public plus nombreux et/ou varié.

Ce dispositif prévoit en particulier la possibilité d'accorder des aides à la création en direction des opérateurs culturels du spectacle vivant selon les critères d'éligibilité suivants :

- une implantation sur le territoire de l'aire urbaine strasbourgeoise en y exerçant une réelle activité ;
- des équipes professionnelles, titulaires d'une licence d'entrepreneur du spectacle et constituées juridiquement en personnes morales de droit privé ;
- des projets qui attestent :

    - d'une exigence artistique ;
    - d'une dynamique de diffusion de l'équipe sur les dernières années ;
    - de l'élaboration d'un plan de diffusion en région et au niveau national ;
    - d'un budget prévisionnel cohérent et sincère ;
    - d'un calendrier de création cohérent mentionnant les partenariats de l'équipe artistique.

Ces aides à la création sont plafonnées à 12 000 € dans la limite de 15 % du budget prévisionnel et ne peuvent bénéficier aux mêmes équipes artistiques deux années consécutives.

Les demandes déposées pour l'année 2019, comprenant la description des projets de création, ont été présentées le 8 janvier 2019 à une commission consultative animée par la Direction de la culture de la Ville et composée de représentants de la DRAC, de la Région

Grand Est et du Département du Bas-Rhin et de personnes qualifiées dans le domaine du spectacle vivant.

Suite à l'instruction de ces dossiers et aux avis émis par cette commission, il est proposé, dans le cadre du dispositif de soutien au spectacle vivant et des crédits inscrits au budget 2019 de la Ville, de soutenir les projets suivants, pour un montant total de 146 500 € :

Association	Domaine	Nom du projet	Montant proposé
Equinote	Cirque	Corps et Ames	9 000 €
Artenréel#1	Musique actuelle	Night Club - Claire Faravarjoo	5 000 €
Artenréel#1	Musique actuelle	The Cookie'Show- Groupe The Cracked Cookies	3 000 €
Assoce Pikante	Musique actuelle	La criée- Groupe Zakouska	6 000 €
Bloody Mary Music and Records-	Musique actuelle	The Purple Deer- Montgomerry	5 000 €
Les Clandestines	Musique actuelle	Im Wald et Wanderung	10 000 €
Decade	Musique actuelle	Dans les bois- Tartine Reverdy	5 000 €
Facultative	Musique actuelle	Nouveau répertoire- Groupe Hermetic Delight	5 000 €
Machette Production-	Musique actuelle	Soul Train- Groupe The Fat Badgers	6 000 €
Mussik	Musique actuelle	Rag'n boogie- Sébastien Troendlé	5 000 €
October Tone	Musique actuelle	Nouveau spectacle- Groupe Amor Blitz	5 000 €
Scène Musicale Mobile	Musique actuelle	Concerto pour un plateau nu	8 000 €
Latitude	Musique Contemporaine	Cosmophonie-Ensemble Atrium	8 000 €
JASP	Danse	Sucre-Compagnie Ateka	8 000 €
KHZ	Danse	Morituri	3 500 €
Baal Novo	Théâtre	Les sœurs de Gaulle	5 000 €
Calamity Jane	Théâtre	Rauch ohne Fiir	7 000 €
Houpzz Théâtre	Théâtre	Old'up	10 000 €
Les Hublots	Théâtre	Miroir aux alouettes	7 000 €
La Lunette Théâtre	Théâtre	Cortège(s)	12 000 €
Les Oreilles et la Queue	Théâtre	Solo clownesque	7 000 €
Les Zanimos	Marionnettes	Nos êtres chairs	7 000 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution des subventions ci-après :

Association	***Nom du projet***	***Montant proposé***
Equinote	*Corps et Ames*	*9 000 €*
Artenréel#1-	*Night Club- Claire Faravarjoo*	*5 000 €*
Artenréel#1	*The Cookie'Show - Groupe The Cracked Cookies*	*3 000 €*
Assoce Pikante	*La criée- Groupe Zakouska*	*6 000 €*
Bloody Mary Music and Records-	*The Purple Deed- Montgomerry*	*5 000 €*
Les Clandestines	*Im Wald et Wanderung*	*10 000 €*
Decade	*Dans les bois- Tartine Reverdy*	*5 000 €*
Facultative	*Nouveau répertoire - Groupe Hermetic Delight*	*5 000 €*
Machette Production-	*Soul Train- Groupe The Fat Badgers*	*6 000 €*
Mussik	*Rag'n boogie- Sébastien Troendlé*	*5 000 €*
October Tone	*Nouveau spectacle- Groupe Amor Blitz*	*5 000 €*
Scène Musicale Mobile	*Sur un sol mobile*	*8 000 €*
Latitude	*Cosmophonie-Ensemble Atrium*	*8 000 €*
JASP	*Sucre- Compagnie Ateka*	*8 000 €*
KHZ	*Morituri*	*3 500 €*
Baal Novo	*Les sœurs de Gaulle*	*5 000 €*
Calamity Jane	*Rauch ohne Fiir*	*7 000 €*
Houpzz Théâtre	*Old'up*	*10 000 €*
Les Hublots	*Miroir aux alouettes*	*7 000 €*
La Lunette Théâtre	*Cortège(s)*	*12 000 €*
Les Oreilles et la Queue	*Solo clownesque*	*7 000 €*
Les Zanimos	*Nos êtres chairs*	*7 000 €*

Les propositions ci-dessus représentent une somme de 146 500 € à imputer sur les crédits ouverts sous AU10C – fonction 33 – nature 6574 – programme 8015 du budget 2019 dont le disponible avant le présent Conseil est de 966 826 €.

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

Conseil Municipal du 25 mars 2019- Aides à la création en spectacle vivant

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitiation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Equinote	Projet culturel	10 000	9 000	0
Artenréel#1-Claire Faravarjoo	Projet culturel	7 000	5 000	0
Artenréel#1 The Cracked Cookies-	Projet culturel	4 500	3 000	0
Assoce Pikante-Zakouska	Projet culturel	7 500	6 000	0
Bloody Mary Music and Records-Montgomerry	Projet culturel	5 600	5 000	0
Les Clandestines	Projet culturel	12 000	10 000	0
Decade- Tartine Réverdy	Projet culturel	6 000	5 000	0
Facultative- Hermetic Delight	Projet culturel	5 000	5 000	0
Machette Production-The Fat Badgers	Projet culturel	7 500	6 000	0
Mussik	Projet culturel	6 000	5 000	0
October Tone- Amor Blitz	Projet culturel	9 000	5 000	0
Scène Musicale Mobile	Projet culturel	12 000	8 000	0
Latitude-Atrium	Projet culturel	10 000	8 000	0
JASP- Cie Ateka	Projet culturel	12 000	8 000	0
KHZ	Projet culturel	3 500	3 500	0
Baal Novo	Projet culturel	5 000	5 000	0
Calamity Jane	Projet culturel	8 000	7 000	0
Houpzz Théâtre	Projet culturel	12 000	10 000	0
Les Hublots	Projet culturel	7 500	7 000	0
La Lunette	Projet culturel	15 000	12 000	0
Les Oreilles et la Queue	Projet culturel	7 600	7 000	0
Les Zanimos	Projet culturel	7 000	7 000	0

32

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Dénomination d'écoles et de rues.

La commission de dénomination des rues et des écoles s'est réunie le 8 janvier 2019.

Il vous est proposé des nouvelles dénominations pour la nouvelle école maternelle de l'éco-quartier Danube et pour les deux écoles de la « maille Karine », de nouvelles dénominations pour une dizaine de voies et d'espaces publics ainsi que la modification sans nouvelle dénomination de six voies existantes.

Parmi ces nouvelles dénominations, le point le plus important concerne la proposition d'honorer la mémoire de Jean Kahn en donnant son nom au parvis situé devant la synagogue de la Paix.

Parallèlement, le groupe de travail issu de la commission qui est chargée des dénominations de rues en alsacien a travaillé sur la traduction des noms des rues du quartier de la Robertsau. La traduction de soixante-treize nouveaux noms en alsacien est proposée dans la présente délibération.

Vous trouverez en annexe de courtes biographies présentant en quelques mots les personnes dont il vous est proposé de rappeler la mémoire.

Dénominations d'écoles

Ecole maternelle de l'éco-quartier du Danube
Voir plan A
Une nouvelle école maternelle est en cours de construction dans le quartier Danube.
Cette école ouvrira en septembre 2019.
Compte tenu du fait que cette école sera construite dans un des premiers éco-quartiers de Strasbourg, il vous est proposé d'honorer la mémoire de Solange Fernex, qui fut une des pionnières de l'écologie politique, en donnant son nom à cette école.

Écoles situées dans la maille « Karine »
Voir plan B.
Au fur et à mesure que le quartier de Hautepierre a été urbanisé, les écoles construites au cœur de chaque « maille » du quartier ont reçu pour nom celui de la « maille » dans laquelle elles se situent.
Le Conseil de l'école maternelle Karine et celui de l'école élémentaire Karine souhaitent remplacer ce nom et proposent d'honorer la mémoire de Rosa Parks qui fut une des figures

emblématiques de la lutte contre la ségrégation raciale en donnant son nom à ces écoles. Il vous est proposé de donner une suite favorable à cette proposition.

Propositions : **Écoles maternelle et élémentaire Rosa Parks**

Dénominations de rues et d'espaces publics

Quartier Centre
Voir plan n°1, secteur «Contades».
Il est proposé d'honorer la mémoire de Jean Kahn, ancien Président du Consistoire israélite décédé en août 2013 en donnant son nom à la place qui est devant la Synagogue de la Paix, à l'angle de l'avenue de la Paix – Simone Veil et de la rue Turenne.

Proposition : **Place Jean Kahn**.

Il convient à cette occasion d'informer les membres du Conseil municipal qu'il est envisagé de faire évoluer le nom de la station de tram qui se trouve à proximité immédiate. Cette station dont le nom actuel est « Parc du Contades » deviendrait « Contades – Jean Kahn ».

Quartier Koenigshoffen
Voir plan n°2, secteur «Route des Romains».
Il est prévu de réaménager les terrains entre la route des Romains et le complexe sportif de l'ASPTT. Les nouveaux bâtiments seront desservis par une nouvelle rue et deux allées.
Il vous est proposé de mettre en valeur le passé « romain » de ce quartier en retenant le nom d'une romaine qui a marqué son époque ainsi que ceux d'un légionnaire et d'un artisan du premier siècle de notre ère dont les stèles ont été retrouvées lors des fouilles archéologiques préventives sur le site « Porte des Romains ».

Propositions : **Allée Marcia, Allée Publius Rufrenus, Rue Caius Caprius.**

Quartier de la Robertsau
Voir plan n°3.
La prolongation de la ligne E du tram dans le quartier de la Robertsau sera accompagnée de la création de trois nouvelles stations ainsi que de la création de cheminements pour les piétons et cycles.
Ces nouveaux cheminements qui suivent la nouvelle ligne permettront d'aller de la rue des Jardiniers jusqu'à la rue Amélie de Berckheim (AA sur le plan). Puis, de de la rue Mélanie d'aller jusqu'à la rue des Frères Stoeffler (BB) et enfin depuis la rue du Docteur François de rejoindre la rue de la Renaissance (CC).
Il vous est proposé d'honorer la mémoire de trois alsaciennes qui ont eu un rôle exemplaire dans la Résistance en donnant leurs noms à ces trois cheminements.

Propositions : **Allée Alice Gillig, Allée Laure Diebold-Mutschler, Allée Marguerite Plancherel**

À cette occasion, il convient de vous informer du fait que la CTS a décidé de donner les noms de « Jardiniers, Mélanie, Robertsau-Escale » aux trois nouvelles stations qui jalonnent le prolongement de cette ligne.

Quartier du Port du Rhin
Voir plan n°4, secteur «îlot Bois ».
Dans le cadre du grand projet urbain de développement de la ville en direction du Rhin, il est prévu de réaliser un ensemble de bâtiments qui utiliseront les plus récentes techniques de la filière bois en matière de construction. Ce nouveau quartier situé au sud de l'avenue de Vitry-le-François et compris entre les rues Lina Ritter et François Noblat va entrainer la réalisation en 2019/2020 de deux nouvelles allées et d'un petit espace vert public.
Les noms de François Noblat et de François Epailly, qui sont deux des trois ingénieurs qui ont conçu et mis en œuvre le projet de rectification du Rhin entre Bâle et Lauterbourg ont déjà été donnés à deux rues situées à proximité. Il vous est proposé d'honorer également le troisième ingénieur qui a participé à ce projet : Johan Gottfried Tulla.
De même, les noms de deux rues très proches rappellent les noms d'écrivaines alsaciennes : Catherine Kany et Lina Ritter, il vous est proposé de poursuivre en choisissant Clarisse Bader. Enfin, il semble tout à fait opportun de rappeler la proximité de l'école du cirque en donnant au nouveau square le nom d'Arlette Gruss qui fut une grande dame du cirque.

Propositions : **Allée Johan Gottfried Tulla, Allée Clarisse Bader, Square Arlette Gruss**

Quartier de l'Elsau
Voir plan n°5, secteur «berges de l'Ill.
Un « village des Utopies », signalé par trois totems de 18 mètres de haut sculptés par les habitants avec l'aide de l'artiste plasticien Fredj Cohen, a été inauguré en octobre dernier à proximité du collège Hans Arp. Il vous est proposé de donner des noms aux sentiers piétons qui permettent de découvrir ces totems et de se promener le long de l'Ill.

Propositions : **Promenade des Erables** pour le cheminement allant de la rue de l'Oberelsau à la passerelle de l'Illhoff, **Promenade des Utopies** pour le cheminement allant de la rue Van Eck jusqu'au pont Jost Haller et **Promenade des Lavandières** pour le cheminement allant du Pont Jost Haller jusqu'à la rue Raphaël.

Quartier Centre
(voir plan n°6, secteur « Saint-Etienne »)
Dans le cadre de la célébration des 1300 ans de la fondation de l'Abbaye Saint-Etienne, plusieurs associations ont fait connaître leur souhait d'honorer la mémoire de Sainte-Attale, qui en fut la première abbesse, en donnant son nom à l'actuel quai Saint-Etienne.
Cette proposition aura un impact très réduit sur d'éventuels riverains : le seul numéro de voirie existant le long du quai Saint-Etienne concerne le logement du concierge du Collège épiscopal Saint-Etienne dont l'association qui en assure la gestion fait partie des demanderesses de ce changement de dénomination.
Compte tenu du fait qu'il existe également à proximité une place, une rue et un pont Saint-Etienne, il vous est proposé de donner un avis favorable à cette demande.

Proposition : remplacer la dénomination « Quai Saint-Etienne » par « **Quai Sainte-Attale** ».

Suppression de voie

Quartier Cronenbourg
Voir plan n°8, secteur «Route de Mittelhausbergen».
Une petite impasse privée située au sud de la route de Mittelhausbergen est dénommée depuis 1893 « Rue Burger » ou « Chemin Burger » (suivant les sources). Ce nom rappelait celui du propriétaire de ce lieu à l'époque. Les dernières mises à jour des documents cadastraux et l'enquête sur place ont montré que cette voie n'existe plus. Il est proposé de supprimer cette voie du répertoire des rues de la ville.

Avis sur des demandes concernant des voies privées

Quartier de La Meinau (redéfinition de voies sans nouveau nom)
Voir plan n°9, secteur «Schulmeister».
La société CUS Habitat est propriétaire des bâtiments desservis par les rues **Arthur Weeber** et **Eugène Imbs** ainsi que de l'emprise de ces voies. Ce secteur est concerné par le Projet de restructuration urbaine de la Meinau.
Comme le montre le plan joint en annexe, les deux rues précitées avaient des tracés particulièrement compliqués.
À la suite d'un travail mené en collaboration avec les services de la ville, CUS Habitat propose de redéfinir la géométrie de ces deux voies pour les rendre mieux lisibles et de mettre en cohérence les abords des bâtiments en les adaptant (résidentialisation). Les nouvelles adresses seront progressivement utilisées au fur et à mesure que les locataires reviendront dans les logements réhabilités dans les immeubles.
Il vous est proposé de donner un avis favorable à cette demande.

Quartier Esplanade (redéfinition de voies sans nouveau nom)
Voir plan n°10, secteur «Université».
Le réaménagement des espaces libres du campus universitaire dont le point d'orgue a été la création d'un grand espace vert central a entrainé la modification d'une partie des voies et cheminements situés à l'intérieur du campus.
L'Université a fait savoir qu'elle est en train de mener une réflexion d'ensemble des dénominations à l'intérieur du campus. Elle propose, avant même que ce travail soit abouti, que la définition géométrique de trois des voies soit adaptée à la nouvelle configuration des lieux :
- **l'allée du Général Rouvillois** sert maintenant d'accès principal pour les véhicules assurant des livraisons. Elle allait du boulevard de la Victoire jusqu'à la place d'Athènes. Elle a été prolongée vers le sud et ressort du campus au carrefour formé par les rues du Maréchal Juin, de Rome et de Palerme,
- **l'allée Gaspard Monge** comportait deux tronçons séparés. Il est proposé de ne conserver ce nom que pour le tronçon nord qui va depuis le boulevard de la Victoire jusqu'au nouvel espace central.
- **l'allée René Capitant** a été prolongée vers le nord.

Il vous est proposé de donner un avis favorable à cette demande.

Quartier de Hautepierre (redéfinition de voies sans nouveau nom)
Voir plan n°11, **secteur « Hôpital de Hautepierre ».**

Les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg en partenariat avec le Centre Paul Strauss ont construit un nouveau bâtiment qui abritera « l'Institut Régional du Cancer » (le nom définitif reste à définir).
Ce nouveau bâtiment est bordé par un nouveau tronçon de voie qui relie la **rue Albert Calmette** jusqu'à l'avenue Molière. Cette voie étant le prolongement de la rue Albert Calmette, les Hôpitaux souhaitent que ce nom soit donné à cette prolongation.
Il vous est proposé de donner un avis favorable à cette demande.

Propositions de dénomination des rues en alsacien

Il est proposé de traduire les dénominations suivantes en langue régionale pour les voies suivantes du **quartier de la Robertsau** :

		Traduction
rue de l'	Ablette	Lüchegass
rue de l'	Afrique	Niedersandwäj
rue	Amélie de Berckheim	im Wäldel
rue de l'	Aubépine	Doernelstross
sentier de l'	Aubépine	Doernelwäj
rue des	Baillis	Landherrestross
Rue de la	Baronne d'Oberkirch	Kalbsmattgass
Chemin du grand	Beltzwoerth	Grossbelzwörthwäj
rue de la	Brême	Braesstross
rue de	Bussière	Falkmattgass
rue	Catherine de Bourgogne	Wittengartegass
rue de	Chambord	Schweighofgass
rue	Charles de Foucaud	Schützenberger Stross
place des	Chèvres	Ziegenplatz
rue	Claude	Welscheschnidergass
rue du	Commandant Reibel	Reibel Stross
place du	Corps de Garde	Wachthüsplatz
rue du	Docteur François	Mittelaustross
rue de	Drusenheim	Drüsemer Stross
rue de l'	Epinoche	Starelegass
rue de l'	Esturgeon	Stoergass
rue de la	Fabrique	Fawerikstross
rue de	Fort Louis	Beckhansegass
rue	Frédéric Reech	Schneidersgass
rue	Frédéric Riff	Klebsgass
rue des	Gardes Champêtres	Feldhüterstross
rue des	Gardes chasses	Jagdhüterstross
rue des	Gardes forestiers	Waldhüterstross
rue du	Général Lejeune	Herregass
rue du	Goujon	Grassegass
chemin	Goeb	Goeb Stross
rue	Haniel	Müllerswörthgass
rue	Hechner	Hechner Gass

rue du	Hellwasser	Hellwassergass
rue de	Herrlisheim	Herrelsemer Stross
rue	Hirtzel	Hirtzelwäj
rue de l'	Ill	Illstross
quai	Jacoutot	Kanalstade
rue du	Jardin Keck	Keck Gass
rue	Jean Herrmann	Baechtelsgass
quai des	Joncs	Rohrstade
chemin du	Jungerngut	Jungergutwäj
Allée	Kastner	Kastner Allee
rue	Kempf	Kempf Stross
rue de	Kilstett	Kilstetter Stross
rue de la	Lamproie	Steinbisserstross
rue	Marguerite Perey	Krausegass
rue du	Miracle	Wundergass
rue de la	Mittelau	Mittelaugass
rue du	Neuziel	Neuzielwäj
allée du	Nord	Nordgass
rue des	Orchidées	Orchidegass
rue de la	Papeterie	Papierfawerickstross
rue de la	Perche	Berschigass
place des	Peupliers	Pappleplatz
rue des	Peupliers	Papplegass
Pont	Phario	Bischemerbruck
rue	Philippe Jacques de Loutherbourg	Kleinlanghag
piste et rue	Philippe Thys	Langhag
rue de	Pourtalès	Herzmättelgass
rue de	Roeschwoog	Roeschwooger Stross
rue de	Roppenheim	Roppener Stross
rue de la	Roue	Radgass
rue du	Sandre	Zandergass
rue de	Seltz	Selzer Stross
rue de	Sessenheim	Saesemer Stross
rue de	Soufflenheim	Süfflumer Stross
rue de la	Tanche	Schleiegass
petite rue des	Tilleuls	Lindegässel
rue de la	Truite	Forellegass
rue des	Tulipes	Tulwegass
chemin des	Violettes	Vejelettewäj
route de la	Wantzenau	Wanzenauer Stross

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *de dénommer « **Ecole maternelle Solange Fernex »,** l'école en cours de construction dans l'éco-quartier du Danube,*

- *de dénommer « **Écoles maternelle et élémentaire Rosa Parks** » les écoles actuellement dénommées « Ecoles maternelle et élémentaire Karine » dans le quartier de Hautepierre,*

- *de dénommer les voies et espaces publics suivants :*

Place Jean Kahn	*La place qui est devant la synagogue de la Paix à l'angle de l'avenue de la Paix – Simone Veil et de la rue Turenne.*
Rue Caius Caprius	*La nouvelle voie située au nord de la Route des Romains et qui est dans le prolongement de l'avenue du Cimetière.*
Allée Publius Rufrenus	*La nouvelle allée qui reliera la rue de la Charmille à la rue Caius Caprius*
Allée Marcia	*La nouvelle allée qui reliera la route des Romains à l'Allée Publius Rufrenus.*
Allée Alice Gillig	*L'allée qui reliera la rue des Jardiniers à la rue Amélie de Berckheim.*
Allée Laure Diebold-Mutschler	*L'allée qui reliera la rue Mélanie à la rue des Frères Stoeffler.*
Allée Marguerite Plancherel	*L'allée qui reliera rue du Docteur François à la rue de la Renaissance.*
Allée Johan Gottfried Tulla	*L'allée qui reliera la rue Lina Ritter à la rue François Noblat.*
Allée Clarisse Bader	*L'allée qui reliera la rue Lina Ritter à l'Allée Johan Gottfried Tulla.*
Square Arlette Gruss	*Le square qui sera aménagé à l'angle de l'Allée Johan Gottfried Tulla et de l'Allée Clarisse Bader.*
Promenades des Érables	*Le cheminement qui relie la rue de l'Oberelsau à la passerelle de l'Illhoff.*
Promenade des Utopies	*Le cheminement qui relie la rue Van Eck au pont Jost Haller.*
Promenade des Lavandières	*Le cheminement qui relie le pont Jost Haller à la rue Raphaël.*

- *de donner le nom de « **Quai Sainte-Attale** » au quai actuellement dénommé « Quai Saint-Etienne »*

- *de traduire en alsacien les voies suivantes du quartier de la Robertsau*

		Traduction
rue de l'	*Ablette*	*Lüchegass*
rue de l'	*Afrique*	*Niedersandwäj*
rue	*Amélie de Berckheim*	*im Wäldel*
rue de l'	*Aubépine*	*Doernelstross*
sentier de l'	*Aubépine*	*Doernelwäj*
rue des	*Baillis*	*Landherrestross*
Rue de la	*Baronne d'Oberkirch*	*Kalbsmattgass*
Chemin du grand	*Beltzwoerth*	*Grossbelzwörthwäj*
rue de la	*Brême*	*Braesstross*
rue de	*Bussière*	*Falkmattgass*
rue	*Catherine de Bourgogne*	*Wittengartegass*
rue de	*Chambord*	*Schweighofgass*
rue	*Charles de Foucaud*	*Schützenberger Stross*
place des	*Chèvres*	*Ziegenplatz*
rue	*Claude*	*Welscheschnidergass*
rue du	*Commandant Reibel*	*Reibel Stross*
place du	*Corps de Garde*	*Wachthüsplatz*
rue du	*Docteur François*	*Mittelaustross*
rue de	*Drusenheim*	*Drüsemer Stross*
rue de l'	*Epinoche*	*Starelegass*
rue de l'	*Esturgeon*	*Stoergass*
rue de la	*Fabrique*	*Fawerikstross*
rue de	*Fort Louis*	*Beckhansegass*
rue	*Frédéric Reech*	*Schneidersgass*
rue	*Frédéric Riff*	*Klebsgass*
rue des	*Gardes Champêtres*	*Feldhüterstross*
rue des	*Gardes chasses*	*Jagdhüterstross*
rue des	*Gardes forestiers*	*Waldhüterstross*
rue du	*Général Lejeune*	*Herregass*
rue du	*Goujon*	*Grassegass*
chemin	*Goeb*	*Goeb Stross*
rue	*Haniel*	*Müllerswörthgass*
rue	*Hechner*	*Hechner Gass*
rue du	*Hellwasser*	*Hellwassergass*
rue de	*Herrlisheim*	*Herrelsemer Stross*
rue	*Hirtzel*	*Hirtzelwäj*
rue de l'	*Ill*	*Illstross*
quai	*Jacoutot*	*Kanalstade*
rue du	*Jardin Keck*	*Keck Gass*
rue	*Jean Herrmann*	*Baechtelsgass*
quai des	*Joncs*	*Rohrstade*

chemin du	*Jungerngut*	*Jungergutwäj*
Allée	*Kastner*	*Kastner Allee*
rue	*Kempf*	*Kempf Stross*
rue de	*Kilstett*	*Kilstetter Stross*
rue de la	*Lamproie*	*Steinbisserstross*
rue	*Marguerite Perey*	*Krausegass*
rue du	*Miracle*	*Wundergass*
rue de la	*Mittelau*	*Mittelaugass*
rue du	*Neuziel*	*Neuzielwäj*
allée du	*Nord*	*Nordgass*
rue des	*Orchidées*	*Orchidegass*
rue de la	*Papeterie*	*Papierfawerickstross*
rue de la	*Perche*	*Berschigass*
place des	*Peupliers*	*Pappleplatz*
rue des	*Peupliers*	*Papplegass*
Pont	*Phario*	*Bischemerbruck*
rue	*Philippe Jacques de Loutherbourg*	*Kleinlanghag*
piste et rue	*Philippe Thys*	*Langhag*
rue de	*Pourtalès*	*Herzmättelgass*
rue de	*Roeschwoog*	*Roeschwooger Stross*
rue de	*Roppenheim*	*Roppener Stross*
rue de la	*Roue*	*Radgass*
rue du	*Sandre*	*Zandergass*
rue de	*Seltz*	*Selzer Stross*
rue de	*Sessenheim*	*Saesemer Stross*
rue de	*Soufflenheim*	*Süfflumer Stross*
rue de la	*Tanche*	*Schleiegass*
petite rue des	*Tilleuls*	*Lindegässel*
rue de la	*Truite*	*Forellegass*
rue des	*Tulipes*	*Tulwegass*
chemin des	*Violettes*	*Vejelettewäj*
route de la	*Wantzenau*	*Wanzenauer Stross*

- *de supprimer du répertoire des voies de la ville de Strasbourg la « **Rue Burger** » qui n'existe plus,*

- *de prendre en compte les propositions de modification des tracés des rues **Arthur Weeber** et **Eugène Imbs** situées dans des emprises appartenant à CUS Habitat dans le quartier de La Meinau,*

- *de prendre en compte les propositions de modification de **l'Allée du Général de Rouvillois**, de **l'Allée Gaspard Monge** et de l'Allée René Capitant situées dans des emprises appartenant à l'Université de Strasbourg dans le quartier de La Meinau,*

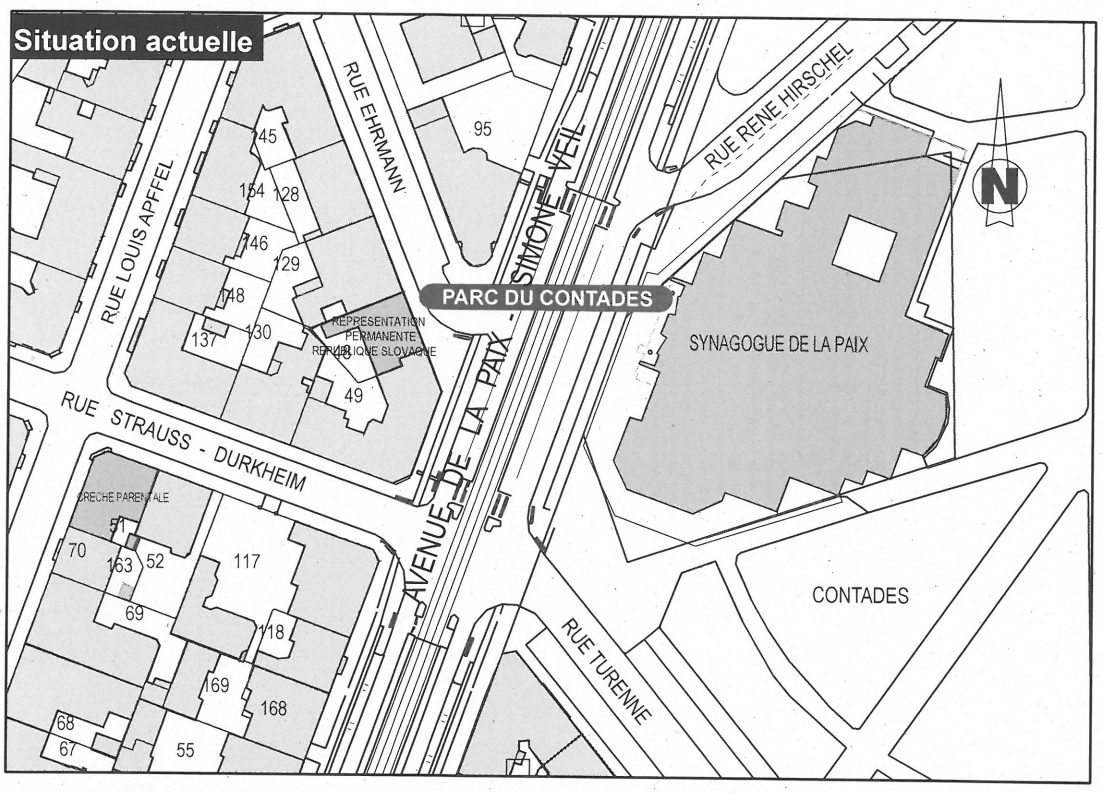
- *de prendre en compte la proposition de prolongation du tracé de la rue **Albert Calmette** située dans des emprises appartenant aux Hôpitaux Civils et Universitaires de Strasbourg dans l'Hôpital de Hautepierre.*

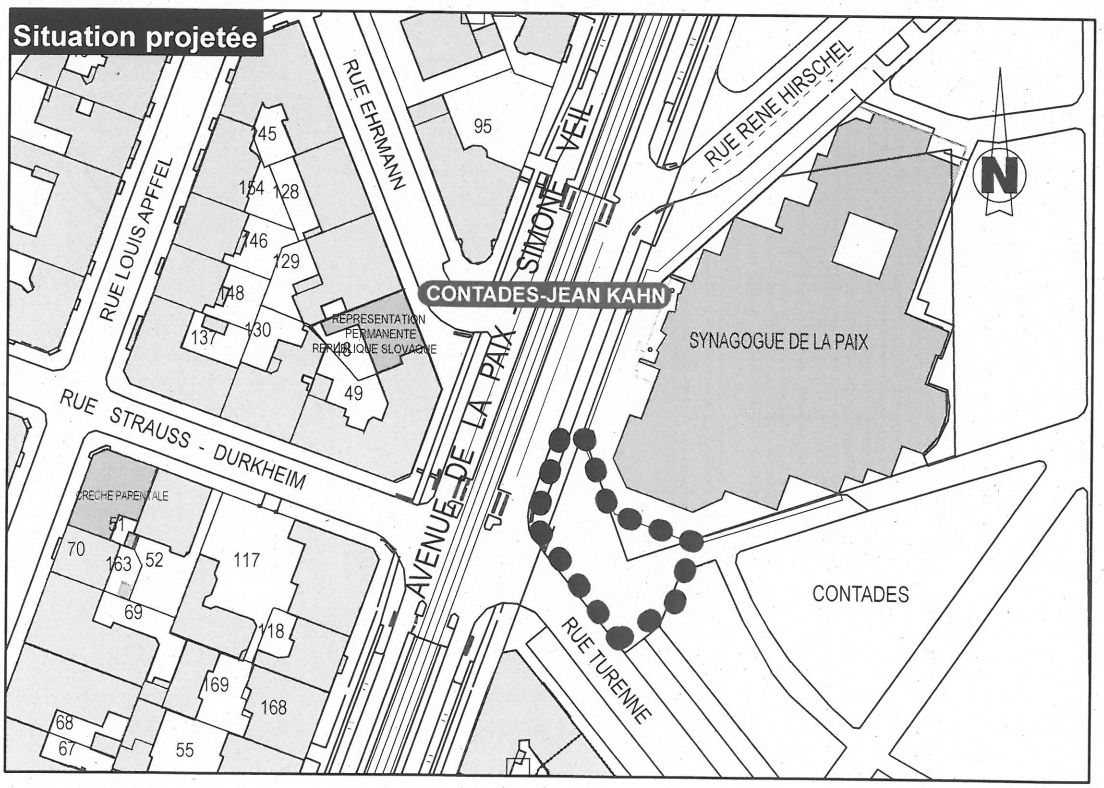
Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

nouvelles dénominations **Plan n°1**

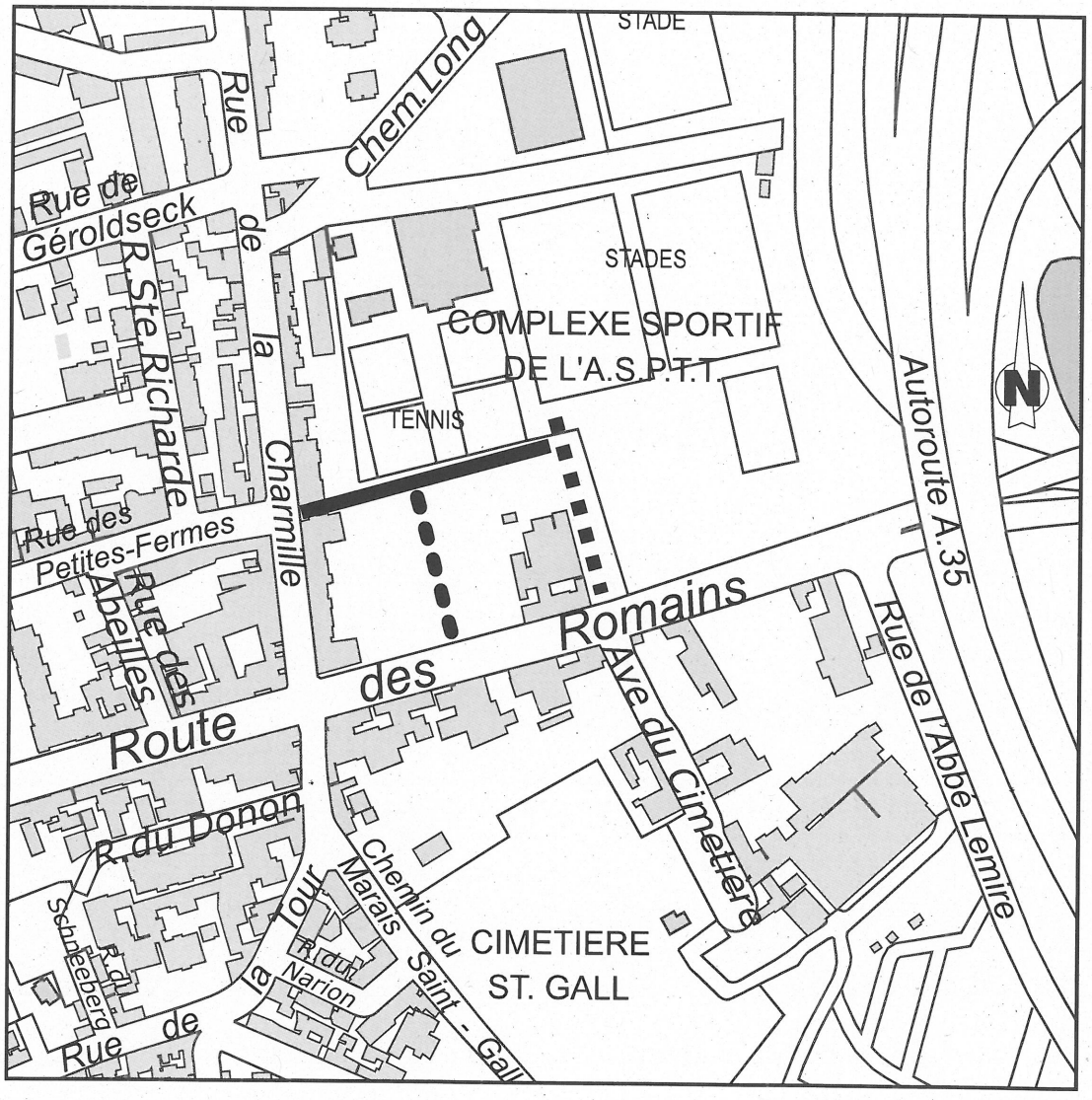
quartier «Centre»
secteur «Contades»





●●●●● Place Jean Kahn

nouvelles dénominations **Plan n°2**
quartier «Koenigshoffen»
secteur «Route des Romains»

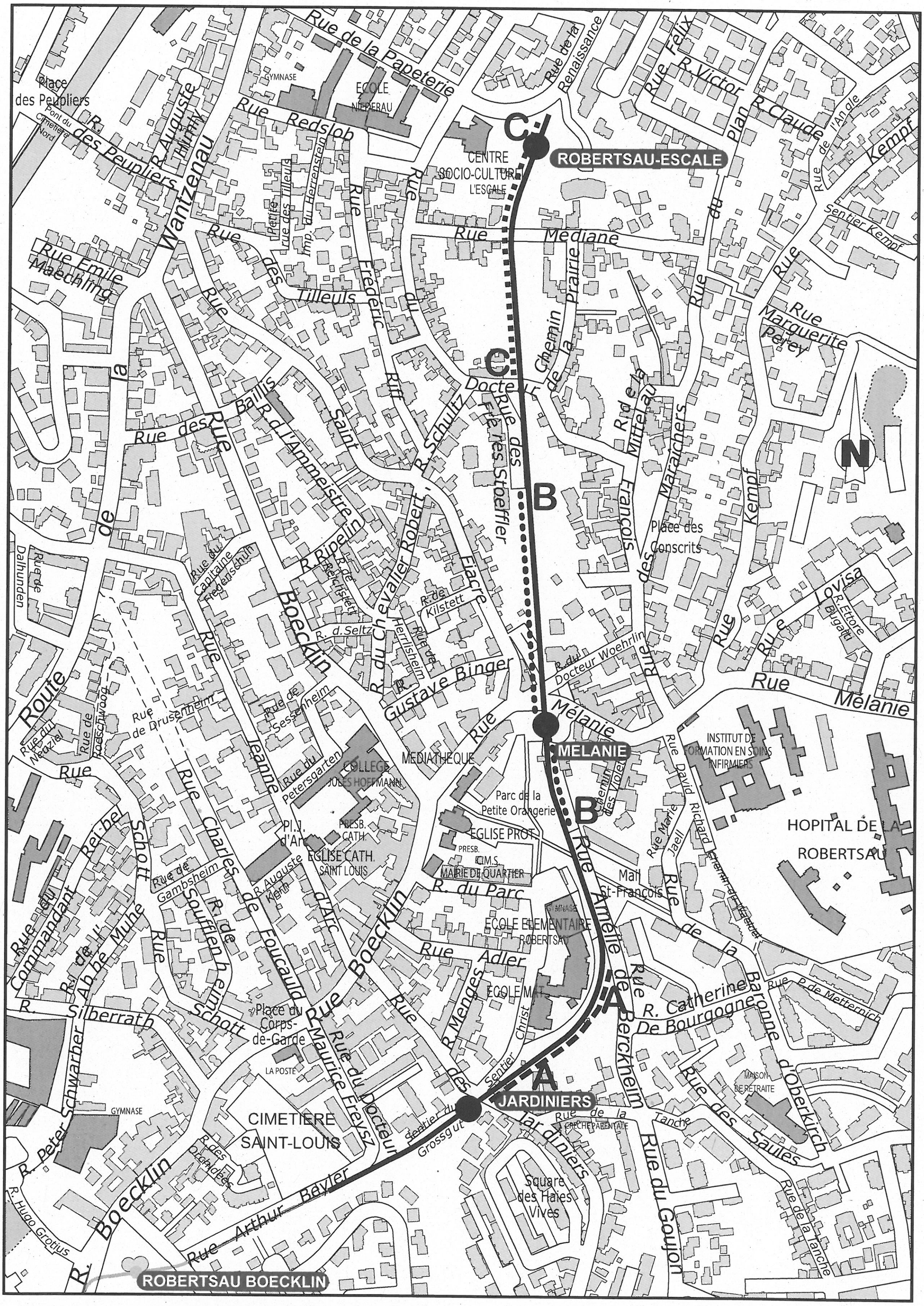


Allée Marcia

Allée Publius Rufrenus

Rue Caius Caprius

nouvelles dénominations de rues et de stations tram **Plan n°3**
quartier «Robertsau»



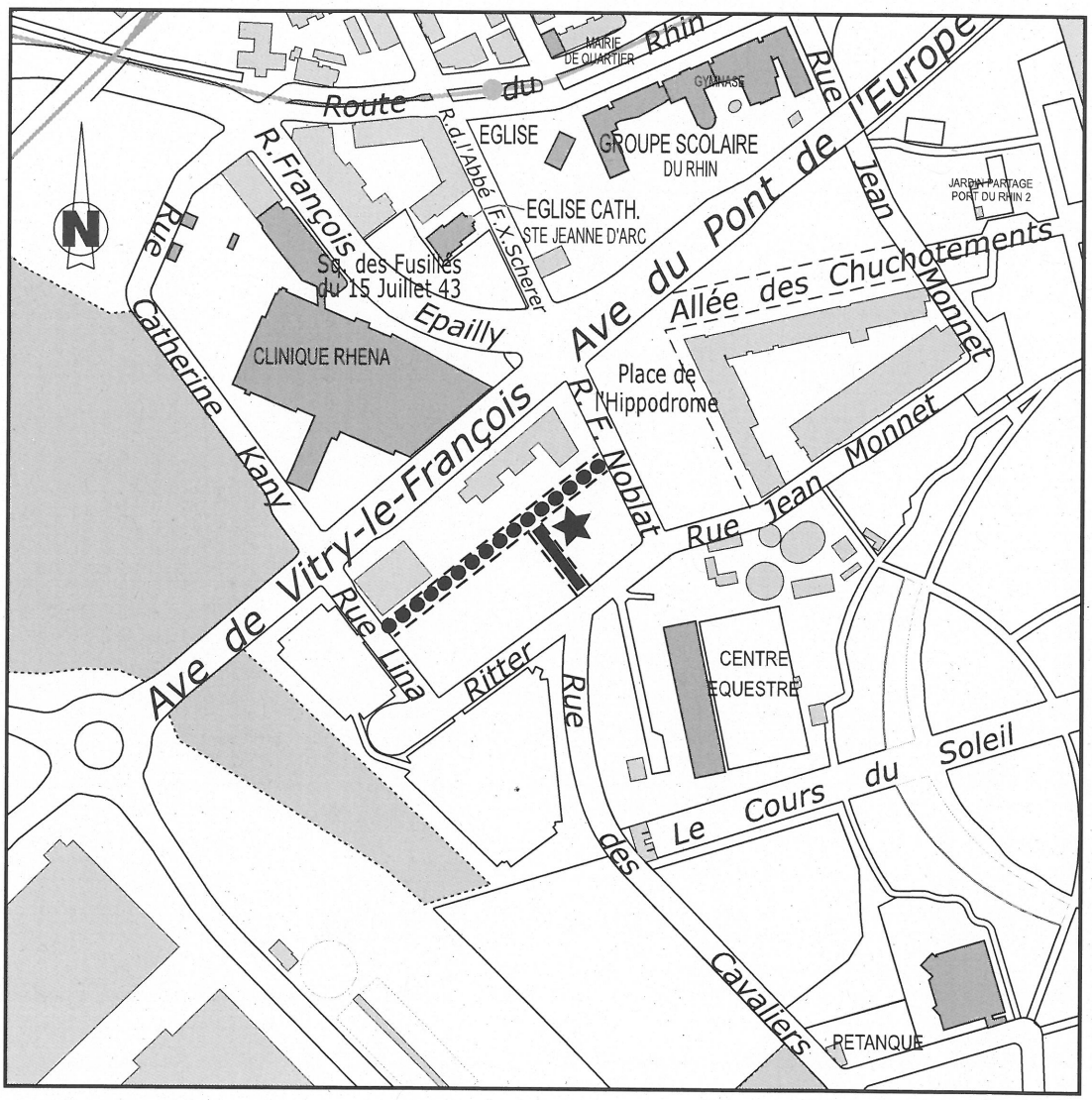
Allée Alice Gillig

Allée Laure Diebold-Mutschler

Allée Marguerite Planchere

nouvelles dénominations **Plan n°4**

quartier «Port du Rhin»
secteur «Îlot bois»



●●●●●●●●● Allée Johan-Gottfried Tulla

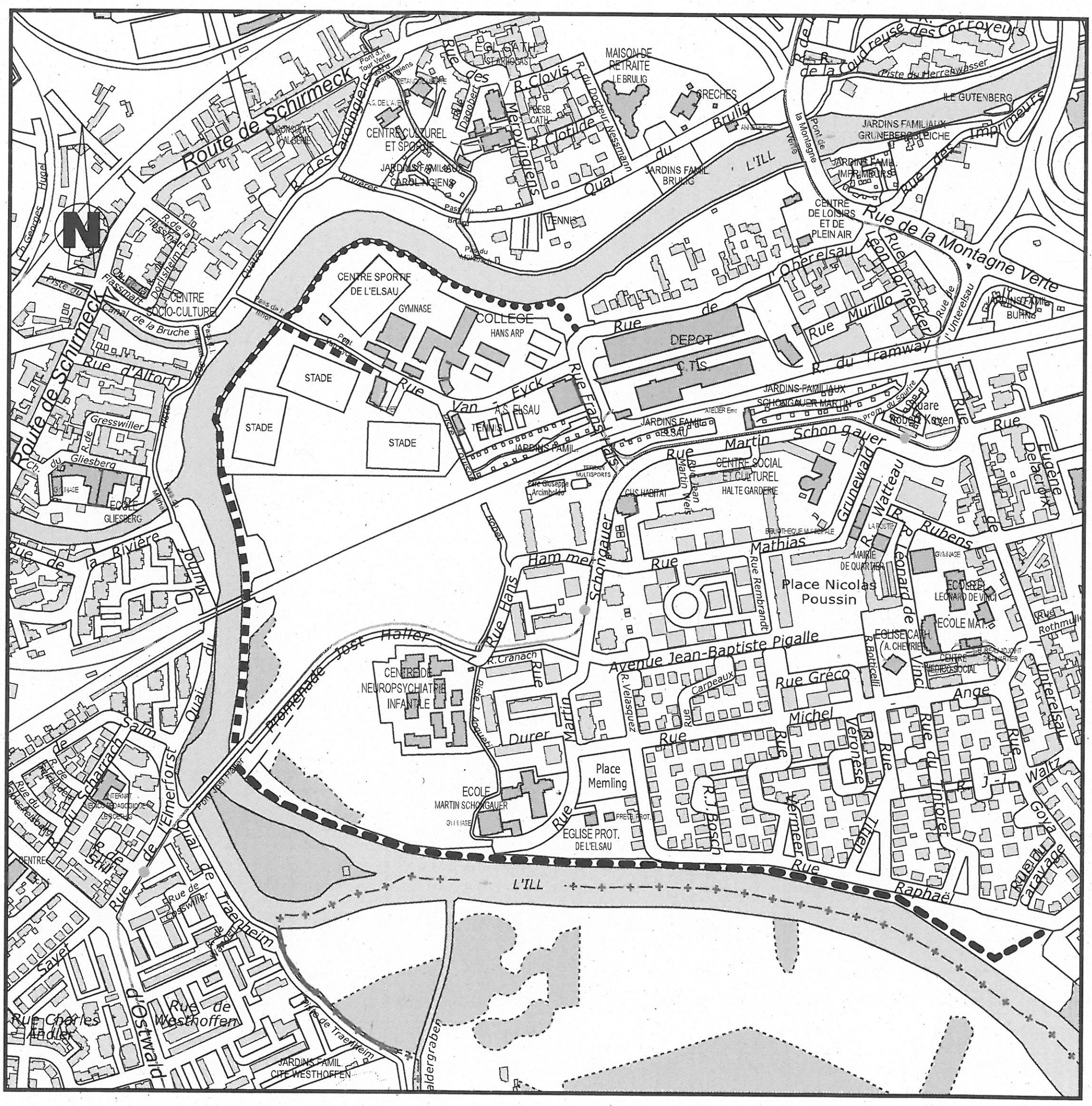
▬▬▬▬ Allée Clarisse Bader

★ Square Arlette Gruss

nouvelles dénominations **Plan n°5**

quartier «de l'Elsau»

secteur «Berges de l'Ill»



•••••••••••• promenade des Erables

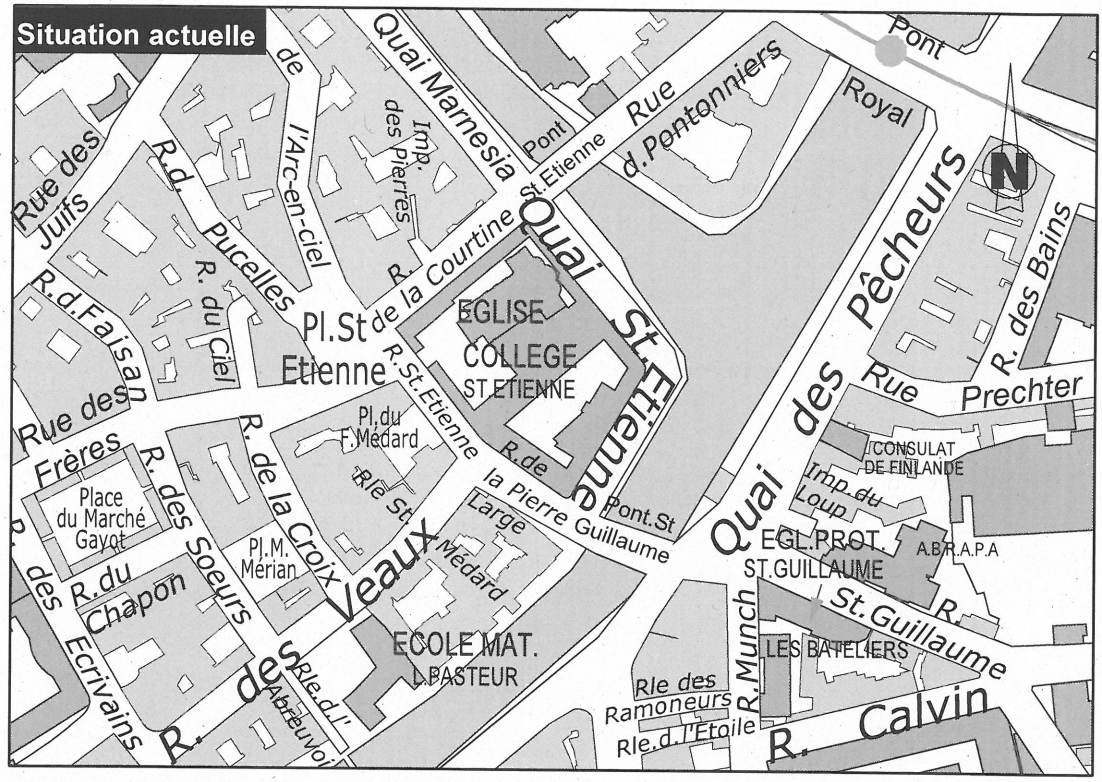
▪▪▪▪▪▪▪▪▪ promenade des Utopies

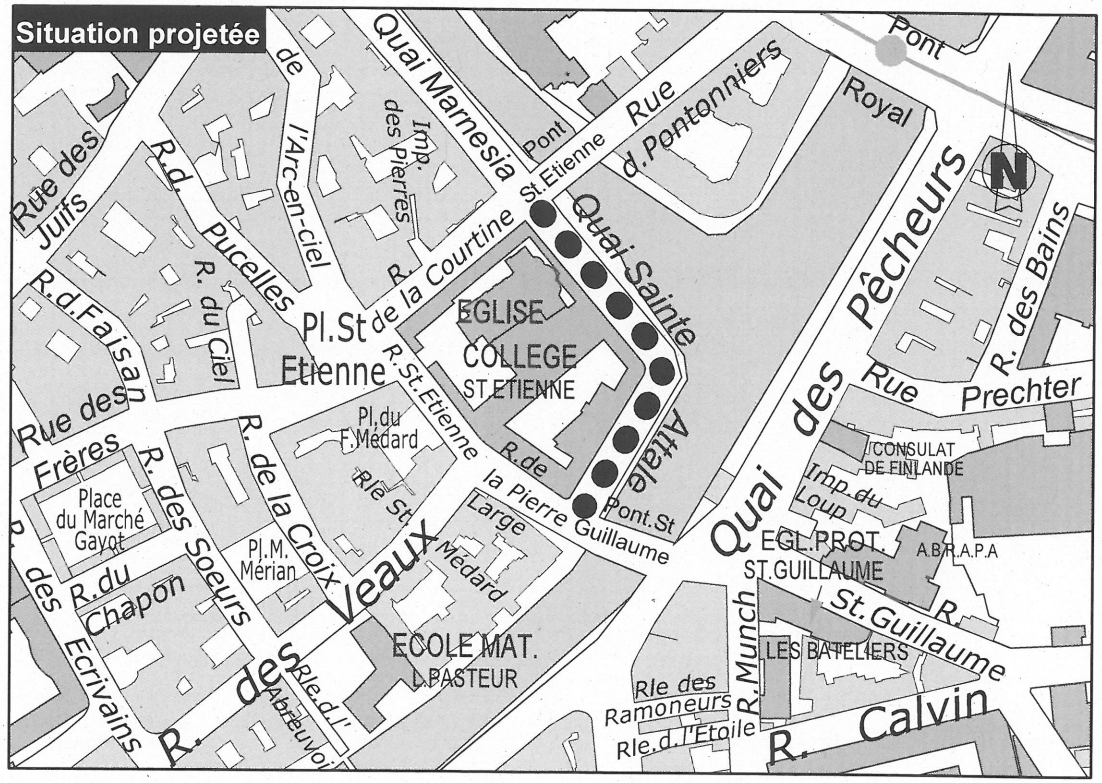
▬▬▬▬▬▬▬ promenade des Lavandières

nouvelle dénomination **Plan n°6**

quartier «Centre»

secteur «Saint-Etienne»





●●●●● Le quai Saint-Etienne devient quai Sainte-Attale

suppression de voie **Plan n°8**
quartier «Cronenbourg»
secteur «Route de Mittelhausbergen»

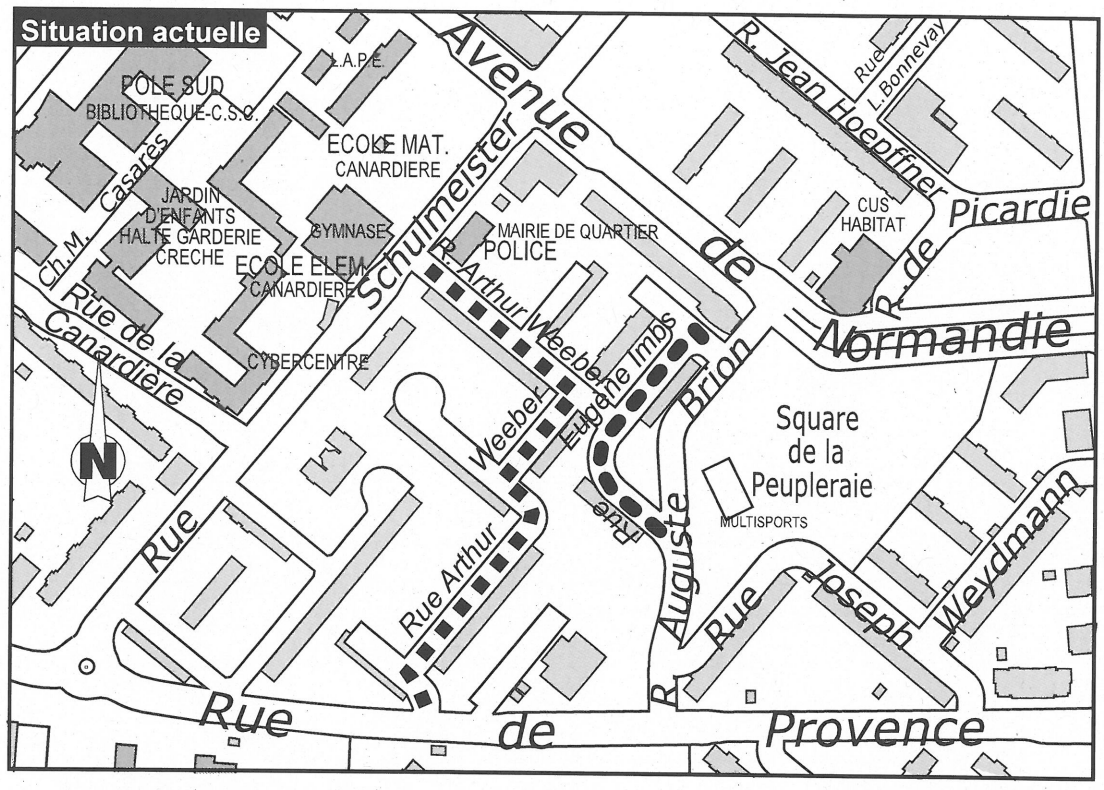


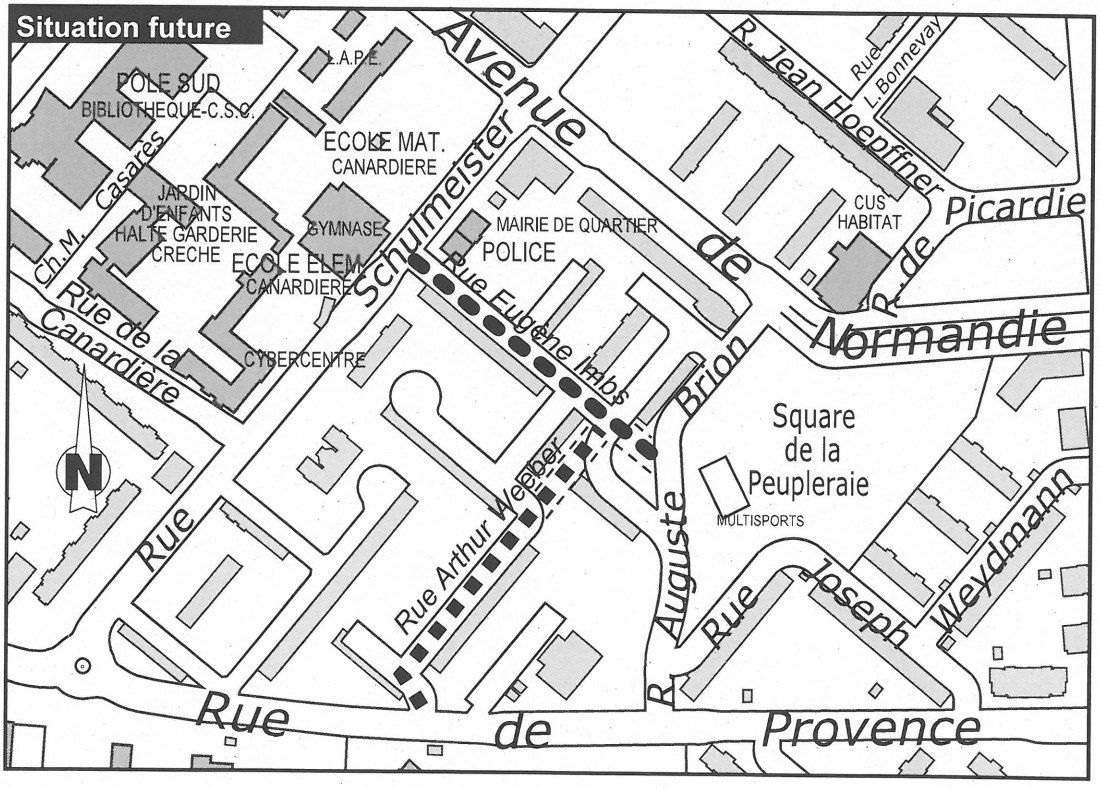
●●●●● Suppression de voie «Chemin Burger»

redéfinition de voie sans nouveau nom **Plan n°9**

quartier «Meinau»

secteur «Schulmeister»



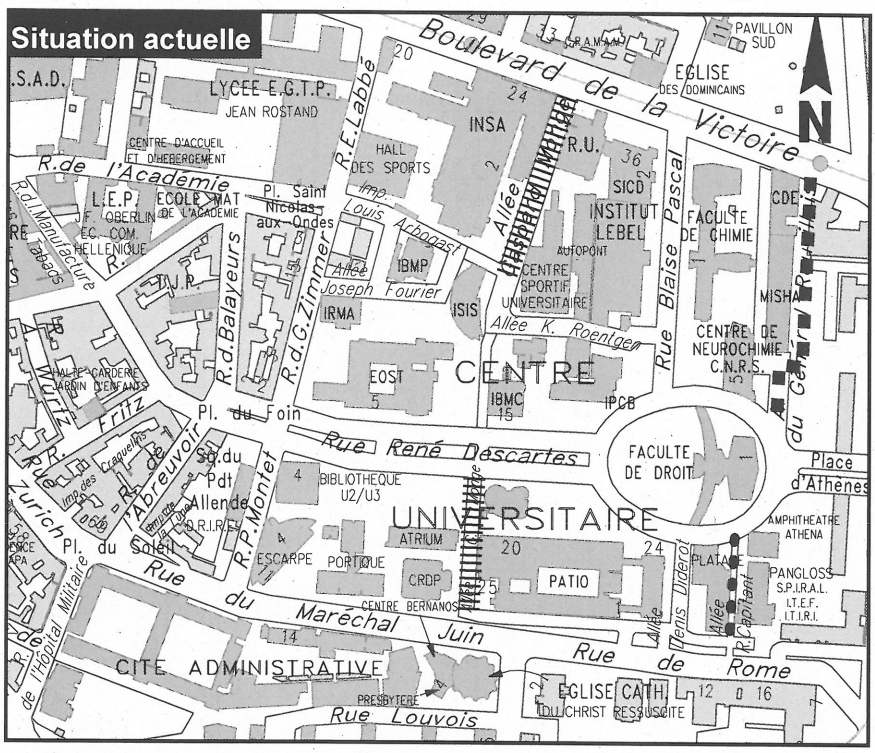


Rectification des tracés de la «rue Arthur Weeber» et de la «rue Eugène Imbs»

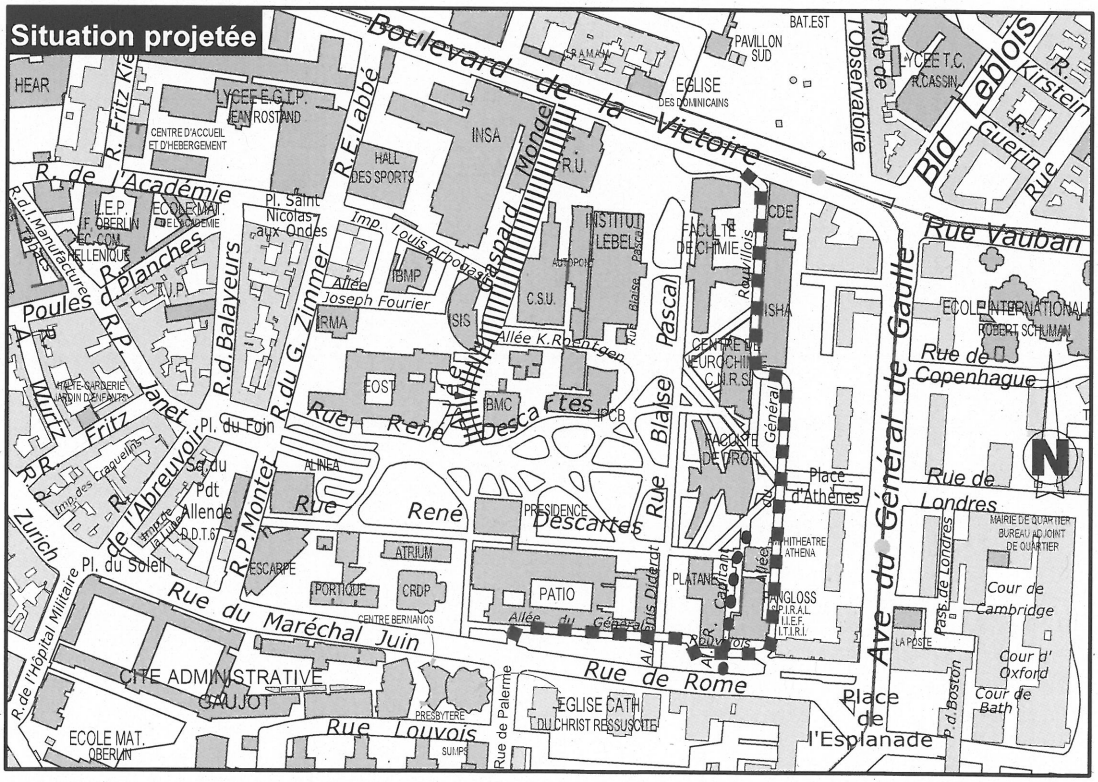
redéfiniton de voies sans nouveau nom **Plan n°10**

quartier « Esplanade»
secteur «Université»

Situation actuelle



Situation projetée



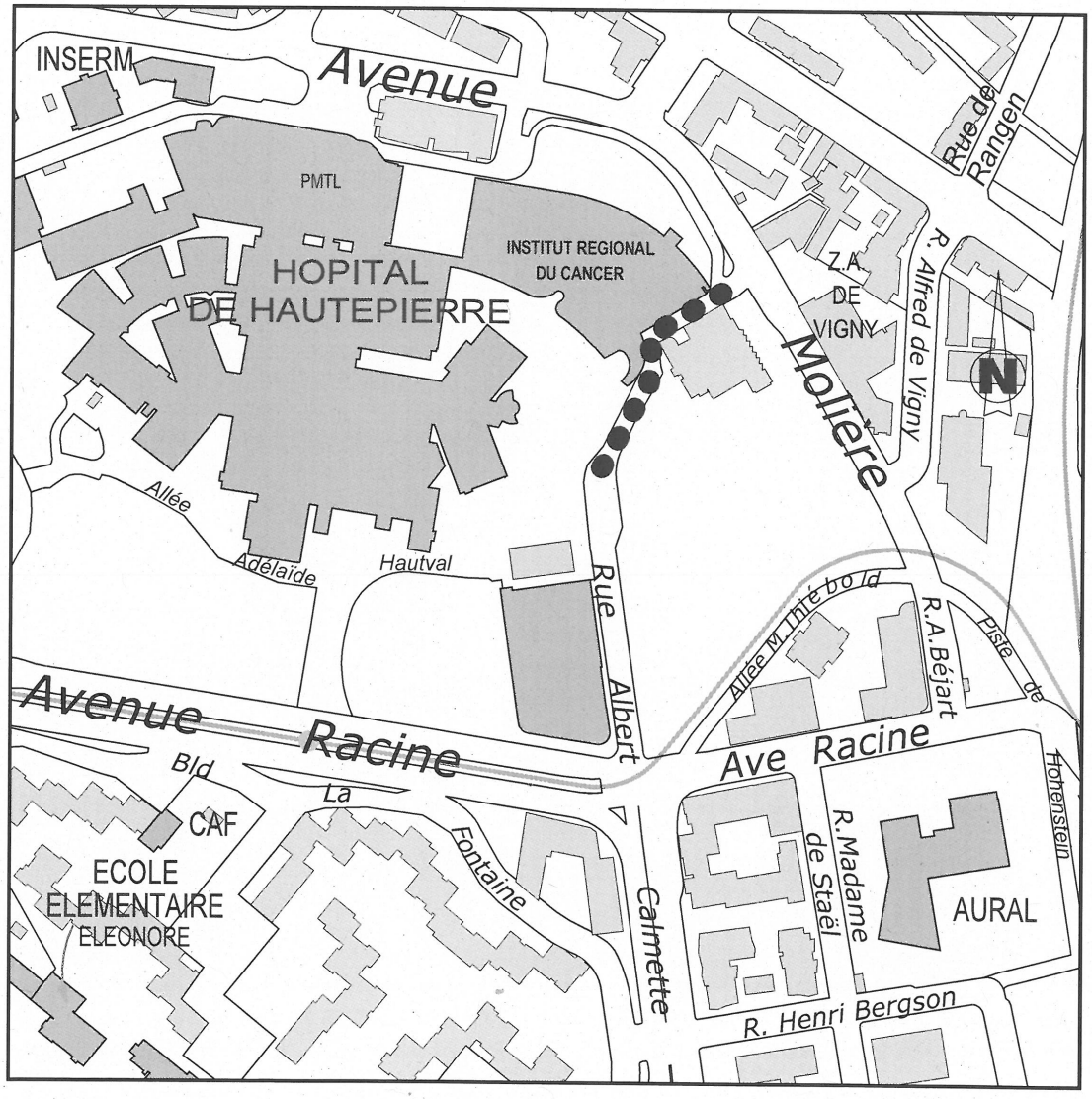
■ ■ ■ ■ ■ ■ Allée du Général Rouvillois

||||||||||||||||||||| Allée Gaspard Monge

● ● ● ● ● ● ● Allée René Capitant

redéfinition de voie sans nouvelle dénomination **Plan n°11**

quartier «Hautepierre»
secteur «Hôpital de Hautepierre»



●●●●● Prolongation de la rue Albert Calmette

nouvelle dénomination **Plan n°A**

quartier «Neudorf»

secteur «Danube»

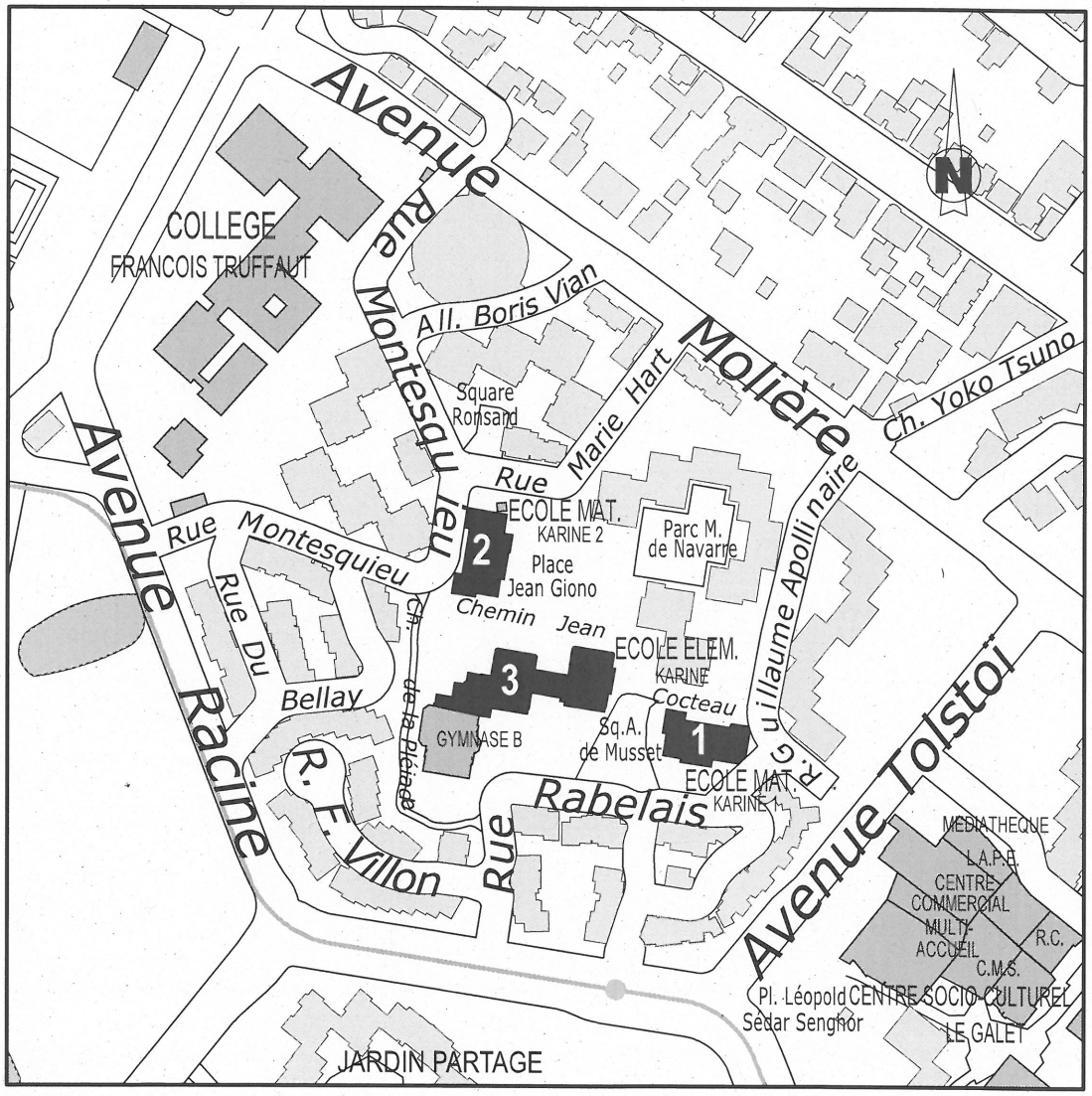


1 Ecole maternelle Solange Fernex

nouvelles dénominations **Plan n°B**

quartier «Hautepierre»

secteur «Maille Karine»



1 Ecole maternelle Karine 1 devient école maternelle 1 Rosa Parks

2 Ecole maternelle Karine 2 devient école maternelle 2 Rosa Parks

3 Ecole élémentaire Karine devient école élémentaire Rosa Parks

Annexe à la délibération du 25 mars 2019
Notices biographiques

Nouvelles dénominations d'écoles

Solange FERNEX (Strasbourg 1934 – Biederthal 2006)
Pionnière de l'écologie politique, Solange Fernex fut l'une des premières candidates écologistes de France, à Mulhouse en 1973, avant même la candidature de René Dumont à la présidentielle de 1974.
Ecologiste, pacifiste, féministe, tiers-mondiste, cette chrétienne protestante était habitée par les idées de Gandhi ou de Lanza del Vasto et proche de Théodore Monod.
Elle s'est engagée dans de nombreux combats militants avec les armes de la non-violence : occupation de terrains contre l'installation d'une usine chimique à Marckolsheim (Bas-Rhin) en 1974-1975, jeûne de vingt-trois jours contre la construction de la centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin) en 1977 et de quarante jours à Paris pour le désarmement nucléaire en 1983, par exemple.
Femme de conviction autant que de caractère, ardente défenseure de la non-violence, elle a été à l'origine de l'anti-nucléaire en Alsace.
Elle a été cofondatrice en Alsace de la puissante Association fédérative régionale pour la protection de la nature (AFRPN), devenue Alsace-Nature, qu'elle a présidée.
Sur le plan politique, elle a fondé avec Antoine Waechter Ecologie et Survie en 1979 et a été tête de liste aux élections européennes de 1979, sans succès. En 1984, elle participe à la création des Verts, sera deuxième de liste la même année aux européennes, mais n'entrera au Parlement de Strasbourg qu'en 1989.
Elle a été conseillère municipale de son village de Biederthal (Haut-Rhin) de 1977 à 2001.
De 1995 à 2003 Solange Fernex fut la présidente de la Ligue des femmes pour la paix et la liberté.
Elle se consacrera ses dernières années aux enfants de Biélorussie et d'Ukraine victimes de la catastrophe de Tchernobyl.

Rosa Parks (1913 – 2005)
Afro-américaine, née en 1913 à Tuskegee en Alabama et décédée en 2005 à Détroit, Rosa Parks est une des figures emblématiques de la lutte contre la ségrégation raciale. Elle est devenue célèbre en 1955 à Montgomery en Alabama en refusant de céder sa place à un passager blanc dans le bus où elle avait pris place. Condamnée à payer une amende de 15 dollars, elle fit appel de cette décision. À la suite de cet appel, la Cour suprême des Etats-Unis déclara anticonstitutionnelles les lois ségrégationnistes.

Nouvelles dénominations d'espaces publics

Point 1
Jean Kahn (Strasbourg 1929 – Strasbourg 2013)
Avocat et chef de l'entreprise textile familiale, Jean Kahn fut Président de la Communauté israélite de Strasbourg de 1972 à 1990, puis Président du Consistoire israélite du Bas-Rhin de 1991 à 2009. Défenseur des Droits de l'Homme, il fut une figure centrale des associations représentatives israélites au niveau national et européen. Il fut notamment Président du Conseil représentatif des institutions juives de France à partir de 1989 puis Président du Consistoire central israélite de France de 1995 à 2008.

Point 2
Publius RUFRENUS
Ce personnage, qui a vécu à Koenigshoffen au début du 1er siècle de notre ère, était associé à un artisan fabriquant des anneaux. Sa stèle funéraire en grès rose a été retrouvée lors des fouilles archéologiques préventives sur le site « Porte des Romains ». Elle est présentée aujourd'hui au Musée archéologique de la Ville de Strasbourg.

Caius CAPRIUS
Le nom de ce légionnaire romain, originaire du sud de la Gaule et décédé à l'âge de 42 ans, est connu par sa stèle funéraire en grès rose, mise au jour en 2018 lors des fouilles préventives sur le site de la « Rocade ouest », à l'entrée de Koenigshoffen. Entre le début du 1er et le milieu du 2e siècle après J.C., s'étendait là une vaste nécropole, le long de la voie de sortie ouest du camp militaire de Strasbourg-Argentorate, accueillant les sépultures des légionnaires de la IIe, puis de la VIIIe légion Auguste. Cette découverte est particulièrement remarquable car elle concerne pour la première fois, de façon explicite, le monument d'un soldat de la VIIIe légion ; les découvertes précédentes, faites depuis le milieu du XIXe siècle concernaient en effet toutes des membres de la IIe légion.

MARCIA
Marcia est l'épouse de Marcus Ulpius Traianus et la mère de l'empereur Trajan (il existe une rue Trajan à Koenigshofen). Elle est peut-être aussi la demi-sœur aînée de Marcia Furnilla, la seconde épouse de Titus et la tante de Julia Titi.

Point 3
Alice GILLIG (Strasbourg 1916-Strasbourg 2011)
Alice Gillig, née Daul, est une grande figure de la Résistance alsacienne. Née Allemande à Strasbourg, en juillet 1916, devenue Française en 1919, elle adhère en 1929 à l'association des Guides de France (mouvement féminin de scoutisme). Pendant la guerre, avec cinq autres guides, dont sa sœur Marie-Louise et Lucienne Welschinger, leur cheftaine, elles créent un groupe de résistance en Alsace baptisé « les Pur-Sang ». Les jeunes filles élaborent alors une filière d'évasion des prisonniers de guerre qui, pendant deux ans, permettra à 350 personnes (dont une centaine d'Alsaciens), de gagner la France libre, par la Suisse ou par les Vosges. Elles logent, nourrissent, conduisent les prisonniers… Alice s'occupe aussi des faux papiers et de l'alimentation.
Parmi ces évadés figure, le 31 janvier 42, le futur maire de Strasbourg et président du Conseil régional, Marcel Rudloff : il a 18 ans quand il franchit les Vosges, sous une tempête de neige, grâce à Alice et sa sœur.
Alice Gillig est arrêtée peu après. Elle passe deux ans en prison en Allemagne, avant de s'évader, en février 1945, et de parcourir 600 kilomètres à pied, vivant comme une SDF, pour retrouver la liberté.
Alice Gillig a eu six enfants. Elle a été décorée de la Légion d'honneur, de la médaille de la Résistance et de la Croix de guerre avec étoile de vermeil.

Laure DIEBOLD-MUTSCHLER (Erstein 1915 – Lyon 1965)
Née à Erstein le 10 janvier 1915, Laure Diebold, née Mutschler s'engagea dans la résistance dès l'été 1940. Etablie à Sainte-Marie-aux-Mines, elle organisa un réseau de passeurs qui permit l'évasion de nombreux fugitifs recherchés par les nazis. Poursuivie par la Gestapo, elle quitta l'Alsace pour les Vosges puis Aix-les-Bains en Savoie où elle passa à la clandestinité sous le pseudonyme de « Mona ». Installée à Lyon avec son mari Eugène Diebold, elle s'engagea dans les Forces françaises libres. Immatriculée au Bureau Central de Renseignement et d'Action

(BCRA) sous le patronyme de « Mado », elle devint en septembre 1942 la secrétaire particulière de Jean Moulin en qualité d'agent P2 avec le grade de lieutenant. Au lendemain de la capture de Jean Moulin, elle travailla à Paris au service de Georges Bidault, président du Conseil national de la Résistance.
Arrêtée en septembre 1943, Laure Diebold-Mutschler fut incarcérée durant six mois à Strasbourg avant d'être déportée à Ravensbrück puis à Taucha en Saxe. Libérée en avril 1945, elle est l'une des six femmes Compagnon de la Libération. Egalement titulaire de la Légion d'honneur, de la Croix de Guerre, de la médaille de la Résistance et de la médaille de la France libre.

Marguerite PLANCHEREL (1920- Fribourg 2010)
Fervente patriote, résistante alsacienne Marguerite Plancherel, née Fuhrmann entre dans la résistance alsacienne dès le 20 août 1940 alors que l'Alsace et la Lorraine sont réintégrées dans le IIIe Reich.
Agente du réseau Kleber-Uranus, né dans la région, elle s'occupe du passage de prisonniers de guerre évadés d'Allemagne vers la France et fournit aux alliés des renseignements importants sur l'ordre de bataille de l'armée allemande. Arrêtée sur dénonciation le 14 juillet 1942 à son domicile de Strasbourg, elle est internée à Kehl puis conduite devant le Conseil de guerre de Berlin, elle est condamnée à mort le 3 mai 1943 pour espionnage et assistance aux prisonniers de guerre. Son exécution ayant été différée, Marguerite Fuhrmann est libérée le 30 avril 1945 par l'armée anglaise. Elle a créé en 2002 la fondation Marguerite-Plancherel à Bulle (Suisse) qui récompense chaque année un lauréat du baccalauréat pour une dissertation historique sur les thèmes de la Résistance. Elle était commandeur de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre du Mérite et titulaire de la médaille de la Résistance.

Point 4
Arlette GRUSS (Vernon 1930 – La Fontaine Saint-Martin 2006)
Artiste de cirque française. Fille aînée du maître-écuyer Alexis Gruss senior (1909-1985) et de Lucienne Beautour (1914-1998). Ayant touché un peu à toutes les disciplines du cirque (trapèze et corde notamment), elle était surtout connue pour son numéro de dompteuse de panthères.
C'est en 1985, après la mort de son père, qu'elle décida de créer son propre établissement, le Cirque Arlette Gruss. Elle a reçu en 1995 le Grand Prix national du cirque. Elle était chevalier de la Légion d'honneur et chevalier des Arts et Lettres.

Gottfried TULLA (Karlsruhe 1770 – Paris 1828)
Johann Gottfried Tulla est un ingénieur et hydrologue badois du XIX^{e} siècle. Officier au service du Grand-duché de Bade. Dès 1812, Tulla conçoit le projet de la correction du Rhin de Bâle à Mannheim. Dans la réalisation de ce projet grandiose il travaille avec son correspondant français, François EPAILLY (rue voisine). Mais Tulla meurt sans voir la fin des travaux. Il repose au cimetière de Montmartre à Paris.

Clarisse BADER (Strasbourg 1840 – Paris 1902)
Clarisse Bader est une femme de lettres et féministe française. Maniant le français, l'allemand et l'italien ainsi que le grec et le latin, elle commence à l'âge de 23 ans une étude colossale sur les femmes et leurs représentations. Débutant sa réflexion par l'image de la femme en Inde, dans les récits bibliques, puis en Grèce et Rome antique, elle dépeint les différentes évolutions/métamorphoses de la femme au sein de la société. En 1883, son livre "La femme française dans les temps modernes" concrétise sa réflexion féministe : elle défend une nouvelle vision de la femme, puisant davantage dans une éducation ouverte. De plus elle milite pour une

autonomisation des femmes au sein du mariage et la reconnaissance de leur individualité juridique.

Point 6
SAINTE-ATTALE

Fille du duc Adalbert et nièce de Saint-Odile, Attale fut la toute première abbesse de l'abbaye de Saint-Etienne de 717 à sa mort en 741. Elle consacra une grande partie de son énergie à donner asile aux pauvres. Sa piété et ses vertus la firent regarder comme une sainte. Son culte se développa peu après sa mort. La tradition indique que les croyants prêtaient des vertus miraculeuses à une relique retrouvée en 1172 dans le chœur de l'église Saint-Etienne près du puits qui existe encore. La chronique de Koenigshoffen rédigée au XVe siècle rapporte que de nombreux malades qui se sont lavés avec l'eau de ce puit ont retrouvé la santé.

CONSEIL MUNICIPAL 25 MARS 2019 – Point n°32

Dénomination d'écoles et de rues.

Pour	Contre	Abstention
50	0	0

AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, MENAD-Zaza, VETTER-Jean-Philippe, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, SCHMITT-Michael

33

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Attribution de subventions à des associations culturelles.

Dans le cadre des crédits inscrits au budget 2019, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes pour la mise en œuvre de projets culturels.

ARTS VISUELS

Alsace Bande Dessinée	**25 000 €**

L'association Alsace Bande Dessinée porte le festival Strasbulles dont la 13ème édition est organisée à partir du 31 mai 2019 sur la place Kléber, dans la grande salle de l'Aubette et chez divers partenaires. Rendez-vous festif des amateurs de BD strasbourgeois, le festival propose plusieurs expositions d'auteurs consacrés ou émergents, des rencontres dédicaces ainsi que des animations. Le festival s'adresse au grand public. Un volet médiation fait intervenir des illustrateurs dans plusieurs établissements scolaires du Bas-Rhin.

MUSIQUES ACTUELLES

Longevity	**25 000 €**

La 7ème édition du festival Longevity est une manifestation franco-allemande qui se tiendra au Jardin des Deux Rives du 30 août au 1er septembre 2019. Cet événement allie musiques électroniques et arts visuels et propose des chantiers participatifs en amont du festival ouverts au public et aux étudiants des écoles d'art de Offenburg (Kunstschule) et Strasbourg (HEAR) en partenariat avec l'OFAJ, la Fondation pour l'Entente Franco-Allemande, la Fondation Rhénane pour la Culture et le Fonds Jeunesse Rhin Supérieur.

Genau	**8 000 €**

Le projet de l'association Genau vise à soutenir la filière strasbourgeoise des musiques actuelles et à développer des échanges culturels avec les villes partenaires du Rhin Supérieur en créant des rencontres régulières, à Strasbourg, entre des groupes de musique strasbourgeois et allemands dans l'objectif de créer et de jouer ensemble dans plusieurs salles culturelles de la ville et lors d'événements dans l'espace public.

Musiquesactuelles.net	**5 000 €**

Le soutien porte sur les activités de Musiques actuelles.net, plateforme de ressources sur internet qui vise à promouvoir les musiques actuelles en Alsace et plus largement dans le Grand Est. Y sont présentés les formations, tremplins régionaux, appels à projet, offres d'emploi ainsi que les sorties de disques, clips et vidéos qui constituent l'actualité musicale régionale. L'association poursuit également une action de prévention contre les risques

auditifs dans les écoles, collèges et lycées en proposant deux spectacles "Peace & Lobe" et "La soupe aux oreilles" destinés à sensibiliser le jeune public en collaboration avec l'Agence Régionale de Santé et les collectivités locales.

MUSIQUE CLASSIQUE ET CONTEMPORAINE

Musica International	**2 000 €**

Créé en 1998, Musica International réunit actuellement 43 membres institutionnels issus de 26 pays différents. Son but est le développement et la gestion de la bibliothèque virtuelle multimédia et multilingue du répertoire choral. Les chefs de chœur et musicologues du monde entier utilisent quotidiennement le serveur Internet qui leur donne accès à un répertoire international de près de deux cent mille œuvres à ce jour.

DANSE

No-Ma	**1 250 €**

Cette association présente un projet visant à faire découvrir à un large public strasbourgeois la culture et la pratique du clubbing et à susciter des échanges entre danseurs pour les amener à se rapprocher et constituer une communauté d'intérêts : trois soirées sont prévues au cours de l'année au Centre socio-culturel du Fossé des Treize.

Pôle Sud	**30 000 €**

Pôle Sud, labellisé Centre de Développement Chorégraphique National par le Ministère de la culture depuis 2015, est une des scènes repérées pour la danse en Alsace comme au niveau national pour la qualité de sa programmation et de son travail d'accompagnement des artistes. Des actions nombreuses, basées sur des partenariats multiples en lien notamment avec le quartier de la Meinau où l'équipement est implanté, sont menées tout au long de l'année en vue d'élargir les publics de la danse. Une subvention exceptionnelle est proposée pour soutenir la mise en œuvre d'un programme d'actions spécifique pour marquer en 2019 les 30 ans de la création de cet équipement.

PATRIMOINE – SCIENCES

Bibliothèque Nationale Universitaire de Strasbourg (BNUS)	**5 000 €**

En 2019, la BNU programme une exposition de grande envergure dans le cadre de sa programmation culturelle. L'exposition intitulée "Hors du monde. La carte et l'imaginaire" se tiendra du 17 mai au 20 octobre 2019 et explorera l'univers de la cartographie sous l'angle de l'imaginaire; elle a vocation à contribuer au rayonnement de la BNU en voyageant ensuite en France et en Allemagne.

Jardin des Sciences – Université de Strasbourg	**5 000 €**

La Fête de la science est une manifestation nationale de culture scientifique et technique placée sous le patronage du ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Diffusant la culture scientifique et technique sur le territoire, cette manifestation, portée localement par le Jardin des sciences de l'Université de Strasbourg, promeut les innovations scientifiques, favorise les échanges entre le monde

de la science et les citoyens et valorise le patrimoine scientifique. Elle aura lieu du 5 au 13 octobre.

Université Populaire de la Krutenau	**1 300 €**

L'Université Populaire de la Krutenau propose des cours, des conférences et des visites dans les champs de la découverte du patrimoine régional, de l'histoire des religions, des arts et de la gastronomie. Les Rencontres Rhénanes, matinée d'échanges et de réflexion, auront pour thème "Le syndicalisme dans l'espace rhénan" à l'occasion du 100ème anniversaire de la CFTC. Cette rencontre fera par la suite l'objet d'une publication.

INTERCULTURALITE ET VALORISATION CULTURELLE

Baal Novo	**2 500 €**

La compagnie franco-allemande Baal Novo est composée d'artistes des deux pays. Elle organise en 2019 la 8ème édition du Festival transfrontalier de théâtre jeune public "Allez Hop!" du 5 janvier au 1er mars 2019. Ce festival investit divers lieux de l'Eurodistrict Strasbourg - Ortenau et propose des spectacles en français et en allemand à destination d'enfants de 3 à 12 ans de divers établissements scolaires de part et d'autre du Rhin, de la maternelle au collège.

L'Arrach'Choeur	**15 000 €**

Suite à l'attentat perpétré le 11 décembre 2018 à Strasbourg, un collectif d'associations et de proches des victimes a souhaité organiser un temps de partage fédérateur pour rendre hommage à l'ensemble des victimes. Cet évènement, porté par l'association L'Arrach'Chœur, se veut à la fois commémoratif, convivial et festif. Il se tiendra le 9 février à l'église Saint Thomas et proposera, de 15h à 1h du matin, à l'initiative de nombreuses associations œuvrant dans les domaines culturel, humanitaire, médical et social, diverses animations et spectacles.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution des subventions ci-après :

Alsace Bande Dessinée	*25 000 €*
Longevity	*25 000 €*
Genau	*8 000 €*
Musiquesactuelles.net	*5 000 €*
Musica International	*2 000 €*
No-Ma	*1 250 €*

Pôle Sud	*30 000 €*
Bibliothèque Nationale Universitaire de Strasbourg –BNUS)	*5 000 €*
Jardin des Sciences	*5 000 €*
Université Populaire de la Krutenau	*1 300 €*
Baal Novo	*2 500 €*
L'Arrach'Choeur	*15 000 €*

Les propositions ci-dessus représentent une somme de 125 050 € à imputer sur les crédits ouverts sous AU10C – fonction 33 – nature 6574 – programme 8015 du budget 2019 dont le disponible avant le présent Conseil est de 966 826 €.

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

Conseil Municipal du 25 mars 2019

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé
Genau	Nouveau projet culturel	10 000	8 000
Musiquesactuelles.net	Nouveau projet culturel	5 000	5 000
No-Ma	Nouveau projet culturel	1250	1250
Pôle Sud	Projet culturel ponctuel	30 000	30 000
L'Arrach'Chœur	Projet culturel ponctuel	15 000	15 000

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Alsace Bande Dessinée	Projet culturel	25 000	25 000	25 000
Longevity	Projet culturel	25 000	25 000	20 000
Musica International	Projet culturel	5 000	2 000	2 000
Bibliothèque Nationale Universitaire de Strasbourg	Projet culturel	10 000	5 000	-
Jardins des Sciences – Université de Strasbourg	Projet culturel	8 000	5 000	5 000
Université Populaire de la Krutenau	Projet culturel	1 300	1 300	1 300
Baal Novo	Projet culturel	5 000	2 500	2 500

34

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Signature d'une convention pluriannuelle au titre des projets fédérateurs entre la ville de Strasbourg et Les Ensembles 2.2 pour la période 2019-2021.

Strasbourg, ville stimulant l'expression artistique sous toutes ses formes, attache une grande importance à l'accès du plus grand nombre aux œuvres de création. C'est pourquoi elle soutient activement la création et la diffusion artistiques, en articulation avec les autres dispositifs structurels et sectoriels existants, aux niveaux régional, national et international.

Par son action en direction des acteurs de la création, la ville de Strasbourg accompagne l'émergence des talents et des projets ainsi que la diversité culturelle et artistique. Elle soutient également le développement autant que la consolidation de projets ambitieux ainsi que des dynamiques de réseaux, de même que les correspondances et les synergies entre les différents acteurs.

Pour la mise en œuvre de ces orientations prioritaires, la ville de Strasbourg porte une attention particulière aux équipes et aux projets qui attestent d'une exigence culturelle et artistique affirmée.

Ces projets doivent être en phase avec les enjeux contemporains liés aux évolutions des secteurs en termes de rayonnement au niveau local, national et international, d'ancrage territorial, d'action culturelle (accessibilité, éducation, citoyenneté) et de développement des audiences.

Aussi, le soutien de la ville de Strasbourg est déterminé par l'engagement et la capacité des acteurs à déployer, en lien avec leurs activités de création et/ou de diffusion, des actions d'intérêt général contribuant à la vie de la cité, à son développement culturel et citoyen et à sa diversité.

La Ville entend en particulier accompagner les projets fédérateurs, porteurs d'une dynamique impulsée par un acteur culturel en direction d'autres acteurs pour soutenir plusieurs porteurs de projet d'une filière dans leur développement et/ou pour co-construire avec eux un projet spécifique pluridisciplinaire d'envergure.

Le conventionnement est un outil mis en place par notre collectivité pour accompagner dans la durée les équipes artistiques professionnelles répondant à ces critères.

L'association les Ensembles 2.2 développe depuis sa création en 2009 un projet original autour des arts technologiques basé sur la transdisciplinarité, l'innovation, l'exigence

artistique, la mutualisation des compétences, la coréalisation, l'implantation sur des territoires et l'implication des habitants.

Elle s'intéresse particulièrement à la place du son dans la vie quotidienne, dans les lieux de vie et dans la ville, avec une conception de la création évolutive et participative. Elle contribue par ailleurs à la familiarisation de tous les publics avec les outils numériques et à leur adaptation à leurs constantes évolutions, en utilisant ces moyens comme vecteurs de création artistique.

L'association Les Ensembles 2.2, qui fédère de nombreux acteurs des arts technologiques partageant ses objectifs, développe enfin un partenariat privilégié avec le « Shadok – Fabrique du numérique », lieu mis en place par la ville de Strasbourg pour favoriser la rencontre, le partage et l'émergence de nouvelles pratiques artistiques liées au numérique et mettre en valeur les initiatives innovantes des entrepreneurs et artistes strasbourgeois.

La ville de Strasbourg, considérant que le projet présenté par l'association participe de la politique rappelée ci-dessus, décide de passer convention avec l'association Les Ensembles 2.2 pour la période 2019-2021.

L'objectif global du projet artistique et culturel de l'association Les Ensembles 2.2 pour la période 2019-2021, vise à faire de l'association un acteur de la création, de l'accompagnement de projets et de la médiation dans le champs des arts technologiques. Il se décline selon 4 axes :

- dynamique de saison artistique autour de trois thématiques développées sur la période, avec un projet fédérateur central, des accompagnements ponctuels, des accueils en résidence ;
- action culturelle : accompagnement d'étudiants de la HEAR, médiation numérique, médiation autour des œuvres ;
- structuration : développement de l'autofinancement par la mise en valeur des compétences des acteurs et développement de l'emploi ;
- développement du partenariat régional (notamment avec le Shadok), national et international.

Compte tenu des budgets prévisionnels présentés et sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au titre des exercices concernés, il est proposé que la ville de Strasbourg soutienne l'association Les Ensembles 2.2 chaque année durant la période de conventionnement à hauteur de 15 000 €.

Une première subvention de 5 000 € ayant été accordée à cette association pour l'exercice 2019 par le Conseil municipal en date du 17 décembre 2018, il est proposé de lui attribuer dans le cadre de la présente délibération une subvention complémentaire de 10 000 € pour le même exercice, afin d'atteindre le montant fixé.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec l'association Les Ensembles 2.2 pour la période 2019-2021 ;*

- *l'attribution dans ce cadre d'une subvention complémentaire de 10 000 € au titre de l'exercice 2019.*

Cette proposition représente une somme de 10 000 € à imputer sur les crédits ouverts sous AU10C – fonction 33 – nature 6574 – programme 8015 du budget 2019 dont le disponible avant le présent Conseil est de 966 826 €.

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions correspondantes.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

35

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Enrichissement des collections des musées.

Pour poursuivre l'enrichissement des collections des musées, le Conseil est appelé :

- à approuver des achats pour le musée d'Art moderne et contemporain et le musée Tomi Ungerer – Centre international de l'illustration,
- à accepter des dons pour le musée de l'Œuvre Notre-Dame – Arts du Moyen Age et le musée Tomi Ungerer, Centre international de l'illustration,
- à accepter des dépôts pour le musée d'Art Moderne et Contemporain et le musée Tomi Ungerer – Centre international de l'illustration.

ACHATS

MUSEE D'ART MODERNE ET CONTEMPORAIN DE STRASBOURG

Hans Jean Arp, Projet pour l'Unesco*, vers 1957* **– *gouache sur papier monté sur carton, 44,5 x 58 cm***
Vendeurs : Mme & M. Demange, Strasbourg
Prix : 23 000 €

M. et Mme Demange ont mis en dépôt en 2003, un ensemble d'œuvres de Hans Jean Arp. Suite à leur décision de mettre fin à ce dépôt, la direction des musées de Strasbourg a proposé l'acquisition de trois œuvres en 2018 et 2019. Après *En Songe*, 1937, la première de ces acquisitions, l'achat de cette gouache est proposé en 2019.

En 1957, le « comité pour l'Architecture et les œuvres d'art » de l'Unesco, en collaboration avec un comité artistique, sélectionne onze artistes pour entreprendre la décoration artistique de son siège permanent à Paris qui sera inauguré en 1958. Dans ce contexte, une œuvre sculpturale est commissionnée à Jean Arp. Intégrée dans le plan architectural du bâtiment, « Constellation Unesco » est exposée sur le mur extérieur de la bibliothèque à partir de 1958, avant d'être déplacée à l'intérieur dans les années 1970 et installée dans le hall du Conseil exécutif.
Pour ce relief monumental, Arp a conçu une composition ouverte constituée de quatre éléments évidés de dimensions et de formes variables. Ces anamorphoses de carrés en cuivre sont librement mises au mur « comme des chapeaux, qui se laissent soulever » selon les propres paroles de l'artiste. Le mur en relief sert à la fois d'arrière-plan et de support.

L'étude proposée à l'acquisition est assez différente de l'œuvre réalisée. La maquette en bois (49,5 x 149,5 cm), conservée à l'Unesco est en effet constituée de 5 éléments dont un bronze. Ici, les formes sont jaunes, plus nombreuses et pleines. Le fond gris témoigne, sans doute, du mur extérieur du bâtiment qui lui servira de support. Le titre de l'œuvre définitive indique que les recherches plastiques entreprises dès les années 20 dans les « Constellations », où des formes ovoïdes disposées au hasard sur un fond uni sont combinées à chaque fois différemment, se poursuivent. Même si les silhouettes sont plus complexes et plus accidentées (et proches de certaines planches gravées de la série de *Dreams and project* datées des années 50) et dont le MAMCS conserve un exemplaire, l'ensemble évoque librement les constellations de la Petite ou Grande ourse. La remarque d'Arp sur les chapeaux témoigne également de ce langage-objet qu'il met au point dans les années 20.

MUSEE TOMI UNGERER – CENTRE INTERNATIONAL DE L'ILLUSTRATION

Le musée Tomi Ungerer propose pour l'enrichissement de ses collections l'achat de
13 dessins de Reiser
Vendeur : Galerie Lebon, Paris
Prix : 21 802 € TTC

Jean-Marc Reiser (1941-1983) s'est fait connaître par ses dessins dans *Hara-Kiri* puis dans *Charlie-Hebdo* dont il est devenu le dessinateur vedette. Il est l'un des dessinateurs les plus virulents de sa génération, qui illustre sans aucun tabou tous les sujets de société. Les 13 dessins font partie d'une série sur le thème d'un Moyen Age revisité. Ils sont datés des années 1959-1963 et sont signés du pseudonyme JIEM correspondant aux initiales de son prénom, que le dessinateur a utilisé jusqu'en 1963. Ils étaient destinés à une publication, peut-être la revue *Blagues*, comme le montrent les marques de calage au crayon sur certains dessins. Cette série est rare, car elle n'est pas caractéristique du style qu'on connaît habituellement de Reiser, par exemple dans *Hara-Kiri*, où le trait est comme jeté sur le papier et l'humour très cru et parfois même d'un mauvais goût assumé. Ils sont dessinés d'une ligne précise et sûre, dans la lignée des dessinateurs d'humour des années 1950. Il y pratique le gag visuel, à la manière d'un Maurice Henry, l'humour noir comme Chaval et Bosc. Elle vient compléter la section d'illustration d'humour en France de la 2e moitié du XXe siècle, déjà représentée par Bosc, Cabu, Chaval, Loup, Maurice Henry, Morez.

DONS

MUSEE DE L'ŒUVRE NOTRE-DAME – ARTS DU MOYEN AGE

34 éléments lapidaires en grès
Don de la famille Jung-Salomon
Valeur : 5 620 €

Cet ensemble de 34 pièces lapidaires d'origines diverses, déposé au musée pour étude en 2014, a manifestement été constitué par l'architecte Emile Salomon (1833-1913) au fil de

sa carrière, effectuée essentiellement à Strasbourg où il devint l'architecte du consistoire protestant. A ce titre, il était notamment en charge de 2 édifices strasbourgeois majeurs : l'église Saint-Thomas et l'église du Temple Neuf (ancienne église des Dominicains), à laquelle il a consacré une étude architecturale.

Le Musée de l'Œuvre conservant les rares éléments architecturaux sauvegardés de l'édifice, cet ensemble lapidaire complèterait certaines pièces exposées (tympan du portail ouest) et documenterait selon nos hypothèses des parties de l'édifice (chœur, nef) dont aucun élément n'était connu jusqu'à présent.

Deux pièces pouvant provenir de l'église Saint-Thomas enrichiraient également le fonds lapidaire provenant de cet édifice. Par ailleurs, un élément isolé provenant de la cathédrale et une sculpture de la suite des portails ouest rejoindraient le fonds consacré à l'édifice, qui constitue le cœur du lapidaire du musée. Enfin, des éléments d'architecture civile, provenant probablement des nombreux chantiers strasbourgeois d'immeubles de rapport de Salomon, complèteraient les importants fonds lapidaires du musée consacrés à l'architecture civile strasbourgeoise du 16^{e} siècle, parmi lesquels un premier don de la famille Salomon au musée en 1947.

MUSEE TOMI UNGERER – CENTRE INTERNATIONAL DE L'ILLUSTRATION

Un ensemble de 30 affiches de R.O Blechman, Milton Glaser, Jean Jacquelin, Julia Luzuria, Raymond Savignac, Ronald Searle, Jean-Jacques Sempé, Edward Sorel, Saul Steinberg, Tomi Ungerer, des années 1950 à 1991.
Don de Mme Chariau
Valeur : 30 000 €

Le don proposé est un ensemble d'affiches des années 1950 à 1991. Cet ensemble comprend des grands noms de l'illustration en France et dans le monde : R.O Blechman, Milton Glaser, Jean Jacquelin, Julia Luzuria, Raymond Savignac, Ronald Searle, Jean-Jacques Sempé, Edward Sorel, Saul Steinberg, Tomi Ungerer. Particulièrement intéressante est la période des années 1970 et 1980 à New York, pendant laquelle on assiste à un renouveau de l'illustration, représenté notamment par les américains Blechman, Glaser et Sorel et le français Sempé.

DÉPOTS

MUSEE D'ART MODERNE ET CONTEMPORAIN DE STRASBOURG

Didier Marcel, *Sans Titre*, *(Labour framboise),* 2010
Résine polyester teintée dans la masse, fibre de verre, 116 x 30 x 260 cm (poids 250 kg), Collection Philippe & Antonia Dolfi
Valeur : 32 000 €

L'opportunité de ce dépôt n'est plus à démontrer, tant les liens tissés entre l'artiste et le MAMCS sont forts à plus d'un titre. Une rétrospective *Didier Marcel – S(cultures)* se tenait au MAMCS en 2006.
De plus, le musée conserve dans sa collection un haut-relief de la série *Labour*, daté et acheté en 2006 à la galerie Michel Rein. Cet achat s'est trouvé conforté par un dépôt du Centre National d'Arts Plastiques (CNAP) en 2011 pour l'œuvre *Torso*, un arbre hybride monumental, daté de 2009.
En 2017, lors de l'accrochage des collections contemporaines *Micromégas*, qui s'intéressait à l'infiniment grand et à l'infiniment petit et aux questions d'échelle dans l'art contemporain, ces deux œuvres phares et incontournables ont été présentées.
Le *Labour framboise*, dont les dimensions sont légèrement inférieures au relief du MAMCS, viendrait parfaitement dialoguer avec l'œuvre *S(cultures),* issue de la même série et avec *Torso*.
Qu'il investisse le champ de la sculpture, de l'installation ou du modélisme, Didier Marcel axe sa démarche autour du paysage. L'artiste propose en effet une relecture contemporaine de ce genre séculaire, créant une œuvre qui (ré)concilie réalisme et artifice. Didier Marcel « prélève » ainsi directement des morceaux de paysage (labours ou troncs d'essences différentes) qu'il copie de façon minutieuse, usant de techniques de moulage sophistiquées pour les réinsérer dans un environnement qui n'a plus rien à voir avec leur biotope d'origine. Passant de la nature à la sculpture, ce travail, qui joue sur l'artifice, inclut une dimension précieuse, voire élégante, pleinement assumée.
Avec la série *Labour*, Didier Marcel révèle sa proximité avec l'informel, les *Cretti* d'Alberto Burri, tableaux de terre craquelée, ou les *Matériologies* et *Texturologies*, de Jean Dubuffet, assemblages peints mêlés à des fragments d'éléments prélevés du réel. En redressant sa parcelle de champ à la verticale, Didier Marcel vise à construire un champ de forces et d'énergies, à saisir les effets d'une puissance tellurique. Ce haut-relief est à mi-chemin entre l'évocation d'une nature brute et une distanciation induite par l'accrochage muséal et la matière synthétique utilisée. En s'approchant de l'œuvre, le spectateur est comme immergé dans ces épais reliefs de matière, il expérimente alors une perte d'échelle et de repères.
Didier Marcel est né à Besançon en 1961. Il vit et travaille à Dijon. Son travail est représenté dans de nombreuses collections publiques françaises (Centre Pompidou, FRAC, CNAP, MAMCS, CAPC Bordeaux, MAC VAL…)

MUSEE TOMI UNGERER – CENTRE INTERNATIONAL DE L'ILLUSTRATION

Franck Hoppmann
Valeur : 150 000 €
Le dessinateur allemand Frank Hoppmann (né à Lingen en 1975) a publié ses premiers dessins dans la revue satirique *Eulenspiegel* puis dans les magazines *Rolling Stone, Manager*, *Stern, Süddeutsche Zeitung.* En 2012, l'un des volumes de la collection *Meister der komischen Kunst*, une histoire du dessin satirique depuis 1950 en Allemagne, lui est consacré. Il obtient en 2015 l'*Award of Excellence de la Society for New Design* à New York dans la catégorie « illustration ».
Après avoir fait don de plusieurs dessins au musée, parmi lesquels des portraits satiriques de Tomi Ungerer, Frank Hoppmann souhaite faire un dépôt d'une série de 15 dessins

originaux dont certains ont été montrés au musée en 2013 dans l'exposition « Du duel au duo. Images satiriques du couple franco-allemand de 1870 à nos jours ». Il s'agit des portraits-charge des chanceliers de la République fédérale d'Allemagne et des présidents de la République française qui ont gouverné depuis la fin de la deuxième guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui. Ces représentations de figures politiques particulièrement virulentes s'inscrivent dans la grande tradition du dessin de caricature initiée par Daumier.

Robert Weaver
Valeur : 249 000 €

Robert Weaver (1924-1994) était un illustrateur américain. Il a publié ses dessins notamment dans les journaux *Life, Look, Esquire* ou encore *Sports Illustrated*. Il fut également professeur pendant 35 ans à la *School of Visual Arts* de New York. Ses dessins, qui ont donné naissance au terme de « journalisme visuel », ont suscité l'admiration de Tomi Ungerer. Il a notamment dessiné pour la presse la campagne présidentielle de John F. Kennedy en 1961. Le monde carcéral, le milieu sportif, le thème de la musique ou le monde des affaires font partie de ses thèmes récurrents et brossent un portrait réaliste de la société américaine des années 1960. En témoigne le reportage social qu'il a réalisé en prenant comme sujets de ses dessins les différentes couches et minorités de la population que l'on pouvait croiser dans les rues new-yorkaises à cette époque. Antonia Pelaez et Francesca Weaver, filles de l'artiste, souhaitent faire un dépôt de 84 dessins originaux de cet artiste. Ces dessins viennent compléter la section de la collection du musée consacrée à l'illustration américaine des années 1950-1960, représentée entre autres par R.O. Blechman, Ronald Searle ou encore Saul Steinberg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

*les **achats** pour :*

- *le **Musée d'Art Moderne et Contemporain**, une œuvre de Hans Jean Arp, Projet pour l'Unesco, vers 1957 – gouache sur papier monté sur carton, auprès de Mme et M. Demange, au prix de 23 000 €,*

- *le **musée Tomi Ungerer – Centre international de l'illustration,** 13 dessins de Reiser, auprès de la Galerie Lebon, Paris, au prix de 21 802 € TTC*

accepte

*les **dons** pour :*

- *le **musée Tomi Ungerer – Centre international de l'illustration,** d'un ensemble de 30 affiches de R.O Blechman, Milton Glaser, Jean Jacquelin,*

Julia Luzuria, Raymond Savignac, Ronald Searle, Jean-Jacques Sempé, Edward Sorel, Saul Steinberg, Tomi Ungerer, des années 1950 à 1991, don de Mme Chariau pour une valeur de 30 000 €,

- *le **musée de l'Œuvre Notre-Dame - Arts du Moyen Age,** 34 éléments lapidaires en grès, don de la famille Jung-Salomon pour une valeur de 5 620 €,*

accepte

*les **dépôts** pour :*

- *le **Musée d'Art Moderne et Contemporain,** d'une œuvre de Didier Marcel, Sans Titre, (Labour framboise), 2010, Collection Philippe & Antonia Dolfi, d'une valeur de 32 000 €,*

- *le **musée Tomi Ungerer – Centre international de l'illustration :***

  1. *Franck Hoppmann, 15 dessins originaux dont certains ont été montrés au musée en 2013 dans l'exposition « Du duel au duo. Images satiriques du couple franco-allemand de 1870 à nos jours », d'une valeur de 150 000 €,*

  2. *Robert Weaver, 84 dessins, dépôt de Mme Antonia Pelaez et Francesca Weawer, filles de l'artiste, d'une valeur de 249 000 €,*

décide

l'imputation de la dépense pour les acquisitions des œuvres de Jean Hans Arp et les 13 dessins de Reiser pour un montant total de 44 802 € sur les crédits disponibles sous AU12 programme 82 / nature 2161 « acquisitions et restaurations des collections pour les musées » du budget primitif 2019,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e d'effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de ces décisions et à signer tous les actes et conventions afférents.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

36

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Expositions temporaires dans les musées.

De nouvelles expositions temporaires sont prévues dans les musées. Le musée Tomi Ungerer – Centre international de l'illustration propose trois accrochages et une exposition hors les murs. Par ailleurs, le Musée d'art moderne et contemporain propose une exposition consacrée à l'œuvre de Joris-Karl Huysmans.

MUSEE TOMI UNGERER – CENTRE INTERNATIONAL DE L'ILLUSTRATION

« Accrochage n° 34 » 21 mars – 30 juin

L'accrochage n°34 renouvelle la présentation des œuvres graphiques (rotation obligatoire tous les quatre mois) sur deux niveaux du musée. Au rez-de-chaussée sont présentés des dessins de Tomi Ungerer sur le thème des livres pour enfants, des *Mellops* à *Otto*, ainsi que sur le thème de la « Cuisine illustrée », volet d'un projet soutenu par le ministère de la Culture. Au rez-de-jardin sont présentés des dessins satiriques et érotiques, notamment de la série *Totempole*.

Nombre d'œuvres : 150
Budget : 9 900 € TTC.

Accrochage 35 « Tomi Ungerer l'Européen » 5 juillet – 4 novembre

En partenariat avec le Conseil de l'Europe dans le cadre de son 70e anniversaire de la Présidence de la France au Comité des Ministres, le musée propose de découvrir le rapport entre l'œuvre de Tomi Ungerer et l'Europe. Strasbourgeois de naissance, l'artiste est très attaché à l'idée de la construction européenne. Elle constitue l'un des thèmes de son œuvre de même que les rapports franco-allemands et le rôle qu'y joue l'Alsace, de par son histoire particulière. Cependant, en dessinateur satirique qui se respecte, il ne s'interdit pas une vision critique de ces sujets. Les illustrations originales réalisées en 1998 pour le livre *Europolitain* seront à cette occasion présentées pour la première fois dans leur intégralité, et contextualisées avec des dessins contre la violence et le totalitarisme sous toutes ses formes.
Nombre d'œuvres : 120

En parallèle sera renouvelée une partie de l'accrochage d'œuvres de Tomi Ungerer au rez-de-chaussée et au rez-de-jardin.

Nombre d'œuvres : 30
Budget : 13 000 € TTC

Accrochage 36 « Tomi Ungerer. Photographies et Dessins » : novembre (date non fixée) - 22 mars 2020

L'exposition propose de montrer quel rapport Tomi Ungerer entretient avec la photographie tout au long de son œuvre. L'artiste s'y intéresse depuis les années 1960 et utilise ce medium à des fins différentes mais complémentaires. La photographie lui sert de base documentaire pour la réalisation de son œuvre graphique comme le montrent par exemple les dessins de sa période canadienne, *Slow Agony* (1983). Il l'expérimente aussi comme une œuvre à part entière, publiée en tant que telle dans *Photographies 1960-1990,* où se confrontent réalisme et absurdité. Très rapidement il intègre la photographie dans son œuvre graphique. Elle est associée au dessin pour des réalisations publicitaires et des dessins d'humour et de satire, telles les illustrations publiées dans *Weltschmerz* et *Clic-Clac*, ou encore est assemblée en photomontages.
Nombre d'œuvres : 120

En parallèle sera renouvelé l'accrochage des rez-de-chaussée (« Tomi Ungerer. Dessins de livres pour enfants ») et rez-de-jardin (« Tomi Ungerer. Dessins érotiques et satiriques »).

Nombre d'œuvres : 230
Budget : 13 000 € TTC

Exposition hors les murs « Locomotions. Jouets de la collection de Tomi Ungerer » (CEAAC 21 juin – 6 octobre 2019), en partenariat avec le CEAAC

Le musée propose la découverte de la collection de jouets donnée par Tomi Ungerer à la ville de Strasbourg à travers le thème des transports. Voitures, camions, bateaux, avions, trains, fusées et autres véhicules, anciens et modernes, reflètent les inventions de leur temps. Ils révèlent en outre l'intérêt de l'artiste, dont la famille construisit des horloges astronomiques, pour les mécanismes de toutes sortes. Mais c'est avant tout le regard d'un créateur, autant ludique que critique, qu'ils nous montrent. Cinq artistes contemporains nous offriront à leur tour un regard sur cette collection.

Nombre d'œuvres : 150
Budget : 30 000 € TTC

MUSEE D'ART MODERNE ET CONTEMPORAIN

Exposition Joris-Karl Huysmans, MAMCS
3 avril au 19 juillet 2020

En partenariat avec le musée d'Orsay qui accueillera le projet du 2 décembre 2019 au 3 mars 2020, le Musée d'Art Moderne et Contemporain de Strasbourg se propose d'organiser une vaste exposition consacrée à l'écrivain et critique d'art Joris-Karl Huysmans (1848-1907). Inscrivant ce projet dans sa politique interdisciplinaire

déjà investie dans la littérature (exposition Tristan Tzara en 2016, mise en lumière des travaux poétiques de la figure-phare de Hans Jean Arp dans l'exposition de 2008 et dans la collection permanente et projet d'exposition Lewis Carroll en 2021), le MAMCS ambitionne de donner au public une image juste de la personnalité multi-facettes de l'auteur d'*A Rebours*, tant dans son œuvre de critique (Huysmans fut un grand commentateur des salons parisiens) que de romancier, où naturalisme et décadentisme voisinent. Forte d'un ensemble d'environ 90 œuvres (peintures, dessins, estampes) accompagnée de manuscrits issues de la Bibliothèque de l'Arsenal ainsi que des objets et éléments mobiliers qui viendront en appoint du projet, l'exposition donnera à voir parmi les plus belles œuvres impressionnistes et symbolistes du musée d'Orsay : de Caillebotte à Redon, de Degas à Gustave Moreau en passant, notamment par Manet ou encore l'étrange Félicien Rops. Le projet ancré dans l'écriture de Huysmans permettra, à la faveur de prêts de nombreux chefs d'œuvre du musée d'Orsay, un voyage exceptionnel dans l'art de la fin du XIX^{e} siècle tout en incluant des incursions dans la peinture religieuse et l'art des primitifs. Issue d'un partenariat d'ampleur encore inédite entre le musée d'Orsay et le MAMCS, l'exposition Huysmans atteste de la capacité de ce dernier à concevoir et co-construire un projet au contenu scientifique rigoureux tout en incluant un choix d'œuvres spectaculaire, offrant aux visiteurs plusieurs entrées possibles dans l'œuvre de celui qui fut pour son temps un véritable « œil » (Rémy de Gourmont).

Commissaires : André Guyot, universitaire, Stéphane Guégan, conservateur en chef au musée d'Orsay, Estelle Pietrzyk, conservatrice en chef au MAMCS.
Budget : 400 000 € TTC

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

*pour le **Musée Tomi Ungerer – Centre international de l'illustration** l'organisation des accrochages suivants :*

- *« Accrochage n° 34 » 21 mars – 30 juin, pour un budget prévisionnel de 9 900 € TTC,*

- *« Tomi Ungerer l'Européen » 5 juillet – 4 novembre, pour un budget prévisionnel de 13 000 € TTC,*

- *« Tomi Ungerer. Photographies et Dessins » : novembre (date non fixée) - 22 mars 2020, pour un budget prévisionnel de 13 000 € TTC,*

- *Exposition hors les murs « Locomotions. Jouets de la collection de Tomi Ungerer » 2019, (lieu et dates à préciser), pour un budget prévisionnel de 30 000 € TTC,*

*pour le **Musée d'art moderne et contemporain** l'organisation de l'exposition consacrée à Joris-Karl Huysmans, 3 avril – 19 juillet 2020, pour un budget prévisionnel de 400 000 € TTC,*

décide

l'imputation des dépenses sur les budgets 2019 et 2020 AU12 D et AU12 Q du service des musées sous réserve du vote des crédits au budget 2020,

charge

le Maire ou son-sa représentant-e de l'introduction des demandes de participations financières.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

37

Communication au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Communiqué concernant l'enrichissement des collections des musées au titre de l'année 2018.

Les musées de la ville de Strasbourg souhaitent porter à la connaissance du conseil municipal la politique dynamique d'enrichissement des collections ayant été menée pour l'année 2018 par l'ensemble des musées.

Les œuvres entrées dans les collections par le biais du don ou de l'achat (valeur de l'acquisition inférieure ou égale à 15 000 €) représentent, pour cette année-là, une valeur totale de 87 617 € et sont répertoriées dans le tableau récapitulatif ci-joint.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

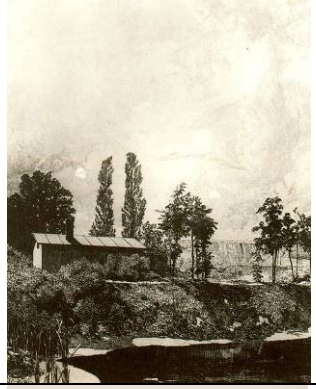
ACQUISITIONS
MUSEE D'ART MODERNE ET CONTEMPORAIN
ANNEE 2018

ACHATS

VENDEUR	DESIGNATION DE L'OBJET	VALEUR	APERÇU
Annabelle AMOROS	*La Maison des Lilas*, 2016, vidéo numérique, 17'37''	5 000 €	
Adolphe BRAUN	*Panoramas, vues des Alpes suisses*, 1866-1870, 13 photographies sur papier albuminé	1 500 €	

DONS

Don de Jean-Louis et Esther Mandel	Max KLINGER, *Die Burg am Meer, nach Böcklin,*1883, Eau-forte et aquatinte	860 €	
Don de Jean-Louis et Esther Mandel	Käthe KOLLWITZ, *Weberzug (planche 4)*, 1893 – 1897, Eau-forte sur papier	1 000 €	

Don de Jean-Louis et Esther Mandel	KOLLWITZ Käthe, *Sturm (planche 5)*, 1893 – 1897, Eau-forte sur papier	1 000 €	
Don de Jean-Louis et Esther Mandel	Max LIEBERMANN, *Portrait de Wilhelm von Bode*, 1915, Pointe sèche sur papier	200 €	
Don de Jean-Louis et Esther Mandel	Max KLINGER, Mittag, 1883, Eau-forte et aquatinte,	315 €	
Don des Amis du Musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg en 2018	FELIXMÜLLER, Portrait de Hans Koch, 1919,Eau-forte	780 €	
Don des Amis du Musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg en 2018	Max BECKMANN, Der Abend, n° 10, 1916, Pointe sèche	500 €	

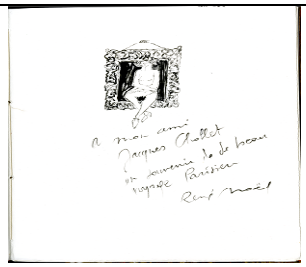
Don des Amis du Musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg (en cours) en 2018	Käthe KOLLWITZ, Selbstbildnis, 1934, Lithographie	4 000 €	
Don des Amis du Musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg	Max BECKMANN, *Spielende Kinder, n° 16*, 1918 Pointe sèche sur papier japon	3 600 €	
Don des Amis du Musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg	Erich HECKEL, Die Tote, 1912, Gravure sur bois sur papier	1 700 €	
Don de Mme Joëlle Pijaudier-Cabot	MERCIER Pierre, Pour toute beauté jamais je ne me perdrais, 1983, Photographie	8 000 €	

MUSÉE TOMI UNGERER – CENTRE INTERNATIONAL DE L'ILLUSTRATION
ANNÉE 2018

DONS

DONATEUR	DESIGNATION DE L'OBJET	VALEUR	APERÇU
Tomi Ungerer	2 sculptures de R.-E. Waydelich : 1. sans titre, 1999 papier, carton, bois et métal (livre et scie) 26 × 38 × 13 cm Inscription à l'encre noire au	6 000 €	

	dos du livre « R.E Waydelich 1999 L. Jacob » 2. sans titre, 1987 Papier, carton, métal, ficelle et enduit (livres et fourchette) 17 × 25 × 32 cm Inscription à l'encre bleue au-dessous : « R.E Waydelich 1987 Lydia Jacob » et au crayon « Hommage à Tomi de Raymond 1987 »		
Famille Mathey	1 affiche d'André François « Fête de la musique » 2003 Affiche offset en couleur 116 x 77 cm	100 €	
Madame Andrès-Wenger	2 dessins d'André Wenger	1 000 €	 
Monsieur Weinacht	Ensemble de produits dérivés Bonduelle : - 2 wagons publicitaires, Märklin, plastique et métal, 11 x 5 x 4 cm, vers 1987 - 2 jeux de sept familles, Arcada	200 €	

	Mundi, 10,5 x 7 x 1,5 cm, 1975-1979 - 1 porte-clefs publicitaire, plastique et métal, 14 cm, 1975-1979 - 6 autocollants publicitaires, 9,5 cm de diamètre, 1975-1979		
Monsieur Chollet	Un carnet de dessins de René Noël 29,5 x 22,85 cm, 19 pages	5 000 €	
Madame Jost-Dauptain	Une affiche : Tomi Ungerer, *Papa Rhein* pour la Choucrouterie, 50 x 35 cm Un livre : Walt Disney, *Blanche-Neige et les sept nains d'après le conte de Grimm*, Paris, Hachette, 1938	100 €	
Monsieur René Noël	5 dessins originaux de René Noël : Encre de Chine, lavis d'encre de couleurs et collages sur papier 29,7 x 21 cm Un ensemble de 108 livres de la collection Ein Diogenes Tabu, Diogenes Verlag, Zürich et deux autres livres	3 610 €	

MUSEE HISTORIQUE
ANNEE 2018

ACHATS

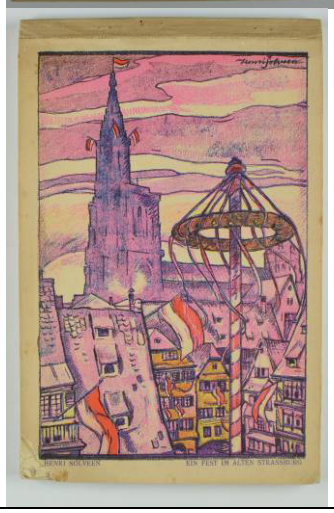
VENDEUR	DESIGNATION DE L'OBJET	VALEUR	APERÇU

VENDEUR	DESIGNATION DE L'OBJET	VALEUR	APERÇU
Antiquités Ch. BASTIAN & Fils	Vitrail de la corporation des Cordiers, 1602	5 500 €	
Jean-Louis ANTONI	Sabre K.D. (Kavalier Degen) modèle 1889 "Extrasäbel" du 9e Hussard et son fourreau	380 €	
Alphonse TROESTLER	- Portrait de Salomé REISSEISEN, née WENCKER (1635 - 1705). - Portrait de Sophie Elisabeth Julienne Françoise de BOCK (1745 - 1823), épouse de François-Marie de LANDSBERG - Portrait de François Charles BOCK de BLAESHEIM (1705 - 1780), Seigneur de Blaesheim, Gerstheim et autres lieux.	7 500 €	

DONS

DONATION	DESIGNATION DE L'OBJET	VALEUR	APERÇU
Jean-Louis ANTONI	- Plaquette d'argent publicitaire offerte aux clients du photographe Meschenmoser, 20 € - Boîte à médicament	742 €	

	(pastilles Fernand des Laboratoires pharmaceutiques Fernand Bloch à Strasbourg), après 1945, 5 € - Mouchoir réalisé à l'occasion du 15ème anniversaire de la Libération de Strasbourg, 1959, 50 € - Casque de gendarme mobile modèle 1951 TTA (Troupes Terrestres de l'Armée) et son sous-casque modèle 1951 TTA type 3, 50 € - Insigne du 5ème régiment du Matériel, 5 € - Etiquette d'une bouteille de champagne, enveloppe et carte à l'entête du 5ème régiment du Matériel, 2 € - Série de 7 cartes postales de Bucquoy représentant les uniformes du Premier Empire, 1912, 20 € - 4 planches imprimées de figurines de papier du Général Bob, 100 € - Hussard du Premier Empire, aquarelle, 40 € - Lithographie « Le Latin de l'Oncle Frentzel » de Tanconville, 20 € - Lithographie: "Porte de pierres en 1858", Imp. Alsacienne Strasbourg, 80 € - Lithographie: La place du Marché aux Poissons vue depuis l'Ill, A.Willmore et B.Foster; William Mackenzie, London, Edinburgh & Glasgow, 100 € - Lithographie: Place du Corbeau, 1942, 50 € - Gravure sur cuivre : Rue		   

	du Bain-aux-plantes, 50 € - Lithographie: L'Hôtel de ville de Strasbourg, Robert Kuven, 50 € - Livre: "Manifestation nationale en l'honneur de l'Alsace et de la Lorraine, 17 novembre 1918", 20 € - Carnet-Calendrier illustré par Henri Solveen « Ein Fest Im Alten Strassburg », vers 1920, 50 € - Livre: Duso und sein grobes Heimweh, Camille Schneider, 1925, 30 €		 
Manuel WEBER	- Carte de déporté politique de Frédéric Auguste OSWALD - Sauf-conduit d'Ernest OSWALD des Brigades Internationales - Copie d'un certificat de 1947 nommant Paul WEBER commandant du camp de Schirmeck depuis le 1er février 1945 avec une copie de sa carte du conseil national de la Résistance - Photocopies récentes d'éléments de documentation relatifs à la famille WEBER et OSWALD - Article de journal concernant le retour de Jean REMETTER, dernier Malgré Nous	15 €	

Mme Michèle LECHERMEIER	Tasse de réserviste et sa sous-tasse, porcelaine, 1904	380 €	
M. Georges POUCHELET	- Sabre d'officier d'infanterie modèle 1882, Backes et F. Delacour à Paris, 1914, V.A. 150 € - Ecusson de manche des douanes françaises, V.A. 15 € - Insigne de poitrine des brigades terrestres des douanes françaises, V.A. 15 € - Insigne de poitrine des brigades terrestres des douanes françaises, V.A. 5 € - Insigne de coiffure des douanes françaises, V.A. 15 € - Insigne de col des douanes françaises, porté par les hôtesses de douane, V.A. 5 € - Médaille d'honneur des Douanes, avec sa boîte, V.A. 20 €	225 €	 
Mme Marion WENDLING	Boîte de 12 photographies stéréoscopiques sur film positif, Stéréofilms Bruguière : vues de Strasbourg.	10 €	
M. Michel CAUFRIEZ	Georges BISCHOFF, Le siècle de Gutenberg, Strasbourg et la révolution du livre, 2018, 360 p.	25 €	
Mme Cécile DELOCHE DE NOYELLE	- Maurice Bloch : Trois éducateurs alsaciens, paris, 1911, 50€ - F. Funck-Brentano, Le chant du Rhin, Paris 1934, 10€ - Félix Ponteil, L'opposition politique à	190 €	

	Strasbourg sous la Monarchie de Juillet, Nogent-le Rotrou, 1932, 130 €		

MUSEE ALSACIEN
ANNEE 2018

ACHATS

VENDEUR	DESIGNATION DE L'OBJET	VALEUR	APERCU
Million (vente publique)	Portraits en pendant du Grand Rabbin Nordmann d'Hegenheim et de son épouse Augustine Bloch par M. Blum, 1845	1 550 €	 
Neustadt Galerie	Charles Spindler, Buffet d'angle et horloge marquetées, vers 1904	13 000 €	

			
Achat à l'artiste	Etienne Hubert, *HWK 1918 – 2018*, marqueterie et vidéo, 2018	5 000 €	

DONS

DONATEURE	DESIGNATION DE L'OBJET	VALEUR	APERCU
M. HAMM Gambsheim	- Couronne de mariée de Cecilia Andres (grand-mère du donateur) encadrée, 1907, Stockensohn - livret de famille de M. H. Burgunder et Mme C. Andres, 1907	100 €	

CABINET DES ESTAMPES ET DES DESSINS
ANNEE 2018

ACHATS

VENDEUR	DESIGNATION DE L'OBJET	VALEUR	APERÇU
S.V.V. Osenat	*Portrait du Général Kléber,* Jean-Urbain Guérin	5 500 €	
S.V.V. Millon	*La Cène*, (anonyme allemand d'après Hendrick Goltzius)	1 235 €	
Neustadt Galerie	*Portrait de femme*, Philipp Jakob Loutherbourg	1 000 €	

DONS

DONATEUR	DESIGNATION DE L'OBJET	VALEUR	APERÇU
SAAMS	*Paysage nocturne,* Jean-Daniel Heimlich	800 €	

38

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Passation d'un accord-cadre pour le service d'éditions des musées relatif à des prestations d'impression et de photogravure.

Le service éditions des musées de Strasbourg a mis en place en 2015 un accord-cadre à marchés subséquents pour les prestations d'impression et de photogravure liées à ses publications, pour une durée de deux ans, renouvelable deux fois un an. Cet accord-cadre a globalement donné satisfaction : amélioration des conditions de consultation des prestataires en termes de délais, mise en concurrence vertueuse entre les attributaires, possibilité de varier les critères d'évaluation selon les spécificités des projets.

Le marché arrivant à échéance en septembre 2019, le service éditions des musées de Strasbourg souhaite le relancer pour une nouvelle période de deux ans, renouvelable deux fois un an, sous la forme d'un accord cadre susceptible d'être alloti.

Ce marché couvrira les besoins de prestations de photogravure d'une part et d'impression, reliure et livraison d'autre part pour toutes les publications du service éditions des musées (catalogues d'exposition, guides et catalogues de collection), ainsi que les besoins pour la production de produits dérivés papier (cartes postales, affiches, papeterie). Les besoins en termes de produits dérivés étant amenés à croître au fur et à mesure d'un chantier de réaménagement des points de vente des musées, ils sont difficiles à estimer sur la durée complète du marché. Il est donc proposé de passer le marché sans montant maximum.

L'accord-cadre sera passé selon une procédure d'appel d'offres en application des articles 25 et 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, avec un montant minimum de 30 000 HT et sans montant maximum.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le lancement d'une consultation en vue de la passation d'un accord-cadre relatif à des prestations d'impression et de photogravure des éditions du service des musées, susceptible d'être alloti, selon une procédure formalisée conformément aux articles 25

et 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 pour une durée de deux ans, reconductible deux fois un an pour un montant minimum de 30 000 € HT et sans montant maximum,

décide

l'imputation de la dépense sur les lignes AU12 D, E, F nature 6236,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à lancer la consultation et à signer et exécuter le marché et ses avenants.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

39

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Marché de maintenance technique du Musée d'art moderne et contemporain.

Le marché de maintenance des équipements techniques du Musée d'Art Moderne et Contemporain de Strasbourg (MAMCS), 1 place Jean Hans Arp à Strasbourg, passé en 2016 venant à terme, il s'avère nécessaire de lancer un appel d'offres ouvert pour une durée de 36 mois.

Cet appel d'offres concerne le suivi des installations techniques suivantes subdivisées en 5 lots :

Lot n° 1 : chauffage – climatisation – plomberie – puits, (prix mixte : une partie globale et forfaitaire, une partie à prix unitaire)

Régulation de l'hygrométrie et de la température des salles d'exposition y compris des réserves d'œuvres dans le cadre de la conservation préventive des œuvres.

Lot n° 2 : électricité générale – courant faible – vol – vidéo – GTC (prix global et forfaitaire)

Maintenance de l'éclairage et de tous les organes concernant la sécurité des biens et des personnes dans le cadre d'un ERP.

Lot n° 3 : protection contre la foudre (prix global et forfaitaire)

Contrôle des paratonnerres situés en divers points du bâtiment.

Lot n° 4 : détection incendie (prix global et forfaitaire)

Contrôle des organes de détection contre l'incendie dans l'ensemble du bâtiment.

Lot n° 5 : appareils élévateurs – escalator (prix global et forfaitaire)

Contrôle et maintenance des monte-charges, des ascenseurs et de l'escalator du bâtiment.

La dépense globale estimée est de 310 800 € HT pour la durée du marché.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le lancement d'une consultation en vue de la passation d'un marché public à prix mixte (lot 1) ou forfaitaire (lots 2, 3, 4 et 5) selon une procédure formalisée conformément aux articles 25 et 78 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 pour une durée de 36 mois pour des prestations de maintenance technique du Musée d'Art Moderne et Contemporain réparties selon les lots suivants :

Lot n° 1 : chauffage – climatisation – plomberie – puits
montant estimé à 105 000 € HT pour la durée totale du marché pour les prestations rémunérées à prix forfaitaire
sans minimum ni maximum pour les prestations rémunérées à prix unitaires
Lot n° 2 : électricité générale – courant faible – vol – vidéo
montant estimé à 35 000 € HT (prix forfaitaire) pour la durée totale du marché
Lot n° 3 : protection contre la foudre
montant estimé à 1 800 € HT (prix forfaitaire) pour la durée totale du marché, prix forfaitaire
Lot n° 4 : détection incendie
montant estimé à 45 000 € HT (prix forfaitaire) pour la durée totale du marché
Lot n° 5 : appareils élévateurs – escalator
montant estimé à 24 000 € HT (prix forfaitaire) pour la durée totale du marché

décide

l'imputation de la dépense sur les lignes AU12 I fonction 322 article 6156,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à lancer la consultation et à signer et exécuter le marché et ses avenants.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

40

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Adhésion de la Ville au Pass Culture .

Le Président de la République Emmanuel MACRON a fait du « Pass Culture » un chantier prioritaire dans le secteur culturel. Ce projet porté par le Ministère de la Culture poursuit trois objectifs :

1. faciliter l'accès de tous à la culture,
2. promouvoir la diversité culturelle,
3. favoriser l'autonomie des jeunes face à la culture, en particulier des jeunes âgés de 18 ans.

Il prend la forme d'une application mobile universelle qui sera à la fois un agenda national de référence des offres culturelles géo-localisées, une plateforme de mise en avant d'offres de rencontres et de médiation spécifiques pensées pour les jeunes de 18 ans et de services pour lever les freins d'accès à la culture.

Le « Pass culture » est proposé à chaque résident de 18 ans qui téléchargera l'application dès le jour de son accession à la majorité. Un porte-monnaie électronique sera crédité de 500 € utilisables pour acquérir des biens ou services dans des activités culturelles les plus diverses possibles.

Tous les acteurs culturels, publics ou privés, physiques ou numériques, et tous les champs culturels pourront proposer des offres sur le Pass Culture : spectacle vivant (théâtre, concerts, cirque …), pratiques artistiques, découverte du patrimoine, livres, musique (CD ou streaming), cinéma en salle, en DVD ou en VOD/SVOD, presse, jeux-vidéo, etc.

Une phase d'expérimentation a démarré le 1e février dernier auprès de 10 000 jeunes habitant dans les cinq départements test choisis pour couvrir une variété de situations géographiques, sociales, ou d'intensité d'offres culturelles : la Seine Saint-Denis, la Guyane, l'Hérault, le Finistère et le Bas-Rhin.

2 300 jeunes Bas-rhinois - soit environ 15 % de la population locale des jeunes de 18 ans, tirés au sort selon plusieurs critères : citadins/ruraux, niveau de diplôme, statut (scolarisés/ non scolarisés) participent à cette phase de test. Ils sont à 80 % citadins et 20 % ruraux.

Les offres présentées par les structures culturelles en régie, ou associatives sont remboursées à 100 %. Ces conditions sont particulièrement favorables pour encourager un maximum d'acteurs à participer à la phase d'expérimentation. Des ajustements seront

réalisés à la fin de l'expérimentation et tiendront compte des comportements observés. Le remboursement à 100 % devrait rester acquis pour les structures en régie municipale ainsi que les associations à l'issue de la phase d'expérimentation.

L'adhésion de la Ville au dispositif n'aura donc pas d'incidence sur le budget des services en régie puisque chaque offre payante sera remboursée au tarif affiché.

Le principe du « Pass Culture » s'inscrit dans la politique culturelle de la ville de Strasbourg notamment au regard des objectifs d'élargissement et de diversification des publics de la culture. Les structures culturelles en régie pourront ainsi valoriser les offres les plus à même de toucher ce public, voire de créer des offres spécialement étudiées pour ce public, en les proposant sur la plateforme numérique.

La Ville est invitée à adhérer au Pass Culture afin de permettre aux structures culturelles en régie de proposer des offres gratuites ainsi que des billets payants et d'obtenir pour ces derniers leur remboursement. Sont ainsi concernés :

- l'Orchestre philharmonique de Strasbourg,
- le TAPS,
- le Centre chorégraphique,
- le Shadok,
- le Conservatoire,
- les musées,
- les archives municipales,
- les médiathèques municipales.

Le Pass Culture sera par ailleurs compatible avec la Carte Culture réservée aux étudiants et la Carte Atout voire pour les jeunes eurométropolitains de 11 à 25 ans qui payeront ainsi toujours leurs places de spectacle au prix de 6 € mais en utilisant les crédits disponibles sur leur application.

Avant la mise en place du dispositif et la mise en ligne d'offres payantes impliquant un remboursement par la structure gestionnaire du Pass Culture, il est nécessaire que le conseil municipal se prononce sur les Conditions Générales d'Utilisation (CGU) destinées aux professionnels.

Les CGU définissent le périmètre de l'offre éligible (musées, spectacle vivant, cours ou ateliers de pratique artistique et culturelle, cinéma, audiovisuel, musique, livre, presse, évènements…) et régissent le conventionnement par l'association Pass Culture, éditeur du Pass culture et les offreurs dans le cadre de leur utilisation du site Pass Culture Pro.
Elles prévoient que l'offreur pourra, grâce à son numéro SIREN s'inscrire gratuitement sur la Plateforme.

L'éditeur valide les créations de compte et vérifie la validité des offres publiées au regard des CGU, de la politique éditoriale et des missions de services public qui lui sont dévolues.

Les CGU régissent les modalités de réservation et d'achat des offres ainsi que le remboursement des billets.

De manière concrète, les offreurs publient sur la plateforme les offres destinées aux jeunes. Ceux-ci utiliseront l'application pour réserver et payer leur achat en ligne. La réservation génèrera une contremarque sous forme de code alphanumérique qui sera transmise à l'offreur. Le jeune peut annuler sa réservation jusqu'à 72 h avant la date de l'évènement. S'il n'y a pas d'annulation ou si le billet est utilisé, le remboursement parviendra à l'offreur.

Les contributions financières seront créditées au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

L'offreur s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur. Il est responsable du bon accomplissement de toutes les formalités administratives, fiscales et/ou sociales et de tous les paiements de cotisations, taxes ou impôts qui lui incombent. Il ne pourra utiliser les données personnelles enregistrées par les usagers sur l'application à d'autres fins que celles prévues dans les conditions générales d'utilisation.

Il garantit l'éditeur qu'il dispose de tous les droits et autorisations nécessaires sur les contenus qu'il diffuse sur la plateforme, que ceux-ci soient licites, ne portent pas atteinte à l'ordre public, aux bonnes mœurs et n'enfreignent aucune disposition législative ou règlementaire.

Ces CGU sont complétées par des annexes qui en font partie intégrante. L'inscription de l'offreur sur la plateforme entraîne l'acceptation expresse et sans réserve des conditions générales. Elles peuvent par ailleurs être modifiées à tout moment par l'éditeur.

Il est proposé que la ville de Strasbourg approuve l'adhésion au « Pass Culture » afin que les structures culturelles municipales puissent proposer leurs offres aux jeunes concernés.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'article L2121-29 du Code général des collectivités territoriales
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'adhésion au dispositif « Pass Culture » et l'utilisation de l'application décidée pour les activités culturelles proposées par les services de la ville de Strasbourg ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conditions générales d'utilisation par les professionnels de l'application « Pass Culture » et tout acte nécessaire à l'utilisation de cette application et à l'encaissement des recettes.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

CGU Professionnels

Conditions générales d'utilisation pour les utilisateurs professionnels

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation (ci-après « CGU ») régissent le conventionnement par la structure pass Culture (ci-après « l'Editeur ») des prestataires de services (ci-après « les Offreurs») dans le cadre de leur utilisation du site Pass Culture Pro (ci-après "la Plateforme"). L'Éditeur et les Offreurs sont ci-après désignés collectivement les « Parties ».

Les CGU sont constituées des présentes, complétées par des annexes qui en font partie intégrante. Les présentes Conditions Générales s'appliquent à tous les Services pass Culture et l'inscription de l'Offreur sur la Plateforme entraîne l'acceptation expresse et sans réserve par celui-ci des présentes Conditions Générales. Sauf convention spéciale avec l'Éditeur, les présentes CGU s'appliquent à l'exclusion de toutes autres conditions et se substituent à tous les autres accords ou conventions antérieurs conclus entre les Parties se rapportant au même objet, étant précisé que les présentes CGU peuvent être modifiées à tout moment par l'Éditeur, les modifications étant portées à la connaissance des Offreurs sur le site pass.culture.fr, au moins un mois avant leur entrée en vigueur sauf s'il s'agit d'une modification légale ou règlementaire. En cas de désaccord sur ces modifications, l'Offreur pourra fermer son compte dans un délai d'un mois à compter de la publication de ces modifications sur le site pass.culture.fr dans les conditions ci-après décrites, et après la clôture des derniers remboursements. A défaut, l'Offreur sera réputé avoir accepté les conditions générales modifiées.

La manière dont sont collectées et utilisées des données à caractère personnel en lien avec l'utilisation de la Plateforme est décrite dans la Charte de protection des données à caractère personnel.

Tout litige ou contestation relatif à l'exécution ou à l'interprétation des présentes CGU qui n'aura pu être réglé à l'amiable entre les parties sera soumis aux tribunaux français compétents.

1. Définitions

Les termes débutant par une majuscule au sein des présentes CGU, qu'ils soient utilisés indifféremment au singulier ou au pluriel, auront, la signification qui leur est donnée ci-après :

"Editeur" : la structure de gestion du pass Culture

"Offreurs" : les acteurs culturels inclus dans le périmètre d'éligibilité et inscrits sur le pass Culture pro susceptibles de faire des propositions artistiques et culturelles sur l'application pass Culture

« Application » désigne l'application web « pass Culture » fournie par l'Éditeur pour être consultée par l'Utilisateur.

« Utilisateur » désigne une personne physique majeure ayant créé un compte sur l'Application.

« Structure » désigne une entité juridique disposant d'un SIREN.

« Établissements » désigne une entité juridique disposant d'un SIRET.

« Lieu » désigne une adresse physique dans laquelle un événement culturel a lieu sans que cette adresse ne corresponde nécessairement à un Etablissement doté d'un SIRET.

« Réservation » désigne une transaction passée entre un Offreur et un Utilisateur *via* l'Application.

« Offre » désigne une unité de contenu éditorial créée par un Offreur et présente sur l'Application. Elle se distingue entre:

- "offre physique": qui donne lieu à un événement physique, un bien matériel ou un abonnement à un bien matériel ;
- "offre numérique" : qui donne lieu à une consultation ou consommation immatérielle.

"Plateforme" désigne l'ensemble pass Culture pro et Application, en l'ensemble de leur fonctionnalités.

2. Eligibilité au Pass Culture Pro

2.1. Conditions d'inscription sur le site

L'inscription sur la Plateforme est gratuite et se fait conformément aux règles fixées dans l'arrêté n°.

2.2. Rattachement de structures et de lieux

Un Offreur peut rattacher des établissements ou des lieux conformément aux règles établies dans l'arrêté n° .

2.3. Condition de publication d'une Offre sur l'Application

Les conditions d'éligibilité de l'offre sont précisées dans l'arrêté n° .

3. Propriété intellectuelle

Les conditions de propriété intellectuelle sont fixées dans l'arrêté n° .

4. Validation, annulation ou modification de la réservation

4.1. Dispositif général

Chaque réservation effectuée *via* l'Application par un Utilisateur génère une contremarque (code alphanumérique unique à 6 caractères).

Un Offreur dont le compte a été validé sur la Plateforme a l'obligation d'accepter la contremarque pass Culture comme preuve de réservation. Chaque Offreur pourra déterminer ses propres modalités d'accès à l'Offre une fois la contremarque générée; si ces modalités entraînent des frais supplémentaires, ils sont à la charge de l'Offreur. A cet effet, l'Editeur transmet à l'Offreur les données personnelles de l'Utilisateur de l'Application strictement nécessaires à l'accès à l'Offre : le nom, le prénom et l'adresse de courrier électronique de l'Utilisateur (cf. Charte de protection des données personnelles).

En cas d'annulation ou de modification de la réservation, l'Offreur s'engage à ne facturer aucun frais à l'Utilisateur.

4.2. Dispositif relatif aux événements

4.2.1. Dispositions générales

Toute contremarque générée pour la réservation d'un événement est transmise automatiquement à l'Offreur.

Une réservation entraîne automatiquement une contremarque dont la validation prouvera la réalisation du service proposé, entraînant le remboursement des Offreurs.
En l'absence d'annulation de la réservation ou de validation express de la contremarque, toute contremarque sera automatiquement validée par l'Éditeur 72h après la fin de l'événement, permettant ainsi le remboursement des Offreurs.

4.2.2. Dispositions relatives aux annulations

L'Utilisateur peut annuler sa réservation jusqu'à 72h avant la date de l'événement. La contremarque est alors réputée annulée. En cas d'annulation par l'Utilisateur dans les délais impartis, l'Offre est de nouveau disponible à la réservation sur l'Application.

Lorsqu'un Offreur décide de modifier ou annuler un événement ou une réservation, celui-ci a l'obligation d'en informer directement, par tous moyens, les Utilisateurs ayant déjà réservé et l'Editeur sous 48h, et de notifier ce changement sur la Plateforme. En cas de modification de la date, de l'horaire ou du lieu de l'événement, l'Utilisateur peut annuler sa commande jusqu'à l'horaire de début de l'événement.

Si l'Offreur annule un événement sans en informer l'Editeur, il s'expose à des sanctions pouvant aller jusqu'à la suppression de son compte et des poursuites judiciaires.

Dans le cadre des événements n'ayant lieu que si les réservations atteignent un nombre prédéterminé à l'avance par l'Offreur, toutes les réservations réalisées sur la plateforme seront

annulées automatiquement 48h avant l'événement si le nombre de places préalablement paramétré par l'Offreur n'est pas atteint. Le nombre de place prédéterminé par l'Offreur et les conditions du présent alinéa doivent figurer explicitement dans l'Offre mise en ligne par l'Offreur.

4.3. Dispositif relatif aux biens culturels physiques et aux cartes d'abonnement

La validation de la contremarque présentée par l'Utilisateur se fait obligatoirement manuellement par l'Offreur sur la Plateforme par la saisine du numéro sur son compte pass Culture pro.
L'Utilisateur dispose de sept jours après émission de la contremarque pour aller chercher le bien culturel ou la carte d'abonnement.
La réservation peut être annulée à la convenance de l'Utilisateur et/ou de l'Offreur dans cette période de sept jours.
Au-delà de ce délai, la réservation est automatiquement annulée, la contremarque étant alors réputée nulle.

Lors d'une annulation, l'Offre est de nouveau disponible sur le pass Culture.

4.4. Dispositif relatif aux offres "en ligne"

La validation de la réservation se fait par l'Offreur sur la Plateforme.
Elle consiste pour l'Utilisateur à saisir la contremarque sur le site partenaire de l'Offreur. A cet effet, l'Application générera un lien de redirection vers l'URL du site partenaire qui aura été communiqué par l'Offreur sur la Plateforme.

La réservation peut être annulée à la convenance de l'Utilisateur et/ ou de l'Offreur jusqu'à sept jours après émission. Au-delà de ce délai, la transaction associée est automatiquement annulée, la contremarque étant alors réputée nulle.

En cas d'annulation par l'Utilisateur, l'Offre est à nouveau disponible à la réservation sur le pass Culture.

5. Modalités de remboursements

5.1. Conditions de détermination des remboursements

Conformément à l'arrêté n° , seules les offres physiques – à l'exception de la Presse - et les livres numériques dont la contremarque aura été validée pourront faire l'objet d'un remboursement.
Ce remboursement sera égal au tarif de l'offre réservée par l'Utilisateur dans la limite cumulée par établissement de 20 000 € par an.

Toute dérogation à ce plafond devra faire l'objet d'une convention spécifique avec l'Éditeur.

5.2. Modalités de versement des remboursements

Pour bénéficier d'un remboursement, l'Offreur devra obligatoirement, et préalablement à la mise en ligne d'Offres, enregistrer ses coordonnées bancaires sur la Plateforme (IBAN/BIC). L'Editeur se réserve le droit de refuser l'enregistrement de celles-ci. Seuls les comptes bancaires domiciliés en France sont autorisés.
Pour remplir les coordonnées bancaires, l'Offreur doit désigner un seul « administrateur ». Cet Administrateur peut seul renseigner les coordonnées bancaires de l'Offreur mais également des établissements rattachés à l'Offreur.
Un seul compte bancaire peut être associé à un Offreur (correspondant à un SIREN) et un seul compte par établissement rattaché (correspondant à un SIRET).
Toute offre publiée avant la validation des coordonnées bancaires de l'Offreur ne pourra faire l'objet d'aucun remboursement.

Le remboursement est crédité par virement toutes les quinzaines au compte du bénéficiaire sur la base de la validation des contremarques (procédures définies *supra*) ayant valeur de réalisation du service proposé.

6. Obligations et responsabilités des parties

6.1. Obligations et responsabilités de l'Offreur

Sans préjudice des autres obligations prévues aux présentes, l'Offreur s'engage à respecter les obligations qui suivent.

L'Offreur s'engage, dans son usage de la Plateforme et les Offres qu'il propose, à respecter les lois et règlements en vigueur et à ne pas porter atteinte aux droits de tiers, aux bonnes moeurs ou à l'ordre public. Il est en outre seul responsable du bon accomplissement de toutes les formalités notamment administratives, fiscales et/ou sociales et de tous les paiements de cotisations, taxes ou impôts de toutes natures qui lui incombent le cas échéant en relation avec son utilisation des Services.

L'Offreur reconnaît avoir pris connaissance des caractéristiques et contraintes, notamment techniques, des services proposés par l'Editeur.

L'Offreur s'engage à faire un usage strictement personnel de la Plateforme. Il s'interdit en conséquence de céder, concéder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre des présentes à un tiers, de quelque manière que ce soit.

L'Offreur s'engage à fournir à l'Éditeur tous les documents, éléments, données et informations nécessaires à la bonne exécution des services proposés par la Plateforme.

Tout Offreur s'interdit de proposer des prestations aux Utilisateurs, par quelque moyen que ce soit autrement que par la publication d'Offres, et notamment par l'intermédiaire de l'adresse de courrier électronique proposée sur la Plateforme et/ou l'Application.

L'Offreur est seul responsable de son utilisation de la Plateforme et notamment des relations qu'il pourra nouer avec les Utilisateurs et des informations qu'il leur communiquera. Il lui appartient d'avoir la prudence et le discernement appropriés dans ces relations et communications.

L'Offreur peut refuser l'entrée d'un Utilisateur à l'événement dans le cadre de ses propres conditions générales d'utilisation et/ou de vente.

L'Offreur garantit à l'Éditeur qu'il dispose de tous les droits et autorisations nécessaires sur les contenus de toute nature (rédactionnels, graphiques, audio, audiovisuels ou autre) qu'il diffuse sur la Plateforme et/ou l'Application. Il s'engage à ce que ces contenus soient licites, n'enfreignent aucune disposition législative ou règlementaire et plus généralement, ne soient aucunement susceptibles de mettre en jeu la responsabilité civile ou pénale de l'Éditeur.
L'Offreur s'interdit de diffuser via la Plateforme, notamment et sans que cette liste soit exhaustive : des offres aux contenus pornographiques, obscènes, indécents, choquants ou inadaptés à un public familial, diffamatoires, injurieux, violents, racistes, xénophobes ou révisionnistes ; des contenus contrefaisants ; des contenus attentatoires à l'image d'un tiers ; des contenus mensongers, trompeurs ou proposant ou promouvant des activités illicites, frauduleuses ou trompeuses ; des contenus informatiquement nuisibles aux systèmes informatiques de tiers ; et plus généralement tout contenu susceptible de porter atteinte aux droits de tiers ou d'être préjudiciable à des tiers, de quelque manière et sous quelque forme que ce soit selon l'atteinte définie par la règlementation française.

6.2. Obligations et responsabilités de pass Culture Pro

L'Editeur ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable de la disponibilité technique de sites internet ou d'applications mobiles exploités par des tiers auxquels l'Offreur accèderait par l'intermédiaire de la Plateforme et/ou de l'Application.

L'Éditeur n'endosse aucune responsabilité au titre des contenus, publicités, produits et/ou services disponibles sur de tels sites tiers dont il est rappelé qu'ils sont régis par leurs propres conditions d'utilisation.

L'Éditeur n'est pas responsable des transactions intervenues entre l'Offreur et un éventuel partenaire vers lequel l'Offreur serait orienté par l'intermédiaire de la Plateforme et/ou de l'Application et ne saurait en aucun cas être partie à quelques litiges éventuels que ce soit avec ces tiers concernant notamment la livraison de produits et/ou services, les garanties, déclarations et autres obligations quelconques auxquelles ces tiers sont tenus.

L'Offreur reconnaît et accepte par ailleurs que l'Éditeur pourra proposer à ses partenaires techniques l'intégration d'une API à ses services.

Enfin, l'Éditeur n'est pas responsable de l'identité des Utilisateurs de l'Application.

7. Durée, Résiliation et Suspension d'un compte pass Culture Pro

L'Offreur a l'obligation d'informer l'Editeur de tout changement de situation pendant la durée d'utilisation de la Plateforme : changement de coordonnées bancaires, de données d'identification administrative, etc.
et devra notifier à l'Éditeur toute opération non autorisée ou mal exécutée au plus tard 30 jours ouvrables maximum après la réalisation de celle-ci.

La résiliation d'un compte sur la Plateforme peut être à tout moment demandée par l'Offreur, qui adresse un courriel à l'adresse suivante : pass@culture.gouv.fr .

La fermeture d'un compte pourra prendre effet après examen des activités de l'Offreur enregistrées sur la Plateforme et après remboursement complet de toutes les réalisations du service proposé. Dans le cas où le compte de l'Offreur afficherait des réservations en cours pour des dates ultérieures à la fermeture du compte, la suppression de son compte entraînerait immédiatement l'annulation de ces réservations et le non-versement par l'Éditeur des remboursements auxquels les Offres ayant fait l'objet de réservation étaient éligibles.

L'Editeur se réserve le droit de supprimer tout Compte, Structure, Etablissement, Lieu ou Offre créé sur la Plateforme s'il ne le jugeait pas conforme aux objectifs poursuivis dans le décret n°, à l'arrêté n° et aux présentes conditions d'utilisation. Il en informe alors l'Offreur dans un délais de 15 jours. Sous réserve de la licité des Offres proposées par l'Offreur et de l'absence de fraude avérée, celles-ci sont remboursées à l'Offreur avant la fermeture de son compte si elles ont donné lieu à la réalisation du service proposé ; dans le cas contraire elles sont réputées nulles et ne donnent lieu à aucun remboursement.
Après suppression, l'adresse de courrier électronique, le SIREN ou le SIRET respectivement associé au compte, à la structure ou au lieu ne seront plus autorisés sur la Plateforme.

41

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Attribution de subventions aux écoles de musique associatives : aides financières pour la pratique des élèves les plus défavorisés et aides aux projets.

La pratique musicale en amateur tient une place importante à Strasbourg et fait partie du quotidien de nombreux concitoyens qui partagent leur passion avec leur entourage ou avec leurs proches. Le réseau associatif des écoles de musique y contribue fortement en offrant un cadre d'exercice centré sur l'apprentissage et sur l'épanouissement des élèves dans une pratique loisir. Ce réseau participe à la dynamique culturelle de la Ville et de ses quartiers. Pour l'année scolaire 2018 – 2019, les écoles de musique de Strasbourg enseignent l'art à près de 4 000 élèves.

Depuis plus de 40 ans, la ville de Strasbourg apporte son soutien aux écoles de musique par une politique volontaire de subventionnement et d'accompagnement.

Le soutien de la ville de Strasbourg pour les écoles de musique se décline en trois modes de subventionnement :

- une subvention dite « subvention socle » pour le fonctionnement général des écoles de musique. Cette subvention a été votée au conseil municipal de décembre 2018. Elle est désormais versée en une seule fois,

- une subvention pour favoriser la pratique d'élèves strasbourgeois les plus défavorisés, présentant un coefficient familial inférieur ou égal à 750,

- une subvention pour les aides aux projets afin d'accompagner les écoles à favoriser des dynamiques territoriales, à mener des actions en direction d'un public éloigné, à participer à des projets structurants portés par la Ville et plus largement des projets partenariaux.

La présente délibération propose le versement de subventions pour les écoles de musique dans le cadre des aides financières pour la pratique des élèves les plus défavorisés et des subventions pour des projets spécifiques.

Pour les aides financières concernant les élèves les plus défavorisés :

Le montant de l'aide financière concerne les familles ayant un coefficient familial inférieur ou égal à 750 selon la répartition ci-dessous :

- 250 € d'aide pour un élève dont le coefficient familial est entre 0 et 350,
- 210 € d'aide pour un élève dont le coefficient familial est entre 351 et 550,
- 190 € d'aide pour un élève dont le coefficient familial est entre 551 et 750.

Le montant ne peut excéder 90 % des frais d'écolage.

Pour bénéficier de l'aide financière, l'élève renseigne un formulaire de demande d'aide et présente une attestation de quotient familial. Sur la base de ces éléments les frais d'inscription demandés par l'école sont réduits selon le barème donné. La différence est ensuite compensée par la subvention versée par la ville à l'école de musique concernée.

Dans le cadre des crédits inscrits au budget 2019 de la Ville, il est proposé d'allouer les subventions suivantes aux écoles de musique, au titre des aides financières pour la pratique des élèves les plus défavorisés :

Ecole de musique	Nombre d'élèves éligibles à une aide financière	Montant octroyé au titre des aides financières pour les élèves défavorisés
ECOLE DE MUSIQUE SAINT THOMAS	55	11 312 €
ASSOCIATION DU CSC FOSSE DES TREIZE	2	400 €
ARES –Association des résidents de l'Esplanade de Strasbourg	68	14 300 €
ECOLE DE MUSIQUE DE POLE SUD	57	9 841 €
ADEMSC – Association pour le Développement de l'Ecole de Musique de Strasbourg Centre	35	7 450 €
CEMC ROBERTSAU	11	2 350 €
LE PELICAN MUSICIEN	5	1 045 €
ASSOCIATION MUSICALE ET CULTURELLE DE CRONENBOURG	49	10 110 €
ECOLE DE MUSIQUE DE L'HARMONIE CAECILIA 1880 DE LA ROBERTSAU	0	0 €
ASSOCIATION MUSICALE ET CULTURELLE DE NEUHOF-STOCKFELD	7	1 308 €
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE HAUTEPIERRE – LE GALET	87	17 463 €
CENTRE MUSICAL DE LA KRUTENAU	47	9 774 €
ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN	64	13 282 €
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	113	23 614 €
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIOCUTUREL DE NEUDORF	22	4 531 €
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE L'ELSAU	34	6 659 €

ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE LA MONTAGNE VERTE	4	800 €
Total	660	134 239 €

Pour les aides aux projets, 9 écoles de musique ont présenté des projets. Nous proposons le soutien de 14 projets pour un total de 21 395 €.

Dans le cadre des crédits inscrits au budget 2019 de la Ville, il est proposé d'allouer les subventions suivantes, au titre des aides aux projets :

Ecole de musique	Projet	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant total/ école
ADEMSC – Association pour le Développement de l'Ecole de Musique de Strasbourg Centre	Musiques actuelles en live : concert au camionneur	1 200 €	1 200 €	2 300 €
	Les pianistes accompagnent les cordes et les vents : 2 concerts	1 100 €	1 100 €	
ASSOCIATION MUSICALE ET CULTURELLE DE NEUHOF-STOCKFELD	Réalise ton ciné-concert	1 155 €	1 000 €	1 000 €
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE LA MONTAGNE VERTE	Soirée cabaret : la tour de Babel : 6 avril 2019	1 000 €	1 000 €	3 000 €
	Fête de quartier 22 juin 2019	1 000 €	1 000 €	
	Florilège médiéval : concert de saison des écoles de musique : 8 juin 2019	1 000 €	1 000 €	
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	A la conquête de l'Est : rencontre inter-orchestres du Grand Est	3 400 €	3 400 €	3 400 €
ECOLE DE MUSIQUE SAINT THOMAS	Concert participatif « Chœurs de cinéma » : participation de la classe de chorale	625 €	625 €	625 €
LE PELICAN MUSICIEN	Concert participatif « Chœurs de cinéma » : participation de la	1 500 €	625 €	625 €

	classe de formation musicale			
ARES –Association des résidents de l'Esplanade de Strasbourg	Concert participatif « Chœurs de cinéma » : participation de la classe de formation musicale	625 €	625 €	625 €
ASSOCIATION MUSICALE ET CULTURELLE DE CRONENBOURG	Concert participatif « Chœurs de cinéma » : répétitions mensuelles pour adultes en plus des ateliers à l'Opéra	1 860 €	1 320 €	8 320 €
	Jazz A Cro : création d'une scène amateurs – saison des écoles de musique	5 940 €	5 000 €	
	Concerts à la maison de retraite de Bethleem : un dimanche par mois d'octobre à juin	2 700 €	2 000 €	
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIOCUTUREL DE NEUDORF	Journée de rencontres chorales « A pleine voix » saison des écoles de musique et concert de Printemps	2 181 €	1 500 €	1 500 €
Total	14 projets	25 286 €	21 395 €	21 395 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution des subventions ci-après :

- *au titre de l'exercice 2019 à hauteur de 134 239 € pour les aides financières pour la pratique des élèves les plus défavorisés :*

Ecole de musique	*Nombre d'élèves éligibles à une aide financière*	*Montant octroyé au titre des aides financières pour les élèves défavorisés*
ECOLE DE MUSIQUE SAINT THOMAS	*55*	*11 312 €*
ASSOCIATION DU CSC FOSSE DES TREIZE	*2*	*400 €*
ARES –Association des résidents de l'Esplanade de Strasbourg	*68*	*14 300 €*
ECOLE DE MUSIQUE DE POLE SUD	*57*	*9 841 €*
ADEMSC – Association pour le Développement de l'Ecole de Musique de Strasbourg Centre	*35*	*7 450 €*
CEMC ROBERTSAU	*11*	*2 350 €*
LE PELICAN MUSICIEN	*5*	*1 045 €*
ASSOCIATION MUSICALE ET CULTURELLE DE CRONENBOURG	*49*	*10 110 €*
ECOLE DE MUSIQUE DE L'HARMONIE CAECILIA 1880 DE LA ROBERTSAU	*0*	*0 €*
ASSOCIATION MUSICALE ET CULTURELLE DE NEUHOF-STOCKFELD	*7*	*1 308 €*
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE HAUTEPIERRE – LE GALET	*87*	*17 463 €*
CENTRE MUSICAL DE LA KRUTENAU	*47*	*9 774 €*
ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN	*64*	*13 282 €*
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	*113*	*23 614 €*
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIOCUTUREL DE NEUDORF	*22*	*4 531 €*
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE L'ELSAU	*34*	*6 659 €*
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE LA MONTAGNE VERTE	*4*	*800 €*
Total	*660*	*134 239 €*

Les crédits nécessaires, sont inscrits au budget primitif de la ville de Strasbourg sous la fonction 311, nature 6574, activité CU01B au titre de l'exercice 2019, dont le disponible avant le présent Conseil est de 425 866 €.

- *au titre de l'exercice 2019 à hauteur de 21 395 € pour les aides aux projets des écoles de musique*

Ecole de musique	*Projet*	*Montant sollicité*	*Montant octroyé*	*Montant total/ école*

ADEMSC – Association pour le Développement de l'Ecole de Musique de Strasbourg Centre	*Musiques actuelles en live : concert au camionneur*	*1 200 €*	*1 200 €*	*2 300 €*
	Les pianistes accompagnent les cordes et les vents : 2 concerts	*1 100 €*	*1 100 €*	
ASSOCIATION MUSICALE ET CULTURELLE DE NEUHOF-STOCKFELD	*Réalise ton ciné-concert*	*1 155 €*	*1 000 €*	*1 000 €*
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE LA MONTAGNE VERTE	*Soirée cabaret : la tour de Babel : 6 avril 2019*	*1 000 €*	*1 000 €*	*3 000 €*
	Fête de quartier 22 juin 2019	*1 000 €*	*1 000 €*	
	Florilège médiéval : concert de saison des écoles de musique : 8 juin 2019	*1 000 €*	*1 000 €*	
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	*A la conquête de l'Est : rencontre inter-orchestres du Grand Est*	*3 400 €*	*3 400 €*	*3 400 €*
ECOLE DE MUSIQUE SAINT THOMAS	*Concert participatif « Chœurs de cinéma » : participation de la classe de chorale*	*625 €*	*625 €*	*625 €*
LE PELICAN MUSICIEN	*Concert participatif « Chœurs de cinéma » : participation de la classe de formation musicale*	*1 500 €*	*625 €*	*625 €*
ARES –Association des résidents de l'Esplanade de Strasbourg	*Concert participatif « Chœurs de cinéma » : participation de la classe de formation musicale*	*625 €*	*625 €*	*625 €*
ASSOCIATION MUSICALE ET CULTURELLE DE CRONENBOURG	*Concert participatif « Chœurs de cinéma » : répétitions mensuelles pour adultes en plus des ateliers à l'Opéra*	*1 860 €*	*1 320 €*	*8 320 €*
	Jazz A Cro : création d'une scène amateurs	*5 940 €*	*5 000 €*	

	– saison des écoles de musique			
	Concerts à la maison de retraite de Bethleem : un dimanche par mois d'octobre à juin	*2 700 €*	*2 000 €*	
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIOCUTUREL DE NEUDORF	*Journée de rencontres chorales « A pleine voix » saison des écoles de musique et concert de Printemps*	*2 181 €*	*1 500 €*	*1 500 €*
Total	*14 projets*	*25 286 €*	*21 395 €*	*21 395 €*

Les crédits nécessaires, sont inscrits au budget primitif de la ville de Strasbourg sous la fonction 311, nature 6574, activité CU01B au titre de l'exercice 2019, dont le disponible avant le présent Conseil est de 425 866 €.

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières relatives à ces subventions.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

42

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Développement de la lecture et des animations autour du livre dans la bibliothèque de la maison d'arrêt de Strasbourg.

La Maison d'arrêt de Strasbourg, le Service pénitentiaire d'insertion et de probation du Bas-Rhin, la ville de Strasbourg, la Direction régionale des affaires culturelles et l'Unité pédagogique régionale du Grand-Est souhaitent s'associer pour développer et encourager l'accès à la lecture et accompagner une politique d'animation autour du livre au sein de la Maison d'arrêt de Strasbourg.

Ce partenariat s'inscrit pleinement dans l'esprit de la charte des bibliothèques de 1991 qui considère que « la médiathèque est un service public qui a pour mission d'être accessible à tous : aucun citoyen ne doit en être exclu du fait de sa situation personnelle ».

Aussi, la ville de Strasbourg propose la collaboration de son réseau de médiathèques et l'intervention de ses professionnels pour les missions suivantes :

- la diffusion des informations liées à ses actions culturelles auprès des représentants de la Maison d'arrêt et ce, le plus en amont possible. La Maison d'arrêt pourra alors solliciter les intervenants pour leur proposer des prestations supplémentaires au sein de leur établissement ;

- les échanges professionnels : conseils de lecture et échanges de pratiques entre les professionnels des médiathèques et les accompagnants pénitentiaires.

Par ailleurs, la ville de Strasbourg s'engage à verser à la Maison d'arrêt une subvention à hauteur de 1 500 € par an, dédiée exclusivement à l'acquisition d'ouvrages et/ou de supports de lecture publique, sous réserve du vote annuel par le Conseil des crédits équivalents.

Enfin, la présente délibération propose d'approuver la convention qui encadre l'attribution de la subvention mentionnée et les engagements respectifs de chacun des partenaires du projet.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le partenariat entre la Ville, la Maison d'arrêt de Strasbourg, le Service pénitentiaire d'insertion et de probation du Bas-Rhin, la Direction régionale des affaires culturelles et l'Unité pédagogique régionale du Grand-Est ;

décide

le versement d'une subvention de 1 500 € à la Maison d'arrêt de Strasbourg sur l'imputation de la dépense sur la ligne budgétaire suivante AU14C-321-65731, l'année de signature de la convention, ainsi que les deux années qui suivent, sous réserve du vote par le Conseil des crédits équivalents ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention de partenariat avec la Maison d'arrêt de Strasbourg, le Service pénitentiaire d'insertion et de probation du Bas-Rhin, la Direction régionale des affaires culturelles et l'Unité pédagogique régionale du Grand-Est.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

CONVENTION EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DE LA LECTURE ET DES ANIMATIONS AUTOUR DU LIVRE DANS LA BIBLIOTHÈQUE DE LA MAISON D'ARRET DE STRASBOURG

Entre la ville de Strasbourg
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex
représentée par son Maire, M. Roland RIES

Et le Service pénitentiaire d'insertion et de probation,
171 rue du général de Gaulle
67300 SCHILTIGHEIM
représenté par sa directrice, Mme Marie-Josée DIETRICH

Et la Maison d'arrêt de Strasbourg
6 rue Engelmann
BP 10025
67035 STRASBOURG Cedex 2
représentée par sa directrice, Mme Cathy CHRISTOPHE

Et la Direction régionale des affaires culturelles
Palais du Rhin
2, place de la République
67082 Strasbourg Cedex
représentée par sa directrice, Mme Christelle CREFF WALRAVENS

Et l'Unité pédagogique régionale du Grand-Est
19 rue Eugène Delacroix, BP 16
67035 Strasbourg Cedex 2
représentée par son proviseur, M. Rémy BORDES

La Maison d'arrêt de Strasbourg, le Service pénitentiaire d'insertion et de probation du Bas-Rhin, la ville de Strasbourg, la Direction régionale des affaires culturelles et l'Unité pédagogique régionale du Grand-Est s'associent pour développer et encourager l'accès à la lecture et accompagner une politique d'animation autour du livre au sein de la Maison d'arrêt de Strasbourg.

Cette convention s'inscrit dans la politique commune développée par le ministère de la Culture et le ministère de la Justice, par les protocoles d'accord du 25/01/1986, du 15/01/1990 et du 30/03/2009, de la circulaire du 14/12/1992 relative aux bibliothèques et aux pratiques de lecture et de la circulaire du 03/05/2012 relative à la mise en œuvre des projets culturels destinés aux personnes placées sous main de justice. L'action culturelle s'intègre en effet dans le processus global de réinsertion.

La présente convention est une charte d'action pour ses signataires. Sa mise en œuvre doit permettre de faire de la bibliothèque de la Maison d'arrêt de Strasbourg un équipement ouvert à toutes les personnes détenues pour l'éducation du plus grand nombre.
Elle doit matérialiser, conformément aux règles pénitentiaires européennes (28-5 et 28-6), l'accès au droit à la culture :

- Règle 28-5 : chaque établissement doit disposer d'une bibliothèque destinée à tous les détenus, disposant d'un fonds satisfaisant de ressources variées, à la fois récréatives et éducatives, de livres et d'autres supports ;
- Règle 28-6 : partout où cela est possible, la bibliothèque de la prison devrait être organisée avec le concours des bibliothèques publiques.

Article 1
La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre du partenariat et les conditions dans lesquelles la ville de Strasbourg, à travers son réseau de médiathèques, l'administration pénitentiaire, représentée par le Service pénitentiaire d'insertion et de probation du Bas-Rhin et la Maison d'arrêt de Strasbourg, la Direction régionale des affaires culturelles et l'Unité pédagogique régionale, entendent développer la lecture pour les personnes détenues.
Les partenaires contractants conviennent d'unir leurs efforts pour assurer le fonctionnement pérenne de la bibliothèque de la Maison d'arrêt.

Article 2
La ville de Strasbourg propose la collaboration de son réseau de médiathèques et l'intervention de ses professionnels pour les missions suivantes :
- la diffusion des informations liées à ses actions culturelles auprès des représentants de la Maison d'arrêt et ce, le plus en amont possible. La Maison d'arrêt pourra alors solliciter les intervenants pour leur proposer des prestations supplémentaires au sein de leur établissement ;
- les échanges professionnels : conseils de lecture et échanges de pratiques entre les professionnels des médiathèques et les accompagnants pénitentiaires.

Par ailleurs, la ville de Strasbourg s'engage à verser à la Maison d'arrêt une subvention à hauteur de 1 500 € par an, dédiée exclusivement à l'acquisition d'ouvrages et/ou de supports de lecture publique, sous réserve de l'inscription de la dépense au budget de la ville.
A tout moment, la ville pourra réclamer le détail de l'utilisation de la subvention versée aux services de la Maison d'arrêt de Strasbourg.

Article 3
Le Service pénitentiaire d'insertion et de probation du Bas-Rhin s'engage à :
- assurer le financement régulier des acquisitions d'ouvrages par l'affectation de crédits propres,
- faciliter la mise en relation des partenaires culturels dans le cadre de ses actions au sein de la Maison d'arrêt de Strasbourg.

Article 4
La Maison d'arrêt de Strasbourg s'engage à :
- assurer de manière régulière l'accès direct des personnes détenues à la bibliothèque, dans les limites des contraintes de sécurité ;
- mettre à la disposition de la bibliothèque de la Maison d'arrêt deux détenus classés « bibliothécaires » conformément au profil de poste ;
- impliquer les services concernés de la Maison d'arrêt pour assurer la récupération des documents, notamment lors du transfert ou de la libération du détenu lecteur ;
- faciliter la mise en œuvre d'animations autour du livre et de la lecture ;
- entretenir et aménager la bibliothèque de la Maison d'arrêt ;
- assurer la maintenance et l'entretien du matériel informatique nécessaire, par l'intermédiaire du correspondant local informatique de la Maison d'arrêt, ainsi que les fournitures de consommables.

Article 5
La Direction régionale des affaires culturelles s'engage à :
- favoriser la mise en œuvre d'une politique de lecture publique innovante ;
- accompagner les actions culturelles autour du livre, de la lecture et de l'image au sein de la Maison d'arrêt.

Article 6
L'Unité pédagogique régionale s'engage à mettre à disposition de la Maison d'arrêt, dans le respect de ses autres missions régionales, le professeur documentaliste régional pour :

- mettre en œuvre les actions décidées par l'établissement ;
- monter des dossiers de subvention ;
- informer régulièrement les personnes détenues sur les activités et le fonctionnement de la bibliothèque ;
- organiser des animations autour du livre ;
- collaborer avec les autres intervenants culturels ainsi qu'avec les enseignants de l'Unité locale d'enseignement ;
- rédiger un bilan annuel des actions entreprises autour du livre et de la lecture avec les partenaires concernés ;
- partager les informations dans le cadre du réseau régional des bibliothèques pénitentiaires.

Article 7
La convention est conclue pour une durée d'un an à compter de la date de signature par l'ensemble des partenaires.

La convention peut être tacitement reconduite pour la même durée dans la limite de deux reconductions.

Elle peut être modifiée chaque année à l'occasion de la réunion annuelle des différents signataires.

Article 8
Elle pourra être résiliée, à tout moment par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de trois mois.

A .....
(Fait en 5 exemplaires originaux)

Adjointe au Maire
de la ville de Strasbourg

Camille GANGLOFF

La directrice régionale
des affaires culturelles d'Alsace

Christelle CREFF-WALRAVENS

La directrice du Service d'insertion
et de probation du Bas-Rhin

Marie-Josée DIETRICH

Le proviseur
de l'Unité régionale d'enseignement

Rémy BORDES

Le directrice
de la Maison d'arrêt de Strasbourg

Cathy CHRISTOPHE

CONSEIL MUNICIPAL 25 MARS 2019 – Point n°42

Développement de la lecture et des animations autour du livre dans la bibliothèque de la maison d'arrêt de Strasbourg.

Pour	
51	**AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHALCK-Elsa, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, MENAD-Zaza, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, SCHMITT-Michael**
Contre	
0	
Abstention	
0	

43

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Attribution de bourses d'études municipales et de prix pour l'année 2018/2019 aux élèves du Conservatoire de Strasbourg.

Les élèves du Conservatoire, résidant à Strasbourg, et suivant un cursus complet au sein de l'établissement (initiation / éveil, cycles 1 et 2, cycle d'orientation amateur, cycle d'orientation professionnelle, préparation à l'enseignement supérieur) ont pu déposer une demande de bourse municipale pour l'année scolaire 2018/2019.

Ces bourses sont destinées à couvrir tout ou partie des frais d'inscription ainsi que toutes les dépenses annexes liées à leurs études (achat, location ou entretien d'un instrument, de partitions, de livres, d'accessoires, etc.).

Les critères d'attribution des bourses pour l'année 2018/2019 sont :

1) Un quotient familial correspondant au barème suivant :

Quotient familial	**Montant de la bourse**
Supérieur à 751	0 €
De 651 à 750	75 €
De 551 à 650	125 €
De 451 à 550	175 €
Inférieur à 450	225 €

2) Un avis favorable du Directeur et de l'équipe pédagogique au vu du parcours scolaire de chaque élève et des appréciations des professeurs.

84 dossiers ont satisfait aux critères d'attribution retenus et les propositions d'attribution s'établissent comme suit :

Bourses à 75 €	12
Bourses à 125 €	14
Bourses à 175 €	14
Bourses à 225 €	44
TOTAL	84

Soit une enveloppe totale de **15 000 €**.

Par ailleurs, il est proposé au Conseil municipal d'attribuer un prix s'élevant à 1 000 € dénommé « Prix de la ville de Strasbourg » à l'élève du Conservatoire qui aura obtenu un maximum de récompenses en Cycle d'Orientation Professionnelle (COP) au cours de l'année scolaire 2018/2019.

D'autre part, il est proposé d'attribuer le « Prix Pierre Pflimlin » s'élevant également à 1 000 € à l'élève du Conservatoire ayant obtenu la meilleure récompense dans les disciplines d'interprétation instrumentale, chorégraphique ou théâtrale au cours de l'année scolaire 2018/2019.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'allocation pour l'année 2018/2019 de bourses d'études selon la répartition suivante :

- *44 bourses à 225 €*
- *14 bourses à 175 €*
- *14 bourses à 125 €*
- *12 bourses à 75 €*

autorise

l'attribution des récompenses 2018/2019 suivantes :

- *le prix de la ville de Strasbourg de 1 000 € à l'élève du Conservatoire ayant obtenu un maximum de récompenses en Cycle d'Orientation Professionnelle (COP) au cours de l'année 2018/2019,*
- *le prix Pierre Pflimlin de 1 000 € à l'élève du Conservatoire ayant obtenu la meilleure récompense dans les disciplines d'interprétation instrumentale, chorégraphique ou théâtrale au cours de l'année 2018/2019,*

décide

l'imputation de la dépense totale de 17 000 € est la nature 6714 – fonction 311, CRB AU15B du Budget Primitif 2018 dont le montant disponible avant le présent Conseil est 17 000 €,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à désigner les lauréats du « Prix de la ville de Strasbourg » et du « Prix Pierre Pflimlin » et attribuer les récompenses afférentes au vu des décisions propositions par le directeur du Conservatoire de Strasbourg.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

44

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Versement de subventions à diverses associations et manifestations sportives strasbourgeoises.

Dans le cadre de sa politique sportive, la ville de Strasbourg a adopté lors du Conseil municipal du 21 mars 2016 une nouvelle charte des sports. Celle-ci prévoit ainsi différents dispositifs et modalités pour soutenir les initiatives des associations sportives présentant un intérêt local (soutien à l'organisation de manifestations, soutien aux charges locatives des associations, soutien à l'acquisition de matériel…)

Au vu des dossiers réceptionnés par la Ville, il est proposé d'allouer une aide financière d'un montant total de **12 500 €** aux associations sportives ci-dessous, en soutien à l'organisation de manifestations sportives :

ASPTT Strasbourg Soutien à l'organisation, au mois de mars 2019 à Strasbourg, dans le cadre de la journée des droits des femmes, d'une nouvelle édition du « sport donne des elles », manifestation qui consiste à faire découvrir la pratique sportive aux femmes	**1 000 €**
Cercle d'Escrime de Strasbourg Soutien à l'organisation, les 23 et 24 février 2019 au gymnase Aristide Briand, de la 35e édition des Internationaux d'Epée de Strasbourg	**2 000 €**
Cercle Sportif Saint Michel Soutien à l'organisation, le 8 juin 2019 à Strasbourg, d'une manifestation de tricking (arts martiaux artistiques)	**1 000 €**
Eurométropole Strasbourg Taekwondo Soutien à l'organisation, les 27 et 28 avril 2019 au gymnase de la Rotonde, d'un open international de taekwondo	**3 000 €**
Ligue Régionale de Rugby Grand Est Soutien à l'organisation, le 9 mars 2019 à Strasbourg, d'un match de rugby féminin France/Angleterre moins de 20 ans	**3 000 €**
Strasbourg Université Club Soutien à l'organisation, le 17 mars 2019 au gymnase Aristide Briand, d'une épreuve du Circuit National de Sabre hommes.	**2 500 €**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'allocation de subventions pour un montant total de ***12 500 €*** *réparti comme suit :*

ASPTT Strasbourg *Soutien à l'organisation, au mois de mars 2019 à Strasbourg, dans le cadre de la journée des droits des femmes, d'une nouvelle édition du « sport donne des elles », manifestation qui consiste à faire découvrir la pratique sportive aux femmes*	***1 000 €***
Cercle d'Escrime de Strasbourg *Soutien à l'organisation, les 23 et 24 février 2019 au gymnase Aristide Briand, de la 35e édition des Internationaux d'Epée de Strasbourg*	***2 000 €***
Cercle Sportif Saint Michel *Soutien à l'organisation, le 8 juin 2019 à Strasbourg, d'une manifestation de tricking (arts martiaux artistiques)*	***1 000 €***
Eurométropole Strasbourg Taekwondo *Soutien à l'organisation, les 27 et 28 avril 2019 au gymnase de la Rotonde, d'un open international de taekwondo*	***3 000 €***
Ligue Régionale de Rugby Grand Est *Soutien à l'organisation, le 9 mars 2019 à Strasbourg, d'un match de rugby féminin France/Angleterre moins de 20 ans*	***3 000 €***
Strasbourg Université Club *Soutien à l'organisation, le 17 mars 2019 au gymnase Aristide Briand, d'une épreuve du Circuit National de Sabre hommes.*	***2 500 €***

décide

l'imputation des dépenses sur la ligne budgétaire 415 / 6574 / 8057 / SJ03 B du BP 2019 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 46 000 €

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral

et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

Versement de subventions à diverses associations et manifestations sportives strasbourgeoises
Conseil municipal du 25 mars 2019

Dénomination de l'Association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
ASPTT Strasbourg	Soutien à l'organisation, au mois de mars 2019 à Strasbourg, dans le cadre de la journée des droits des femmes, d'une nouvelle édition du « sport donne des elles », manifestation qui consiste à faire découvrir la pratique sportives aux femmes	1 500 €	1 000 €	-
Cercle d'Escrime de Strasbourg	Soutien à l'organisation, les 23 et 24 février 2019 au gymnase Aristide Briand à Strasbourg, de la 35e édition des Internationaux d'Epée de Strasbourg	4 000 €	2 000 €	2 000 €
Cercle Sportif Saint Michel	Soutien à l'organisation, le 8 juin 2019 à Strasbourg, d'une manifestation de tricking (arts martiaux artistiques)	1 000 €	1 000 €	1 000 €
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	Soutien à l'organisation, les 27 et 28 avril 2019 au gymnase de la Rotonde à Strasbourg, d'un open international de taekwondo	3 000 €	3 000 €	-
Ligue Régionale de Rugby Grand Est	Soutien à l'organisation, le 9 mars 2019 à Strasbourg, d'un match de rugby féminin France/Angleterre moins de 20 ans	3 500 €	3 000 €	-
Strasbourg Université Club	Soutien à l'organisation, le 17 mars 2019 au gymnase Aristide Briand à Strasbourg, d'une épreuve du Circuit National de Sabre hommes	2 500 €	2 500 €	2 500 €

45

Délibération au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Versement de subventions dans le cadre du dispositif des bourses d'aide à la pratique sportive.

La pratique sportive a un rôle majeur à jouer dans le cadre de l'éducation à la citoyenneté. Néanmoins, la pratique sportive à elle seule ne suffit pas à jouer ce rôle. Les clubs doivent ainsi se structurer et former leurs intervenants, pour que la pratique sportive soit l'occasion de l'apprentissage des valeurs et comportements citoyens. Le coût de la pratique sportive a également été identifié comme un frein à l'inscription des jeunes dans les clubs sportifs.

La délibération du 21 mars 2016 portant évolution de la politique sportive par un partenariat renouvelé avec les associations a initié des nouvelles modalités de l'action municipale, parmi lesquelles la création d'une bourse d'aide à la licence sportive. Cette aide a pour objectif principal de lever l'obstacle économique pour les habitants en Quartier prioritaire de la politique de la Ville afin de rendre le sport accessible à une majorité de jeunes Strasbourgeois-es de moins de 18 ans. Attribuée en fonction des revenus familiaux et du lieu de résidence, elle permet à son/sa bénéficiaire d'obtenir un allègement des frais d'adhésion à une association sportive strasbourgeoise partenaire.

De plus, les associations partenaires s'engagent par convention à former leurs encadrants aux valeurs de la République et organiser des actions citoyennes.

Le dispositif a pris toute son envergure pour la saison sportive 2018/2019, avec un élargissement à l'ensemble des Quartiers Politique de la ville de Strasbourg.

Actuellement, 39 associations sportives, représentant 34 disciplines différentes, se sont portées volontaires et ont obtenu la labellisation partenariale, et accueillent les bénéficiaires de la bourse d'aide à la licence sportive.

Le financement de la pratique forme désormais la pierre angulaire d'un dispositif sport citoyen plus global, construit autour de l'accompagnement des acteurs, du renforcement humain et de l'accès au sport. Le projet a fait l'objet d'un soutien financier de 40 000 € de l'Etat au titre des Contrats de Ville.

Rappel des modalités pratiques saison 2018-2019

Les critères d'éligibilité des bénéficiaires pour la saison 2018-2019 :

- habiter un quartier prioritaire politique de la ville de Strasbourg et être âgé-e de moins de 18 ans (au 1er janvier de l'année en cours),

- être (ou les parents) non imposable, avec un quotient familial inférieur ou égal à 720 €,
- s'inscrire dans un club sportif strasbourgeois partenaire, labellisé sport citoyen.

La mécanique du dispositif :

1. Sur présentation de l'attestation délivrée par le service Vie sportive, les bénéficiaires du dispositif obtiennent une remise de 80 € immédiate sur le montant de la cotisation et de la licence, lors de son inscription dans un club sportif partenaire.
2. Les associations reçoivent une subvention de 100 € par jeune bénéficiaire accueilli.

Pour la saison 2018/2019, 1 010 bénéficiaires ont déjà été soutenus. La présente délibération vise ainsi à financer une cinquième partie des bénéficiaires du dispositif, soit 180 nouveaux inscrits, portant le total provisoire à 1 190 jeunes. Il est dès lors proposé d'allouer une aide financière **d'un montant total de 18 000 €** aux associations sportives ci-dessous :

Associations	Disciplines	Nombre de bénéficiaires	Subvention proposée
AS Corona	Boxe	13	1 300 €
AS Elsau Portugais	Football	10	1 000 €
ASPTT Strasbourg	Football, taekwondo, judo, tennis	11	1 100 €
Association Sportive Strasbourg	Football	8	800 €
Boxe Française Strasbourg	Boxe	12	1 200 €
Club Alpin Français	Escalade	4	400 €
Cercle Sportif Meinau	Gymnastique	8	800 €
Cercle Sportif St Michel	Gymnastique	2	200 €
Centre Social et Culturel Victor Schoelcher	Judo	6	600 €
Equitation Pour Tous	Equitation	1	100 €
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	Taekwondo	36	3 600 €
FC Strasbourg Koenigshoffen 06	Football	1	100 €
International Meinau Académie	Football	7	700 €
Joie et Santé Koenigshoffen	Football – basket – karaté	7	700 €
Judo Netsujo Strasbourg Neudorf	Judo	2	200 €
Karaté Club de Cronenbourg	Karaté	4	400 €

Karaté d'Intervention et de Mission Educative Strasbourg	Karaté	1	100 €
La Sportive Neuhof	Gymnastique	19	1 900 €
Société Athlétique Koenigshoffen	Lutte	10	1 000 €
Société de Natation Strasbourg	Natation	2	200 €
Sporting Club Red Star	Football	7	700 €
Strasbourg G.R.S.	Gymnastique rythmique	1	100 €
Strasbourg Volley-ball	Volley-ball	1	100 €
Strasbourg Université Club	Gymnastique	7	700 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement, au titre du dispositif d'aide à la licence sportive, d'une subvention pour chacune des associations sportives référencées ci- dessous pour un montant total de 18 000 €,

Associations	***Disciplines***	***Nombre de bénéficiaires***	***Subvention proposée***
AS Corona	*Boxe*	*13*	*1 300 €*
AS Elsau Portugais	*Football*	*10*	*1 000 €*
ASPTT Strasbourg	*Football, taekwondo, judo, tennis*	*11*	*1 100 €*
Association Sportive Strasbourg	*Football*	*8*	*800 €*
Boxe Française Strasbourg	*Boxe*	*12*	*1 200 €*
Club Alpin Français	*Escalade*	*4*	*400 €*
Cercle Sportif Meinau	*Gymnastique*	*8*	*800 €*
Cercle Sportif St Michel	*Gymnastique*	*2*	*200 €*

Centre Social et Culturel Victor Schoelcher	*Judo*	*6*	*600 €*
Equitation Pour Tous	*Equitation*	*1*	*100 €*
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	*Taekwondo*	*36*	*3 600 €*
FC Strasbourg Koenigshoffen 06	*Football*	*1*	*100 €*
International Meinau Académie	*Football*	*7*	*700 €*
Joie et Santé Koenigshoffen	*Football – basket – karaté*	*7*	*700 €*
Judo Netsujo Strasbourg Neudorf	*Judo*	*2*	*200 €*
Karaté Club de Cronenbourg	*Karaté*	*4*	*400 €*
Karaté d'Intervention et de Mission Educative Strasbourg	*Karaté*	*1*	*100 €*
La Sportive Neuhof	*Gymnastique*	*19*	*1 900 €*
Société Athlétique Koenigshoffen	*Lutte*	*10*	*1 000 €*
Société de Natation Strasbourg	*Natation*	*2*	*200 €*
Sporting Club Red Star	*Football*	*7*	*700 €*
Strasbourg G.R.S.	*Gymnastique rythmique*	*1*	*100 €*
Strasbourg Volley-ball	*Volley-ball*	*1*	*100 €*
Strasbourg Université Club	*Gymnastique*	*7*	*700 €*

décide

L'imputation des dépenses sur le compte 415 / 6574 / 8092 / SJ03 B du Budget Primitif 2019 dont le montant disponible avant le présent conseil s'élève à 32 300 € ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

Conseil municipal du 25 mars 2019

Subventions Bourses d'aide à la pratique sportive

5e versement saison sportive 2018/2019

Associations	Disciplines	Nombre de bénéficiaires	Subvention proposée	Montant total versé saison sportive 2017/2018
AS Corona	Boxe	13	1 300 €	400 €
AS Strasbourg Elsau Portugais	football	10	1 000 €	-
ASPTT Strasbourg	Football, taekwondo, judo, tennis	11	1 100 €	300 €
Association Sportive Strasbourg	Football	8	800 €	1 800 €
Boxe Française Strasbourg	Boxe	12	1 200 €	-
Club Alpin Français	Escalade	4	400 €	-
Cercle Sportif de la Meinau	Gymnastique	8	800 €	3 600 €
Cercle Sportif St Michel	Gymnastique	2	200 €	-
Centre Social et Culturel Victor Schoelcher	Judo	6	600 €	-
Equitation pour Tous	Equitation	1	100 €	-
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	Taekwondo	36	3 600 €	10 200 €
FC Strasbourg Koenigshoffen 06	Football	1	100 €	-
International Meinau Académie	Football	7	700 €	-
Joie et Santé Koenigshoffen	Football – basket - karaté	7	700 €	-
Judo Netsujo Strasbourg Neudorf	Judo	2	200 €	-
Karaté Club de Cronenbourg	karaté	3	300 €	-
Karaté d'Intervention et de Mission Educative Strasbourg	Karaté	1	100 €	-
La Sportive Neuhof	Gymnastique	19	1 900 €	700 €
Sporting Club Red Star	Football	7	700 €	3 300 €
Société de Natation Strasbourg	Natation	2	200 €	1 900 €
Strasbourg G.R.S.	Gymnastique rythmique	1	100 €	300 €
Strasbourg Volley-Ball	Volley-ball	1	100 €	_
Strasbourg Université Club	Gymnastique	7	700 €	-

49

Motion au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Motion : Droits des femmes, santé, environnement : levons le tabou des protections périodiques

Le 8 mars, la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes nous rappelle année après année le flot d'inégalités auxquelles les femmes doivent faire face. Selon un sondage Ifop pour Dons solidaires publié le 19 mars dernier, 1,7 million de femmes manquent aujourd'hui en France de protections hygiéniques au quotidien. Un combat de chaque jour mais également de chaque cycle. Car il en est un qui fait encore trop peu parler de lui tant le sujet est tabou : les inégalités et risques sanitaires liés aux protections menstruelles.

- **Un enjeu de lutte contre la précarité :** Les protections périodiques sont un produit de première nécessité. Pour certaines femmes, cet achat représente une difficulté financière importante. D'après un rapport de l'Unicef et de l'OMS paru en 2015, au moins 500 millions de femmes dans le monde n'ont pas les moyens matériels de gérer dignement leurs règles. Rappelons qu'en France, la TVA qui s'applique à ces produits est passée de 20% à 5.5% en 2016 mais qu'en pratique cette baisse ne s'est pas répercutée sur les prix.

- **Un enjeu de santé publique :** un rapport de l'Anses* publié en juillet 2018, dresse la liste des composés chimiques « préoccupants » dans les serviettes hygiéniques : glyphosate, substances interdites dans l'Union européenne, perturbateurs endocriniens suspectés… Cette enquête a également mis en avant un manque de connaissances des risques et des mesures d'hygiène nécessaires, ainsi qu'un besoin d'information.

- **Un enjeu écologique :** comme d'ailleurs de nombreux produits d'hygiène, les protections périodiques jetables occasionnent un nombre important de déchets non valorisables. Des alternatives au jetable plus saines, écologiques et moins onéreuses existent mais elles sont souvent méconnues (coupes et culottes menstruelles, serviettes lavables) et pas forcément adaptées à des situations de précarité ou de manque d'équipements adéquats (accès à un point d'eau, à une machine à laver etc.).

En France et en Europe, des villes et territoires s'emparent déjà de ces problématiques. A l'échelle locale, le sujet concerne plusieurs compétences municipales : droits des femmes et égalité de genre, santé, action sociale, environnement. La Ville de Strasbourg a pour sa part commencé à engager un travail et une véritable réflexion sur le sujet à travers le développement de plusieurs initiatives. Par exemple, la Ville met en place des boîtes à dons de protections périodiques au sein de la collectivité et une collecte en lien avec l'association « Règles Elémentaires » avait été organisée lors du dernier Marché de Noël OFF.

Par la présente motion, la Ville de Strasbourg s'engage, en partenariat avec les associations et acteurs concernés, à élaborer un plan d'actions et notamment :

- à contribuer aux actions pédagogiques et de communication relatives aux protections périodiques : campagne d'information, ateliers et événements sur les questions sanitaires et d'hygiène, et sur les différents types de protection ;

- à faciliter l'installation des boîtes à dons, organiser la collecte et la redistribution vers toutes les femmes en difficulté et envisager des aides directes par la Ville ;

- à soutenir le développement d'alternatives saines et écologiques au niveau national comme au niveau local et interpeller les pouvoirs publics à tous les échelons sur ces problématiques.

*Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019

50

Motion au Conseil Municipal du lundi 25 mars 2019

Motion de soutien pour le déstockage intégral des déchets ultimes de Stocamine

En 1997, le Préfet du Haut Rhin a autorisé la société STOCAMINE à exploiter un centre de stockage de déchets industriels ultimes au droit de l'ancienne mine de potasse Joseph ELSE sur la commune de Wittelsheim, dans le Haut-Rhin. Ce stockage était prévu pour une durée de trente ans et dans des conditions réversibles.

Entre 1998 et 2002, 44 000 tonnes de déchets ultimes ont été stockées dans des galeries à 550 mètres de profondeur, contenant notamment de l'arsenic et de l'amiante. Un incendie déclaré dans la mine en septembre 2002 a stoppé les opérations de stockage.

Par la suite, le Préfet du Haut-Rhin a signé le 23 mars 2017 un arrêté préfectoral autorisant la prolongation pour une durée illimitée du stockage souterrain en couches géologiques profondes de produits dangereux non radioactifs sur ce site.

En 2018, un rapport parlementaire émanant d'une mission d'information menée par des députés du Bas-Rhin et du Haut-Rhin préconise l'extraction totale des déchets enfouis en raison de l'application du principe de précaution vis-à-vis de l'environnement et de la population.

La même année, le Ministère de la Transition Écologique et Solidaire a demandé la réalisation d'une expertise de la faisabilité d'un déstockage total hors bloc incendié, expertise qui conclue notamment sur la possibilité technique d'un déstockage total des déchets.

Le 21 janvier 2019, le Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire, François de RUGY, prend finalement la décision d'enfouir définitivement sur site les déchets restants, sur proposition de l'actuel exploitant du site, les Mines De Potasses d'Alsace (MDPA), soit près de 42 000 tonnes de déchets ultimes, c'est-à-dire 95% des déchets stockés initialement.

Après une entrevue avec une délégation d'élus alsaciens, François de RUGY revient toutefois sur sa décision 12 février dernier et demande une étude complémentaire sur la faisabilité financière et technique d'un déstockage partiel des déchets.

A l'avenir, la décision de conserver les déchets enfouis dans la mine pourrait avoir des conséquences à long terme sur la qualité environnementale de la nappe d'Alsace, en particulier sur les couches profondes de l'aquifère jusqu'à présent préservées.

Par ailleurs, il y a urgence. En effet, le système minier va progressivement s'ennoyer par infiltration d'eau le long des puits de mine remblayés et par accumulation de saumure dans les points bas de la mine. **Ainsi, la mine est peu à peu en train de se refermer sur les déchets et il est impératif que les opérations de déstockage débutent au plus tard en 2022,**

La Commission Locale de l'Eau (CLE), suite à l'arrêté préfectorale de mars 2017, a notamment considéré que **la prolongation du stockage des déchets est incompatible avec les objectifs de protection de la nappe du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ILL-NAPPE-RHIN, en particulier en raison des liens existants entre les ressources en eau souterraines (nappe phréatique rhénane) et superficielles (cours d'eau et zones humides).**

Pour rappel, la nappe phréatique rhénane est la plus importante ressource en eau (80 milliards de m^3) de bonne qualité d'Europe. Elle assure la satisfaction de 75 % des besoins en eau domestique, de plus de 50 % des besoins en eau industrielle, et la quasi-totalité de l'eau d'irrigation.

Par la présente motion, il apparaît important au conseil municipal de la Ville de Strasbourg de rappeler les points suivants :

- **que le confinement illimité des déchets de Stocamine provoquera un impact sur la nappe d'Alsace et que le risque de pollution est réel et affecterait à long terme l'irrigation des terres agricoles, la distribution d'eau potable ainsi que la santé des personnes sur notre territoire et les territoires limitrophes ;**

- **qu'il y a lieu d'encourager le Gouvernement à lancer des études complémentaires au plus vite pour éviter de rendre impossible l'éventuelle extraction complète des déchets ultimes hautement toxiques (mercure, arsenic, cyanure, amiante, …) ;**

- **que le déstockage des déchets devra impérativement débuter sous 2 ans en raison de l'effondrement progressif des galeries ;**

- **que le déstockage engendrera des enjeux de sécurité, en matière de transport, de stockage pérenne des déchets, de sécurité des travailleurs, non totalement appréhendés à ce jour et qu'il conviendra d'étudier et d'évaluer précisément.**

Le conseil municipal demande donc au Gouvernement de prendre en compte le principe de précaution et, eu égard à notre devoir de préserver la nappe phréatique pour les générations futures, nous exigeons que la solution du déstockage intégral puisse être adopté par l'Etat qui doit prendre cette décision afin de préserver l'avenir de notre territoire.

Adopté le 25 mars 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 28 mars 2019